UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 00581279 7

OFFERT
PAR LA SOC... GRAPHIE COMMERCIALE
EN S... BIENFAITEUR

L'INDE FRANÇAISE

AU XVIIIe SIÈCLE

48154. — PARIS. IMPRIMERIE LAHURE
9, rue de Fleurus, 9

L'INDE FRANÇAISE

AU XVIIIe SIÈCLE

OUVRAGE POSTHUME

DE

HENRI CASTONNET DES FOSSES

Avec portrait de l'Auteur

MICROFORMED BY
PRESERVATION
SERVICES
DATE MAY 11 1992

PUBLIÉ PAR LES SOINS

DE LA

SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE COMMERCIALE

8, RUE DE TOURNON, 8

PARIS

DS
496
C35

1118412

Phot Benque

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/lindefranaisea00cast

H. CASTONNET DES FOSSES

Né à Angers, le 8 juin 1846, d'une famille très honorable du département de Maine-et-Loire, Castonnet des Fosses est décédé à Paris, le 26 mai 1898.

Après avoir fait ses études dans sa ville natale, il se fit inscrire au barreau de Paris, sans jamais exercer cependant d'une manière réelle la profession d'avocat, et dirigea presque de suite ses études vers les questions de géographie économique et historique et de colonisation.

Depuis vingt ans, membre de la Société de Géographie commerciale, Castonnet des Fosses a rendu de grands services, non seulement à la Société, mais à la cause coloniale et à l'expansion française tant aux colonies qu'à l'étranger.

Devenu peu après son entrée dans la Société, membre de son conseil, il y a toujours été

réélu : il a fait partie successivement de toutes les Commissions, des prix, des finances, etc., il a dirigé pendant onze années les 3me, 1re et 2me sections de la Société et a été deux ans son vice-président. Personne mieux que lui ne savait organiser les séances, choisir les conférenciers. — Il y prenait même souvent une part plus active, car, nombreuses sont les conférences dans lesquelles il a exposé soit quelqu'un de ses voyages, soit le résumé de ses études sur telle ou telle région.

Nous rappellerons ses conférences sur le centenaire de Christophe Colomb et celui de Dupleix; sur le Tonkin, la Corse, la Crète, la Jamaïque, le Portugal, le Maroc, Tombouctou, la Chine et le Japon en Corée, l'Abyssinie et les Italiens, et combien d'autres! — Si, à un moment quelconque, un conférencier manquait, on pouvait s'adresser à lui, sûr de sa parfaite obligeance ; toujours il était en mesure de faire sur le sujet désiré une conférence des plus intéressantes et des plus documentées.

Il est allé fréquemment en province, sollicité par les Sociétés de Géographie départementales, porter la bonne parole sur les questions coloniales, plus particulièrement à Roubaix, à Lyon, à Lille, Nantes, Saint-Nazaire, etc. : il est peu de congrès géographiques et

scientifiques auxquels il ne se soit rendu et n'ait pris part d'une manière effective, en faisant d'utiles communications.

Castonnet des Fosses a beaucoup écrit ; ses principaux ouvrages ont été : *St-Domingue ou la perte d'une colonie*, *l'Abyssinie et les Italiens*.

On peut ajouter de nombreuses monographies historiques : *le siège de Lyon en* 1793 ; *le royaume de Jérusalem* ; *François Bernier* ; *Jean Bodin* ; *Pierre Poivre* ; *La Boullaye Legouz* ; *La Fayette et ses compagnons* ; *Paris en* 1794 ; *la Louisiane sous la domination française* ; *l'Europe en* 1788 ; *l'Annam au moyen âge* ; *Charles Renou* ; *le Père Joseph* ; *l'Etat des personnes en France avant* 89 ; *les Origines du peuple mexicain* ; *la Civilisation de l'ancien Pérou* ; *Christophe Colomb* ; *Vasco de Gama* ; — des monographies géographiques : *la Tunisie* ; *Cuba et Porto-Rico* ; *les Relations de la France avec la Perse* ; *le Commerce du Japon* ; *la Macédoine* ; *A travers la Perse* ; *la Crète* ; *le Maroc tel qu'il est* ; *la Colonisation russe en Sibérie* ; *la Chine industrielle et commerciale* ; *la Colonisation de la Guyane* ; *le Pèlerinage de la Mecque* ; *les petites Antilles françaises* ; *la France* ; *l'Angleterre et l'Italie dans la mer Rouge* ; *Comment l'Angleterre est devenue une puissance commerciale et coloniale*, etc. ; d'importantes études sur le brahmanisme et le

Japon au point de vue religieux, publiées à l'origine dans la *Revue des religions*, puis une série de publications sur l'époque héroïque de l'Inde française, du temps de Dupleix et de La Bourdonnais, réunies par lui pour servir de cadre à un volume que la mort l'a empêché de publier et que nous présentons aujourd'hui au public conformément à son désir.

Il avait enfin commencé une histoire de l'*Empire byzantin* trop peu avancée pour qu'il puisse être question de la publier.

Il y a déjà quelques années, Castonnet des Fosses avait mérité d'être inscrit parmi les bienfaiteurs de la Société de Géographie commerciale, en contribuant à fonder la médaille Dupleix; il a voulu, non content des services qu'il lui avait rendus, lui en rendre alors qu'il ne serait plus. C'est ainsi que, sans imposer aucune de ces conditions, charges souvent lourdes pour les Sociétés, sans demander non plus que l'on donnât son nom à un prix quelconque, c'est-à-dire de la manière modeste et dévouée dont il aimait à rendre service, Castonnet des Fosses a légué à la Société de Géographie commerciale la somme de 50000 fr.

La Société reconnaissante a fondé, sous son nom, une médaille destinée aux études historiques coloniales et une bourse de voyage.

On le voit, Castonnet des Fosses était un travailleur, modeste et érudit, n'ayant jamais rien ambitionné que d'être utile dans cette sphère qu'il s'était choisie; il avait profité d'une situation de fortune indépendante, pour éviter de devenir un de ces budgétivores qu'il aimait peu. Les seules récompenses qu'il ait eues furent les palmes d'officier de l'Instruction publique, la croix d'officier du Nichan Iftikar et celle de chevalier du Dragon de l'Annam. Nous nous bornerons à dire : il fut instruit, honnête et bon; c'est suivant nous le plus bel éloge à faire d'un homme.

L. DE LEYMARIE.

L'INDE FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

L'Inde. — Son passé. — Motifs qui ont déterminé les Européens à y fonder des établissements. — Les Portugais, les Hollandais, les Anglais.

La fin du quinzième siècle a été marquée par deux grands événements : la découverte de l'Amérique et celle de la route des Indes par le cap de Bonne-Espérance, qui ont opéré une révolution dans le commerce et l'industrie. Un mouvement se produisit dans le Vieux-Monde et poussa les Européens vers l'Amérique ou la route des Indes. Mais il faut bien se garder de confondre ce double courant. En Amérique et aux Indes, les Européens n'avaient pas le même but. Aussi, le rôle qu'ils y ont joué, les résultats qu'ils ont obtenus, ont été bien différents.

C'est en Amérique que la colonisation a eu lieu, dans la véritable acception du mot.

L'Espagne est la puissance qui parut la première dans le Nouveau-Monde. Elle venait d'ache-

ver sa longue croisade contre les Maures, et cette lutte héroïque venant à cesser, mettait en disponibilité une foule d'aventuriers impatients des loisirs de la paix. La découverte de l'Amérique leur ouvrait un débouché inespéré; ils s'y élancèrent avec ardeur et soumirent le Mexique et le Pérou.

Après la conquête vient la colonisation et les Espagnols procèdent d'une manière toute particulière. Leur système de colonisation n'a aucun rapport avec celui que les autres peuples de l'Europe ont suivi au dix-septième siècle: les Français, les Hollandais, les Suédois, les Anglais, arrivèrent dans l'Amérique du Nord et s'établirent dans les solitudes, qui depuis sont devenues le Canada et les États-Unis. Ils y ont fondé de véritables colonies. Dans cette partie du monde, la colonisation a été entreprise à l'instar de la colonisation antique, qui emmenait la cité avec elle. Les colonies de l'Amérique du Nord étaient de petites sociétés qui se détachaient de la grande, se transportaient de toutes pièces sur une terre vierge et s'y constituaient à l'image de la métropole. Le but des premiers colons de l'Amérique du Nord n'était pas la fortune, ils voulaient simplement, en cultivant la terre, s'assurer l'existence, en un mot trouver le *vivre et le couvert.*

Dans les établissements que les Européens ont fondés dans l'Inde, il ne faut rien chercher de semblable. L'Orient, plein de mystères et de richesses,

l'Orient d'où venaient les soieries, les pierres précieuses, les parfums et les épices, l'Inde et la Chine surtout exerçaient une véritable fascination sur les imaginations vives et curieuses de nos ancêtres ; trouver une voie plus directe pour atteindre ces contrées privilégiées, faire concurrence aux Vénitiens qui avaient le monopole d'un commerce si lucratif, tel était le but d'une foule d'esprits aventureux. Mais en allant aux Indes, l'on ne pensait pas à coloniser ou à faire des conquêtes territoriales. Le climat du pays, ses nombreux habitants qui jouissaient d'une civilisation assez avancée n'étaient pas de nature à attirer l'émigration. Au commencement de leurs expéditions maritimes, les Européens n'ont jamais eu cette intention ; ils ne cherchaient pas une nouvelle patrie, ne voulaient pas s'établir dans l'Inde avec leurs familles, et y fonder des colonies. Encore moins prétendaient-ils à la domination du pays ; ils conservaient l'esprit de retour, désiraient seulement faire du trafic et ne songeaient qu'à s'enrichir. Venus en petit nombre et se trouvant en présence d'une nombreuse population, ils se bornaient à occuper sur la route, des stations maritimes, des escales de ravitaillement. Dans l'Inde, leur seule ambition était de posséder quelques ports, qui puissent devenir des centres commerciaux et obtenir le droit d'avoir des factoreries, c'est-à-dire des comptoirs où les négociants fixaient leur résidence et étaient à même d'entre-

tenir des rapports avec les habitants du pays.

La manière dont se faisait le commerce dans le *Haut Orient* et son organisation toute particulière plaçaient forcément les Européens dans la dépendance des indigènes. Les étoffes tissées de l'Inde, qui jouissaient d'une réputation méritée, formaient l'objet d'un trafic considérable. Lorsqu'il s'agissait d'acheter un certain nombre de pièces, le marchand européen avait recours aux Banians, qui lui servaient d'intermédiaires, avec les tisserands que leur position misérable mettait dans la dépendance de ceux qui les employaient. Dans les autres transactions, l'on agissait de même et il fallait toujours avoir recours aux Banians. La situation des Européens dans l'Inde avait beaucoup d'analogie avec celle qu'ils ont eue depuis dans les villes de la Chine ouvertes à leur commerce. Quelquefois, ils obtenaient une aldée du prince sur le territoire duquel ils avaient une factorerie; une aldée consistait en un village et une certaine étendue de terres que l'on faisait cultiver par les indigènes, afin de se procurer plus facilement les produits propres à l'exportation. L'on pouvait acquérir une aldée, en l'achetant, ou l'affermer moyennant un prix convenu. Mais il ne faut pas oublier que cette acquisition n'entraînait avec elle aucun droit souverain. C'est ainsi que les Hollandais, les Anglais et les Français sollicitèrent du Grand Mogol l'autorisation de battre monnaie et lui demandèrent la permission de

fortifier leurs établissements pour résister à l'invasion des Mahrattes. Du reste, les territoires, possédés à l'origine par les Européens étaient assez restreints, et il arrivait parfois que des marchands appartenant à des nationalités différentes, s'établissaient les uns à côté des autres, afin de pouvoir, le cas échéant, se prêter assistance contre les indigènes.

L'Inde par ses richesses était bien faite pour exciter les convoitises des Européens. Cette vaste région est l'une des plus favorisées du globe. Ses mines d'or, d'argent, ses pierres précieuses, ses diamants ont été célébrés dès la plus haute antiquité. Le sol contient aussi du cuivre, du plomb, de l'étain. Le fer se trouve dans toutes les provinces, la houille au Bengale et l'on pêche des perles sur la côte de Ceylan. Le règne végétal est aussi riche. L'Inde offre des pâturages, des champs couverts de riches moissons et des vallées fertiles. Le riz abonde dans tous les pays. En fait de productions, l'on trouve également les graines de l'Europe le froment, l'orge, le maïs, ainsi que le sagou, la patate, l'igname, et le sorgho. Parmi les fruits, bornons-nous à citer la banane, le coco, la mangue, l'ananas et l'orange ; tous nos arbres fruitiers tels que le pommier, l'amandier, le pêcher, le poirier, l'abricotier, le noyer viennent également bien. Nos arbres de haute futaie se trouvent dans les forêts et s'y marient avec des arbres particuliers à cette riche contrée. Pour les autres produc-

tions, le sucre, le café, le thé, le lin, le safran, l'indigo, le poivre, la cannelle, l'opium, le coton donnent lieu à une exportation considérable. L'Inde possède tous les animaux domestiques de l'Europe. Les fauves y sont nombreux et les plus redoutés sont le tigre, le léopard et la panthère. Les lions ont disparu; d'après les anciens livres indiens, ils devaient être fort communs autrefois. Les éléphants errent par troupes dans les bois, les singes, protégés par la superstition, pullulent et exercent de grands ravages sur les plantations. On y trouve les oiseaux aux espèces les plus variées et les insectes y brillent d'un éclat inconnu à nos climats tempérés.

Après cet aperçu rapide, il ne faut pas s'étonner si l'Inde qui, pendant longtemps, ne fut connue en Europe que par les récits de quelques voyageurs, évoquait l'idée de richesse, et si, au moyen âge, grâce aux descriptions exagérées des Musulmans, elle passait pour être le pays des merveilles. Mais si l'Inde, par son sol et ses productions, a dû frapper l'imagination des Européens, sa population n'est pas moins curieuse à étudier. Elle est aujourd'hui ce qu'elle était à l'époque de la conquête d'Alexandre, au moment de l'invasion arabe et à l'arrivée des Portugais. Elle a conservé sa vieille organisation sociale et nul ne sait quand elle se transformera ou se modifiera.

L'histoire de l'Inde jusqu'au sixième siècle

avant Jésus-Christ, est fort obscure. Les chroniques indiennes sont restées enveloppées de mystère. Ce sont des poèmes mêlés à quelques récits historiques. Les premiers occupants du sol de l'Inde dans les siècles primitifs furent des tribus aux cheveux plats, mais non laineux, et ayant une certaine analogie avec les noirs de l'Australie. Les débris de cette race subsistent encore dans les montagnes du Deccan. A ces peuplades aborigènes succédèrent des hommes de race jaune, venus probablement du Thibet, et qui créèrent les peuples dravidiens. Puis, parurent les Kouschétes, population à la peau d'un brun rouge, et qui sortait de la Gédrosie. Les Kouschétes s'établirent principalement dans les bassins de l'Indus et du Gange. Ces divers conquérants furent à leur tour soumis par des envahisseurs blancs, les Aryas, qui, vers l'an 2000 avant l'ère chrétienne, imposèrent leur joug aux populations et apportèrent avec eux le régime des castes. La société brahmanique ne tarda pas à se constituer, et le code de Manou la consacra en lui imprimant le cachet de l'autorité religieuse. Originairement, l'Inde paraît avoir formé un seul empire. Plus tard, elle se divisa en plusieurs royaumes, qui se déchirèrent par de nombreuses guerres. Le grand fait historique de cette longue période est l'apparition de boudhisme vers le huitième siècle et contre lequel le brahmanisme, appuyé par la tradition, lutta victorieusement.

Au sixième siècle, Darius Ier, roi des Perses, soumettait une partie du pays. Par son expédition, Alexandre ouvrit cette riche contrée à l'Occident. Les Macédoniens trouvèrent sur l'Indus un grand nombre de principautés. Alexandre avait de vastes projets sur la péninsule et se proposait de pénétrer jusqu'à Polibothra (Patna), la capitale des Prasiens. A sa mort, les provinces soumises se soulevèrent : le roi de Syrie fit une expédition pour les réduire et pénétra jusqu'au Gange. A partir de ce moment, des relations s'établirent entre l'Inde et l'Occident, particulièrement avec l'Égypte. Les Grecs apprécient les épices, le vin de riz, le sucre de canne, la soie, les animaux et des plantes de l'Inde. Plus tard, les Romains entraient en rapport avec l'Extrême-Orient où des ambassadeurs indiens venaient visiter Rome sous Auguste et Claude Strabon, Pline, Ptolémée nous donnent quelques détails sur la péninsule. Au douzième siècle de notre ère, le principal État était le royaume de Cachemire ; après Ptolémée, l'histoire redevient obscure.

Les Européens trouvèrent dans l'Inde des juifs et des chrétiens. Les juifs font remonter leur arrivée dans le pays à l'époque de la conquête de la Palestine par les Romains ; quant aux chrétiens, il est assez difficile de connaître leur origine. Suivant une tradition, saint Thomas serait venu lui-même prêcher l'Évangile dans ces contrées lointaines et aurait converti, sur la côte

de Coromandel, le roi de Méliapour et une partie de son peuple. Les nouveaux néophytes auraient pris son nom et se seraient appelés chrétiens de Saint-Thomas. A Méliapour, qui aurait reçu le nom de San-Thomé en l'honneur du saint, les indigènes ont montré aux Portugais une croix qui aurait été plantée par l'apôtre et était l'objet d'une grande vénération. D'après les chrétiens de l'Inde, saint Thomas serait mort martyr dans cette ville où il aurait été lapidé par les brahmanes. Nous ne pouvons accorder qu'une médiocre confiance à cette tradition. En 517, saint Patène, qui fit un voyage dans l'Inde, était fort surpris de trouver dans les mains des Indiens l'Évangile de saint Mathieu écrit en hébreu. Sur la côte de Coromandel, les chrétiens furent assez nombreux pour former un royaume indépendant. Plus tard ils passèrent sous la domination du roi de Cochin; ils se rattachaient au nestorianisme.

Pendant le moyen âge, l'Europe avait perdu la route de l'Inde et, à part le moine Cosmos, d'Alexandrie, qui visita la Péninsule au sixième siècle et en rapporta les vers à soie, en même temps qu'il donna de curieux détails dans le récit de son voyage, il faut attendre l'invasion musulmane pour entrer de nouveau en rapport avec l'Inde. En 707, Kotaïbohi, lieutenant du khalife Abdul-Meleck, soumettait les bords de l'Indus, et commençait à propager le Koran.

A la fin du dixième siècle, les Ghaznévides, qui

sortaient du Kandahar, s'emparaient de Delhy et y fondaient un empire qui dura jusqu'au milieu du douzième siècle. Aux Ghaznévides succédèrent les Gourides, qui venaient du Khorazan; ils prirent possession du Pendjab, envahirent le Bengale et le Deccan et avec eux l'islamisme s'établissait d'une façon définitive dans l'Inde. A la fin du treizième siècle, des tribus tartares vinrent faire des incursions dans l'Inde, et, à la faveur des troubles, les gouverneurs de provinces se déclaraient indépendants.

L'on était au temps des Croisades et l'Occident commençait de nouveau à s'occuper de l'Inde. Le vénitien Marco-Polo se rendait en 1271 à la cour du grand Khan des Mongols et visitait l'Inde ainsi qu'une grande partie de l'Asie. Le récit qu'il donna de ses voyages fut accueilli par ses contemporains avec une certaine incrédulité, mais depuis les progrès de la science sont venus confirmer son témoignage et sa sincérité. Parmi les voyageurs qui pénétrèrent dans l'Inde au moyen âge, nous citerons le médecin Jean de Mandeville de Saint-Alban, Anglchin et le franciscain Oderic de Frioul dont le récit contient à la fois des détails exacts sur les mœurs des Indiens et des descriptions fantastiques d'hommes à tête de chien et autres extravagances.

A partir de la chute des Gourides, et pendant le quatorzième siècle, l'Inde fut un champ de bataille. Les Afghans, les Gengiskhanides et les

Mongols, qui l'avaient envahie, s'y firent une guerre acharnée. En 1398, le terrible Tamerlan s'emparait de Delhy et dominait l'Inde qu'il couvrait de ruines. A sa mort son vaste empire s'écroula. L'Inde cessa d'appartenir à un seul maître et se fractionna en plusieurs États, sans cesse en lutte les uns contre les autres. Sur ces entreprises, paraissait un descendant de Tamerlan, qui ne tardait pas à jeter les bases de la puissance mongole. Babour était le petit-fils de Tamerlan et descendait de Gengis-Khan ; il naquit en 1489. Il abandonna la Tartarie où des chefs ambitieux lui disputaient l'héritage de ses pères et avec 15 000 hommes pénétra dans l'Inde, alors en grande partie sous la domination des Afghans. Il s'empara de Delhy, où il fixa sa capitale et rallia les musulmans à sa cause. L'empire du Grand Mogol était fondé.

Il fallut cependant près d'un demi-siècle et la domination tartare pour l'asseoir avec solidité des rives de l'Indus à celles du Gange. A Babour, qui mourut en 1500, succéda Houmaïoum qui parvint non sans peine à faire reconnaître son autorité. Akbar Ier (1555-1605), Géangir (1605-1627) et Chah-Djilan Ier (1627-1657) continuèrent l'œuvre de Babour et soumirent la plus grande partie de l'Inde. Sous Aureng-Zeyb, l'empire mogol était parvenu à son apogée. Aureng-Zeyb était né en 1619 ; son règne qui dura de 1659 à 1707 fut marqué par la conquête du Thibet, du

Deccan, du riche royaume de Golconde et celui de Vizapour. La puissance et les richesses du Grand Mogol étaient devenues proverbiales dans tout l'Orient. Il commandait à quarante royaumes et l'on estimait ses revenus à près d'un milliard.

Tavernier décrit longuement le faste et le luxe qui étaient déployés à sa cour. Dans toute l'Asie on parlait de ses trésors, de ses pierres précieuses, de son trône resplendissant d'or et d'argent, de ses écuries où s'étalaient de nombreux chevaux, nourris, disait-on, de galettes faites de beurre et de froment. Mais cette grandeur était factice.

Dans l'empire mogol, deux populations se trouvaient en présence l'une de l'autre, les musulmans qui étaient les conquérants et les Hindous qui appartenaient au culte de Brahma. Les musulmans, bien moins nombreux que les Hindous, habitaient principalement les villes, ils occupaient la plupart des fonctions publiques et composaient en grande partie l'armée. Leur situation offrait beaucoup d'analogie avec celle que les Turcs ont dans l'empire ottoman. L'empire mogol comprenait vingt-deux provinces ou vice-royautés, administrées par des soubabs; chaque vice-royauté se subdivisait en un certain nombre de gouvernements, qui avaient à leur tête des nababs. A l'origine, les soubabs ou les nababs étaient des fonctionnaires révocables.

Peu à peu, ces fonctions étaient devenues indépendantes et héréditaires.

Les Hindous ne prenaient aucune part au gouvernement, ils vivaient comme autrefois et comme aujourd'hui, sous le régime des castes, et ils avaient conservé une institution qui remonte à une époque reculée; nous voulons parler du *village*. Dans l'Inde, chaque village forme une sorte de corporation, qui régit elle-même ses affaires et possède un véritable gouvernement, un conseil présidé par un chef qui répartit entre les habitants l'impôt dû à l'État, au souverain et demeure collectivement responsable de son recouvrement. Il fait lui-même la police, administre la justice, vote les taxes pour les dépenses particulières et a ses agents ou fonctionnaires pour ses services locaux. Dans certains villages, il existe une sorte de communauté de biens et de travaux qui permet à chacun de profiter de l'assistance des autres. Tel existait le village au moment de l'expédition d'Alexandre, tel il existe aujourd'hui. C'est sous ce régime que la population hindoue a toujours vécu dans les campagnes.

Cette organisation fait de chaque village une sorte de *petite république* dont les habitants ne se mettent pas en peine des révolutions de l'empire, tant que leur village subsiste. Cet état de choses explique en partie l'indifférence que les Hindous ont la plupart du temps témoigné pour les envahisseurs qui venaient s'emparer de leur pays,

musulmans ou Européens. Ainsi qu'on put le voir, l'empire mogol n'avait pas de bases solides et les guerres qu'il allait soutenir contre les Mahrattes devaient être le signal de sa ruine. Du reste, l'Inde a toujours été une proie facile ; sa population n'est pas belliqueuse, et en dehors des musulmans, les Mahrattes sont le seul peuple qui ait montré des instincts guerriers. En outre, la multiplicité des principautés indiennes favorisait singulièrement l'établissement des Européens, et devait les aider à prendre pied dans le pays et à y fonder leur domination. C'est ainsi qu'au dix-huitième siècle, lorsque la France et l'Angleterre se disputèrent la suprématie dans l'Inde, les différents princes indigènes furent mêlés à nos guerres et amenés à prendre parti soit pour nous, soit pour nos ennemis. La politique des Français et des Anglais consista principalement à se créer des alliances parmi ces nombreux souverains. Toutes les nations maritimes de l'Europe ont fait des expéditions dans l'Inde. Le Portugal, la Hollande, le Danemark, l'Angleterre et la France y ont successivement paru. L'Espagne seule, absorbée par l'Amérique, a négligé de porter ses efforts du côté de l'Asie, et s'est contentée d'occuper les Philippines. Venise qui, au moyen âge, avait été sur mer, une puissance redoutable, étant entrée dans la période de décadence, pouvait à peine défendre ses dernières possessions de l'archipel. Quant aux villes

hanséatiques, qui, aux treizième et quatorzième siècles, avaient joué un rôle important, la découverte du cap de Bonne-Espérance, en changeant les routes commerciales, leur avait porté un coup terrible. Elles durent rester en dehors du mouvement colonial, qui se produisit en Europe à partir du quinzième siècle.

Les Portugais parurent les premiers dans l'Inde. Le Portugal était devenu de bonne heure une puissance, et l'on est étonné de voir tout ce que ce petit pays a su accomplir à partir de 1415; ses navigateurs, étendant sans cesse le cercle de leurs opérations, redoublèrent d'audace et explorèrent les côtes d'Afrique. En 1498, Vasco de Gama, en abordant à Calicut, donnait le signal d'une révolution économique. Ses successeurs continuèrent son œuvre, et Albuquerque fondait l'empire colonial du Portugal; il s'emparait des stations qui commandent la route des Indes, de Sofala, de Mozambique, de Socotora, de Maskate et d'Ormuz, acquiérait Goa en 1510 et faisait la conquête de Malacca. L'Indo-Chine subissait l'influence de la cour de Lisbonne; les Moluques, connues sous le nom d'*îles aux épices*, étaient occupées ainsi que les côtes de Ceylan. Les Portugais entraient en rapport avec la Chine et le Japon et étaient ainsi les premiers Européens à nouer des relations avec ce dernier empire. Partout, ils se mettaient en communication avec les indigènes, établissaient un

commerce avantageux et organisaient dans tout l'Extrême-Orient un immense trafic. Le Portugal se ressentit de cette révolution commerciale. Lisbonne devint un entrepôt général ; son port avait peine à contenir les nombreux navires qui y affluaient. C'est là que les autres peuples de l'Europe venaient chercher les riches produits que l'Inde déversait sur le Portugal. Lisbonne qui, aujourd'hui, est une cité sans animation, était alors regardée comme la plus belle ville de l'Occident. Si bien qu'un proverbe du temps disait : « Quiconque n'a pas vu Lisbonne, n'a rien vu. »

La manière dont les Portugais faisaient le commerce dans l'Inde n'a rien de commun avec le système des Hollandais, des Anglais et des Français.

Le Portugal avait la prétention de se réserver le trafic avec l'Inde, à l'exclusion de toute autre nation, et il soutenait ce principe par des forteresses et des garnisons disséminées sur les côtes d'Afrique et d'Asie. Le commerce n'avait pas été donné à une compagnie privilégiée. Il restait tout entier entre les mains du gouvernement, et pour faire le négoce aux Indes il fallait avoir son autorisation. De plus certaines branches importantes du commerce étaient restées le monopole exclusif de la couronne. Le trafic se faisait avec des vaisseaux énormes connus sous le nom de *caraques*, armés pour la guerre, et

chargés d'un nombreux équipage de marins et de soldats.

Ces grands navires répandaient la terreur dans tout l'Orient, mais ils excitaient les convoitises des autres nations, et étaient souvent attaqués par les corsaires hollandais et anglais. Ce système présentait en outre le grave inconvénient de concentrer le commerce en quelques mains. Ces lourds convois entraînaient de grandes dépenses pour le gouvernement portugais et l'obligeaient à supporter des charges considérables sans jamais en retirer de sérieux bénéfices. D'ailleurs, la prétention que les Portugais avaient de considérer l'Inde comme leur domaine particulier, d'en exclure les autres peuples, de les forcer à venir s'approvisionner chez eux et d'être les commissionnaires de l'Europe, allait bientôt éveiller les jalousies et leur donner des rivaux.

Du reste, la domination portugaise n'était pas appelée à durer, et malgré ses apparences de solidité, elle cachait de grands vices. Les richesses que l'Inde déversait chaque année sur le Portugal amenèrent une démoralisation dans toutes les classes de la société, faisant naître des besoins nouveaux, des habitudes de violence et de rapine, qui donnèrent lieu à de grands scandales. L'administration coloniale était changée tous les trois ans. Les employés civils et militaires n'avaient qu'un but, s'enrichir rapidement, soit en se livrant au commerce, soit en commettant de

nombreuses exactions. Chacun ne pensait qu'à jouir. Les populations étaient pressurées et ne paraissaient être pour les Portugais qu'une proie destinée à satisfaire leurs désirs.

Aussi, sous le règne du successeur d'Emmanuel le Fortuné, sous Jean III, on pouvait prévoir la chute de la domination portugaise dans les Indes. Des vice-rois comme Nuño da Cunha et Jean de Castro purent retarder ce funeste moment, obtenir encore des succès, mais l'heure de la décadence avait sonné. Le Portugal conservait toujours le monopole du trafic de l'Inde, mais il allait bientôt le perdre quand sa fortune vint s'anéantir avec le roi Sébastien dans les plaines d'Abozar-Kebir, au Maroc; son empire colonial s'écroula, et il fut réuni à l'Espagne.

En 1640, les Portugais eurent beau recouvrer leur indépendance, reprendre une partie de leurs anciennes colonies, leur rôle dans l'Extrême-Orient était fini, et dans l'Inde, ni les Anglais, ni les Français n'eurent à redouter leur rivalité.

Après le Portugal, ce fut la Hollande qui parut dans l'Inde et essaya de l'exploiter à son profit.

Les Hollandais ont suivi un système tout différent de celui des Portugais et pendant près d'un siècle ils ont gardé la prépondérance dans l'Extrême-Orient. Ce fut contre eux que la France eut d'abord à lutter. De tout temps, les Hollandais se sont fait remarquer par leur caractère

industrieux et économe. Leur territoire était restreint et la mer était le champ où ils devaient porter leur activité. La pêche du hareng les avait habitués aux expéditions lointaines et la navigation était devenue pour eux l'industrie nationale. Avant d'aller dans l'Inde, ils en connaissaient les productions par les récits qu'ils avaient entendu faire aux Portugais. Depuis que Lisbonne était devenue l'entrepôt de l'Europe, c'étaient eux qui allaient prendre les marchandises dans cette ville et les distribuaient au reste de l'Europe. Ils eurent bientôt l'idée d'aller les chercher eux-mêmes dans l'Inde, et après quelques expéditions couronnées de succès, la célèbre Compagnie des Indes Orientales était fondée en 1602. Cette compagnie possédait un capital social de deux mille cent cinquante-trois actions, de trois mille florins chacune. Elle avait à sa tête une assemblée générale de dix-sept directeurs. C'était plutôt une réunion de sociétés similaires qu'un seul corps uni et homogène.

La Compagnie pouvait signer des traités, bâtir des forts, construire des vaisseaux et entretenir des troupes. Elle payait à l'État 5 pour 100 pour tout ce qu'elle envoyait dans l'Inde, sauf les matières d'argent. Les marchandises qu'elle importait en Hollande étaient exemptées de tout droit.

Les débuts de la Compagnie furent pénibles, et pendant treize ans, de 1611 à 1624, les action-

naires ne touchèrent pas de dividende. Mais la ténacité hollandaise triompha des obstacles qu'elle rencontra. Le premier gouverneur des Indes Néerlandaises, Pierre Both, prenait pied dans l'île de Java, et y bâtissait, en 1619, Batavia, qui devenait la capitale des possessions hollandaises. En 1607, les Moluques avaient été enlevées aux Portugais et quelques années plus tard, des comptoirs étaient fondés à Sumatra, une factorerie à Surate et dans la mer Rouge, Moka était occupé. Dans l'Inde, les Hollandais se trouvaient en présence des Portugais, ils songèrent à les supplanter et tout d'abord à les chasser de l'île de Ceylan. Ce fut en 1638 que la première bataille au sujet de la suprématie dans l'océan Indien eut lieu entre Européens, entre l'*Armada* portugaise et la flotte hollandaise, qui était l'alliée du roi de Candy. Les Hollandais victorieux, s'emparaient de Trinquemaly. En 1656, ils expulsaient définitivement les Portugais en prenant Colombo ; ils ne cherchèrent pas à assujettir l'île tout entière, et se contentèrent d'y occuper quelques places, en faisant alliance avec les indigènes et en se réservant le monopole du commerce ; ils enlevaient Malacca aux Portugais, allaient au Tonkin, entraient en rapport avec le Japon, qui restait fermé aux autres Européens, nouaient des relations avec la Chine et s'établissaient à l'île de Formose. Leurs succès ne se ralentissaient pas. En 1643, ils arrivaient à Bornéo, et en 1665, ils

commençaient à occuper Célèbes. Dans l'Inde, ils s'emparaient de Négapatam (1660), de Cochin (1663), et gagnaient l'amitié du Grand Mogol. Partout les Hollandais se substituaient aux Portugais et en cela ils étaient aidés par les populations indigènes.

Contrairement aux Espagnols et aux Portugais, les Hollandais ne se présentaient ni en conquérants, ni en missionnaires, mais en commerçants qui n'avaient qu'un but, faire du trafic. Dans l'Inde, ils n'ont jamais eu l'intention de fonder des colonies, mais seulement de nouer des relations commerciales en conservant l'esprit de retour. Ce sont avant tout des marchands qui ont toujours eu pour principe de respecter les mœurs et les habitudes des peuples qu'ils rencontrent, et qui ne sont conduits ni par l'idée de gloire, ni par l'idée de propagande religieuse. Leur politique a toujours été uniquement commerciale. Trafiquer, servir d'intermédiaires entre l'Europe et l'Asie, afin de réaliser des bénéfices, telle était leur seule ambition. Mais si les Hollandais étaient tolérants en politique et en religion, ils ne l'étaient plus lorsqu'il s'agissait de leurs intérêts ; ils voulaient conserver leur monopole, surtout pour les épices, principale source de leurs revenus. Ils allaient même jusqu'à en restreindre la culture, afin d'élever le prix de cette précieuse denrée.

Naturellement, ils ne voulaient pas de rivaux

et étaient hostiles aux autres nations européennes.

Les Hollandais étaient à la tête d'un commerce considérable qu'ils faisaient depuis le Japon jusqu'en Perse et dans les îles de la Sonde. Leur Compagnie possédait environ cinquante gros vaisseaux, sans compter une quantité de petits bâtiments pour la navigation des côtes. Il partait ordinairement de Batavia, tous les ans douze ou quatorze navires qui se rendaient en Europe, sept ou huit de Colombo qui était le principal marché de la cannelle. Amboine était ensuite leur centre le plus important; ils avaient principalement concentré leurs efforts dans les îles de la Sonde, et les avaient soumises en partie à leur domination. Les forces militaires qu'ils entretenaient dans l'Extrême-Orient étaient importantes; à Java, ils avaient une armée composée de douze cents Européens, de dix mille Malais et de deux mille Chinois; à Ceylan, deux mille Européens et six mille Cipayes. En devenant une puissance territoriale, la Compagnie n'avait pas changé sa ligne de conduite et était restée avant tout une société de commerce, cherchant à réaliser des bénéfices. Son administration était fort économe. C'est ainsi qu'elle faisait construire la plupart de ses bâtiments dans les îles de la Sonde où la main-d'œuvre et les matériaux lui revenaient à meilleur compte qu'en Europe et recrutait ses équipages parmi les indigènes, qui se contentaient d'une solde inférieure à celle des matelots hollandais. Les

Hollandais n'apportaient que très peu de marchandises d'Europe dans l'Inde, et leurs envois d'argent ne dépassaient pas annuellement deux millions, ils n'achetaient au comptant que dans le Bengale, et partout ailleurs ils pratiquaient la troque avec leurs épices. Le commerce de l'Extrême-Orient leur appartenait. Telle était la puissance des Hollandais à notre arrivée dans l'Inde; ils possédaient la supériorité et la faisaient accepter, d'autant plus qu'ils étaient alors la première nation maritime. Leur marine militaire comprenait cent soixante vaisseaux ou frégates.

Les bénéfices réalisés par les Portugais et les Hollandais avaient attiré de bonne heure l'attention des Danois. Les expéditions de l'Islande et du Groenland avaient fait de ce petit peuple un état maritime assez important. Aussi, le Danemark devait bientôt songer à aller aux Indes recueillir sa part des produits de ce riche pays et, dès le seizième siècle, ses vaisseaux paraissaient dans l'océan Indien. En 1616, une compagnie se formait et achetait du rajah de Tandjaour, à l'embouchure du Cavéry, le village de Tranquebar, qui devenait bientôt une ville importante et le siège d'un commerce actif. Plus tard, les Danois établirent deux factoreries, l'une sur le Gange, l'autre sur la côte de Malabar. Leur compagnie fit de mauvaises affaires, et à sa dissolution, en 1654, les dettes absorbaient l'actif. Une nouvelle compagnie était fondée

presque aussitôt, une troisième en 1686, et une quatrième en 1732. Ces différentes compagnies ne songèrent jamais à faire des conquêtes, et restèrent exclusivement commerciales. Du reste, le Danemark eut toujours un rôle très effacé dans l'Inde et pendant les luttes de la France avec la Hollande et l'Angleterre, il garda constamment la neutralité. Au seizième siècle, la Suède essaya aussi de devenir une puissance coloniale. La reine Christine avait organisé une compagnie des Indes, bien persuadée que son royaume en retirerait de grands bénéfices. Cette compagnie fut dissoute en 1671. Au dix-huitième siècle, de nouvelles et dernières tentatives eurent lieu sans résultat.

L'Angleterre, aujourd'hui maîtresse de la presque totalité des Indes, n'y parut qu'après le Portugal et la Hollande, au commencement du dix-septième siècle. En 1599, des négociants de Londres s'étaient associés et avaient fondé une compagnie. Ce fut l'origine de cette célèbre compagnie qui devait posséder un territoire égal à celui d'un empire. La reine Élisabeth s'empressa de reconnaître par des lettres patentes la nouvelle association dont le capital social s'élevait à 80153 livres sterling. Les successeurs d'Élisabeth, et notamment Charles II, augmentèrent les droits de la compagnie, en lui concédant de nouvelles chartes. Au début, les Anglais avaient le même mobile que les Hollandais ; ils

ne voyaient dans leurs entreprises que le moyen d'ouvrir des débouchés à leur commerce et cherchaient conséquemment à faire du trafic. Ce n'est que plus tard que leur compagnie fut avide de conquêtes, devint politique et se transforma en puissance territoriale. Ses débuts furent modestes, rien ne pouvait annoncer ou faire prévoir sa grandeur future. Sa première expédition mit à la voile le 2 mai 1601. Ses opérations se bornaient à envoyer des vaisseaux dans l'Inde, pour en rapporter de riches cargaisons. En 1602, une factorerie était fondée à Surate, et c'est ainsi que les Anglais ont pris pied sur le territoire indien. En réalisant des bénéfices, leur compagnie prenait de l'importance, et, en 1619, elle portait son capital social à 1 600 000 livres sterling. En 1651, une nouvelle souscription était ouverte, et atteignait près 500 000 livres sterling. Pour l'époque, c'étaient des sommes considérables.

En même temps que l'Angleterre développait son commerce, elle cherchait à étendre son influence. Elle se mettait en rapport avec les indigènes de Sumatra, et envoyait, en 1616, une ambassade au Grand Mogol. Le chef de cette ambassade, sir Thomas Roë, qui représentait la compagnie, nous donne une relation curieuse de sa mission. Il se prononce énergiquement contre toute politique de conquête, et dit qu'il est inutile d'avoir des places fortes, d'entretenir des

garnisons et de posséder des stations navales. Pour lui, il fallait se borner à *tenir pacifiquement son commerce*, il s'étonnait de voir les Européens chercher à se supplanter les uns les autres, *lorsqu'il y avait place pour tous*. Ses conseils de modération ne devaient pas être suivis par ses compatriotes, qui allaient bientôt suivre une politique de guerres et d'envahissements.

Jusqu'à présent, l'Angleterre n'avait que des factoreries et ne possédait aucun territoire. Elle acquit sa première possession en 1659, en achetant Madras au rajah de Bidjanogor. Madras laissait à désirer comme situation. Mal placé par rapport au golfe où il se trouve, sa rade est ouverte, d'une entrée difficile et peu sûre, à l'époque de la mousson. L'une des raisons qui décidèrent les Anglais à s'y établir, ce fut le voisinage de San-Thomé, alors la capitale des possessions portugaises, sur la côte de Coromandel. En cas d'attaque des indigènes, les deux villes pouvaient réciproquement se prêter assistance. En 1644, les Anglais paraissaient au Bengale et quelques années plus tard, ils fondaient une factorerie à Hongly, sur le Gange inférieur. Leur deuxième acquisition eut lieu en 1662. A cette époque, Charles II épousait une infante, dona Catherine de Bragance, qui lui apportait en dot la ville de Tanger, au Maroc, et la petite île de Bombay. Les Anglais s'y établirent en 1664, et la couronne en faisait abandon à la compagnie.

Aujourd'hui Bombay compte près d'un million d'habitants, c'est la grande voie de communication entre les Indes et l'Europe et peut-être la future capitale de l'empire anglo-indien.

Les Anglais avaient suivi le même système que les Hollandais et donné le monopole du commerce à une Compagnie privilégiée. Au début, l'organisation de cette Compagnie était fort simple. Les possesseurs de fonds engagés dans le commerce de l'Inde se réunissaient de temps en temps pour s'occuper de leurs intérêts et nommer un Conseil chargé d'expédier les affaires courantes.

En 1698, le privilège étant expiré, il se forma une nouvelle Compagnie. Dès lors, il y eut deux Compagnies anglaises rivales l'une de l'autre. Au bout de quelques années, les deux associations, voyant que leurs dissensions ne profitaient qu'aux autres nations, se réunirent et fondèrent une autre troisième Compagnie qui prit le nom de *Compagnie des marchands unis pour faire le commerce des Indes orientales*. En 1708, la fusion était un fait accompli. L'organisation de la Compagnie fut légèrement modifiée. Pour prendre part aux délibérations, il fallait être propriétaire de cinq cents livres sterling, et de deux mille pour entrer au comité. Les actionnaires avaient quatre assemblées par an. La Cour des directeurs, qui avait le pouvoir exécutif, était composée de vingt-quatre membres.

A notre arrivée dans l'Inde, les possessions des Anglais se réduisaient à Madras, à Bombay et à quelques factoreries. Calcutta n'existait pas encore, Madras et Bombay formaient deux présidences indépendantes l'une de l'autre. Chacune d'elles était souveraine dans toute l'étendue de son territoire, et un gouverneur, appelé président, y exerçait le pouvoir avec l'assistance d'un Conseil. Il est à remarquer que la Compagnie d'Angleterre n'était pas soumise à l'ingérence continuelle de l'État. Elle était indépendante et, dans sa constitution comme dans l'organisation de ses possessions, nous retrouvons le *self government*, qui caractérise le peuple anglais.

La Compagnie anglaise avait le monopole du commerce, mais elle dérogeait parfois à son principe, en accordant à des marchands étrangers à l'Association l'autorisation de faire du trafic aux Indes. C'est ce qu'on appelait les *libres marchands*. Le *libre marchand* s'engageait par serment à habiter, lui, sa femme et ses enfants, à l'endroit que lui assignait la Compagnie, à ne pas s'en éloigner et à ne pas revenir en Angleterre avant l'expiration du terme qu'on lui avait fixé d'avance. Quand il retournait en Europe, il était obligé de prendre passage sur les vaisseaux de la Compagnie et devait réaliser sa fortune en marchandises qui lui étaient indiquées. Au siècle dernier, l'institution des *libres marchands* a joui d'une grande réputation et à juste titre ; elle a puissamment contribué

à développer le commerce anglais et lui a donné un avantage marqué.

Telle était la situation de l'Angleterre dans l'Inde au moment où les Français allaient y débarquer. Rien ne pouvait alors faire prévoir qu'elle deviendrait la maîtresse de la péninsule.

Cependant, il était déjà permis de prévoir l'importance que l'Angleterre allait prendre. Ses expéditions en Amérique, ses audacieux corsaires qui jetaient partout la terreur, l'énergie qu'elle avait déployée en résistant à Philippe II, la conquête qu'elle venait de faire de la Jamaïque, tout annonçait chez elle la grande vitalité qu'elle devait montrer dans la lutte contre la France, en Europe, en Amérique et aux Indes, lutte qui s'est terminée à l'avantage de notre rivale, a fait d'elle la première puissance maritime et coloniale, et devait lui donner dans l'Extrême-Orient un empire de trois cents millions de sujets.

CHAPITRE II

Les débuts des Français dans l'Extrême-Orient. — La compagnie des Indes. — Expédition de Ceylan. — Siège de San-Thomé.

La France fut la puissance maritime qui parut la dernière aux Indes et, cependant, elle y a joué un rôle important. Nos premières expéditions *d'outre-mer* remontent au quatorzième siècle, mais au douzième, les Normands et les Bretons entreprenaient déjà de longs voyages. Saint-Malo, Morlaix et Nantes faisaient un trafic considérable de blés, de vins, de sel et de poissons avec l'Angleterre et l'Espagne. Rouen, Dieppe et Honfleur, avaient établi des communications régulières avec Londres, La Rochelle et Bayonne, et étaient devenus des centres où l'on se livrait à un négoce important au quatorzième siècle. La France faisait déjà une grande consommation des denrées de l'Orient, telles que le sucre de Chypre, le poivre, le gingembre, la cannelle, le girofle, les muscades, l'encens, les figues et les dattes. Le coton nous était apporté en laine et filé; l'on s'en servait pour fabriquer des mèches de chandelles, des gants et des bonnets. Les draps de Rouen étaient déjà en grand honneur en Arménie.

Les ports de Normandie prirent une large part aux expéditions lointaines. Sous le règne de Charles V, des Dieppois allaient faire la troque à Sierra-Leone avec les indigènes et en rapportaient de la poudre d'or et de l'ivoire. Peu à peu, l'on s'enhardit, et nos marins se dirigèrent vers des mers inconnues ou encore peu visitées. L'on songea à prendre la route des Indes. En 1529, les frères Raoul et Jean Parmentier quittaient Dieppe avec deux vaisseaux, le *Sacre* et la *Pensée*, qui appartenaient au célèbre armateur Ango, visitaient Sumatra, les Moluques, les Maldives, Madagascar et revenaient dans leur ville avec une riche cargaison d'épices. Les expéditions se multiplièrent et, de Dieppe, de Honfleur, de Rouen partaient fréquemment des navires qui allaient trafiquer en Amérique, en Guinée et en Asie. La ville de Rouen était alors le grand comptoir où nos marins venaient s'approvisionner de vivres, de munitions et de marchandises.

Les guerres d'Italie et les guerres de religion, empêchèrent la France de s'adonner aux entreprises coloniales. Cependant, le commerce maritime n'était pas délaissé. Rouen continuait de faire des armements et, en 1600, nous voyons qu'un marchand de cette ville, Pierre Vampenne, était propriétaire de dix-sept navires, qui allaient aux Indes. Le négoce rouennais se modifia et s'étendit sur une foule d'objets dont il avait été à peine fait mention jusqu'alors. La mercerie et la

quincaillerie prirent une importance extrême; une raffinerie de sucre était établie à Rouen et l'on essayait de cultiver le tabac. En même temps, la concurrence commençait à troubler la quiétude des fabricants et, sur la demande des corporations, des lettres-patentes du 5 août 1601, défendirent l'introduction en France et l'usage pour les teinturiers « de la drogue venant des Indes, appelée *linde* et *aint*, employée au lieu de pastel et de guelde ». Cette prohibition montre que l'importation des produits de l'Inde dans notre pays devait être considérable.

Saint-Malo fut entraîné par l'exemple des Normands. En 1601, une société se forma dans cette ville, et fit partir deux navires pour l'Inde. L'un de ces vaisseaux, le *Croissant*, était commandé par le capitaine Grou, de Closneuf, et avait à son bord Jean de Vitré, qui nous a donné une relation de son voyage. Le *Croissant* quittait Saint-Malo au mois de mai 1601, touchait à Madagascar et arrivait aux Maldives en juillet 1602. Il reconnaissait ensuite Ceylan, les îles Nicobar et abordait à Sumatra. De Vitré nous donne une longue description de cette île. De retour en France, il publia ses aventures sous le titre : *Description du premier voyage fait aux Indes Orientales.* Ce récit est fort curieux. De Vitré décrit avec exactitude les animaux et les plantes qu'il a été à même d'observer, et nous parle longuement des oiseaux de paradis. Il est le premier à soutenir, contrai-

rement à l'opinion, que ces oiseaux avaient des pattes, comme il a pu s'en assurer par lui-même.

L'autre vaisseau, le *Corbin*, partait de Saint-Malo en même temps que le *Croissant*. C'était un bâtiment de deux cents tonneaux. Pyrard de Laval, qui s'y était embarqué, n'avait qu'un seul but : « voir des choses nouvelles et acquérir du bien. » Il expia cruellement ce désir. Dès qu'il eut doublé le cap de Bonne-Espérance, une tempête le jeta à Madagascar, d'où il alla visiter les îles Comores. Il fit ensuite naufrage aux Maldives, dont il nous donne une longue description; parcourut successivement le Bengale, la côte de Coromandel, le Malabar, fut longtemps retenu prisonnier à Goa, visita le Deccan, Ceylan, Malacca, Sumatra, Java, les Moluques, revint dans l'Inde, en passant par Surate, et rentrait en France, après s'être arrêté à Sainte-Hélène et au Brésil. Ce ne fut qu'après dix ans d'infortune et de misère, qu'il eut le bonheur de revoir Laval, « sa chère patrie », c'est-à-dire en 1611. La même année, Pyrard publiait le récit de ses aventures, qu'il intitulait : *Histoire du voyage des Français aux Indes*.

Henri IV avait compris l'importance des expéditions *d'outre-mer*. Il entrait dans ses vues que la France possédât des colonies. Aussi voulait-il avoir une Compagnie des Indes pour lutter avec celle qui commençait à faire la fortune de la Hollande. Une compagnie fut instituée par lettres-

patentes du 1er juin 1604. Le roi lui accordait le privilège exclusif du commerce dans l'Inde pendant quinze ans et, bientôt, prorogeait son monopole jusqu'en 1625. Il lui faisait, en même temps, cadeau de deux pièces d'artillerie. L'on s'était assuré le concours du Flamand Gérard Leroy, navigateur, qui avait déjà fait plusieurs voyages aux Indes, pour le compte des Hollandais, et l'on espérait que cette tentative serait couronnée de succès; il n'en fut rien. La mésintelligence qui se mit entre les associés et le manque de fonds entravèrent l'action de la Compagnie et l'on n'obtint aucun résultat.

En 1615, deux marchands de Rouen, Muisson et Canis, indignés de cette inaction, demandèrent au roi le transfert du monopole, et proposèrent de se charger d'une expédition. La Compagnie protesta et dit que si elle n'avait pas encore envoyé de navires, c'était par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. Le roi entendit ces deux parties et se décida à associer les marchands de Rouen à la Compagnie, par lettres-patentes du 2 juillet 1615. La nouvelle association prit le nom de *Compagnie des Moluques*.

Cet arrangement conclu, dans le courant de 1616, partaient deux navires. Le plus grand était commandé par de Nets, ancien officier de marine et, le second, par le capitaine Antoine Beaulieu, qui avait déjà fait un voyage sur la côte d'Afrique. Les équipages étaient en grande partie com-

posés de Hollandais. Après une navigation assez heureuse, l'expédition arriva à Java, où elle rencontra une vive opposition de la part des autorités hollandaises. Le gouverneur général ordonna à tous les sujets de la république des Provinces-Unies de quitter les vaisseaux français, ce qui jeta les commandants dans un grand embarras. Beaulieu fut obligé de vendre son navire et passa, avec le reste de son équipage, à bord de celui que commandait de Nets. L'expédition prit ensuite la route de l'Europe, après avoir assez bien réussi, dans ses transactions, pour que le voyage fût regardé comme un succès plus positif qu'il ne l'était en réalité.

La Compagnie prépara une nouvelle expédition et envoya trois navires sous le commandement de Beaulieu. Ces trois vaisseaux étaient le *Montmorency*, de quatre cent cinquante tonneaux avec cent soixante-deux hommes d'équipage et vingt-deux canons; l'*Espérance*, de quatre cents tonneaux avec cent dix-sept hommes et vingt-six canons; l'*Ermitage*, de soixante-quinze tonneaux, qui portait trente hommes et huit canons. Beaulieu nous fait lui-même le récit de son voyage. Il partit de Honfleur le 2 octobre 1619 avec des vivres pour deux ans et demi, doubla le cap de Bonne-Espérance, reconnut Madagascar, relâcha à la Grande-Comore et visita Mayotte. Il remontait ensuite jusqu'au cap Guardafui, suivait la côte d'Arabie, prenait la route des Indes et abor-

dait à Sumatra. Beaulieu décrit avec détail cette grande île, où les marchands anglais et hollandais venaient en assez grand nombre. Le prince le plus puissant était alors le roi d'Achem. L'expédition arriva ensuite à Java. Là, Beaulieu eut le malheur de perdre l'un de ses vaisseaux, l'*Espérance*, et il soupçonna les Hollandais de l'avoir fait couler. La cargaison de l'*Espérance* était évaluée à deux millions de livres, et le bâtiment avait sombré au sortir du port de Batavia. Après cette perte, Beaulieu reprit la route de l'Europe et, après avoir touché au cap de Bonne-Espérance, à l'île Sainte-Hélène, alors inhabitée et essuyé une violente tempête, il arrivait au Havre, le 1er décembre 1620, avec les deux navires qui lui restaient. Il avait été heureux dans le trafic et rapportait une riche cargaison. Aussi, malgré la perte de l'*Espérance*, la Compagnie réalisa des bénéfices assez importants.

L'expédition de Beaulieu n'était pas un fait isolé, et d'autres navigateurs prenaient également la route de l'Inde. En 1616, le capitaine Lelièvre était parti de Honfleur avec trois navires, s'était rendu à Java et à Sumatra, et en était revenu avec un chargement d'épices. En 1619, le capitaine André Nyvereq quittait Rouen avec un vaisseau de quatre-vingts tonneaux et allait dans les Indes Orientales. Dans les archives du parlement de Normandie, se trouve une requête du 16 avril 1622, qui est un long récit de toutes les

vexations que *les associés de la navigation aux Indes Orientales* avaient à subir de la part des Hollandais.

Avec son esprit supérieur, Richelieu songea à reprendre les projets de Henri IV et à développer nos relations commerciales. En 1642, une Compagnie se forma sous ses auspices. Elle avait pour but le trafic avec les Indes et comprenait vingt-quatre associés. La Compagnie s'intitulait *Société de l'Orient* ou de Madagascar. Des lettres-patentes du 24 juin lui reconnaissaient pour vingt ans le monopole du commerce avec l'Inde. A peine constituée, la nouvelle Compagnie, voulant répondre aux espérances qu'elle inspirait, prenait la résolution de consacrer toutes ses ressources à la colonisation de Madagascar. On a souvent critiqué notre établissement dans cette île et, presque tous ceux qui ont écrit sur les questions coloniales, ont été à peu près unanimes pour blâmer les nombreuses tentatives que nous avons faites pour coloniser cette grande terre. Cependant, l'occupation de Madagascar était dictée par des raisons pleines de sagesse. Le but que l'on se proposait était l'Inde. Ne fallait-il pas posséder sur la route des stations pour se ravitailler? Les Portugais et les Hollandais avaient saisi tous les postes importants sur la route des Indes. De nos jours, ne voyons-nous pas les Anglais agir de la sorte. Les Français devaient, naturellement, suivre les mêmes erre-

ments. Madagascar leur paraissait réunir, par sa situation et ses productions, tous les avantages nécessaires pour y créer un établissement.

En prenant pied à Madagascar, nous poursuivions un double but. Nous voulions y créer une colonie et, en même temps, nous assurer une escale sur la route des Indes. Une première expédition eut lieu en 1645, et l'on fondait Fort-Dauphin.

D'autres expéditions se succédèrent; mais toutes furent suivies d'insuccès. Le climat, l'hostilité des indigènes et la mauvaise direction donnée à nos établissements furent les causes de nos échecs. Malgré les efforts de Flaccourt et du duc de la Meilleraye, la colonie de Madagascar végétait, et à la mort de Mazarin, en 1661, elle était en quelque sorte abandonnée, et tout annonçait sa ruine. L'on comptait à grand'peine cent cinquante colons à Fort-Dauphin.

L'on n'avait pas oublié l'ancienne route des Indes que les caravanes avaient suivie au moyen âge. Sous le gouvernement de Richelieu, le fameux Père Joseph, de l'Ordre des Capucins, l'Éminence grise, voulait refouler les Turcs en Asie, arracher l'Orient à la barbarie, et naturellement, il assignait ce beau rôle à la France.

La Perse et l'Inde se seraient ouvertes à notre commerce. Dans ce but, le Père Joseph créa de nombreuses missions, et chargea un religieux de son Ordre, le Père Pacifique, de Provins, de nous

frayer la route de l'Extrême-Orient. En 1622, le Père Pacifique partait pour le Levant, visitait l'Égypte et la Syrie, élevait des couvents dans l'île de Chypre et à Alep. En 1628, il se rendait à la Cour de Perse et parvenait à fonder des monastères à Ispahan et à Bagdad. C'était autant d'étapes sur la route des Indes. Les Capucins cherchaient bientôt à pénétrer dans ce pays; ils y réussissaient, et en 1639, ils arrivaient à Surate, qui fut l'origine de leurs missions dans cette partie de l'Asie. D'autres Ordres, les Jésuites, les Carmes et les Dominicains, se donnèrent également rendez-vous dans ces contrées encore peu connues, et vinrent y étendre les frontières de la Chrétienté.

La route était frayée et les voyageurs commencèrent à être nombreux. Bornons-nous à indiquer les principaux. De 1643 à 1649, La Boullaye le Gouz parcourait la Turquie, la Perse, et se rendait dans l'Inde où il explorait le Radjépoutanah. En 1666, Jean Thévenot arrivait à Surate, visitait le Gusserate, le Cambaye, Masulipatam, Aurengabad, le royaume de Golconde, et mourait près de Tauris en revenant en Europe. Un joaillier de Paris, Chardin, venu pour faire le commerce des diamants dans l'Extrême-Orient, séjournait plusieurs années à Ispahan, en qualité de marchand du roi de Perse.

Le médecin François Bernier portait les œuvres de Descartes et de Gassendi à la Cour d'Aureng-

Zeyb et devait plus tard fournir de précieux renseignements Enfin, terminons cette énumération en citant le plus infatigable de tous les voyageurs, Tavernier, qui passa sa vie à courir le monde, et mourut pour ainsi dire sur la grande route à l'âge de quatre-vingts ans.

Deux routes existaient pour pénétrer dans l'Inde, celle du Cap de Bonne-Espérance et une autre, qui traversait la Perse, et était suivie par des caravanes. Cette dernière, quoique plus directe, présentait de nombreuses difficultés. La Compagnie ne voulut pas cependant la négliger et chercha à y établir des communications régulières. En 1664, elle envoyait à Ispahan trois marchands, Béber, Mariage et Dupont. De Lionne leur avait adjoint, en les chargeant d'une mission, deux gentilshommes, de Lalin et de La Boullaye le Gouz, Louis XIV écrivait en même temps au roi de Perse, pour lui rappeler l'*ancienne amitié* qui avait toujours existé entre les deux royaumes et le priait de bien accueillir les Français, qui étaient désireux de voir sa hautesse.

Les députés français arrivèrent à Ispahan au mois de juin 1665. Grâce à l'appui d'un marchand français, de l'Estoile et du supérieur des Capucins d'Ispahan, le P. Raphaël, du Mans, ils furent favorablement accueillis par le roi de Perse, qui accorda de grands avantages à notre commerce, principalement en ce qui concernait l'exportation des vins de Chiraz, renommés dans tout l'Orient.

Sur ces entrefaites de Lalin mourut au moment où il se préparait à passer dans l'Inde. Mariage et Dupont restèrent à Chiraz. Quant à de La Boullaye le Gouz, il s'était rendu avec Béber à Bender-Abassy, et tous deux s'étaient embarqués pour Surate, où ils étaient arrivés au mois de mars 1666.

Ils trouvèrent dans cette ville les voyageurs Thévenot et Tavernier.

Les habitants se montraient sympathiques, et grâce à l'appui du supérieur des Capucins, le P. Ambroise, de Preuilly, qui depuis 1650, était dans l'Inde et avait acquis une profonde connaissance des mœurs et des usages du pays, le gouverneur fit bon accueil aux députés français. Il en fut de même des directeurs des factoreries hollandaise et anglaise. Néanmoins, de La Boullaye le Gouz ne se laissa pas tromper par les apparences, et dans une lettre qu'il adressait à Colbert, en date du 1er avril 1666, il lui rendait compte de la situation, et exposait ses vues sur l'attitude que nous devions prendre dans l'Inde.

Les Hollandais dominaient complètement dans l'Extrême-Orient : ils ne voulaient pas souffrir d'autre influence que la leur et avaient fait accepter leur suprématie par les Anglais et les Danois. Bien persuadés qu'ils étaient que la France n'accepterait pas vis-à-vis d'eux une situation inférieure, ils voyaient avec jalousie que nous allions fonder une Compagnie des Indes, et cherchaient à nous

nuire en répandant partout que nous étions des pirates.

Aussi, de La Boullaye le Gouz conseillait d'envoyer une escadre et « de n'épargner ni poudre, ni boulets pour abattre l'orgueil des Hollandais ». Selon lui, notre politique devait entretenir la rivalité de la Hollande et de l'Angleterre, afin de les affaiblir réciproquement. Il engageait à envoyer des ambassadeurs aux princes indigènes, à se créer parmi eux des alliances, et à donner une grande idée de notre pays.

En même temps, il invitait à se défier des Musulmans, des Arméniens et des Banians qui seraient pour notre commerce des rivaux redoutables. Les facteurs de la Compagnie devaient vivre simplement et ne fonder aucun établissement durable dans l'Inde. Par conséquent, il fallait leur défendre de s'y marier et d'y amener leurs femmes et leurs enfants. Pour de La Boullaye le Gouz, la véritable route des Indes était la mer Rouge, et pour s'en assurer la possession, il proposait d'établir une correspondance directe par Suez et le Caire, de s'allier avec le roi d'Ethiopie et de monopoliser le trafic de la Perse. A Surate, les députés français avaient annoncé l'arrivée de sept ou huit vaisseaux de leur nation. Sans perdre de temps, ils se rendirent à Agrah où résidait le grand Mogol. Malheureusement, la simplicité avec laquelle voyageaient les représentants de la France ne répondait pas à l'idée qu'on se faisait

de notre pays. Aureng-Zeyb répondit qu'avant de traiter avec nous, il voulait attendre l'arrivée de l'escadre dont on lui avait parlé. Notre démarche avait été à peu près inutile.

Avec Colbert, le mouvement *d'outre-mer* ne tarda pas à prendre un nouvel essor, et tout faisait prévoir que la colonisation allait recevoir une vigoureuse impulsion. Rien ne fut négligé pour gagner l'opinion publique et l'intéresser au trafic des Indes. L'opinion publique était favorable : il y avait un courant vers l'Orient, et diverses publications, qui eurent lieu à cette époque[1], montraient que les esprits se tournaient de ce côté. Colbert voulait faire considérer une expédition aux Indes comme une entreprise nationale, et, dans ce but, il chargea l'académicien Charpentier de rédiger un appel au public, une sorte de manifeste. Ce manifeste parut en avril 1664, sous le titre de *Discours d'un fidèle sujet du roi, touchant l'établissement d'une Compagnie française pour le commerce des Indes occidentales*. Après avoir parlé de l'utilité du commerce et des richesses de l'Inde, Charpentier engageait *les bourgeois qui aimaient l'honneur de leur patrie, à placer leur argent dans la Compagnie*, et ajoutait qu'*en contribuant à la grandeur du pays, ils trouveraient ainsi le moyen d'augmenter leur fortune.*

1. Le célèbre abbé de Pure ne voulut pas rester étranger à ce mouvement, et en 1665, il publiait une traduction de l'*Histoire des Indes*, de Maffeï.

Cet appel fut entendu à Paris et dans les villes de province.

L'édit constitutif de la société fut promulgué le 27 août 1664. Tout en établissant le monopole, Louis XIV et Colbert avaient voulu le supprimer en fait et donner à chacun la possibilité de participer à l'entreprise.

Le délai fixé pour entrer dans la Compagnie était de six mois à compter du jour où l'édit avait été lu et enregistré au Parlement de Paris. L'association était formée de tous les Français qui voulaient y entrer, quelle que fût leur qualité ou leur condition. Chacun pouvait s'y intéresser sans dérogation ni perte de privilège.

Le minimum des souscriptions était fixé à mille livres. Le tiers devait être versé au moment de la souscription, et les deux autres tiers, en deux années consécutives et par moitié en 1665 et en 1666. Après avoir fait son premier versement, un souscripteur pouvait négocier son action. La Compagnie était régie par une Chambre de vingt-et-un directeurs, dont douze de Paris et neuf de province. Des Chambres particulières pouvaient être créées en province. La Chambre de direction générale, qui siégeait à Paris, était chargée de prendre les décisions qu'elle jugeait convenables et de les faire exécuter. Chaque année, le caissier établissait les comptes de la Compagnie et exposait les opérations à la Chambre générale qui procédait ensuite au partage des

bénéfices. Les actionnaires se réunissaient en assemblée générale pour entendre la lecture du rapport, délibérer sur les affaires importantes et procéder à l'élection des directeurs.

Le roi accordait de nombreux privilèges à la Compagnie. Il lui concédait, pour cinquante ans, le monopole de la navigation dans toutes les Indes orientales et dans toutes les mers de l'Orient et du Sud, depuis le cap de Bonne-Espérance jusqu'au détroit de Magellan, en faisant le tour du globe d'Orient en Occident. Il lui abandonnait toutes les terres qu'elle pouvait conquérir, y compris Madagascar, et lui donnait pour armoiries un écusson de forme ronde, le fond d'azur, chargé d'une fleur de lys, enfermé de deux branches, l'une de palme, l'autre d'olivier, jointes en haut et portant une autre fleur de lys avec la devise : *Florebo quocumque ferar*. Telles étaient les principales dispositions de l'édit. Il constituait d'une manière définitive la Compagnie des Indes orientales.

Les directeurs s'occupèrent de choisir un port d'où ils pussent faire partir leurs expéditions. Après avoir hésité quelque temps entre Paimbœuf, Bayonne et le Havre, l'on se détermina à s'établir au havre du Blavet, où le duc de la Meilleraie avait placé le siège de ses entreprises. L'on se fixa de l'autre côté de la baie, à l'embouchure du Scorff, et les premiers travaux furent commencés en 1665. Telle fut l'origine de Lorient.

De tous côtés l'on redoublait d'activité, et l'on montrait un grand empressement à souscrire. La cour, la noblesse et les villes rivalisaient entre elles. La reine-mère, la reine et le Dauphin souscrivirent chacun pour 60 000 livres, le prince de Condé, 50 000; le prince de Conti, 20 000; la cour, 2 millions; les cours souveraines 1 200 000; le corps des marchands de Paris, 650 000; Rouen, 550 000; Bordeaux, 400 000; Nantes, 200 000; Tours, 150 000; Saint-Malo, 100 000; Rennes, 100 000; Toulouse, 120 000; Grenoble, 115 000; Dijon, 100 000. Les villes de Moulins, Bourges, le Havre, Metz, Marseille, Amiens, Langres, Châlons avaient pris chacune des parts pour des sommes dépassant 50 000 livres. La Compagnie se vit bientôt assurée d'un capital de 11 millions. Les intéressés tinrent au Louvre plusieurs assemblées générales. L'on procéda à la création de Chambres particulières à Lyon, à Bordeaux, à Rouen, au Havre, à Nantes, et l'on décida que la Chambre de direction générale se partagerait en trois collèges ou départements. Le premier collège était chargé des affaires intérieures et de la comptabilité; le second des armements militaires et le troisième du commerce avec l'Inde. La Compagnie résolut d'agir immédiatement; le choix de Madagascar ne fut pas mis en doute, et il n'y eut aucune hésitation à fonder une colonie importante sur cette grande terre dont le nom avait été changé en celui de l'île Dauphine, pour

célébrer la naissance d'un fils né au roi, en 1661.

Afin de ne pas perdre de temps, la Compagnie acheta des vaisseaux, et recruta des émigrants, principalement des ouvriers en soieries. L'on pensait que Madagascar serait propice à l'élève du ver à soie, et pouvait approvisionner nos manufactures. Au mois de mars 1665, une expédition partait de Brest et arrivait au mois de juillet à Fort-Dauphin. Elle comptait quatre navires et emmenait trois cents passagers. L'on n'obtint aucun résultat; la plupart des nouveaux colons périrent de maladies. En 1667, une expédition arrivait à Madagascar; elle réunissait quatorze bâtiments, de nombreux équipages, des marchands, des artisans, des laboureurs et tout près de dix-sept cents personnes. La Compagnie était représentée par deux directeurs, Caron et de Faye. Le chef de l'expédition, le marquis de Mondevergue, était complètement étranger aux affaires coloniales, et il pensait que pour administrer une colonie, il fallait rendre une série d'ordonnances et de décrets. C'était la bureaucratie, qui prenait possession de Madagascar. L'on ne pouvait réussir. Les ressources ne tardèrent pas à s'épuiser; les maladies se déclarèrent et les indigènes se montraient plus hostiles que jamais. La situation paraissait désespérée : aussi le découragement fut-il bientôt général et tous les colons demandaient à retourner en France. L'un des directeurs de la Compagnie, Caron voyant qu'il n'y avait rien à faire,

accepta avec plaisir l'offre que lui fit le Conseil de se rendre dans l'Inde pour y nouer des relations commerciales. Il quittait Fort-Dauphin en octobre 1667 et, au commencement de 1668, il arrivait à Surate où il fondait la première factorerie française dans l'Extrême-Orient.

Caron était né à Bruxelles et appartenait à la religion protestante. Pendant vingt-deux ans, il avait été au service de la Compagnie hollandaise. Ses débuts avaient été des plus modestes : dans sa jeunesse, il avait servi à bord d'un vaisseau en qualité de cuisinier. Il s'était bientôt fait remarquer, et était devenu membre du Conseil général et directeur du commerce, quand il demanda un poste plus important à Java. On le lui refusa. Mécontent et n'écoutant que sa colère, Caron donna sa démission et vint en France, où il était attiré par le bruit de la fondation de la Compagnie des Indes. Il offrit ses services à Colbert et lui présenta, en 1665, un mémoire dans lequel il montrait une grande connaissance des affaires de l'Inde.

Il sut gagner la confiance du ministre, fut naturalisé par lettres-patentes du roi, et entra au service de la Compagnie, avec le titre de directeur. Parmi les marchands qui accompagnaient Caron à Surate se trouvait un Arménien nommé Marcara. Singulière recrue, que cet aventurier qu'un négociant Persan employait en qualité de facteur, et avait envoyé à Venise, avec des mar-

chandises. Après en avoir effectué la vente, Marcara en avait dissipé le prix. Craignant d'être poursuivi, il s'était enfui en France, et avait proposé ses services à Caron. On les accepta et on l'envoya à Madagascar, en qualité de membre du Conseil. Comme en sa qualité d'Asiatique, Marcara prétendait connaître l'Inde, on l'adjoignit à Caron, en pensant qu'il lui serait d'un grand secours. Tels étaient les représentants de la France dans l'Extrême-Orient.

Surate était au dix-septième siècle la ville la plus importante de la côte occidentale de l'Inde. C'était le grand centre commercial, le débouché de l'empire Mogol. Les Hollandais et les Anglais y possédaient des comptoirs.

Les gens de toute nation, Persans, Turcs, Arabes, Juifs, Arméniens, Banians, Maures et Gentils y affluaient, attirés par le riche négoce que l'on pouvait y faire. L'on y parlait toutes les langues, l'on y voyait les costumes de tous les pays. Les vaisseaux se pressaient dans son port. Les principales branches du commerce étaient les perles, les diamants, l'ambre, le musc, l'or, les soieries, les étoffes, les épices et l'indigo. Surate, avec son enceinte épaisse de douze pieds, percée de nombreuses portes et flanquée de grosses tours, ses maisons, dont un grand nombre avaient des terrasses transformées en jardins, devait naturellement exciter l'admiration des Européens qui l'appelaient le magasin des Indes

et de l'Asie. Cette ville dépendant de l'empire Mogol, il était indispensable d'entretenir de bons rapports avec la Cour de Delhy. Louis XIV avait écrit au Grand Mogol pour le prier de protéger nos marchands et d'encourager un commerce qui ne pouvait qu'être avantageux aux deux pays. Il lui demandait que les Français fussent traités aussi favorablement que les autres Européens, et lui annonçait en même temps, que la Compagnie allait prochainement envoyer un directeur dans l'Inde.

Les débuts de notre factorerie de Surate furent heureux. Les transactions étaient assez actives, et l'on ne tarda pas à expédier à Madagascar une cargaison de toiles, de sucre, de poivre et d'indigo. Malheureusement, des difficultés s'étaient élevées entre Caron et Marcara. Le premier écrivait que Marcara avait voulu organiser un complot pour l'assassiner, et qu'il l'avait fait arrêter, pour sa sûreté personnelle. Marcara prétendait que Caron s'était entendu avec un Banian, nommé Sanson, connu pour être un fripon, au sujet de l'achat de marchandises de mauvaise qualité, pour le compte de la Compagnie. Il l'accusait de léser les intérêts, qui lui étaient confiés. Cette lutte avait donné lieu à de fréquentes querelles. Caron, qui n'admettait pas qu'on contestât son autorité, renvoya Marcara à Fort-Dauphin, pour y être jugé par le conseil souverain. En arrivant, Marcara trouva un appui dans de Faye, le direc-

teur de la Compagnie, qui était resté à Madagascar. Aussi, fut-il acquitté. Du reste, les preuves manquaient pour le condamner.

De Faye s'ennuyait à Madagascar, et en voyant que tout l'intérêt se portait aux Indes, il résolut d'y aller rejoindre Caron. Le 19 octobre 1668, il quittait Fort-Dauphin avec trois navires, la *Marie*, l'*Aigle d'Or* et la *Force*, et après avoir touché à Ceylan, il relâchait à Cochin. Quoique déchue, c'était encore une belle ville. Ses rues étaient larges et bien entretenues: ses maisons bâties en pierres blanches, couvertes de tuiles, ayant pour la plupart des balcons garnis de jalousies, rappelaient la domination portugaise. Après s'y être ravitaillé, de Faye reprenait la mer, et après s'être arrêté à Calicut, il arrivait, le 11 mars 1669, à Sually, le port de Surate. Il ne fit pour ainsi dire que passer dans l'Inde. Car, à peine était-il débarqué qu'il tomba malade et mourut à Surate, au mois d'avril. Tous les Français, qui se trouvaient dans la ville, soupçonnèrent Caron de l'avoir fait empoisonner, afin de pouvoir exercer seul l'autorité, sans avoir à craindre le contrôle d'un collègue.

Caron nourrissait de grands projets. La factorerie de Surate n'était pour lui qu'un début. Il voulait étendre les transactions de la Compagnie, nouer des relations avec les indigènes et créer de nombreux établissements. Il entrait en rapport avec le médecin Bernier, qui était sur le point de

revenir en Europe, et obtenait de lui de précieux renseignements. Il envoyait au Bengale, avec la mission de remonter le Gange, Bourreau-Deslandes, le futur fondateur de Chandernagor, et sur son ordre, plusieurs marchands se rendaient à la cour de Golconde, en obtenaient un firman favorable, et fondaient un comptoir à Mazulipatam. Sans perdre de temps, Caron avait fait prendre de nouveau la mer aux vaisseaux la *Marie*, la *Force* et l'*Aigle d'Or*, et les avait envoyés en Arabie, en Perse et à Achem. La *Force* avait trouvé à Bassorah un marchand français, nommé Frocter, qui assurait que la route de cette ville à Bagdad, naguère infestée par les Arabes, était libre et qu'on pouvait la fréquenter sans crainte. Le pacha dispensait nos marchandises de tout droit de douane et nous donnait l'autorisation d'exporter des chevaux. Le roi de Perse était disposé à nouer des relations avec nous et assurait nos nationaux de sa protection. La lettre que Louis XIV lui avait écrite en 1669 l'avait rendu favorable. La Compagnie cherchait à se mettre en rapport avec les autres pays de l'Extrême-Orient, et sur le conseil du Hollandais d'Hogenhouck, qui était à son service, elle songeait à établir une factorerie à Nanking. Le roi de Siam, flatté de la démarche que Louis XIV avait faite près de lui, pour lui recommander nos missionnaires, invitait les Français à venir faire du commerce dans ses états, et offrait de faire

construire une factorerie à ses frais. Partout, notre arrivée dans l'Inde avait été vue de bon œil.

Malgré ces débuts, qui paraissaient promettre, la situation de la Compagnie était loin d'être brillante. Madagascar avait absorbé des sommes considérables, l'Inde n'avait encore rien produit, et les caisses étaient vides. Caron, qui croyait au contraire, que l'on disposait de ressources sérieuses, demandait des secours d'hommes et d'argent, et se plaignait de n'être pas plus avancé, faute d'avoir des vaisseaux. Il proposait à la Compagnie de créer un comptoir à Bantam, dans les îles de la Sonde, afin d'accaparer une partie du commerce des épices et de faire concurrence aux Hollandais. Il insistait en outre pour que nous ayons à nous un port qui nous servît de refuge. A Surate, nous étions sur le territoire du Grand Mogol, qui pouvait d'un moment à l'autre, nous retirer l'autorisation qu'il nous avait accordée. Caron pensait que la Compagnie devait avoir un territoire qui lui appartînt, et Ceylan lui paraissait réunir toutes les conditions nécessaires pour y fonder un établissement. La position était choisie : Ceylan possède un sol fertile et sa superficie égale dix à douze de nos départements. Malheureusement, depuis une vingtaine d'années, les Hollandais s'en étaient emparés et avaient substitué leur domination à celle des Portugais. La côte orientale de l'île restait néanmoins encore inoccupée, et il s'y trouvait deux ports. Trinque-

malé et Battékalo. Caron se prononçait pour Battékalo, qui était d'une défense facile et possédait une baie magnifique. Le roi de Candy, fatigué de la suprématie hollandaise, était mécontent, et prêt à devenir notre allié, *pourvu qu'on lui achetât sa cannelle, à des conditions telles qu'il pourrait s'en contenter.* C'est ce qu'écrivait Caron, en 1667; en même temps, il cherchait à nouer des relations avec ce souverain indigène et y réussissait, malgré la surveillance rigoureuse des Hollandais.

Malheureusement, les affaires de la Compagnie étaient loin de prospérer. A Surate, Caron était intraitable, et on l'accusait de ne consulter que ses intérêts. Nous nous rappelons que les Capucins s'étaient établis dans cette ville et qu'ils y possédaient une maison importante. Leurs bons offices pouvaient nous être utiles. Aussi les directeurs de la Compagnie avaient-ils décidé que le supérieur serait admis au Conseil de Surate avec voix consultative. Ce supérieur était alors le P. Ambroise, de Preuilly, qui avait déjà reçu La Boullaye le Gouz. Caron s'était mis en rapport avec lui. Des difficultés ne tardèrent pas à s'élever entre eux. Caron ne voulait pas admettre d'autre volonté que la sienne. De son côté, le P. Ambroise n'était pas disposé à devenir un instrument docile aux mains du directeur. L'opposition fut bientôt générale, et les réunions du Conseil donnaient lieu à des scènes les plus vio-

lentes. Un jour, Caron s'était emporté et avait voulu faire arrêter un marchand qui lui demandait des comptes au sujet de l'emploi des deniers de la Compagnie. Du reste, Caron ne devait pas garder seul l'autorité, et deux autres directeurs allaient venir le retrouver dans l'Inde. A l'époque où la Compagnie fut fondée, Baron était consul à Alep, qui, située en Syrie, était sur le passage des caravanes. Il avait été consulté et avait donné son avis. Pour lui, la véritable route de l'Inde était celle de Bassorah, et il proposait d'y établir une correspondance directe avec l'aide des Capucins de Bagdad et d'Ispahan. Colbert, qui avait remarqué chez Baron une grande connaissance de l'Orient, voulait l'envoyer à Surate, en lui donnant une position importante. Il lui avait fait des offres que Baron avait acceptées. L'opposition vint de la Chambre de direction générale, qui voulait elle-même choisir ses représentants. On décida alors de nommer trois directeurs dans l'Inde. Caron conserverait la première place. Baron serait le second directeur, et le troisième serait élu par la Chambre générale. Le choix de cette dernière s'arrêta sur un négociant de Lyon, Barthélemy Blot, qui avait la réputation d'être fort habile dans le commerce. En plaçant à la tête de nos établissements plusieurs directeurs, la Compagnie commettait une grande faute. Elle divisait le commandement, au lieu de le concentrer dans les mêmes mains, et faisait

ainsi naître des rivalités qui devaient être funestes à nos entreprises.

Baron était arrivé à Surate au mois de mai 1671. Il y trouva les affaires de la Compagnie en fort mauvais état; beaucoup de confusion, pas d'argent dans les caisses, des dettes et un crédit à peu près nul. Ce qui affligeait le plus Baron, c'était l'esprit de division qui existait chez tous les Français au service de la Compagnie. Il n'y avait ni accord, ni entente, et chacun n'était guidé que par son intérêt personnel. Au mois d'octobre de la même année, débarquait le troisième directeur, Blot, qui fut effrayé de ce qu'il voyait. N'ayant aucune connaissance de l'Inde, il croyait que le commerce s'y traitait de la même manière qu'en Europe. Non seulement, il était opposé à la création de nouvelles factoreries, mais il demandait encore la suppression de Mazulipatam, qui, pour lui, n'avait aucune importance. Blot proposait d'abandonner Surate, d'acquérir la ville de Chaoul et de nous borner à un comptoir que nous y établirions. Il pensait que nous devions principalement importer dans l'Inde des draps, des dentelles et des verroteries, et en même temps il conseillait à la Compagnie de s'emparer du trafic du Tonkin où nous n'avions pas à craindre la concurrence des Hollandais. Tout naturellement, Blot se trouvait en désaccord avec Caron, et la lutte entre eux deux fut bientôt des plus acharnées. Telle était la situa-

tion, lorsqu'au mois de septembre 1672, une escadre française vint mouiller à Sually, le port de Surate.

En France, l'on s'était beaucoup préoccupé de Madagascar. Une assemblée générale des actionnaires avait eu lieu au Louvre le 15 décembre 1668. Elle reconnut que l'expédition à l'*île Dauphine*, qui avait donné lieu à des dépenses considérables, sans aucun résultat, était une faute, et déclara ne plus vouloir rien tenter de ce côté. Madagascar fut rétrocédé au roi, et réuni au domaine de la couronne par un arrêt du Conseil de 1686. L'échec que nous venions de subir n'avait pas découragé Colbert. L'Extrême-Orient était le but que l'on poursuivait, et à ce moment, Caron avait fondé une factorerie à Surate. Colbert le savait, et l'envoi d'une flotte dans la mer des Indes était chose décidée en son esprit. Il pensait que c'était un moyen de montrer notre puissance dans ces régions lointaines, et de faciliter à la Compagnie la création de nouveaux établissements. Il ne voulait pas se contenter d'une simple démonstration, mais entreprendre une véritable expédition, et c'est pourquoi, il écrivait le 20 juin 1669 à l'intendant-général de Tenon : « Observez que pour un voyage de cette qualité, où il faut que la grandeur du roi paraisse, il est nécessaire que les vaisseaux soient excellents, et même qu'ils soient beaux et armés. »

La flotte fut armée à Rochefort. Elle était prête

en 1670 et avait reçu le nom d'*escadre de Perse*. Elle comprenait cinq vaisseaux : la *Navarre*, de 56 canons; le *Triomphe*, de 38; le *Jule*, de 36; le *Flamand*, de 36; le *Bayonnais*, de 34; une frégate, de 8 canons : la *Diligente* et trois flûtes : l'*Europe*, de 12 canons; la *Sultane*, de 16 et l'*Indienne*, de 12. Les équipages s'élevaient à plus de 1.600 hommes, tirés en grande partie des ports de Normandie et de Bretagne. En outre, quatre compagnies du régiment royal-marine, qui venait d'être créé, avaient été embarquées sur les vaisseaux. Le capitaine de Turelle avait le commandement de la flotte, et avait reçu, à cet effet, le titre de chef d'escadre.

Le lieutenant-général Jacob Blanquet de la Haye, qui avait été maître de camp d'un régiment de cavalerie, fut nommé au commandement supérieur dans toutes les Indes orientales. Il passait pour être *un homme de grande compréhension, entendant bien le métier*. Colbert n'avait rien négligé pour assurer le succès de l'expédition et était entré dans les plus petits détails. La flotte avait été approvisionnée avec soin, et son armement ne laissait rien à désirer. Elle portait, en outre, une assez grande quantité de pelles, de pioches, de haches, de scies, de brouettes et des instruments de travail. En un mot, l'escadre avait été pourvue de tout ce qui est nécessaire à la construction d'une forteresse et à la fondation d'une colonie. L'on s'était aussi occupé de la par-

tie scientifique. Le ministre avait arrêté le plan de la campagne. De la Haye devait se rendre à Madagascar, visiter les lieux où la Compagnie pouvait fonder des stations et lever, à cet effet, des cartes et des plans. Il avait ensuite à se rendre à Surate et à s'entendre avec les directeurs sur les établissements à créer. L'on pensait qu'il y avait deux comptoirs à fonder, l'un dans l'île de Ceylan et l'autre dans celle de Banca. L'on s'attendait bien à trouver quelque opposition de la part des Hollandais, mais *l'on se sentait assez fort* pour leur résister. La campagne devait durer trois ans.

L'escadre quitta Rochefort le 29 mars 1670 et, après plus de sept mois d'une navigation assez pénible, elle arrivait à Fort-Dauphin à la fin de novembre. A la vue de notre établissement, de la Haye se rendit parfaitement compte de la situation. Pour lui, la colonie était perdue et il ne cacha pas son opinion. Aussi, après avoir repoussé les attaques des indigènes et fait une expédition dans l'intérieur du pays, en présence des maladies qui décimaient ses équipages, il résolut de partir pour l'Inde. Auparavant, il visita l'île Bourbon que nous commencions à coloniser et dont l'avenir promettait beaucoup. Dès ce moment fixé, de la Haye écrivit à Colbert pour lui proposer de fonder un établissement à la baie de Saldaigne, située sur la côte occidentale d'Afrique, à peu de distance du cap de Bonne-Espé-

rance. Il y avait relâché en se rendant à Madagascar. Ce point aurait servi de première étape à nos vaisseaux qui se rendaient dans l'Inde. L'île Bourbon devait être un entrepôt de marchandises; quant à Madagascar, il fallait se borner à y occuper la baie d'Antongil et à en faire un port de refuge. Tels étaient les projets de de la Haye, et il disait que s'ils étaient agréés, il les mettrait à exécution à son retour de l'Inde. Au mois de juillet 1672, il prenait de nouveau la mer et faisait voile avec son escadre pour Surate, après avoir pris le titre de vice-roi, comme le faisaient les commandants en chef des autres puissances.

La présence d'une flotte française pouvait avoir d'heureuses conséquences pour notre commerce et notre industrie. L'Inde s'ouvrait à nos entreprises. L'empire Mogol n'avait pas encore atteint son développement, et son souverain, Aureng-Zeyb, ne faisait que commencer sa période de conquêtes. Les royaumes de Calicut et de Golconde avaient gardé leur indépendance. Les Mahrattes existaient à peine. Du reste, habitués comme tous les Orientaux, à s'incliner devant la force, les princes indiens auraient, à la vue de nos vaisseaux, facilement accepté notre prépondérance. Les Portugais avaient renoncé à jouer un rôle actif. Ils avaient perdu Ormuz en 1623, Maskate en 1648, et en 1670, les Arabes leur avaient enlevé Diu. Ils en étaient réduits à la possession de Goa et de son territoire. Les Anglais avaient

fondé leur première factorerie à Surate en 1602. En 1639, ils avaient acquis Madras et en 1664, ils avaient occupé Bombay, que le Portugal leur avait cédé en 1661 : mais pour le moment, ces deux villes étaient insignifiantes. Les Hollandais étaient à l'apogée de leur puissance. Ils possédaient Négapatam, la plus grande partie de l'île de Ceylan, Malacca, sans parler de Java, où ils avaient fondé Batavia, les Moluques et Célèbes. Ils commandaient en maîtres dans la mer des Indes. Mais leur suprématie avait fini par lasser les indigènes, et beaucoup d'entre eux étaient prêts à se déclarer en notre faveur. Un homme supérieur aurait tiré parti de la situation et peut-être exécuté ce que Dupleix tentera au siècle suivant. Mais pour cela, il fallait agir avec promptitude, frapper un grand coup et ne pas perdre de temps. Malheureusement, il en fut autrement ; aussi, l'expédition ne devait-elle donner aucun résultat.

L'arrivée de l'escadre ne fit que rendre plus grande la mésintelligence qui existait entre les directeurs. Caron affectait la supériorité vis-à-vis de ses collègues qui, de leur côté, lui témoignaient beaucoup de froideur. Baron était du parti Blot et de la Haye penchait pour Caron. Les décisions devaient être prises à la pluralité des voix. Dans la crainte d'un échec, Caron ne voulait pas assembler le Conseil. Deux mois furent ainsi perdus. C'est surtout dans leurs lettres à Colbert que les directeurs montrent leur animosité. Ils se

plaignent sans cesse les uns des autres, et s'accusent réciproquement. Avec cette rivalité, il était impossible de réussir. De la Haye avait reçu l'ordre d'agir, d'accord avec les directeurs. A la fin, il se lassa d'attendre et les convoqua à son bord pour leur dire qu'il ne pouvait rester plus longtemps dans l'inaction, qu'il fallait se décider à faire quelque chose et, de plus, il leur demandait cent mille livres dont il avait besoin pour faire la conquête du Ceylan. Le roi devait leur rembourser cette somme.

Blot s'opposa avec violence à l'expédition en disant que le principal produit de Ceylan, la cannelle, était une denrée fort peu demandée, et que la consommation n'en était pas grande en France. Pour lui, la flotte était inutile, et la Compagnie, qui n'avait que des ressources restreintes, devait se borner à faire des entreprises commerciales. De la Haye fut inébranlable dans sa résolution, et, devant son attitude énergique, Baron ne suivit pas le parti de Blot. Aussi quelques jours après, l'expédition de Ceylan était chose décidée. Caron qui connaissait Ceylan, devait accompagner l'amiral, et Baron se rendre à la cour du grand Mogol, pour nouer des relations avec lui et l'inviter d'envoyer une ambassade en France. Blot restait à Surate et était chargé de diriger les affaires de la Compagnie, en l'absence de ses collègues.

De la Haye se mit en mesure de prendre la mer.

Son escadre, qui avait près de deux ans de campagne, avait besoin de nombreuses réparations. Le croira-t-on, au lieu de trouver chez les directeurs un concours empressé, il rencontra un mauvais vouloir inexplicable. Ils ne voulaient rien lui fournir et il fut obligé d'acheter aux Anglais et aux Hollandais son goudron, ses toiles à voiles, ses cordages, et tout ce qui était nécessaire à l'armement de ses vaisseaux. Aussi, dans une lettre adressée à Colbert, il se plaint amèrement et dit que si l'on veut réussir, il faut subordonner les directeurs aux chefs de troupes, pour tout ce qui n'est pas nécessaire.

Le 6 janvier, l'expédition quittait la rade de Sually. Elle comptait quatre vaisseaux appartenant au roi, la *Navarre*, le *Julle*, le *Triomphe* et le *Flamand* : trois flûtes, la *Sultane*, l'*Indienne* et l'*Europe* : une frégate, la *Diligente* : deux bâtiments appartenant à la Compagnie, le *Saint-Jean-Baptiste* et le *Phénix* ; un houcre, le *Saint-Louis*, et deux barques longues pour servir aux reconnaissances. L'on naviguait par petites étapes, en suivant les côtes. La flotte s'arrêta successivement à Daman, à Barsobo, à Bombay, à la vieille ville de Chaoul, autrefois si florissante et alors en grande partie déserte. Le 27 janvier, elle mouillait à Goa, où elle était rejointe par le vaisseau le *Breton* et le houcre le *Barbot*, qui avaient quitté La Rochelle, en mars 1671, pour se rendre aux Indes.

L'ancienne capitale de l'Asie portugaise, jadis nommée la *Dorée*, à cause de son opulence, quoique déchue, était encore une ville importante. Son port était l'un des plus beaux du monde, et les Français admirèrent ses six châteaux, ses murailles défendues par quatre cents canons, les tours de sa cathédrale, les clochers de ses églises, les campaniles de ses nombreux couvents. Ils furent froidement reçus, et l'on ne voulut leur donner ni pilotes, ni interprètes. Les Portugais, qui se rappelaient leur ancienne prépondérance dans l'Inde, y voyaient avec jalousie les autres nations européennes. De la Haye ne séjourna que quelques jours à Goa, et le 12 février, il jetait l'ancre devant Calicut.

Depuis 1650, le Zamorin reconnaissait la suprématie des Hollandais. Il habitait la petite ville de Crancanor, située à seize lieues de Calicut, sur la rivière Paliport. Les Hollandais avaient bâti un fort en face de son palais. Aussi, en apprenant notre arrivée, avait-il formé le projet de secouer avec notre appui une domination qui lui était odieuse.

Pour le moment, il était à dix lieues de Calicut, à Paniâny, où il célébrait une fête religieuse, l'une des plus importantes du pays. Il envoya néanmoins complimenter l'amiral et lui annonça en même temps la visite du prince héritier. De la Haye vint mouiller dans la baie de Paniâny, et deux agents de la Compagnie allèrent

trouver le Zamorin, et l'assurer de nos intentions amicales.

Le prince héritier et son frère voulurent se rendre à bord de l'escadre. La relation de cette visite a été rapportée avec soin par un capitaine de la flotte. Le prince héritier arriva le premier avec sa suite, et fut reçu sur la *Navarre*, par le chef d'escadre, de Turelle, et le directeur Caron, qui l'attendaient au haut de l'échelle. Son riche costume frappa tous les regards. Il était vêtu d'une robe de brocart d'or à fleurs et portait sur la tête un turban de toile peinte aux couleurs éclatantes, au cou, un collier de grains d'or, aux oreilles « une bague d'or en forme de pyramide, grosse comme un œuf de pigeon, enrichie de pierreries très exquises » et deux ou trois bagues à chacun de ses doigts. Il avait autour des reins une ceinture d'or « de la grosseur d'un gros chapelet ». Les gens de son escorte n'avaient pour tous vêtements qu'un pagne, et étaient armés de mousquets et de coutelas. Le second prince arriva aussitôt après. Il était vêtu d'un justaucorps de couleur écarlate avec des boutons d'or; il était également accompagné d'une suite nombreuse. Près de lui se tenait un petit garçon avec une boîte d'argent remplie de bétel. Les deux princes avaient avec eux un interprète portugais; ils se rendirent dans la grande chambre du bâtiment; de la Haye les y attendait, et pour les recevoir, il avait réuni tous ses capitaines.

Le prince héritier se plaignit des Hollandais, demanda notre alliance et offrit soixante mille hommes, en disant qu'il était prêt à s'embarquer avec nous. De la Haye répondit que le roi de France n'était pas en guerre avec la Hollande, mais que néanmoins, il acceptait ses propositions. Un traité fut conclu, et le lendemain, Caron descendit à terre pour le faire ratifier par le Zamorin. Il fut reçu avec un grand cérémonial. Le prince héritier lui remit une bague d'or en signe d'amitié, et lui dit qu'il espérait que l'alliance qu'ils venaient de conclure « durerait autant que le soleil et la lune ». Un commis de la Compagnie, Coche, fut laissé à la cour du Zamorin, en qualité de représentant de la France, et le drapeau français était planté à l'embouchure de la rivière Paliport. Quelques jours après, le 18 février, l'amiral levait l'ancre et prenait la route du cap Comorin.

Le 21, l'on aperçut l'escadre hollandaise, commandée par l'amiral Rickloff. De la Haye eut d'abord le projet de l'attaquer, et grâce à la supériorité de sa flotte, il était sûr de la victoire. Nous étions, il est vrai, en paix avec les Provinces-Unies. Mais les prétextes de guerre ne manquent jamais. Ne devions-nous pas protéger le Zamorin, notre nouvel allié? Néanmoins, de la Haye se laissa persuader par Caron et ne donna pas suite à son projet. Il changea de route. La flotte ne tarda pas à arriver dans les eaux de Ceylan; après avoir mouillé à Pointe-de-Galles, elle jetait l'ancre

dans la baie de Trinquemalé, le 22 mars 1672. C'est là où l'on avait décidé de fonder un nouvel établissement. La position était bien choisie.

Les Hollandais, qui avaient eu connaissance de nos projets, nous avaient prévenus, en construisant une forteresse dans la baie de Trinquemalé. De la Haye envoya deux officiers à Candy, négocier un traité avec le roi, et en même temps, il occupait dans la baie de Cotéary, située dans le voisinage de celle de Trinquemalé, deux petites îles qui reçurent les noms d'île du Soleil et d'île Caron. La baie de Cotéary paraissait réunir toutes les conditions que l'on cherchait. Elle avait deux lieues de large sur deux de profondeur. Les îlots du Soleil et Caron en défendaient l'entrée. De la Haye donna l'ordre de les fortifier, et différents travaux y furent immédiatement exécutés. Les Hollandais avaient, à Cotéary, une forteresse en palissades. Ils l'incendièrent à l'arrivée de nos vaisseaux, et prirent la fuite, en tirant quelques coups de canon. Ils virent bientôt que nous avions l'intention de fonder un établissement permanent: aussi, le 28 mars, ils représentaient à l'amiral français que la baie de Cotéary leur appartenait, et ils lui ordonnèrent de partir dans un délai de huit jours. De la Haye leur répondit fièrement; une rupture était inévitable.

Si de la Haye avait immédiatement commencé les hostilités, il aurait pu s'emparer de la baie de Trinquemalé, et en chasser les Hollandais. Il n'en

fit rien, et resta sur la défensive. Le capitaine Dargeret, qu'il avait envoyé à Candy, était revenu avec quatre eunuques, chargés d'offrir aux Français les services de leur maître. Le 8 mai, un traité était signé. Le roi de Candy cédait aux Français les baies de Trinquemalé et de Cotéary, sous la condition que la Compagnie lui achèterait sa cannelle. Sur ces entrefaites, l'amiral Rickloff entrait avec sa flotte dans la baie de Trinquemalé. Les deux escadres restèrent en présence l'une de l'autre, et passèrent quelques jours à s'observer et à se provoquer. Pendant que nous restions dans l'inaction, l'armée de Candy, forte de 10 000 hommes, attaquait la forteresse hollandaise. Il fallait prendre un parti.

De la Haye songeait à engager l'action. Caron et la plupart de ses capitaines l'en détournèrent en lui faisant observer que nous courrions à une défaite certaine ; les forces dont disposaient nos ennemis étaient bien supérieures aux nôtres. Nous avions peu de vivres : nos équipages avaient été décimés par les maladies. Notre effectif s'élevait à mille hommes ; mais près des deux tiers étaient malades ou convalescents. Les Hollandais avaient huit cents matelots, cinq cents soldats, et plus de deux mille noirs, disciplinés à l'européenne. Quant aux troupes du roi de Candy, il ne fallait pas songer à trouver en elles un appui sérieux. De la Haye, qui avait laissé passer le moment favorable, se rendit à ces raisons, et, le

9 juillet 1671, il quittait, avec son escadre, la baie de Cotéary. Une petite garnison de cinquante hommes fut chargée de garder les îles du Soleil et Caron. Quelques jours après notre départ, elle était obligée de capituler, et on la conduisait prisonnière à Batavia.

De la Haye continua sa route sans être inquiété, et le 10 juillet, il arrivait à Tranquebar, où le bruit courait que la guerre était déjà déclarée entre la France et la Hollande. L'escadre se dirigea ensuite du côté de San-Thomé. Ce n'était pas le hasard qui lui faisait prendre la route de cette ville. A Surate, de la Haye avait souvent entendu parler aux Capucins de l'importance et de la richesse de San-Thomé, qui, par sa position, commandait la côte de Coromandel. Depuis quelque temps, il songeait à y fonder un établissement et dans ce but, il avait cherché à se procurer divers renseignements. Depuis dix ans, cette ville avait cessé d'appartenir aux Portugais. Les Maures s'en étaient emparés, et elle dépendait du royaume de Golconde. Le 20 juillet 1672, l'escadre française était dans la baie de San-Thomé. De la Haye envoya à terre deux officiers pour demander des vivres ; ils furent insultés et obligés de se rembarquer au plus vite. L'amiral était enchanté d'avoir un motif pour s'emparer de la place. Après quelques jours de pourparlers, il débarquait avec cinq cents hommes et huit pièces d'artillerie. Le 25 juillet, à six heures du matin, un

coup de canon donnait le signal de l'attaque, et les Français se mettaient en marche. Ils étaient divisés en trois colonnes; de la Haye avait pris le commandement de la plus importante, et confié les deux autres aux capitaines de Rébré et de Rochambeau. Les Maures envoyèrent une vingtaine de boulets, qui se perdirent dans la mer. L'escadre ouvrit le feu sur la ville. Un sergent et six soldats escaladaient le rempart et étaient suivis par le capitaine de Rébré et sa compagnie, qui se saisissaient d'une porte. Les Français pénétrèrent dans la ville; les Maures, effrayés, prenaient la fuite. L'on en tua un grand nombre. San-Thomé était en notre possession. Le butin que l'on y fit était assez considérable: l'on trouva dans les magasins une grande quantité de munitions et vingt-trois canons en fer, que les Portugais y avaient laissés.

Notre conquête était une bonne prise, et néanmoins Colbert et la Compagnie ne furent pas satisfaits. L'expédition de Ceylan, sur laquelle l'on avait fondé tant d'espérances, avait échoué. Caron, qui l'avait conseillée, avait été rendu coupable de cet insuccès. Son caractère violent lui avait fait beaucoup d'ennemis, et il était devenu suspect. Du reste, il était complètement changé. Au début, il avait montré un grand zèle pour la Compagnie; depuis l'expédition de Trinquemalé, il n'était plus le même. On le soupçonnait de trahir les intérêts des Français pour ceux

de la Hollande. De tous côtés, des plaintes étaient portées contre lui à la Chambre générale. Colbert lui signifia son rappel et, dans la crainte qu'il n'éludât son ordre, il l'invita à revenir en France pour être consulté au sujet de nouvelles entreprises. Caron obéit et s'embarqua pour l'Europe; il avait déjà passé le détroit de Gibraltar, quand il apprit les véritables intentions du gouvernement. Il rebroussa chemin et se dirigea vers Lisbonne. Il était sur le point d'entrer dans le port de cette ville, quand son navire donna sur un rocher et sombra (sept. 1675). Caron périt dans le naufrage. Ainsi finit cet homme, qui, né obscur, était parvenu par son intelligence, à s'élever à une haute situation et à jouer un grand rôle dans notre histoire d'outre-mer. On l'a accusé de trahison, et tout paraît confirmer cette accusation. Caron s'était toujours laissé guider par des raisons personnelles. Pour obéir à son ressentiment, il avait quitté le service de la Hollande et était venu offrir son concours à Colbert. En prenant la direction de la Compagnie française, il espérait exercer une autorité absolue. Quand il vit qu'il était obligé de partager le pouvoir, il cessa d'être dévoué à nos intérêts. Pour s'assurer de sa fidélité, il eût fallu suivre aveuglément sa volonté.

La nouvelle de notre victoire se répandit dans les Indes et eut un effet considérable. Le Zamorin de Calicut mettait ses troupes à notre disposition. A Mazulipatam, il y eut une véritable panique.

L'on croyait que les Français allaient venir bombarder la place, et beaucoup de marchands s'enfuyaient dans l'intérieur du pays, en emportant ce qu'ils avaient de précieux. Le plus difficile n'était pas de s'emparer de San-Thomé, mais de conserver notre conquête. Il fallait s'attendre à soutenir la lutte contre le roi de Golconde, désireux de rentrer en possession de sa ville, et les Hollandais, qui ne nous laisseraient pas nous établir tranquillement sur la côte de Coromandel. L'amiral s'occupa, sans délai, de mettre la place en état de défense; tous les matelots disponibles furent débarqués et formèrent un bataillon. L'on recruta un corps auxiliaire parmi les indigènes. L'état de l'escadre laissait beaucoup à désirer : plusieurs de nos vaisseaux n'étaient plus en état de reprendre la mer et avaient des voies d'eau. L'on s'efforça de les réparer, et l'on employa à ce travail les Maures qui avaient été faits prisonniers. De la Haye s'appliqua à ramener la confiance, et dans ce but, il fit engager les habitants à revenir dans leurs maisons. Les chrétiens indigènes nous étaient favorables. Le bazar fut de nouveau ouvert et les marchands vinrent y trafiquer comme par le passé. Malheureusement, l'argent manquait, et pour se procurer des ressources, nous fûmes obligés de frapper les marchandises d'un droit d'entrée, ce qui mécontenta la population.

Nous étions à peine installés, que nous étions

attaqués et qu'il fallait combattre. L'armée du roi de Golconde, forte de deux mille fantassins et de cinq cents cavaliers, était en marche, et le 6 août, elle se montrait à une lieue de la ville. De la Haye alla à sa rencontre avec deux cents hommes, et grâce à notre audace, l'avantage nous resta. Cet engagement ne nous avait coûté que cinq morts et dix blessés. L'ennemi avait eu plus de deux cent cinquante hommes mis hors de combat. Un instant, de la Haye avait été entouré, et un mousquetaire fut tué à ses côtés. Ce succès donnait confiance; malheureusement, nous n'avions pas encore eu affaire à nos adversaires les plus redoutables.

En 1672, Louis XIV avait déclaré la guerre aux Provinces-Unies. En 1673, une coalition avait été formée contre nous par l'Espagne, la Maison d'Autriche et les princes de l'Empire. Absorbé par la lutte qu'il soutenait en Europe, Louis XIV ne devait pas songer à ce qui se passait dans l'Inde. Les Hollandais s'attendaient, au contraire, depuis longtemps à la lutte, et s'y étaient préparés; ils avaient armé des navires à Batavia. L'amiral Rickloff avait une escadre de dix-sept vaisseaux; il s'allia avec le roi de Golconde, qui porta à douze mille hommes l'armée qu'il avait laissée en observation devant San-Thomé. Grâce à la supériorité de leurs forces, les Hollandais ne doutaient pas de nous expulser de l'Inde.

Dès le début des hostilités, de la Haye s'était

occupé d'approvisionner San-Thomé. Ce n'était pas chose facile. L'argent manquait et nous ne pouvions rien nous procurer à Madras, dont toutes les sympathies étaient pour les Hollandais. Heureusement pour nous, le gouverneur de Goudelour, Cerkan-Soudy, qui commandait, au nom de la cour de Vizapour, à une partie de la côte de Coromandel, s'était déclaré pour nous. L'alliance de ce prince nous fut fort utile, et ce fut lui qui nous fournit tout ce dont nous avions besoin. De la Haye avait voulu négocier avec la cour de Golconde, mais il avait vu ses desseins traversés par les Anglais. Il avait aussi cherché, mais en vain, à exploiter la haine des Gentils contre les Musulmans. Quand il vit que sa diplomatie était inutile, il se prépara à la lutte. Il avait fait brûler les faubourgs de la ville, afin de découvrir la campagne, et s'était mis en mesure de recevoir l'ennemi.

Les Maures, au nombre de plusieurs milliers, poussaient activement leurs travaux d'attaque. Les 4, 5, 6 et 7 décembre, une canonnade générale avait lieu de part et d'autre. Dans la nuit du 7 au 8 décembre, la garnison fit une sortie et chassa l'ennemi de ses retranchements en lui faisant éprouver de grandes pertes. Dès le lendemain, malgré leur échec, les Maures revenaient occuper leurs positions et se préparaient à donner l'assaut. Nous les prévînmes et, le 25 décembre, une nouvelle sortie avait lieu. Elle était cou-

ronnée de succès. Quoique sans cesse battus, les Maures avaient repris leurs travaux et s'étaient avancés jusqu'à cinquante mètres du rempart. Le 5 février 1675, nous mettions leurs travailleurs en fuite et, le 10 février, nous leur enlevions toutes leurs positions. Ils se retirèrent à plus de deux lieues de la place.

De la Haye voulait frapper un grand coup avant l'arrivée de l'escadre hollandaise. Il laissa le commandement au capitaine de Rébré; il quittait San-Thomé avec deux vaisseaux, le *Breton* et le *Flamand*, et arrivait le 15 avril devant Mazulipatam. Il y attaquait six bâtiments maures qui se trouvaient en rade. Trois furent forcés de se jeter à la côte et les trois autres incendiés. L'amiral menaça de bombarder la ville. La cour de Golconde, effrayée, demandait à traiter et offrait de nous céder San-Thomé. Il fallait se hâter d'accepter ses propositions. Malheureusement, de la Haye, ignorant des usages de l'Inde, montra un entêtement qui nous fut fatal. Il ne voulut pas consentir à se rendre les ministres favorables au moyen de cadeaux d'argent. Ce procédé lui paraissait indigne des *gens de guerre*. L'on perdit un temps précieux en pourparlers. Sur ces entrefaites, les Hollandais parurent devant San-Thomé.

A cette nouvelle, de la Haye se hâta de quitter Mazulipatam et après avoir, en route, soutenu une violente canonnade contre quatre vaisseaux

ennemis, il rentrait dans la place assiégée le 5 juillet 1673.

De la Haye trouva San-Thomé dans une situation désespérée. Nous avions, il est vrai, repoussé plusieurs attaques des Maures et nous leur avions, dans une sortie, infligé une défaite complète. Mais le 16 juin, l'escadre hollandaise avait paru devant la ville; elle s'était embossée devant la place et avait commencé le bombardement. Notre feu, qui avait été meurtrier, l'avait forcée à se retirer. Néanmoins, malgré ce succès, la garnison était découragée. Les vivres manquaient et, en ne voyant arriver aucun secours, les soldats se regardaient comme perdus et destinés à périr. Pour relever le moral de ses troupes, de la Haye résolut de faire une sortie générale et d'aller enlever le camp fortifié de l'ennemi, qui était situé à deux lieues de la place. Le 20 août, à onze heures du soir, il sortait de San-Thomé où il ne laissait que vingt soldats. Notre petite armée ne comptait que 300 soldats, 80 matelots et 400 auxiliaires indigènes. Notre victoire fut complète et, dans l'après-midi, l'on entra dans la ville où l'on chanta le *Te Deum*.

Néanmoins, notre situation ne pouvait qu'empirer. Les assiégeants avaient une grande supériorité numérique. L'armée de Golconde s'élevait à huit mille hommes et les troupes hollandaises comprenaient trois mille combattants, dont le tiers était européen. Rickloff parvint à intercepter

les communications de la ville avec l'extérieur et le blocus commença. C'est en vain que les Français essayèrent, dans le courant d'octobre, de se débloquer par mer. Ce fut le dernier effort de la garnison et de la Haye « ne fit plus que harceler les ennemis, leur tuant du monde dans leurs postes mêmes ». Le blocus se resserra de plus en plus, et l'on eut bientôt à souffrir de la famine. Dans les deux derniers mois, les troupes en étaient réduites à se nourrir d'herbe avec un peu de riz. Le découragement était à son comble. Il fallut capituler le 6 septembre 1674. Le siège avait duré vingt-six mois.

Les conditions étaient honorables. La place était remise aux Hollandais; les troupes sortaient avec armes et bagages et devaient rentrer en France sur deux navires prêtés par Rickloff. Le 25 septembre 1674, de la Haye quittait San-Thomé. Le 8 décembre, il mouillait aux ruines de Fort-Dauphin [1], et le 6 mars 1675, il arrivait à Port-Louis. Il avait perdu son escadre et ramenait avec lui à peine le tiers de son effectif. Quoique malheureux, il fut bien reçu par Louis XIV et prit part à la guerre que nous soutenions contre l'Europe, au mois de mai 1677. Il fut tué aux environs de Belfort en combattant à la tête d'un régiment. Il avait trouvé une mort digne de lui.

1. Fort-Dauphin avait été évacué le 7 septembre 1674.

Ainsi se termina cette expédition sur laquelle Colbert fondait tant d'espérances et qui aurait pu fonder notre suprématie dans l'Inde. Elle demeura sans résultats et ne fut qu'un glorieux épisode de nos fastes militaires. L'on a voulu en rendre responsables les directeurs et de la Haye. Tout en reconnaissant que la direction donnée à la Compagnie laissait souvent à désirer et que la diplomatie de l'amiral était loin d'égaler sa bravoure, la faute doit en être principalement attribuée à Louis XIV. Tous les efforts étaient concentrés en Europe; à Versailles, l'on ne songeait pas à l'Inde. Pendant toute la campagne, l'escadre ne reçut aucun secours et aucun renfort ne fut envoyé à la garnison de San-Thomé.

CHAPITRE III

François Martin. — Fondation de Pondichéry.
La France prend pied dans l'Inde.

La prise de San-Thomé était pour nous un véritable désastre. Elle allait détruire le prestige que notre expédition avait pu exercer sur les populations de l'Hindoustan, et l'empire des mers restait à la Hollande. Les affaires de la Compagnie étaient loin d'être dans un état prospère. En 1675, le directeur Blot était mort à la peine, désespérant de l'avenir. En 1672, il était arrivé à Surate un autre directeur, Gueston, qui, bien que ne manquant ni d'énergie, ni d'habileté, n'était pas l'homme qu'il fallait dans les circonstances où l'on se trouvait. En janvier 1675, il dépeignait la situation sous les couleurs les plus sombres. Dans la rade de Surate, la Compagnie n'avait que six vaisseaux, dont trois avaient besoin de réparations urgentes, pour reprendre la mer. Le désordre était à son comble, et Gueston déclarait qu'il n'y pouvait remédier. Pourtant, il n'était pas d'avis de renoncer à l'Inde et disait que si nous n'avions pas réussi, c'est que nous avions agi sans connaissance de cause. Pour lui, le grand-écueil était la rivalité de la Hollande. Aussi, proposait-il de

s'appliquer principalement au commerce de la Perse, où nous n'avions pas à redouter les Hollandais. Dans cette intention, il s'était rendu à Ispahan pour y nouer des relations commerciales. Gueston ne devait pas mettre ses projets à exécution, car la même année, il mourait épuisé par le climat.

A ce moment, notre factorerie de Mazulipatam et nos autres comptoirs de l'Inde n'existaient plus. La situation paraissait perdue; deux hommes entreprirent de la sauver. Ces deux hommes étaient Baron et Martin.

Baron, qui était arrivé à Surate en 1671, en qualité de directeur, pouvait nous être d'un grand secours par sa diplomatie et la connaissance qu'il avait des cours d'Orient. Pendant que de la Haye et Caron faisaient l'expédition de Ceylan, il avait pris la route d'Agra. Mais la guerre, qui désolait le pays, l'empêcha de mettre son projet à exécution. Il s'était mis en rapport avec Sevo-Gi, qui fondait la puissance des Mahrattes, et négociait avec lui la cession du port de Chaoul, qui lui paraissait réunir toutes les conditions pour y fonder un établissement. Mais faute d'argent il ne put rien faire. Sur l'appel de l'amiral de la Haye, il était venu s'enfermer avec lui dans San-Thomé, et avait montré une grande activité en s'efforçant de nous créer des alliances parmi les princes indigènes. Malheureusement, ses démarches avaient été inutiles. Quand la place

tomba au pouvoir des Hollandais, Baron s'était retiré à Madras, et de là, il avait gagné Surate, le centre de nos opérations.

Malgré notre échec, Baron n'était pas découragé; il voulait que la France s'établît dans l'Inde d'une façon définitive. Il était d'avis de fonder un établissement sur les bords du Gange, et jugeait que la possession de deux ports nous était indispensable. Il écrivait dans ce sens, en janvier 1675, aux directeurs, et conseillait d'acheter Bombay et de négocier la cession de San-Thomé avec la cour de Golconde. Les ministres de cette cour, séduits par notre bravoure, étaient disposés à s'entendre avec nous, moyennant quelques cadeaux d'argent. Baron était entré en pourparlers avec eux, et en même temps, il avait instruit Colbert de ses démarches. Pour faire de San-Thomé une forteresse redoutable, il ne demandait que cinq ou six cent mille livres, et disait que pour la défendre, il suffisait d'y entretenir une garnison de quatre cents hommes, composée en partie de soldats indigènes. Il réclamait en même temps l'envoi d'une nouvelle escadre et cherchait à intéresser Colbert à ses projets. Malheureusement l'Inde ne répondait pas aux vues du ministre, qui ne voulait y posséder que quelques comptoirs. Aucun secours ne fut en conséquence envoyé à Baron.

Aussi, les Hollandais conservèrent leur influence à la cour de Golconde et les négociations au

sujet de San-Thomé ne tardèrent pas à être abandonnées.

Baron n'en continua pas moins la réalisation de ses projets. Sur la côte de Coromandel, il s'était mis en rapport avec le prince Cerkan-Soudy et était venu lui rendre visite à Goudelour, sa résidence habituelle. Cerkan-Soudy nous offrait son alliance et, pourvu qu'on lui donnât des subsides pour l'entretien de cinq mille cavaliers et de deux mille fantassins, il se faisait fort de nous mettre en possession de San-Thomé. De plus, il promettait de s'emparer du royaume de Golconde et de placer sur le trône un nabab de ses amis, qui se serait reconnu vassal de la France. Baron s'empressa d'instruire le gouvernement français de ces propositions. Il ne reçut aucune réponse. Jusqu'au dernier moment, il espérait que Louis XIV n'abandonnerait pas l'Inde, et que la cour de Versailles jetterait les yeux sur l'Extrême-Orient, et finirait par comprendre l'importance qu'un empire colonial pourrait avoir pour l'avenir du pays. Aussi, fut-il cruellement déçu, quand il connut la vérité. Il resta néanmoins à son poste, et mourut à Surate, en 1685, épuisé par le climat et les souffrances morales. C'était une grande perte pour la France. Baron avait deviné l'influence que l'Extrême-Orient devait un jour exercer sur les destinées du monde. Il prévoyait que tôt ou tard, une nation européenne ferait la conquête de l'Inde, et il avait espéré que la France serait cette

nation. A lui appartient l'honneur d'avoir ouvert la voie que Dupleix devait suivre un siècle plus tard. Son successeur et le continuateur de son œuvre fut François Martin.

François Martin est le véritable fondateur de l'Inde; ce fut lui qui prépara la France à jouer le rôle brillant qui lui était réservé. Martin était né en 1634, à Paris, dans le quartier des Halles. Fils d'un riche marchand d'épices, il n'avait que seize ans, lorsqu'il perdit son père. Sa famille le jeta sur le pavé, et il se trouva livré à lui-même, sans ressources et sans protecteur. Pendant douze ans, il fut garçon de boutique; puis il se maria. Peu après, il perdait l'emploi qui le faisait vivre. La Compagnie des Indes venait de se fonder. Martin lui offrit ses services, et partit pour Madagascar. Il ne tarda pas à se distinguer, et fit une expédition à soixante lieues dans l'intérieur de l'île. Caron l'emmenait avec lui dans l'Inde et lui donnait pour mission de se rendre dans le golfe Persique, afin d'y nouer des relations commerciales. Martin prit part à l'expédition de Ceylan, et se rendit ensuite à Mazulipatam pour y diriger la factorerie que nous avions fondée dans cette ville. Lorsque San-Thomé fut assiégé, il vint s'enfermer dans la place, et déploya une grande habileté diplomatique. Aussi, de la Haye dit-il, en parlant de lui : « Il est homme d'esprit ; s'il fût arrivé plus tôt, il aurait bien servi. J'avais besoin d'un tel homme. »

Pendant le siège, Martin avait noué des relations avec le gouverneur des possessions du roi de Vizapour, dans le Carnatic, Cerkan-Soudy, et en avait obtenu de nombreux secours en vivres et en munitions. En 1675, les directeurs de la Compagnie lui avaient conseillé de profiter des bonnes dispositions de ce prince pour se faire céder un coin de territoire qu'ils puissent appeler leur propriété. Martin avait goûté cet avis, et il était arrivé à obtenir la concession d'un terrain, qu'il s'était empressé de faire occuper, en y envoyant un agent, nommé de l'Épinay. Telle fut l'origine de Pondichéry. Quand le siège de San-Thomé commença à se tourner en blocus, de la Haye proposa à Martin de se rendre à Pondichéry, afin de ravitailler la place. L'entreprise était des plus difficiles. Le 13 janvier 1674, dans la soirée, Martin parvint à tromper la surveillance des Hollandais et à prendre le large; le 14, c'est-à-dire le lendemain, à quatre heures du soir, l'on mouillait en rade de Pondichéry. A peine débarqué, Martin trouvait le moyen de faire passer trois bateaux de riz aux asssiégés, ce qui permettait à ces derniers de prolonger la résistance.

La concession où nous nous étions réfugiés était située au nord de Coleroon, près de la rivière de Gingi: elle n'avait que quatorze cents brasses de circuit. Les Danois avaient autrefois possédé un comptoir dans le voisinage, et l'on y voyait encore les ruines d'une maison qu'ils avaient con-

struite. La position était bien choisie. Martin n'avait avec lui que soixante Français ; mais de nouveaux colons arrivèrent dans le courant de 1674. Sur notre demande, Cerkan-Soudy nous accorda l'autorisation de fortifier notre concession. Les travaux qu'on y exécuta durent être peu considérables, puisqu'ils ne coûtèrent que sept cents écus. L'on afferma l'aldée de Pasquinambat, située à un quart de lieue. Quarante maisons y furent construites, et l'on mit en culture des terres abandonnées. Des tisserands indigènes vinrent s'y fixer, et bientôt il se forma un petit village. Le nom de *Pudichéri* (*nouveau village*), qui était celui du lieu, où se trouvait notre établissement, devint Pondichéry, désignation sous laquelle l'on a toujours désigné la capitale de nos possessions dans l'Inde.

Les opérations commerciales étaient forcément bornées, du moment que les Hollandais nous fermaient en quelque sorte la mer. Aussi, notre colonie était encore insignifiante. Les maisons étaient des cabanes construites de roseaux, et la loge de la Compagnie était couverte de chaume. Ce ne fut qu'en 1686 que Martin fit bâtir deux magasins en briques et quelques autres édifices. Il avait remarqué que les exportations de l'Inde consistaient principalement en pièces d'étoffes, et avait compris que cette branche de commerce pouvait devenir pour nous une source de prospérité. Aussi, ne cessait-il d'engager les colons fran-

çais et indigènes à fabriquer des tissus. L'on suivit ses conseils, et des ateliers ne tardèrent pas à s'élever. Des ouvriers venaient en même temps se fixer dans notre ville. Ils y étaient attirés par l'exemption de tout impôt, qui leur était accordée pendant un an. Un certain nombre de marchands s'engageaient à habiter Pondichéry, sous les conditions avantageuses qu'on leur assurait pour leur trafic. Notre établissement commençait à devenir un centre commercial.

L'on obtint des résultats presque immédiats. Il y avait à peine six semaines que nous étions en possession de l'aldée de Pasquinambat, que déjà l'on y fabriquait cent cinquante pièces de toile par mois. En 1676, c'est-à-dire deux ans après l'établissement sur la côte de Coromandel, les magasins de la Compagnie en contenaient pour un million de livres, et Martin écrivait qu'il pouvait en livrer autant, chaque année et même plus. Il donnait en même temps une description détaillée de la colonie, en en faisant ressortir les avantages, et parlait du brillant avenir qui pouvait s'ouvrir pour elle, si on voulait le seconder. Depuis la prise de San-Thomé, les directeurs n'étaient plus habitués à recevoir de bonnes nouvelles de l'Inde. Aussi, ces renseignements leur causèrent-ils une vive satisfaction.

Pondichéry avait été fondé à une époque qui était loin d'être favorable à la colonisation. La guerre était à l'état permanent, et des bandes de

pillards parcouraient le pays. Il y avait à craindre que notre établissement ne tentât leur cupidité. Il fallait une force capable de faire respecter la nouvelle ville, et d'en assurer la sécurité. Dans cette circonstance, Martin, qui n'avait avec lui que quelques Européens, s'adressa à son ami Cerkan-Soudy, et lui demanda l'autorisation de recruter des soldats indigènes. Cerkan-Soudy y consentit, et lui donna même trois cents de ses hommes. Martin en fit non seulement des soldats, en les disciplinant à l'européenne, mais il les transforma en colons. Il concéda un morceau de terre à chacun d'eux, les encouragea à bâtir des maisons et à fabriquer des étoffes et des tissus. De cette manière, les soldats, tout en assurant la défense de la ville, travaillaient à la colonisation et contribuaient à la prospérité de Pondichéry.

De grands dangers allaient bientôt menacer notre établissement. Au dix-huitième siècle, l'Inde était un champ de bataille et, à chaque instant, l'on assistait à des révolutions où des empires s'élevaient et d'autres étaient renversés. A cette époque les Mahrattes commençaient à devenir une puissance redoutable, et leur chef, Seva-Gi, cherchait à agrandir son royaume par des conquêtes successives. A mesure que les provinces et les villes tombaient en son pouvoir, il élargissait le cercle de ses opérations. En 1676, il s'élançait sur le Carnatic. Tout cédait devant lui, et notre

allié Cerkan-Soudy, qui avait voulu lui résister, était vaincu et tombait en son pouvoir. Seva-Gi portait partout la ruine et la désolation : il menaçait d'anéantir l'établissement que les Français avaient fondé, en donnant pour raison qu'ils étaient les amis de Cerkan-Soudy. La situation était critique, il ne fallait pas songer à soutenir le choc de Seva Gi. C'est ce que comprit Martin. Il eut recours aux négociations. La connaissance qu'il avait des cours de l'Inde lui avait appris que tout était possible par la diplomatie.

Un Brahme, qui habitait Pondichéry, reçut la mission d'aller trouver Seva-Gi, et de lui représenter que les Français ne lui étaient pas hostiles, et qu'ils n'avaient qu'un but, vivre paisiblement afin de pouvoir se livrer au commerce. Un présent de cinq cents pagodes acheva de faire entendre raison au farouche conquérant, qui, du reste, n'était pas pressé d'attaquer les Européens. Il n'avait contre eux aucune animosité personnelle. Il accorda un firman par lequel il permettait aux Français de résider à perpétuité dans la ville qu'ils avaient bâtie, à condition qu'ils ne prendraient aucun parti dans les guerres qui agitaient le pays. Il leur confirma en outre la possession du territoire qu'ils occupaient, moyennant un léger tribut dont Martin ne tarda pas à s'affranchir. Du reste, Seva-Gi fut bientôt obligé de se porter vers le nord, pour combattre les Mongols. Il mourut, peu après, en 1680, et

Pondichéry fut bientôt délivré d'un danger permanent.

A partir de ce moment, nos affaires marchèrent tranquillement. Cerkan-Soudy nous abandonna le revenu des terres du district de Pondichéry, et nous fit une cession absolue de la ville elle-même. Martin s'attachait à développer la colonie, en y augmentant la population. C'est pourquoi il attirait les indigènes, donnait une plus grande importance à la fabrication des tissus, faisait construire des maisons, des magasins, ouvrir des bazars, afin de faciliter aux marchands le débit de leurs marchandises, et établissait des pêcheries sur la rivière de Gingi. Le but qu'il se proposait était de gagner la confiance et les sympathies des populations, en respectant leurs coutumes et leurs usages, et de faire considérer les Français comme des amis et des protecteurs. Sa politique était toute différente de celle des Portugais et des Hollandais. Les Portugais avaient dominé par la crainte : les Hollandais regardaient l'Inde comme un marché où l'on venait s'enrichir. Martin, sans oublier que les établissements qu'il fondait, devaient être de nouveaux débouchés pour notre commerce, y voyait aussi le moyen de répandre notre influence. Aussi, avait-il pris à tâche de cimenter les relations amicales qui existaient entre les Français et les indigènes.

A cette époque, les campagnes du Carnatic étaient sans cesse parcourues par des partis de

Maures et de Mahrattes, qui en venaient aux mains à chaque instant, et souvent des escarmouches avaient lieu sur notre territoire. Une bande de pillards vint un jour nous enlever un troupeau de cinq cents vaches. Nous étions en quelque sorte toujours sur le qui-vive. Aussi, en 1689, Martin s'était adressé à Sambadgi, le fils de Seva-Gi, et en avait obtenu l'autorisation de fortifier Pondichéry, qui était une ville ouverte. Il fit bâtir un fort qui avait la forme d'un carré irrégulier. C'était un ouvrage construit en briques, sans fossés, ni glacis, et flanqué de quatre tours. Si ces travaux de défense pouvaient résister à une attaque des indigènes, ils n'étaient pas en état de soutenir un siège contre une armée régulière.

Il ne fallait pas s'attendre à trouver à Pondichéry l'aspect d'une capitale; ce n'était qu'une petite ville de province. La rade présentait un grand inconvénient. Les vaisseaux étaient obligés de mouiller à une demi-lieue, au large. Les chaloupes ne pouvaient approcher de terre qu'à une grande portée de fusil, à cause de la mer qui s'y brisait avec une telle furie qu'il eût été dangereux de vouloir aborder. Pour le transport des marchandises, il fallait avoir recours aux indigènes et à leurs bateaux plats, connus sous le nom de schelingues, et dont ils se servaient avec la plus grande dextérité. Sur le rivage se trouvaient deux citernes, qui servaient à alimenter la

ville. Matin et soir, les femmes y venaient puiser de l'eau et l'apportaient sur leurs têtes, dans des cruches de terre. Ce petit détail montre que notre colonie était encore peu considérable. Aussi, ne fallait-il pas y chercher des monuments. Son principal édifice était le fort, dont nous avons précédemment parlé, et qui servait de logement au gouverneur et aux employés de la Compagnie. A l'ouest de la forteresse était le jardin public. Il était bordé par un marais, qui, en y entretenant l'humidité, lui donnait une grande fertilité que les colons avaient su utiliser. L'on y cultivait les légumes nécessaires à la consommation locale et, tout en étant une promenade, il servait de potager. En dehors du fort, il y avait un certain nombre de maisons habitées par les Européens ; elles n'avaient qu'un étage. Quant à celles des indigènes, elles étaient éparses, çà et là, sans alignement et ne méritaient guère que le nom de huttes.

Les Français n'étaient pas nombreux dans la colonie ; on en comptait environ deux cents. Plusieurs d'entre eux étaient mariés avec des métisses portugaises. Pour la plupart, ils étaient au service de la Compagnie et s'adonnaient au commerce. Aussi, l'agriculture était-elle un peu négligée. Les colons se bornaient à élever des oies, des canards, des poules, des porcs ou des moutons. Les chevaux étaient rares, et la Compagnie n'en possédait que quatre. Les bœufs

servaient de bêtes de trait, et le gouverneur n'avait pas d'autre attelage, quand il sortait en voiture.

Les commodités d'une ville d'Europe étaient inconnues à Pondichéry. Martin donnait lui-même l'exemple de la frugalité et vivait avec ses officiers. Il tenait table ouverte, et se faisait un plaisir de recevoir les Français, qui étaient de passage dans la colonie. Comme sa politique avait pour principe le respect des usages et des coutumes des indigènes, la tolérance religieuse était plus grande dans notre établissement que dans les autres possessions européennes. Les Musulmans aussi bien que les Gentils y avaient le libre exercice de leur culte. Au point de vue spirituel, Pondichéry relevait de l'évêque de San-Thomé, et tout d'abord n'avait eu qu'une église, placée sous le vocable de Notre-Dame des Anges, et desservie par les Capucins, qui depuis 1670, s'étaient établis dans le pays. Les Jésuites n'arrivèrent qu'en 1690. Les missions du Carnatic furent bientôt regardées comme les plus florissantes de l'Inde.

Le commerce prenait chaque jour de l'importance. Les exportations consistaient principalement en toiles peintes, poivre, coton, soieries et salpêtre. Tous les mardis, il y avait un marché considérable, qui attirait en moyenne dix mille indigènes. Le numéraire y était aussi commun que dans une foire d'Europe : l'on y

vendait même à crédit. Aussi, les transactions présentaient-elles une animation qui étonnait, lorsqu'on se rappelait que notre établissement, sur la côte du Coromandel, ne datait que de quelques années. Martin ne recevait pourtant aucun secours de la mère patrie, mais par son activité, il suppléait à tout. A partir de 1681, époque à laquelle Baron était tombé malade, il avait pris la direction générale des affaires. Il voulait relever le comptoir que nous avions fondé à Mazulipatam, et qui avait été détruit pendant le siège de San-Thomé. Dans ce but, il se rendit à la cour de Golconde, dans le courant de 1681; ses efforts furent couronnés de succès, et, en 1692, nous avions à Mazulipatam une factorerie qui devint bientôt le siège d'un trafic considérable. L'intérieur du pays, le Deccan commençait à s'ouvrir pour nous. Aussi, loin de désespérer de l'avenir, Martin l'envisageait avec confiance.

Le Bengale avait aussi attiré notre attention. Dès 1675, Bourreau-Deslandes, qui devait devenir le gendre de Martin, s'était rendu dans cette région, et y avait obtenu, moyennant la somme de quatre cent une roupies, la concession d'une aldée, située dans le voisinage de Baroguichempour. Notre nouvelle acquisition ne comprenait qu'une vingtaine d'arpents. Elle se trouvait au fond d'une belle anse, sur la rive droite d'un affluent du Gange, à trois lieues d'Hougly, où les

Hollandais possédaient une riche factorerie. L'on y bâtit une loge, l'on y fit quelques constructions, et le nouvel établissement fut désigné sous le nom de Chandernagor, du sanscrit *Tchandra-nagara*, « ville de la lune ». Les Hollandais cherchèrent à nuire à notre nouvelle colonie. Grâce à l'appui du vice-roi du Bengale, nous n'eûmes rien à craindre et, en 1688, l'empereur Aureng-Zeyb nous concédait définitivement le territoire où nous nous étions établis. Chandernagor était fondé. Néanmoins, il progressa lentement, et pendant longtemps, son commerce se réduisait à peu de choses. Il fallut attendre trente et quelques années pour que notre nouvelle colonie devînt une ville tant soit peu importante.

Nous cherchions à fonder d'autres factoreries au Bengale. En 1681, un de nos agents, Duplessis, remontait le Gange et obtenait du grand Mogol l'autorisation de posséder des comptoirs dans les provinces de Bahar et d'Orissa. Nous nous étions établis à Balagor, ville située sur le golfe de Bengale, et qui était alors le siège d'un commerce assez actif. Les Portugais y venaient en grand nombre, et en avaient fait un centre important. Malheureusement, les ressources restreintes dont nous disposions nous forcèrent bientôt à abandonner ce comptoir. Du reste, pendant longtemps, notre situation, dans cette partie de l'Inde, fut assez précaire, et durant plusieurs années, les navires que nous envoyions remonter

le Gange, naviguaient sous le pavillon portugais, qu'ils regardaient comme une meilleure protection que celui de la France. Martin n'avait pas oublié Ceylan. Mieux que personne, il appréciait l'importance de cette île. Aussi avait-il résolu d'en faire la conquête, et, dans ce but, il s'était mis en rapport avec le roi de Candy, et assuré de son alliance. En même temps, il ne cessait d'écrire à la Compagnie pour l'engager à fonder sur cette terre un établissement, qui nous aurait donné une station maritime de premier ordre.

Mais pour exécuter ces projets et créer notre puissance coloniale dans l'Extrême-Orient, deux choses étaient indispensables, l'argent et la paix. La situation de la Compagnie, malheureusement, n'était pas brillante. Elle végétait depuis 1678. En 1671, elle possédait vingt-six vaisseaux; en 1683, elle n'en avait plus que douze. De 1675 à 1684, l'on n'avait construit aucun bâtiment à Lorient, et toutes les opérations de la Compagnie s'étaient bornées à expédier quatorze navires dans l'Inde. En 1684, les chambres particulières de Bordeaux, de Nantes, de Lyon et de Rouen avaient été supprimées comme inutiles. Les actionnaires s'étaient laissés aller à un profond découragement. En outre, la paix ne devait pas durer, et le traité de Nimègue, conclu en 1678, n'était qu'une trêve. L'Europe s'était liguée, à Augsbourg, contre Louis XIV. La guerre avait recommencé en 1688. Non seulement elle allait

paralyser le commerce, en suspendant toute expédition, mais elle allait encore être transportée dans l'Inde. Il fallait nous attendre à voir attaquer nos établissements, que l'on abandonnait systématiquement, malgré les supplications de Martin.

Les Hollandais s'étaient au contraire préparés à la lutte : ils disposaient de forces considérables. Dès le début des hostilités, ils s'emparèrent de deux vaisseaux de la Compagnie, qui avaient pris la mer, dans l'ignorance où ils étaient de la déclaration de guerre. Leur cargaison était estimée à plus de deux millions cinq cent mille livres. C'était une perte considérable. En 1690, une escadre française, forte de six vaisseaux, et commandée par Duquesne-Guitton, avait paru dans l'Inde; après être restée quelques jours dans la rade de Pondichéry, elle se rendait aux environs de Madras, pour échanger quelques coups de canon avec la flotte hollandaise.

Après avoir croisé quelque temps sur les côtes du Bengale et du Pegou, elle reprenait la route de l'Europe. C'était une campagne inutile, et l'expédition n'avait servi qu'à attirer l'attention de nos ennemis. Martin comprenait la gravité de la situation, et dans ses lettres, il ne pouvait dissimuler ses inquiétudes, et ne cessait de demander des secours. L'abandon où on le laissait le faisait cruellement souffrir. Néanmoins, quoiqu'il ne se

fit aucune illusion, il ne s'en prépara pas moins à la résistance.

Dès 1690, notre colonie avait été menacée d'un bombardement. Après le départ de Duquesne, les Hollandais pensèrent que le moment était venu pour eux de s'emparer de Pondichéry. Leur flotte comptait dix-neuf vaisseaux de quarante à soixante canons, et leur armée quinze cents soldats, deux mille matelots, quarante-huit pièces de canon, avec plusieurs milliers d'auxiliaires indigènes que le gouvernement de Batavia avait à sa solde. Malgré leur supériorité numérique, nos ennemis s'adressèrent au chef des Mahrattes, et recherchèrent son alliance. Ram-Raja fut d'abord indigné de cette proposition; mais versatile comme le sont tous les Orientaux, il oublia ses anciennes relations d'amitié avec les Français, et s'engagea à fournir des vivres aux assiégeants. Quant aux Mongols, ils avaient vendu la ville de Pondichéry aux Hollandais, moyennant la somme de cinquante mille pagodes; ils envoyèrent même un corps de troupes, qui resta en observation. Nous nous trouvions complètement isolés.

Martin s'attendait depuis longtemps à être attaqué; aussi, avait-il pris ses précautions. La place avait été approvisionnée, et, en 1691, l'on avait envoyé à San-Thomé les femmes, les enfants inutiles. Bien pénible, la situation de Martin; il avait construit une ville, jeté les bases de notre puissance dans l'Inde, et il voyait que l'édifice

qu'il avait eu tant de peine à élever était sur le point de s'écrouler.

Pour résister aux forces considérables de nos ennemis, il n'avait que six canons, deux cents Français et trois à quatre cents indigènes. Martin et ses compagnons savaient qu'ils ne devaient compter sur aucun secours, et cependant, il n'y eut pas chez eux la moindre défaillance. Le gouverneur avait communiqué son ardent patriotisme à tous ceux qui l'entouraient, et l'on s'était préparé à une résistance énergique.

Le 23 août 1693, l'escadre ennemie était en vue. Les Hollandais étaient commandés par l'un de leurs meilleurs généraux, Laurent Pit. Ils débarquèrent et établirent leur camp à un quart de lieue de la ville, qu'ils isolèrent par terre et par mer. Une de leurs batteries n'était qu'à une portée de mousquet de la forteresse. Le 30, au matin, ils s'ébranlèrent, et dans la journée eut lieu une violente escarmouche, qui dura près de quatre heures. Le 31, l'on se canonna de part et d'autre. L'église des jésuites était le principal objectif de l'ennemi. Martin l'avait fait occuper par soixante soldats, dont les deux tiers étaient des indigènes, et en avait confié le commandement au lieutenant de vaisseau de la Comme. Le 1er septembre, les Hollandais commençaient à battre cette position avec leur artillerie, et un de leurs boulets tua le lieutenant de la Comme. Une panique s'empara de nos soldats qui, pour la plu-

part, prirent la fuite et coururent se réfugier dans le fort. Les 2 et 3 septembre, Pondichéry eut beaucoup à souffrir. Grâce à la supériorité de leur artillerie, les Hollandais causèrent de grands dégâts à la place. Malgré leur petit nombre, les Français tenaient ferme, et pendant la nuit, ils réparaient les brèches des remparts, au moyen de sacs de terre. Le 4 septembre, il y eut un feu continuel de mousqueterie et d'artillerie. Le soir, la ville n'était plus qu'un amas de ruines; il était impossible de prolonger plus longtemps la résistance. Aussi, Martin demanda à parlementer, et, le 6 septembre, une capitulation était signée. Pondichéry était remis aux Hollandais. La garnison sortait avec les honneurs de la guerre : les Français devaient être envoyés en Europe et les soldats indigènes pouvaient se retirer où bon leur semblait. Martin fut conduit à Batavia; il y fut entouré du respect de nos ennemis. Le gouverneur voulut qu'il logeât dans son palais, et les principaux habitants s'empressèrent de rendre hommage au courage malheureux.

Les Hollandais connaissaient la valeur de leur nouvelle conquête et la considéraient comme l'une des meilleures places de l'Inde. Aussi, la destinaient-ils à être la capitale de leurs positions sur le continent. Dans ce but, ils la fortifièrent en y construisant de solides bastions, et s'occupèrent aussi de l'embellir en y achevant plusieurs

édifices que nous avions commencé à bâtir. La Compagnie hollandaise pensait si bien avoir acquis Pondichéry d'une façon définitive, qu'elle avait fait graver ses armes sur les portes des maisons.

Grâce à son éloignement, Chandernagor n'avait pas eu à redouter les attaques des Hollandais ; mais notre commerce fut complètement anéanti au Bengale. Le pavillon français ne disparut pas cependant de la mer des Indes. Une escadre de cinq vaisseaux, commandée par le capitaine Daudennes, était partie de Lorient, en février 1692, et était revenue en mars 1694, après être allée à Surate. Ce voyage n'avait pas été heureux : un bâtiment avait été capturé en route par les Hollandais, et un autre, qui était chargé d'une riche cargaison, englouti par un cyclone. De plus, le capitaine Daudennes apportait la triste nouvelle de la prise de Pondichéry. En 1695, la Compagnie s'était décidée à faire un nouvel armement et avait expédié six navires dans l'Inde. Le capitaine de Serquigny accompagnait le convoi avec trois vaisseaux de guerre, afin de le protéger. Au mois de mars 1696, l'escadre arrivait à Surate. La peste venait d'éclater dans cette ville. De Serquigny n'y fit qu'un court séjour. En présence de la supériorité de nos ennemis, il renonça au Bengale et revint en Europe. Il ne ramenait qu'un seul des navires qu'il était chargé d'escorter. Les cinq autres se trouvaient à Su-

rate au moment où le Grand Mogol avait mis l'embargo sur tous les bâtiments chrétiens qui se trouvaient en rade. Ils avaient été surpris, et étaient obligés d'attendre la révocation de cet ordre. Des pirates anglais avaient capturé des pèlerins musulmans, qui se rendaient à la Mecque, et la cour de Delhy usait de représailles. Cet événement eut pour effet de suspendre les préparatifs d'une nouvelle expédition.

Pendant que Pondichéry devenait une possession hollandaise, Martin et ses compagnons arrivaient en France. On leur fit une réception encourageante. Le ministre et les directeurs prenaient plaisir à entretenir « ce Français de vieille roche », comme l'appelle un contemporain. Le roi lui avait accordé des lettres de noblesse en 1692; il allait bientôt lui conférer la dignité de chevalier de Saint-Lazare (1701). L'on était ému quand Martin racontait le siège de Pondichéry et parlait de l'avenir qu'il rêvait pour la colonie. L'on commençait à comprendre l'importance de l'Inde. Pour le moment, il n'y avait rien à faire. Nous étions en guerre avec l'Europe. L'Angleterre et la Hollande avaient la supériorité sur mer, et nous réduisaient à l'impuissance. Nous étions forcés d'attendre la paix.

La paix fut signée à Ryswick, en 1697. Pondichéry nous était rendu. La Compagnie des Indes résolut de s'occuper activement de ses établissements. Malheureusement, sa situation financière

ne lui permettait pas de faire de grands sacrifices. La guerre lui avait causé de graves préjudices : elle y avait perdu seize vaisseaux. En outre, l'excès des réglementations et la mauvaise direction donnée à ses entreprises lui avaient été funestes. Dès 1682, Colbert avait, sur sa demande, porté atteinte à son monopole, et autorisé des particuliers à faire le commerce de l'Inde, en se servant de vaisseaux de la Compagnie. La mort de Colbert, en 1683, la priva d'un puissant protecteur. Le marquis de Seignelay lui succéda en qualité de *chef perpétuel et de président pour le roi*. A sa mort, en 1690, ce fut le comte de Pontchartrain.

En 1684, dans le but de procurer des capitaux à la Compagnie, on avait voulu forcer les intéressés à verser les deux derniers tiers de leurs souscriptions. Cette contrainte effraya beaucoup d'actionnaires et produisit un mauvais effet. L'on eut recours à divers expédients. L'on augmenta le nombre des directeurs, et l'on força les actionnaires à fournir en argent le quart en sus de leurs actions : tout fut inutile. La confiance ne se commande pas. Notre commerce restait languissant, et nos factoreries en étaient réduites à un trafic assez restreint. Aussi, qu'arrivait-il? Les agents de la Compagnie attendaient l'arrivée des vaisseaux pour faire des achats, ils réunissaient des marchandises dans un court délai, et souvent se rendaient acquéreurs de produits qui se vendaient difficilement en France. Il en résultait que,

quelquefois, une partie de la cargaison se trouvait perdue.

La Compagnie avait, en outre, à lutter constamment contre l'hostilité qu'elle rencontrait en France, et il en résultait pour elle le plus grand préjudice. L'on divisait les produits de l'Inde en deux catégories : la première comprenait les épices, les drogueries, le salpêtre et la soie écrue ; la seconde catégorie les étoffes de soie, de coton, d'écorce d'arbre, les toiles peintes et les mousselines. L'on partait de cette idée fausse que la Compagnie avait été uniquement fondée pour fournir à la métropole les produits de la première catégorie, qu'on ne pouvait se procurer qu'en s'adressant à l'étranger. Quant à ceux de la seconde catégorie, l'on pensait pouvoir s'en passer. L'on disait que notre pays avait des produits analogues qui devaient les remplacer, et l'on regardait leur importation comme funeste à nos manufactures.

Colbert avait eu soin de ménager les intérêts du commerce français, en frappant de droits protecteurs les marchandises qui venaient de l'Inde.

L'édit de 1664 les avait soumises à un tarif, qui variait suivant leur valeur et leur qualité. Plus tard, l'on éleva ce tarif, et bientôt l'on alla jusqu'à prohiber complètement certains produits, qui pouvaient faire concurrence à notre industrie. Les exportations de Surate consistaient principalement en toiles peintes. La Compagnie en

avait introduit un grand nombre, et leur usage commençait à se répandre. Cette importation donna lieu à une véritable révolution économique. Des fabriques se fermèrent, et Lyon, qui occupait plus de neuf cents ouvriers, n'en employa bientôt plus que six cents. De tout côté, l'on demandait l'interdiction des toiles peintes qui eut lieu à partir de 1685. La factorerie de Surate ne fit plus que végéter. Pour obéir aux réclamations de l'industrie, le gouvernement limitera l'importation des étoffes de soie brodées d'or et d'argent, à 1 500 000 livres par an, et permettra seulement aux ports de Rouen et de Saint-Valéry de recevoir des toiles blanches. En 1709, l'on ira jusqu'à prohiber les mousselines.

L'on voulait restreindre le rôle de la Compagnie à l'importation des épices, qui n'était pas suffisante pour donner lieu à un commerce considérable. L'on songea alors à faire le trafic des cafés; mais ce trafic était encore peu important. Le café n'était pas encore entré dans les habitudes, et en 1710, sa consommation annuelle ne dépassait guère un million de livres. Aussi, la situation de la Compagnie était-elle déplorable. Elle perdait son crédit, même à Paris, et vivait d'emprunts dont elle était obligée de payer les intérêts à un taux très élevé. C'est en vain que le roi lui donnait 4 millions pour l'indemniser des pertes qu'elle avait éprouvées pendant la guerre. En 1697, l'on voulait expédier un armement, et

pour se procurer les ressources suffisantes, l'on força les intéressés à rapporter leurs anciens bénéfices, sous peine de perdre leurs droits à toute répartition. Les dettes de la Compagnie s'élevaient alors à 11 millions de livres. En 1699, le commerce de l'Inde avec la France atteignait à peine 5 millions de livres, dont 2 500 000 pour les exportations et 400 000 pour les importations. Dans la situation où elle se trouvait, la Compagnie ne pouvait songer à exploiter tous les pays dont le monopole lui avait été concédé. La Chine était de ce nombre. Les actionnaires, qui se voyaient dans l'impossibilité d'user de leur privilège, pensèrent faire une bonne opération, en abandonnant en 1698 le commerce du Céleste Empire à une nouvelle Compagnie qui venait de se fonder et s'intitulait *Compagnie de la Chine*. La fameuse association, qui avait pensé s'emparer du trafic de tout l'Extrême-Orient, en était réduite, à Pondichéry, à la factorerie de Surate et à ses comptoirs du Bengale.

En 1698, Martin était retourné dans l'Inde, avec quatre vaisseaux de guerre et plusieurs bâtiments de la Compagnie. Cette escadre arriva à Pondichéry au mois de mai 1699, et le 9 octobre de la même année, la place nous était remise par les Hollandais. Martin avait avec lui plusieurs officiers, des ingénieurs, deux cents soldats européens, des munitions de guerre, des canons et tout ce qui est nécessaire à un établissement. Il

se mit à l'œuvre et transforma la ville. Prévoyant l'importance qu'elle prendrait plus tard, il voulut la construire sur le modèle d'une grande cité. Il tira les rues au cordeau, les traça de manière que les maisons, qui devaient être bâties, puissent concourir à sa régularité et à sa beauté, et fit élever un palais pour le gouverneur et un bazar. Sa politique attira beaucoup d'indigènes, marchands, tisserands, teinturiers et peintres sur toile, qui venaient fixer leur résidence dans notre colonie, certains d'y trouver sécurité et protection. Dès 1701, Pondichéry était devenu notre capitale officielle dans l'Inde. Le gouverneur général était assisté d'un conseil souverain, composé de cinq membres. Le premier était juge au tribunal de la *Chaudrie*, le second commissaire des troupes, le troisième avait la surveillance des magasins, le quatrième la direction des armements maritimes, et le cinquième, en qualité de procureur général, avait spécialement pour mission de défendre les intérêts de la Compagnie. Le commerce et l'industrie commençaient à prendre de l'importance. La sage administration de Martin ne tarda pas à porter ses fruits, et à sa mort, en 1706, la population de Pondichéry approchait de 50 000 âmes.

A son retour dans l'Inde, Martin s'était parfaitement rendu compte de la situation, et dans un rapport du 15 février 1700, adressé à Pontchartrain, il faisait connaître l'état des différentes

nations européennes, dans l'Extrême-Orient. La paix de Ryswick marquait une nouvelle période. La Hollande avait perdu sa suprématie, mais elle restait toujours une grande puissance commerciale. Martin avait remarqué que les populations lui étaient désaffectionnées, et qu'en cas de guerre, il nous serait facile de nous emparer de Batavia et de Malaca. Nous pouvions abattre la prépondérance de notre rivale. Les Portugais conservaient une certaine réputation. L'Angleterre prenait de l'importance. Elle possédait plusieurs factoreries dont la principale était à Surate. Bombay dans la mer d'Oman, Madras et le fort Saint-David sur la côte de Coromandel lui appartenaient. Au Bengale, Calcutta, fondé en 1686, n'était encore qu'un village. Si les Anglais ne jouaient pas encore un rôle aussi considérable que les Hollandais, ils disposaient de nombreux capitaux. C'était eux qui dans l'Inde apportaient le plus de numéraire.

Surate était toujours la grande cité commerçante. Martin disait, en parlant de cette ville, « que l'argent y coulait plus qu'en aucun lieu du monde ». Aussi conseillait-il à la Compagnie d'y améliorer son commerce. Pour lui, nos comptoirs devaient avant tout fournir à la France les produits nécessaires à sa consommation et qui lui manquaient. Il pensait qu'il ne fallait pas trop compter sur le commerce d'*Inde en Inde*, pour en retirer des profits assurés. Pour le moment, ce

trafic ne pouvait donner lieu qu'à un cabotage sans importance. Martin ne cessait de déployer une activité incroyable, et cependant sa position n'était pas facile. Il avait à lutter contre la rivalité des fonctionnaires civils et militaires, qui formaient en quelque sorte deux camps ennemis l'un de l'autre. La *question des rites malabares* vint aussi troubler la colonie. A Pondichéry, il y avait un assez grand nombre de chrétiens indigènes qui descendant des anciens chrétiens de San-Thomé en avaient conservé certains usages qu'ils mêlaient à la pratique du christianisme. C'est ce qu'on appelait les *rites malabares*. Le clergé français les attaquait comme un reste de *gentilité*. De leur côté, les chrétiens indigènes les défendaient comme des coutumes particulières à l'Église de l'Inde et n'altérant en rien l'unité de la foi. De là, des controverses et des luttes passionnées. En France, on attachait peu d'importance à Pondichéry, et les secours qu'on y envoyait étaient insignifiants. Néanmoins, malgré ses nombreuses préoccupations, le gouverneur suffisait à tout, et, quoique affaibli par l'âge, il se multipliait. Aussi ses contemporains disaient avec raison en parlant de lui qu'il *avait une violente passion, l'amour du pays.*

Martin ne bornait pas ses vues à Pondichéry. Par ses soins, un comptoir était fondé à Calicut, notre commerce encouragé à s'étendre au Bengale, et l'on essayait de rendre à notre établisse-

ment son activité d'autrefois. Nous cherchions même à nouer des relations avec la Perse et l'Iman de Maskate. Malheureusement, la paix, qui était indispensable pour le succès de nos entreprises, ne fut pas de longue durée.

En 1701, la succession d'Espagne avait été ouverte, et la guerre avait commencé pour ne se terminer qu'en 1713. Notre colonie ne fut pas attaquée. L'Angleterre avait concentré ses forces en Europe et en Amérique. Les Hollandais se bornèrent à faire quelques démonstrations, et employèrent les troupes dont ils disposaient dans les Indes à réprimer les insurrections qui éclatèrent à Java et aux Célèbes. Martin, qui voyait le danger qu'il y avait pour Pondichéry à un nouveau siège, profita de ces circonstances et, le 27 janvier 1706, il signait avec le gouvernement de Batavia une convention en vertu de laquelle les deux nations s'engagèrent à considérer comme zone neutre le littoral compris entre Négapatam et la pointe des Palmes. Grâce à ce traité, la ville de Pondichéry n'avait rien à craindre. Dans les autres parties de l'Inde, les hostilités se réduisirent à quelques rencontres sans importance.

Pendant la guerre de la succession d'Espagne, les relations de la France avec l'Inde furent des plus restreintes. La mer avait cessé de nous appartenir. Aussi, le commerce était-il languissant, et les bénéfices que la Compagnie pouvait réa-

liser insuffisants pour subvenir aux dépenses. Notre crédit était tellement affaibli que nous ne pouvions emprunter à Surate qu'aux taux de 9 et 10 pour 100, tandis que la Compagnie hollandaise trouvait facilement des prêteurs à 4 1/2. Si la mer nous était fermée, il nous restait l'intérieur du pays. Au contraire des Hollandais et des Anglais, nous étions sympathiques aux populations. Il nous aurait été facile de nous emparer d'un trafic important et de nous créer une clientèle politique parmi les princes de l'Inde et de commencer à fonder notre empire colonial. Mais, pour mettre ces projets à exécution, il eût fallu avoir une bonne direction à Paris et des capitaux suffisants. Malheureusement, la Compagnie avait épuisé toutes ses ressources, et, de plus, elle était obérée. Elle devait 1 400 000 livres à Surate, 300 000 au Bengale et 450 000 à Pondichéry. Aussi nos établissements étaient-ils condamnés à vivre misérablement, tant que durerait cette situation.

Néanmoins, Martin ne désespéra jamais de la colonie. Il avait confiance dans l'avenir et pensait que la crise que traversait Pondichéry était passagère. Selon lui, la ville qu'il avait fondée était appelée à jouer un grand rôle. Cette idée le soutenait au milieu de ses vicissitudes : une grande joie lui était réservée avant de mourir. En 1701, l'on avait commencé à construire à Pondichéry une citadelle flanquée de cinq gros bastions et bâtie sur le modèle de celle de Tournay. Quand

la construction fut terminée, une cérémonie vint consacrer la nouvelle forteresse, et la bénédiction eut lieu avec solennité, le 25 août 1706. L'on chanta le *Te Deum* et l'*Exaudiat*; une procession fit le tour de la ville, et l'on tirait le canon à mesure qu'elle passait sur chaque bastion. Le vieux patriote pouvait s'endormir content; la capitale de l'Inde française était fondée. Martin survécut peu de temps à son triomphe et mourut en décembre 1706. Son acte de décès que nous reproduisons est le plus bel éloge que l'on puisse faire de lui. Il est ainsi rédigé : « Aujourd'hui 31 décembre 1705, j'ai enterré, dans la forteresse de Fort-Louis, M. François Martin, général et gouverneur de Pondichéry, après avoir reçu les sacrements de l'Église. *Pondichéry lui a obligation de ce qu'il est aujourd'hui.* Signé : F. Laurent d'Angoulesme, capuc. miss. apostolique et custode indigne. »

La mort de Martin était un malheur pour Pondichéry. Ses successeurs immédiats, Dulivier et Hébert, n'avaient rien de ce qu'il fallait pour diriger une œuvre aussi difficile que celle qui leur était confiée et, de plus, leur administration donna lieu à de nombreux scandales. Ce fut Dulivier qui remplaça Martin, en remplissant par intérim les fonctions de gouverneur jusqu'au mois de juillet 1708, époque à laquelle Hébert arriva d'Europe. Dulivier ne s'était jusqu'alors fait remarquer que par la jalousie qu'il avait con-

gue à l'égard de Martin. Son passage aux affaires fut déplorable. Les terres n'étaient pas affermées et les comptoirs tenus d'une façon irrégulière. De plus, par sa maladresse, le nouveau gouverneur froissait les indigènes, et en même temps, par son caractère fier et hautain, il dégoûtait du service les agents de la Compagnie et semait partout la division.

Hébert avait quelque entente des affaires coloniales. Mais il était cupide, violent et arbitraire. Au début, il affectait un grand zèle pour les intérêts de la Compagnie, ne parlait que d'économie, et cherchait à augmenter les revenus, en donnant à ferme le bétel, le tabac, le change de la monnaie et en mettant en location les terres inoccupées. Dans le but de faire parler de lui, le nouveau gouverneur poursuivait avec acharnement la destruction des armoiries de la Compagnie hollandaise qui existaient sur les portes de quelques maisons de Pondichéry. C'était puéril, et cependant, Hébert, dans les lettres qu'il adressait aux directeurs, se vantait de cette action, comme s'il avait assuré l'avenir de nos établissements. Il n'avait pas tardé à montrer son caractère envieux et jaloux. La réputation de Martin lui portait ombrage. Aussi, s'efforçait-il de la calomnier et voulait-il représenter l'administration du fondateur de Pondichéry, qui avait toujours été des plus intègres, comme déplorable, et ayant donné lieu à de nombreux abus. En agissant ainsi, il

croyait arriver à se faire considérer comme nécessaire et devenir l'homme indispensable. En 1715, Hébert quittait la colonie et faisait un voyage en Europe; il fut remplacé par Dulivier qui reprit le gouvernement en son absence. En 1715, il était de retour, mais il devait bientôt être rappelé à la suite d'un acte odieux dont il se rendit coupable. Il y avait, à Pondichéry, un riche courtier au service de la Compagnie, nommé Naniapa. Hébert l'accusa de malversations, et sous ce prétexte il le fit fouetter publiquement, condamner à trois ans de prison, et confisqua ses biens. Cette infamie souleva l'indignation générale. Au mois d'août 1718, Hébert était destitué et appelé en France, et après un procès scandaleux, condamné à payer une indemnité aux enfants de Naniapa dont l'innocence avait été reconnue.

Si la direction donnée à nos établissements était défectueuse, Pondichéry restait néanmoins un centre important. La vitalité de la ville fondée par Martin était si grande que, malgré les crises qu'elle avait eu à traverser, sa population augmentait. En 1716, elle approchait de soixante mille âmes. L'industrie s'y développait et les pièces de coton, les broderies, les soieries donnaient lieu à un trafic qui, chaque jour, prenait de l'importance. La France expédiait des vins, des eaux-de-vie et des draps. Le Languedoc, la Provence, le Dauphiné, le Poitou et la Bretagne étaient les provinces avec lesquelles Pondichéry avait le plus

de rapports. Malheureusement notre marine était tombée, et les habitants de la colonie étaient souvent obligés d'avoir recours pour leurs transports aux vaisseaux des Anglais de Madras. Nos autres établissements étaient loin d'être dans une situation aussi satisfaisante. Chandernagor n'était qu'un village et son commerce presque nul. La factorerie de Surate avait pour ainsi dire cessé d'exister. Nous avions perdu tout crédit dans cette ville. Un jour, les Banians, dont nous étions les débiteurs, s'adressèrent directement au roi pour réclamer le paiement de leurs créances. Ils regardaient la Compagnie comme insolvable. A Mazulipatam, nous n'étions plus représentés que par trois employés européens, et l'agent qui dirigeait la factorerie du Cabinet, avait pris la fuite en emportant les fonds qui lui étaient confiés. De son côté, la Compagnie de la Chine végétait. Aussi, malgré la prospérité relative de Pondichéry, notre commerce s'affaiblissait de jour en jour dans l'Extrême-Orient, et en France l'on avait à peu près oublié nos possessions de l'Inde.

Jamais la Compagnie ne s'était encore trouvée dans un état aussi critique. Sa situation semblait désespérée. Elle avait fait perdre aux intéressés leurs capitaux, contracté en France des emprunts considérables, et dans l'Inde, elle devait plus de quatre millions. En 1708, elle déclarait qu'elle était dans l'impossibilité de payer ses dettes. La

même année, les actionnaires, qui se voyaient réduits à l'impuissance et incapables de faire des armements, permirent à un négociant, nommé Crozat, d'équiper deux navires, moyennant une prime de 15 pour 100. C'était pour la Compagnie l'abandon de son monopole. En 1711, une ordonnance royale lui imposait l'obligation de payer à ses créanciers chirographaires le tiers de ce qui leur était dû. Le monopole accordé par l'édit de 1664 était de cinquante ans et devait expirer en 1714. L'on ne pensait pas que la Compagnie, qui traînait une existence misérable, demanderait la prorogation de son privilège. C'est cependant ce qui eut lieu; les intéressés espéraient des jours meilleurs. Le 29 septembre 1714, un édit royal prorogea le monopole de la Compagnie pour une période de dix ans, à partir du 1er janvier 1715. Comme les actionnaires étaient dans l'impossibilité de faire quoi que ce soit, ils cédèrent leurs droits, pour dix ans, à une association de négociants de Saint-Malo. Malgré les espérances qu'ils avaient tout d'abord données, ces derniers ne purent exploiter leur monopole, et ils y renoncèrent au bout de trois ans.

La prorogation du privilège de la Compagnie ne pouvait donner aucun résultat, et aussi, pendant sa durée, l'Inde française semblait être condamnée à languir. Notre commerce s'affaiblissait de plus en plus dans l'Extrême-Orient et, pour l'anéantir, les Hollandais et les Anglais vendaient

à perte. Il ne fallait pas songer à soutenir la concurrence et à entrer en lutte avec eux. Nous avions perdu notre crédit ainsi que notre prestige. Notre situation paraissait désespérée, les populations indigènes commençaient à douter de notre puissance et à nous considérer comme une nation sans autorité. Le rôle de la Compagnie semblait être fini, et chacun attendait sa ruine, quand Law parut avec son système. Ce fut une véritable révolution. Tout changea immédiatement et la Compagnie brilla d'un éclat qui, jusqu'alors, lui avait été inconnu.

CHAPITRE IV

Law. — La Compagnie perpétuelle. — Lenoir. Conquête de Mahé.

John Law était le fils d'un riche orfèvre d'Edimbourg. Familier dès son enfance avec les opérations et l'escompte, le mécanisme de la banque d'Angleterre l'avait frappé. Il étudia l'organisation de la banque d'Amsterdam et rêva de créer une nouvelle puissance, le crédit. Dans les temps primitifs, le commerce s'était borné à échanger des marchandises contre d'autres marchandises. Dans la suite, pour faciliter ces relations, l'on avait eu recours à un étalon, le numéraire. Law se demanda pourquoi il n'y aurait pas une nouvelle période, où l'on se servirait d'un signe conventionnel, sans valeur par lui-même, et pourquoi l'État n'imiterait pas ce que font certains particuliers, qui emploient le billet et la lettre de change, et ne ferait pas usage d'un papier qui serait une simple promesse. Le crédit serait alors fondé.

L'organisation financière de l'État paraissait également vicieuse à Law. Pour lui, l'État qui ne produisait rien et empruntait devait produire et prêter, et par conséquent se faire banquier. Le trésor public serait alors une banque de dépôt et

d'escompte, émettant du papier monnaie, avec cours forcé, pour les rapports entre lui et les particuliers. Le crédit serait alors garanti par un fonds de valeurs correspondantes aux valeurs nominales. La banque percevrait les revenus publics et les particuliers viendraient y déposer leur argent. L'État se substituerait aux prêteurs et en prêtant à des conditions modérées, il faciliterait les moyens de parvenir à la fortune. Tel est le fameux *système* dont l'histoire est intimement liée à celle de la Compagnie des Indes.

Law était venu en France à la paix, en 1714. Louis XIV avait laissé un triste héritage à son successeur. La situation était déplorable. Law proposa son *système* et prétendit avoir trouvé le remède que l'on cherchait. Il fut autorisé à créer une banque de dépôts et d'escompte qui devait émettre des billets au porteur, payables en espèces, au cours du moment. Le capital de la banque comprenait six millions représentés par douze cents actions. L'entreprise fut couronnée de succès. L'on s'empressait de se servir du nouvel établissement de crédit, et la confiance reparaissait. Le 4 décembre 1718, la nouvelle institution était déclarée *Banque royale*. Law allait poursuivre l'application complète de son système. La banque créait des ressources nouvelles : il fallait les employer au moyen d'une grande compagnie de crédit qui absorberait toutes les forces du pays. La banque et la compagnie ne feraient qu'un et

toute la nation deviendrait un corps de commerçants, un État qui ferait lui-même le commerce, n'ayant pas à craindre de manquer de capitaux ni à redouter la concurrence, se livrerait à un trafic considérable et se créerait des revenus importants avec lesquels il pourvoirait aux services publics. On pourrait diminuer l'impôt, peut-être même le supprimer. C'était là où le système tombait dans l'erreur. La compagnie de commerce devait être fatale à la banque.

La France possédait de vastes territoires, en Amérique, et entre autres la Louisiane. Ce pays manquait de population, et n'avait pour habitants que des tribus indiennes et quelques trappeurs ou rares colons. Law le regardait comme fort convenable pour la mise à exécution de ses projets. Aussi accepta-t-il avec plaisir l'offre de la Louisiane qu'il s'engageait à coloniser. Une compagnie se forma bientôt au capital de cent millions, divisé en deux cent mille actions de cinq cents francs chacune, à fournir en billets de l'État. La nouvelle société s'intitulait *Compagnie d'Occident*. Law possédait la compagnie qui était le complément de son système. Désireux d'étendre ses opérations, il se rendit acquéreur des droits de la compagnie du Sénégal et la réunit à celle d'Occident ainsi que la société qui avait été établie pour la pêche du corail sur les côtes des États barbaresques ; il obtenait en même temps la concession de la ferme des tabacs, et celle

des mines de sel d'Alsace et de Franche-Comté. Les actions de la Compagnie, qui tout d'abord avaient baissé de moitié, ne tardèrent pas à remonter, et elles avaient regagné leur pair au mois de mai 1719.

Law eut alors l'idée de réunir à la Compagnie d'Occident l'ancienne Compagnie des Indes Orientales, ainsi que celle de la Chine. Il pensait que la Compagnie, devenue universelle, absorberait tout le commerce de la France en dehors de l'Europe, et donnerait lieu à des bénéfices considérables. Le Régent avait adopté ses projets et un décret royal, en date de mai 1719, en ordonnait l'exécution. Cet édit constatait la décadence de la Compagnie des Indes Orientales et supprimait son privilège ainsi que celui de la Compagnie de la Chine. La Compagnie d'Occident avait désormais le droit exclusif de commercer avec les pays situés à l'est du cap de Bonne-Espérance, c'est-à-dire avec les îles d'Afrique, la Perse, l'empire Mogol, Siam, la Chine, le Japon et les mers du Sud. Un dernier édit établissait que la nouvelle Compagnie serait appelé la *Compagnie des Indes* et prendrait les armes de la Compagnie d'Occident.

Law était autorisé à émettre cinquante mille actions au prix d'émission de cinq cent cinquante francs. Après le décret de fusion, l'on décida que, pour se rendre acquéreur d'actions nouvelles, il fallait posséder une valeur quadruple en actions

de la Compagnie d'Occident. Cette combinaison qui permettait l'achat d'actions nouvelles seulement à ceux qui possédaient des actions anciennes, avait pour résultat de faire rechercher ces dernières et de leur donner une hausse considérable. Aussi, leurs détenteurs réalisèrent d'énormes bénéfices. La spéculation allait bientôt recevoir une nouvelle impulsion. Le 25 juillet 1719, la Compagnie prenait à ferme pour neuf ans la fabrication de la monnaie, au prix de cinquante millions payables au roi, dans un délai de quinze mois. Les actions atteignaient en ce moment mille livres. Pour payer les cinquante millions qui étaient le prix d'achat de la fabrication de la monnaie, la Compagnie était autorisée à émettre cinquante mille actions nouvelles au taux nominal de cinq cents francs. Mais l'on décida qu'elles ne seraient livrables qu'au taux de mille livres. De plus, pour les obtenir, il fallait prouver que l'on était en possession d'une valeur quintuple en anciens titres. La hausse ne s'arrêta plus, et les actions de la Compagnie triplèrent de valeur.

Enivré par le succès, Law voulut encore une fois faire un pas en avant. Il offrit, au mois de septembre 1719, de se charger de la perception de tous les impôts et de prêter à 3 pour 100 une somme de 1200 millions, destinée à rembourser les dettes de l'État. Cette offre fut acceptée. La Compagnie avait tous les impôts directs ou indirects et les receveurs généraux étaient supprimés.

Pour réaliser les 1200 millions qu'elle offrait de payer, la Compagnie fut autorisée à émettre des actions au porteur, donnant droit aux bénéfices. L'on fit une nouvelle émission de 240 000 actions qui, au lieu de valoir 500 francs, en valaient 5000. Les premières actions arrivaient à ce chiffre. L'on décida qu'elles ne pourraient être payées qu'en billets de l'État ou en assignations du garde du Trésor. Pour placer les actions, on résolut de les offrir au public au cours de leur émission, et de les vendre par séries aux enchères, à la porte du palais que la Compagnie possédait rue Vivienne.

La fièvre de la spéculation s'empara de Paris. Bientôt, il ne fut plus question que d'entreprises commerciales et coloniales et des bénéfices qui allaient être réalisés. Le charlatanisme, auquel on avait eu recours pour émettre les actions, avait enflammé les imaginations et disposé à la crédulité. Quand la Compagnie des Indes fusionna avec celle du Mississipi, l'illusion ne connut plus de bornes et devint presque de la folie. Les cafés avaient fait leur apparition sous Louis XIV. A partir de cette époque, ils remplacèrent définitivement les cabarets. L'on s'y réunissait, et l'on parlait des profits que chacun espérait réaliser. La Louisiane était l'objet de toutes les conversation, et l'art de la réclame était porté à ses dernières limites. La crédulité du public ne fut jamais exploitée avec tant d'impudence. On fai-

sait circuler des estampes, représentant l'arrivée au Mississipi, au milieu d'un paysage enchanteur. L'on y voyait des montagnes remplies d'or, d'argent, de cuivre et de plomb. Les annonces les plus chimériques n'éveillaient pas le moindre scepticisme. Les contes des Mille et une Nuits, que Galland venait de traduire et les voyages de Chardin en Perse, avaient fait faire connaissance avec l'Orient. Les productions des *isles* et les richesses des Indes alimentaient toutes les conversations. L'agiotage et la spéculation s'étaient donné rendez-vous dans la rue Quincampoix, devenue légendaire. Toutes les classes de la société se livraient à un agiotage effréné ; des fortunes se faisaient en un instant. C'est alors que le mot de millionnaire fut créé. Quant à Law, sa popularité était immense. Il méditait des projets plus ou moins chimériques, entre autres, celui de créer un *port de mer* à Paris. Pour le public, c'était un être fantastique. Sur son passage, l'on criait : « Vive monseigneur Law ». Il était au faîte de la puissance.

Il était bien évident que la valeur attribuée aux actions ne devait pas toujours durer et qu'elles baisseraient du moment où des gens avisés voudraient réaliser. C'est ce qui arriva à la fin de 1719. Law eut recours à divers expédients. L'on parvint ainsi à arrêter les actions sur la pente de discrédit entre neuf et dix mille. Elles en avaient valu jusqu'à vingt mille. Ce n'était qu'un temps

d'arrêt. L'on voulait réaliser à tout prix. Law continua la lutte, et prit plusieurs mesures, telles que la refonte générale des monnaies, et le cours forcé des billets de banque, dans le but d'arrêter la baisse du papier. C'était inutile ; la confiance ne se commande pas, et rien ne pouvait arrêter la chute du système. Law fit accepter au Régent une mesure qu'il pensait être le salut. La Compagnie prenait en main l'administration de la Banque et le Roi était garant des billets. Les billets de dix francs étaient remboursés en numéraire. Le Roi concédait à la Compagnie cent mille actions, qui lui appartenaient, au prix de neuf cents millions. La valeur des actions était irrévocablement fixée à neuf mille livres.

Il était inutile de songer à résister au courant. Le 21 mai 1720, le taux des actions était ramené à cinq mille livres, et les billets de l'État réduits de moitié. Law avait perdu tout crédit, et c'est en vain qu'il publiait, dans le *Mercure galant*, des lettres apologiques, afin de ramener les esprits. La situation ne faisait qu'empirer. La Compagnie offrait d'abandonner ce qui lui revenait de l'impôt, si on voulait la décharger des neuf cents millions qu'elle devait au Roi. On lui accorda ce qu'elle demandait. Malgré les efforts de Law, la Banque marchait à sa ruine. Elle fut bientôt obligée de suspendre ses paiements, si ce n'est pour les billets de dix francs. Une catastrophe était imminente. La Compagnie offrit alors de retirer de la

circulation, dans l'espace d'un an, six cents millions de billets, si on voulait lui concéder la perpétuité de ses privilèges commerciaux. Le gouvernement accepta, et la Compagnie, devenue Compagnie perpétuelle, émit cinquante mille nouvelles actions. Son union avec la Banque était rompue. Tout le système s'écroulait. Law tomba ; il quitta la France poursuivi par les malédictions, et s'en alla mourir à Venise, en 1720, dans un état voisin de l'indigence.

L'œuvre de Law ne périt pas tout entière. La Compagnie subsistait et conservait tous ses privilèges commerciaux. Déjà, en 1720, dans le but de lui venir en aide, le gouvernement lui avait concédé les droits qu'une société particulière, fondée en 1698, avait à Saint-Domingue. On lui confirma la jouissance du commerce des castors, au Canada, le monopole du tabac et, en 1725, celui de la vente du café. En 1722, on lui avait concédé les comptoirs de la côte de Guinée. Elle restait ainsi une grande association privilégiée et gardait les Indes, le *domaine d'Occident*, ainsi que toutes ses autres possessions territoriales.

L'on s'occupa ensuite de la situation financière, qui fut mise au net. La Compagnie était devenue une société particulière, au capital de cent douze millions, divisé en cinquante-six mille actions qui furent fixées à deux mille livres chacune. Leur trafic fut, en même temps, régularisé, et reçut un caractère officiel. C'est l'origine du cours de

la Bourse. L'administration de la Compagnie fut réorganisée et un arrêté du 30 août 1725 vint la régler d'une manière définitive. Cet arrêté instituait douze directeurs Les affaires de la Compagnie étaient divisées en douze départements: à la tête de chaque département, était un directeur. Huit syndics, nommés par l'assemblée générale, surveillaient l'administration et avaient voix délibérative dans les assemblées des directeurs. Chaque année, une assemblée générale se réunissait pour examiner le bilan. Tous les quinze jours, se tenait une assemblée particulière composée du contrôleur général des finances, de quatre inspecteurs nommés par le Roi, des huit syndics et douze directeurs. Sa mission consistait, principalement, à examiner l'emploi des fonds. Rien ne fut négligé pour relever la Compagnie. Le Roi lui donna deux millions et le revenu de la loterie pour l'indemniser des pertes qu'elle avait faites. La paix existait et l'on comptait sur une reprise des transactions commerciales. Le gouvernement pensait, qu'une fois débarrassée des opérations financières, l'association chargée du trafic avec l'Inde allait s'ouvrir de nouveaux débouchés. En 1725, la situation de la Compagnie fut clairement établie. Ainsi se termina cette entreprise, l'une des plus étonnantes qui aient jamais existé.

Pendant que la Compagnie était absorbée par ses spéculations, elle ne pouvait guère s'occuper

de l'Inde. Jusqu'en 1720, notre commerce dans le Haut-Orient fut à peu près nul, et tout ce que l'on pouvait faire, c'était d'assurer l'existence des comptoirs que nous y avions fondés. En 1718, Hébert avait été remplacé par de la Prévostière. Le nouveau gouverneur était dépourvu d'ambition et regardait le poste qui lui était confié comme une tâche fort lourde et au-dessus de ses forces. L'on était à la veille de traverser une crise; sa nomination fut néanmoins accueillie avec joie. Hébert avait, par son arbitraire, fatigué la population. Durant les dernières années, les agents de la Compagnie avaient montré une grande incurie. Aussi, la situation de la Compagnie n'était pas brillante. Les fortifications de Pondichéry n'avaient pas été entretenues et avaient besoin de réparations. Les magasins tombaient en ruines. Le numéraire était rare, et les vaisseaux qui venaient en rade trouvaient difficilement à vendre leurs cargaisons.

De la Prévostière remédia à ce qui était le plus urgent. Pour lui, tout ce qu'on pouvait faire, en attendant des jours meilleurs, c'était d'assurer l'existence de la colonie. Peu favorable aux idées nouvelles, il s'attachait à suivre les anciens errements. Un membre du Conseil, Lenoir, avait proposé de s'adonner à la culture du coton, pensant que la production de cette matière première constituerait, tôt ou tard, une branche importante d'exportation que l'on pou-

vait assurer à l'Inde. De la Prévostière s'opposa à ce projet, et, à ses yeux, Lenoir était un visionnaire. Son administration, du reste, devait être de courte durée : il mourut en 1721, et ce fut Lenoir qui lui succéda.

Pendant que, par suite de la ruine du système, notre commerce allait être pour ainsi dire anéanti, voyons ce que devenaient les autres nations qui avaient fondé des établissements dans l'Inde. Les Portugais avaient perdu toute influence. Goa dépérissait de plus en plus, et Diu qu'ils avaient repris en 1717 était une ruine. Le Portugal avait eu beau recouvrer son indépendance en 1640, il n'avait pas retrouvé son ancienne prospérité. Son commerce s'affaiblissait de jour en jour et son rôle était fini. Les Hollandais restaient toujours une puissance maritime importante; toutefois, les mers de l'Extrême-Orient avaient cessé de leur appartenir exclusivement, et, quoiqu'ils eussent commencé la conquête de Java, et que Batavia fût devenu une grande cité, leur décadence avait commencé. Il leur devenait de plus en plus difficile de soutenir la concurrence étrangère, et les profits, qui autrefois les enrichissaient, se réduisaient de plus en plus. Les Provinces-Unies n'étaient plus, comme autrefois, l'entrepôt universel des nations, et leurs marins ne jouaient plus le rôle d'intermédiaires de l'Europe. L'Angleterre avait fait de sérieux progrès dans l'Inde. Elle possé-

dait Madras et Bombay, déjà deux villes importantes; quant à Calcutta, il n'était encore qu'un village, à peu près ignoré. Les Anglais avaient étendu leurs relations et créé de nouveaux comptoirs. Les nombreux capitaux dont ils disposaient leur permettaient d'agir. Leurs vaisseaux se multipliaient. La Compagnie anglaise était encore restée une association purement commerciale, mais elle n'allait pas tarder à devenir une puissance militaire. Les Danois continuaient de se livrer à un commerce actif et leur ville de Tranquebar était toujours un entrepôt important.

D'autres nations se montraient pour la première fois dans l'Inde. En 1718, une Compagnie pour le commerce du *Haut-Orient* s'était formée à Ostende, et, en 1720, un vaisseau de cette ville occupait Koublon, à vingt lieues de Pondichéry, et y fondait un établissement. En 1719, une Compagnie des Indes avait été créée à Trieste, et la Maison d'Autriche avait obtenu une concession au Bengale. Des vaisseaux prussiens paraissaient dans l'océan Indien, principalement au Bengale, et l'on prêtait au roi de Prusse l'intention de fonder des factoreries sur les rives du Gange. Les Suédois allaient organiser une nouvelle Compagnie des Indes. A partir de 1750, des vaisseaux polonais se montrèrent sur les côtes de l'Hindoustan, et essayèrent, à diverses reprises, de nouer des relations commerciales avec les indigènes. De son côté, la Russie manifestait déjà

l'intention de s'emparer de la route des Indes, et, dans ce but, elle allait, en 1729, signer un traité avec la Perse. Tous les États de l'Europe se donnaient, de nouveau, rendez-vous dans l'Extrême-Orient.

Lenoir, qui avait succédé à de la Prévostière, en qualité de gouverneur, était dans l'Inde depuis plusieurs années et se rendait compte de l'état de nos établissements. Sa loyauté était grande. Pour lui, une société de commerce devait vivre sur le crédit, et avant tout faire honneur à sa signature. Il voyait que notre réputation avait faibli, et il n'avait qu'un but, la relever en payant les dettes de la Compagnie. Grâce à lui, la colonie parvint à un degré de prospérité qu'elle n'avait pas encore connu. En 1720, la Compagnie des Indes avait été réunie à celle d'Occident. Confiante dans le succès, elle comptait sur l'avenir et avait expédié à Pondichéry trois vaisseaux chargés non seulement de marchandises européennes, mais aussi de matières d'or et d'argent. Lenoir, qui n'avait que des ressources fort restreintes, n'était pas préparé à l'arrivée de ces navires; il fut pris au dépourvu.

C'était cependant un événement heureux. Une partie des sommes qui avaient été expédiées fut employée à payer les dettes de l'ancienne Compagnie dans les places où nous avions des comptoirs. Aussi, les vaisseaux partirent avec une car-

gaison qui n'était nullement en rapport avec les avances qui avaient été faites.

Lenoir pensait que cet envoi allait bientôt être suivi d'autres plus importants. Les directeurs l'avaient assuré de nouveaux arrivages. Il se décida à faire de nouveaux achats, afin de pouvoir faire des expéditions en France. Sur ces entrefaites, le système de Law vint à crouler et une crise terrible éclata à Pondichéry. Quand cet événement fut connu dans l'Inde, ce fut une consternation générale dans nos établissements.

Les Anglais répandaient partout le bruit que nous étions ruinés. Le crédit de la colonie était engagé dans les marchés que nous avions conclus. Or, nous n'avions ni argent, ni marchandises. L'on recueillit alors les fruits de l'administration de Lenoir. La confiance qu'il avait su inspirer sauva Pondichéry. Les marchands indigènes, avec qui nous avions traité, consentirent à attendre et voulurent bien patienter. La parole du gouverneur était pour eux une garantie. L'on connaissait la cause qui l'empêchait de tenir ses engagements, et l'on se rappelait que, précédemment, il avait employé les subsides qu'il avait reçus d'Europe, à payer les dettes de l'ancienne Compagnie. L'on put apprécier tout le mérite d'une administration dont la probité était la principale qualité. Pendant deux ans, l'on ne fit aucune expédition dans l'Inde, et la pénurie était grande à Pondichéry. Lenoir fut admirable dans

ces circonstances; il tâchait de porter remède aux misères dont il était témoin, et se prodiguait: rien ne pouvait l'abattre, et pourtant, il avait été cruellement éprouvé. La chute du *Système* de Law l'avait ruiné. Ses malheurs privés le laissaient impassible. « Je m'en consolerais, écrivait-il, si j'étais seul. » Tout ce qu'il demandait, c'est qu'à son retour en France, *on lui assurât un emploi qui lui permît de vivre avec sa famille*. Mais il ajoutait qu'il resterait dans l'Inde, *tant que sa présence y serait jugée nécessaire*. Pour récompenser ce désintéressement, digne des temps antiques, la Compagnie, se faisant l'écho de médiocrités jalouses, accusa Lenoir d'intrigues et de malversations.

La chute du *Système* avait eu pour nous des effets désastreux. Notre crédit avait été ébranlé, et il fallait attendre qu'un certain temps s'écoulât, pour que la confiance pût renaître. En France, l'opinion publique n'était pas favorable à la Compagnie, que l'on regardait comme un débris du *Système*. Les intéressés trouvèrent heureusement un protecteur dans le contrôleur général Orry, qui persuada au cardinal de Fleury qu'il était de notre honneur de favoriser nos établissements dans l'Inde. Grâce à cet appui, notre situation ne tarda pas à s'améliorer.

De 1725 à 1726, la Compagnie envoya chaque année trois ou quatre vaisseaux, chargés de marchandises. Le commerce de notre colonie se

relevait graduellement ; la crise était terminée. Des rapports réguliers s'établissaient avec Moka et les Philippines. Nous avions un comptoir à Canton, et notre factorerie de Mazulipatam prenait de l'importance.

Malheureusement, si notre situation commerciale s'améliorait, on se trouvait en présence d'autres difficultés. Le gouverneur et le conseil étaient l'objet de dénonciations continuelles. En 1725, Lenoir avait été obligé de se rendre en France, pour se justifier d'attaques calomnieuses. Il avait été remplacé par Beauvallier de Courchant, qui précédemment avait administré l'île Bourbon et était au courant des affaires coloniales. La direction qu'il donna à nos intérêts fut toujours intelligente. Ainsi que son prédécesseur, il eut à lutter contre les difficultés et se plaignait qu'au lieu de lui envoyer des hommes laborieux, on lui expédiait des jeunes gens de *mauvaise tête*, qui, par leur inconduite, pouvaient être une cause de troubles dans la colonie. Les ordres religieux, établis à Pondichéry, étaient d'un grand secours. On manquait d'ingénieurs et d'architectes. Le capucin Louis construisait des magasins, et le jésuite Loupias faisait fondre une belle cloche et plusieurs pièces de canon. Aussi, le gouverneur écrivait-il « *que l'on était heureux dans les colonies lorsqu'on y possédait de si habiles gens* ». Il y avait une reprise des affaires, et Pondichéry commençait à être un mar-

ché important. Le grand cabotage, connu sous le nom de commerce d'*Inde en Inde*, se développait de plus en plus. Le pavillon français se montrait depuis la mer Rouge jusqu'à Manille. Un trafic immense s'ouvrait pour nos nationaux, et les Anglais étaient stupéfaits de la résurrection de la marine marchande. Du reste, une nouvelle expédition allait contribuer à augmenter notre influence. Nous nous étions emparés de Mahé.

On sait peu de choses sur Mahé, antérieurement à notre expédition. Son nom était Maïhi ou Mayé. C'est à tort que l'on dit que le nom de Mahé lui fut donné en l'honneur de la Bourdonnais. Ce dernier ne figurait à l'expédition que comme second de la *Badine*. Les premiers documents qui font mention de cette ville, la désignent sous le nom de Mayé. Ce n'est qu'à partir de 1740 que l'on commença à dire Mahé, qui n'était qu'une altération du mot Mayé.

Mahé est situé sur la côte de Malabar, près de l'embouchure d'une petite rivière qui porte son nom, et est navigable pour les bateaux de soixante à soixante-dix tonneaux, jusqu'à une distance de deux ou trois lieues dans l'intérieur. L'entrée de la rivière est obstruée par des rochers qu'on ne peut passer qu'à marée haute. L'eau est assez profonde, dès qu'on a franchi cet obstacle. Le commerce du poivre avait attiré de bonne heure les Européens sur la côte de Malabar. Dès notre arrivée dans l'Inde, nous avions cherché à nous-

procurer cette précieuse denrée et fondé une factorerie à Calicut. En 1725, l'agent de la Compagnie, Mollandin, qui dirigeait cette factorerie, avait obtenu de Bayanagor, roi de Bargaret, l'autorisation d'établir un comptoir à Mahé. Cette ville faisait partie de ses possessions. Les Anglais, qui s'étaient fixés dans le voisinage, à Tallichéry, voyaient de mauvais œil notre établissement. Ils excitèrent le roi de Bargaret à nous faire la guerre, capturèrent des bâtiments maures qui se rendaient à Mahé sous le pavillon français, et s'emparèrent même d'un navire qui appartenait à la Compagnie. Ils allèrent jusqu'à se faire incendiaires, et envoyèrent à terre un Cafre, en le chargeant de mettre le feu, pendant la nuit, aux magasins de notre factorerie. Ce misérable fut heureusement arrêté, avant d'avoir pu mettre son projet à exécution.

Nous ne pouvions nous laisser impunément insulter, et l'on résolut d'agir. Des troupes furent réunies, 400 hommes de la garnison de Pondichéry furent désignés pour prendre part à l'expédition et une escadre prit la mer; elle comprenait quatre vaisseaux, la *Vierge-de-Grâce*, la *Danaé*, le *Triton* et la *Badine*, et deux brigantins, le *Diligent* et le *Triton*, et était commandée par de Pardaillan. Le corps expéditionnaire était sous les ordres du major de la Farelle. Il ne s'agissait pas de faire une démonstration, c'était une véritable expédition. L'escadre avait des ca-

nons et des munitions, et l'on avait embarqué des matériaux, des briques et tout ce qui était nécessaire pour la construction d'un fort. On avait recruté des ouvriers, et un ingénieur était à leur tête.

La flotte arriva devant Mahé, le 29 novembre 1725. Il était temps. La population, excitée par les Anglais, faisait, en quelque sorte, le siège de notre factorerie, et était sur le point de la prendre d'assaut. De Pardaillan envoya la *Badine* et le *Triton* mouiller à peu de distance de terre, afin de pouvoir balayer le rivage, si besoin en était; puis, il alla reconnaître la côte. Pendant près d'une lieue, nos ennemis avaient élevé des retranchements qu'ils avaient garnis d'une nombreuse artillerie. La *Badine* et le *Triton* reçurent l'ordre d'attaquer et de détruire ces travaux de défense. On songea ensuite à débarquer. De Pardaillan fit construire un radeau sur lequel se placèrent nos soldats, que protégeait le feu de l'escadre. Le 2 décembre 1725, à neuf heures du matin, nos troupes étaient au pied de la falaise; elles comprenaient 510 hommes, dont une centaine de matelots, qui formaient une compagnie de débarquement.

De Pardaillan aborda, s'empara d'une fortification construite par les indigènes, et y établit un camp rétranché. A l'entrée de la nuit, il formait deux détachements, l'un de 150 hommes, l'autre de 100, et laissait le reste de ses gens dans le

camp retranché, sous le commandement du capitaine de Bury. Le premier de ces détachements, commandé par le major de la Farelle, s'en alla occuper la position des Montagnes Rouges, situées dans le voisinage; de Pardaillan prit avec l'autre la route de Mahé. Chemin faisant, il enlevait une batterie de canons, ralliait de la Farelle, franchissait des défilés où l'ennemi aurait pu facilement nous écraser et arrivait au point du jour devant la ville. Le gouverneur voulait parlementer, pour gagner du temps. De Pardaillan le somma de se rendre, sous peine d'être passé au fil de l'épée avec la garnison, et ordonna l'assaut. Le corps expéditionnaire n'avait rien de ce qu'il fallait pour faire un siège. Nos soldats dressent deux poutres, le long de la citadelle, escaladent le rempart et pénètrent dans la place. Les Maures se défendaient en désespérés, et l'on combattait corps à corps. Rien ne put nous arrêter, et Mahé tomba en notre pouvoir. L'ennemi avait perdu plus de trois cents hommes, et cette expédition ne nous coûtait que quinze tués et trente-deux blessés.

On se mit en mesure de conserver notre nouvelle conquête, et l'ingénieur Deidier ne perdit pas un instant. Un fort fut rapidement construit, les travaux de défense, déjà existants, augmentés, et des ouvrages en maçonnerie, élevés sur la montagne voisine. Mahé ne tarda pas à devenir une place importante. Une partie du transit de la

côte de Malabar s'y porta, et bientôt, nous en exportions annuellement deux millions de livres de poivre. Ce succès eut pour nous des résultats immédiats. Le Zamorin de Calicut recherchait notre alliance et demandait notre protection contre les Hollandais. Le roi de Bargaret, lui-même, fatigué de la morgue des Anglais, finit par traiter avec nous. La nouvelle de la prise de Mahé fut accueillie avec joie à Pondichéry. Ce fut un jour de fête. Les habitants pavoisèrent leurs maisons, et un *Te Deum* fut solennellement chanté dans l'église du fort, au bruit du canon et de la mousqueterie. Pour notre colonie, cette victoire était le commencement d'une nouvelle époque. On pressentait que la France était sur le point d'accomplir de grandes choses.

Beauvallier de Courchant allait bientôt quitter l'Inde. Lenoir était de retour; après s'être justifié des attaques calomnieuses dont il avait été l'objet, il était revenu prendre possession de son poste, en septembre 1726. Il le garda jusqu'en 1735. Cette période de neuf années fut une période de calme pour nos établissements, qui jouirent d'une prospérité, qui jusqu'alors leur avait été inconnue. Les exportations s'augmentaient considérablement. En octobre 1727 et en janvier 1728, l'on expédiait en Europe des marchandises pour une valeur de 2 500 000 livres. En septembre 1729 et en janvier 1730, le montant des expéditions atteignait 5 400 000 livres, et en

1751, il dépassait 6 millions. Nos affaires s'amélioraient de jour en jour, et le chiffre croissant de nos exportations attestait la bonne administration de Lenoir, et la résurrection de notre commerce. Les actionnaires touchèrent de beaux dividendes et à partir de ce moment, l'on considéra Pondichéry comme une colonie sérieuse. La lourde machine des Indes commençait à fonctionner, et donnait des résultats satisfaisants.

La Compagnie était en bonne voie ; jusqu'alors, elle n'avait eu que des charges. Elle avait dépensé des sommes considérables à Lorient, et la Louisiane lui avait coûté 8 millions de livres. Les directeurs, qui voulaient borner leurs efforts au *Haut-Orient*, et y porter toutes les ressources dont ils disposaient, avaient rétrocédé au roi, en 1750, le privilège du commerce des côtes barbaresques ; l'année suivante, ils lui abandonnaient la Louisiane. En agissant ainsi, ils faisaient preuve de sagesse et de prudence. En dehors du produit qu'elle pouvait tirer de ses factoreries, la Compagnie avait d'autres revenus, assez importants. Le monopole des tabacs lui rapportait 8 millions de livres, la loterie 2 millions, et elle touchait une prime de 50 francs par tonneau.

Lenoir et Beauvallier avaient pris à tâche d'exécuter dans Pondichéry les travaux conçus par Martin, et qui étaient restés à l'état de projet. Les fortifications avaient été réparées, et le mur d'enceinte achevé sur trois côtés. Le qua-

trième, qui faisait face à la mer, ne devait être élevé que par Dupleix. La ville ne tarda pas à subir une transformation complète. Ce n'était plus le petit établissement, dont les commencements avaient été si modestes : c'était une grande cité. En 1755, Pondichéry comptait plus de 80 000 habitants, et avait six portes et onze bastions. Toutes les rues étaient tirées au cordeau, larges, à angles droits et bordées de maisons, qui se joignaient sans interruption. La rue principale avait mille toises de long ; celle où se trouvaient les édifices les plus importants, et qui portait le nom de *rue du Gouverneur*, en avait six cents. Ainsi que toutes les villes de l'Inde, Pondichéry comprenait la ville blanche, qui était habitée par les Européens, et la ville noire ou indigène. Dans la ville blanche, les maisons étaient construites en bois et en *chunam*, sorte de composition faite avec des coquilles réduites en poudre, et qui, exposée à l'air, devenait aussi blanche et presque aussi dure que la pierre ; un certain nombre d'entre elles avaient deux étages. On remarquait des magasins, et un immense bazar des plus fréquentés. A l'ouest de la maison du gouverneur, était un magnifique jardin, planté de beaux arbres, servant de promenade publique et appelé *Jardin de la Compagnie* ou *Jardin du Roi*. Au centre de ce jardin, s'élevait un palais magnifiquement meublé ; il servait de résidence aux princes étrangers et aux

ambassadeurs, qui venaient visiter Pondichéry, et qui, séduits par notre bon accueil, y prolongeaient volontiers leur séjour.

Il y avait, à Pondichéry, trois maisons de religieux. La première était celle des Jésuites, qui avaient un collège avec douze ou quinze prêtres, auxquels étaient confiée l'éducation de la jeunesse de la colonie. La seconde, celle des Missions Étrangères, était le rendez-vous des missionnaires, qui, de là, s'en allaient évangéliser le royaume de Siam et la Cochinchine. La troisième était un couvent habité par sept ou huit Capucins. La ville noire était distincte de la ville blanche, et plus tard, elle devait en être complètement séparée par un canal. Chacune de ces deux villes formait une paroisse. Les Capucins desservaient celle de la ville blanche, dont l'église, placée sous le vocable de Notre-Dame-des-Anges, se trouvait dans la citadelle. La paroisse de la ville noire, connue sous le nom de cure des Malabares, était administrée par les Jésuites. On comptait environ huit mille chrétiens indigènes à Pondichéry. Les musulmans, assez peu nombreux, possédaient néanmoins trois mosquées. Les gentils étaient en majorité et avaient plusieurs pagodes, dont les deux principales étaient situées dans la rue de Madras et dans celle des Tisserands. L'une des principales conditions de la cession du territoire faite à Martin, avait été la tolérance du culte des Hindous.

Les indigènes habitaient des cases ; ils travaillaient le jour dans les rues, à l'ombre des arbres, et passaient la nuit dans les cours ou sur les terrasses des maisons. La plupart étaient tisserands, peintres de toiles ou orfèvres ; ils gagnaient en moyenne deux sols par jour, et ce modique salaire suffisait à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Leur nourriture se composait principalement de riz cuit à l'eau et de pain sans levain. Les gentils étaient fort laborieux, tandis que les musulmans vivaient souvent dans l'inaction la plus complète.

La population européenne s'était augmentée, et indépendamment des troupes et des employés de la Compagnie, on comptait une centaine de négociants. Le commerce de Pondichéry consistait surtout à importer des matières d'argent, du fer, des draps et à exporter du riz, des toiles peintes et des mousselines. Peu de villes possédaient un marché mieux approvisionné en grains de toute espèce. La viande, le poisson, le gibier y abondaient et se vendaient à un vil prix. Le vin seul était cher et on le faisait venir de France et de Perse. En somme, la vie était facile dans notre colonie. C'était le plus bel établissement que les Européens eussent encore fondé sur la côte de Coromandel.

Les environs de Pondichéry étaient bien cultivés, et nulle part, dans l'Inde, l'on ne pouvait trouver une campagne présentant un aspect plus

riant. Plusieurs hameaux étaient exclusivement habités par les Parias. La chaleur était grande, et, parfois, l'on avait à souffrir de la sécheresse. Mais les Hindous savaient, par leur industrie, remédier à cet inconvénient. Ils creusaient dans leurs champs des puits, de distance en distance, et montraient une grande habileté pour arroser leurs terres, aménager l'eau et la distribuer à la surface. Aussi, le riz croissait en abondance, ainsi que les bananiers, les orangers et les citronniers. Il y avait de nombreuses plantations de bétel, qui donnaient un beau revenu. Dans la banlieue de la ville, les indigènes cultivaient dans leurs jardins quantité de fruits et de légumes, tels que des citrouilles, des concombres, des grenades, des pamplemousses, des ananas, des raves, des choux blancs et des melons d'eau, et venaient approvisionner le marché qui se tenait deux fois par semaine. Le cocotier était très répandu, et sa culture constituait l'une des principales sources de richesse. Les naturels exportaient les cocos, et savaient en extraire un liquide qui, par suite de la fermentation, acquérait le goût et la qualité du vin. Les bœufs et les vaches étaient assez rares, et les buffles étaient les animaux dont on se servait comme bêtes de trait.

Notre territoire possédait de belles forêts, remplies de cerfs et de sangliers, on y trouvait même des lièvres et des perdrix. Aussi, la chasse

était-elle l'une des grandes distractions des Européens.

Nous connaissons l'organisation de la Colonie. Le gouvernement se composait du gouverneur et d'un Conseil de cinq membres. Le gouverneur recevait un traitement de 15 000 livres. Dans les grandes circonstances, quand il sortait, il était accompagné de douze gardes à cheval, vêtus d'écarlate brodé d'or, et commandés par un capitaine galonné sur toutes les coutures. Il avait en outre une garde à pied de trois cents indigènes appelés *pions*, et se faisait porter sur un palanquin, dont le dais et les carreaux étaient ornés de broderies d'or et d'argent. Telle était cependant l'économie qui présidait à l'administration que les *pions* travaillaient sur le port et dans les magasins, lorsqu'ils n'étaient pas réclamés par leur service, et ils n'avaient pas d'autres gages que la solde qu'ils recevaient comme gens de peine et de journée. Les fonctionnaires européens étaient peu nombreux, et leurs émoluments n'avaient rien d'excessif. Du reste, l'on vivait simplement et le luxe était encore inconnu. La garnison présentait un effectif d'environ cinq cents hommes et comprenait une vingtaine d'artilleurs et quatre compagnies d'infanterie[1].

Nous possédions Chandernagor, au Bengale ; mais, malgré un certain progrès, cet établisse-

1. Abbé Guyon : *Histoire des Indes.*

ment se réduisait encore à peu de choses. Jusqu'en 1698, Chandernagor avait, au point de vue religieux, dépendu d'Hougly. A cette époque, la chapelle avait été érigée en église paroissiale, sous le vocable de Notre-Dame-du-Gange, et une seconde, celle des *Bengalis*, créée et spécialement réservée aux chrétiens indigènes. Un hôpital et des magasins était construits. Le commerce, qui portait principalement sur les soieries, était encore insignifiant. Aussi, le nombre des Européens était peu considérable dans la colonie. La Compagnie n'y était représentée que par une quinzaine de marchands et de sous-marchands. L'une des principales causes qui s'étaient opposées au développement de Chandernagor, c'était le peu de sécurité qu'offrait le pays. Les campagnes étaient souvent ravagées par des maraudeurs, et les bateaux qui remontaient le Gange étaient parfois exposés à être rançonnés. La petite garnison que nous avions dans notre établissement, et qui consistait en une compagnie d'infanterie et quelques canonniers, était impuissante à réprimer le brigandage. Aussi, les transactions étaient languissantes à Chandernagor, et l'arivée d'un navire était considérée comme un événement. Notre colonie du Bengale paraissait être vouée à mener une existence misérable, et pour que sa situation changeât, il fallait attendre l'administration de Dupleix. Quant à notre nouvelle acquisition, elle avait donné lieu à cer-

taines dépenses. En 1755, nous avions été obligés de faire une expédition contre des pirates, appelés *Canaras*, qui désolaient la côte de Malabar, et de détruire la flottille de ces forbans. Aussi, il était nécessaire qu'un certain temps s'écoulât pour que Mahé donnât des résultats de nature à satisfaire les actionnaires de la Compagnie.

En dehors de nos possessions, nous avions un certain nombre de factoreries. La plus importante était celle de Mazulipatam; la Compagnie y entretenait cinq marchands et sous-marchands. Quant à celle de Surate, elle était tombée, et nous n'y avions plus qu'un représentant et quelques pions, qui gardaient la loge et le jardin. Lenoir s'était opposé à l'abandon définitif de cette ville; il espérait que tôt ou tard, nous pourrions y créer de nouveau un centre d'affaires. Les comptoirs que nous avions fondés à Calicut et à Balassor étaient à peu près délaissés, et avaient été avantageusement remplacés par Mahé et Chandernagor. Notre factorerie de Moka était devenue importante, grâce au commerce du café. Nous avions envoyé un agent à Patna, et de grands avantages nous avaient été concédés dans cette ville, pour la vente de nos marchandises. Un trafic régulier s'établissait entre Pondichéry et Manille. Nous portions des toiles bleues du Bengale en Perse, du riz à Bassorah, et nous envoyions des bœufs à l'île de France.

Nous étions en rapport avec la Chine, et tous les ans, un vaisseau allait de Pondichéry à Canton. Sa cargaison consistait surtout en poivre; il en rapportait des soieries, du thé et des porcelaines. Nous avions continué d'entretenir des relations avec Achem. La navigation, principalement celle des côtes de l'Inde, prenait un essor inouï. Les équipages qui y étaient employés se recrutaient en grande partie parmi les indigènes. La solde qu'on leur donnait étant moins élevée que celle des Européens, il en résultait que les armements étaient plus faciles et moins coûteux. En somme, nos affaires étaient dans un état des plus satisfaisants.

L'horizon s'élargissait en même temps; l'on voulait fonder de nouveaux établissements. En 1721, l'on s'était assuré la route des Indes, en mettant la main sur l'île de France. Il était question d'occuper le pays de Natal et d'y créer une colonie agricole, en faisant appel à l'émigration allemande. La même année, l'ingénieur Renauly allait explorer les côtes de Cochinchine, et levait le plan des îles Poulo-Condor, qu'il appelait *îles d'Orléans*. La Compagnie se proposait d'y établir une station navale. En 1730, elle voulait rétablir les comptoirs que nous avions possédés autrefois à Madagascar, et, en 1734, elle manifestait l'intention de s'emparer de l'île l'Ascension. On pensait à fonder un établissement aux îles Nicobar, où l'on trouvait de l'ambre, et dont le sol était

couvert de belles forêts de cocotiers. Un instant, il fut question de créer une colonie d'épices en Nouvelle-Guinée. Ce mouvement d'expansion attestait la vitalité de notre puissance maritime.

Le commerce avait été le mobile qui nous avait amenés dans l'Inde. Au commencement de leurs expéditions, les Français, ainsi que tous les autres Européens, n'avaient qu'un but, se procurer de riches cargaisons et les importer dans leur pays. Bientôt des idées nouvelles se firent jour, et l'on entra résolument dans la voie de la colonisation. L'intérêt se porta bientôt sur les populations soumises à notre domination, l'on chercha à améliorer leur situation morale et à les initier à notre civilisation. Des écoles étaient fondées et le conseil de Pondichéry mettait en avant un projet, qui aurait eu d'immenses résultats. Il s'agissait de créer en France un collège destiné à recevoir de jeunes Hindous, qui y auraient été envoyés pour faire leur éducation. Les mariages entre Français et indigènes étaient encouragés, et l'existence d'une race de sang mêlé était considérée comme de nature à consolider notre établissement dans l'Inde, et à y répandre notre influence. L'on voulait avoir une population française dans nos comptoirs d'Asie. Dans ce but, l'on essaya d'y conduire des enfants trouvés, et une douzaine d'entre eux furent envoyés à Pondichéry. Leur jeune âge faisait supposer qu'ils s'y acclimateraient facilement. L'on songea aussi à

faire de nos factoreries un lieu de déportation pour les faux-saulniers, c'était l'inauguration d'un nouveau système pénitentiaire, qui reçut un commencement d'application, et est devenu depuis la base de notre législation criminelle.

Les expéditions scientifiques étaient fréquentes depuis quelques années, et inutile de dire que la botanique était l'objet de nombreuses études. Nous étions au XVIIIe siècle. La Compagnie ordonnait à ses agents de faire la description des graines et des arbustes qu'ils découvriraient et d'en envoyer des échantillons à Paris au *Jardin du Roi*. La culture des plantes médicinales était encouragée; en 1727, le médecin Couziec recevait la mission d'aller explorer l'intérieur de l'Hindoustan et d'en étudier la flore. Quelques années plus tard, Dufay, membre de l'Académie des sciences, envoyait le capitaine Beaulieu apprendre, sur les lieux mêmes, les procédés dont se servaient les Hindous pour teindre leurs toiles. Pondichéry n'était pas seulement une ville d'affaires, on s'y adonnait aux lettres. Mgr Visdelou, évêque de Claudiopolis[1], y résida plusieurs années, et, durant son séjour, il se livra à de nombreux travaux historiques. La Chine commençait à s'ouvrir pour l'Europe, et en 1722, le jésuite Foucquet apportait en France une véritable

1. Claude Visdelou, de l'ordre des Jésuites, naquit en Bretagne, en 1656; il partit pour la Chine, en 1685, et mourut à Pondichéry, en 1737.

bibliothèque de livres chinois. L'attention se portait plus que jamais du côté de l'Orient. En 1721, une école de langues orientales avait été fondée à Paris. Les idées s'étaient transformées et une révolution s'opérait dans les esprits. La colonisation était décidément entrée dans nos mœurs.

Nos possessions de l'Inde resplendissaient d'une activité incroyable. Entre 1734 et 1736, elles exportaient pour plus de 18 millions de marchandises; en 1742, sept navires en rapportèrent pour plus de 24 millions. Cette prospérité se retrouvait en Amérique, au Canada, aux Antilles. Partout notre sucre et notre café chassaient, des marchés d'Europe, les produits similaires de l'Angleterre. Notre marine marchande s'était élevée, et chaque jour, l'on pouvait constater ses progrès. En 1715, nous ne possédions que trois cents vaisseaux de commerce ; en 1735, nous en avions dix-huit cents, dont soixante de quatre cents à huit cents tonneaux appartenaient à la Compagnie.

La France entière prenait part à ce mouvement fécond en richesses et se ressentait de cette révolution pacifique. Lorient, qui sous Louis XIV, avait été le chantier de la première Compagnie, et en 1720 n'était encore qu'une bourgade de huit à neuf cents âmes, devenait rapidement une cité splendide. Les beaux granits bleus du Blavet et du Scorff se transformaient en imposantes

constructions sur ses quais, où se pressaient les navires de l'Inde, plus nombreux et plus richement chargés d'année en année. Les somptueux édifices, dont le XVIIIe siècle a peuplé Bordeaux, Nantes et Marseille, attestent quelle fut la vie brillante de ces jours de prospérité. L'aisance se répandait partout et le luxe n'était plus l'apanage de quelques privilégiés. Le présent était splendide et l'avenir nous appartenait. Partout la fortune semblait nous sourire. Notre commerce paraissait être appelé à s'étendre indéfiniment, et nos colonies montraient notre grandeur et notre force d'expansion.

CHAPITRE V

Gouvernement de Dumas. — Expédition de Moka. — Acquisition de Karikal. — Les Mahrattes menacent Pondichéry.

En 1735, Pierre-Benoît Dumas succédait à Lenoir. Le nouveau gouverneur était né à Paris, en 1696. Entré de bonne heure au service de la Compagnie, il avait rempli diverses fonctions à Pondichéry, et de 1727 à 1728, il avait administré les îles de France et Bourbon, il était ensuite retourné dans l'Inde. Son long séjour dans les colonies l'avait mis au courant des affaires de l'Extrême-Orient. Avec lui la France allait cesser de jouer un rôle purement commercial, pour devenir une puissance politique.

L'Inde était alors le théâtre de guerres continuelles. Aureng-Zeyb était mort en 1709. Ses fils se disputèrent sa succession ; l'un deux, Chah-Allem, finit par s'emparer de l'empire, qu'il conserva jusqu'à sa mort, en 1712.

Plusieurs princes ne firent que passer sur le trône et en 1717, Mohammed-Chah, petit-fils de Chah-Allem, était élevé à la dignité impériale. L'empire Mogol avait été ébranlé par toutes ces secousses, et sa chute pouvait être regardée

comme un événement prochain, d'autant plus qu'aux désordres de l'intérieur allaient bientôt se joindre les ennemis du dehors. Le Persan Nadir devait prochainement livrer Delhy au pillage. Au nord, les Afghans et les Sikhs ravageaient plusieurs provinces, et au midi, les Mahrattes terrorisaient les populations par leurs dévastations. Les soubabs et les nababs s'étaient rendus en fait indépendants de la cour. L'empire était en décomposition. Cet état de choses favorisait les entreprises des Européens, qui recherchèrent des alliés parmi les potentats indigènes, afin d'avoir l'occasion d'intervenir dans leurs querelles. C'est ce que ne tarda pas à faire Dumas, et il fut favorisé par les circonstances.

Le Carnatic est une partie de la côte de Coromandel, il formait alors l'une des principales provinces de la vice-royauté du Deccan; sa capitale était Arcate. Le nabab Daoust-Ali-Khan y commandait depuis 1732. Son premier soin avait été de se rapprocher des Français, qui lui étaient sympathiques. Il noua des relations assidues avec la colonie de Pondichéry et se lia étroitement avec Dumas, cette amitié n'allait pas tarder à servir nos intérêts. Les Anglais avaient obtenu du Grand Mogol l'autorisation de battre monnaie et de fabriquer des roupies, Dumas avait remarqué qu'ils en retiraient un grand bénéfice. Dans le but de nous assurer les mêmes avantages, il s'adressa à son ami Daoust-Ali-Khan et il le pria

de nous faire accorder la permission qui avait été concédée aux Anglais. Le nabab transmit la requête de Dumas à la cour de Delhy et l'appuya chaleureusement. A la fin de 1736, le Grand Mogol nous donna par un firman l'autorisation de frapper des roupies en or et en argent. La fabrication de la monnaie prit rapidement de l'importance, et Pondichéry devint le siège d'un commerce considérable de lingots d'or et d'argent. Les transactions reçurent une vigoureuse impulsion. La monnaie française se répandit dans l'Inde, et sa réputation était telle que les indigènes s'en servaient de préférence à la leur. Dumas fut créé, en récompense de son succès, chevalier de l'Ordre de Saint-Michel, et reçut des lettres de noblesse Un autre événement allait bientôt augmenter notre influence.

Daoust-Ali-Khan avait deux fils, Sabder-Ali et Hassan-Ali, et plusieurs filles. L'époux de l'une d'elles, Chando-Saheb, qui se rendait compte de la situation de l'Inde et du rôle que les Européens devaient y jouer, s'était rapproché des Français pour qui il professait la plus vive admiration, il espérait trouver en eux un appui pour seconder ses projets. Aussi, venait-il souvent à Pondichéry et s'était-il tout particulièrement lié avec Dumas. Sur ces entrefaites, en 1735, le rajah de Tritchinapaly était mort sans enfants et deux compétiteurs, sa veuve et un parent éloigné, se disputaient sa succession. Daoust-Ali-Khan ne négligea pas

cette occasion d'agrandir son territoire, il réunit une armée de trente mille hommes et la confia à son fils Sabder-Ali et à son gendre Chando-Saheb. Ce dernier était le véritable chef de l'expédition. Le royaume de Tritchinapaly fut envahi, et bientôt il ne resta plus à prendre que la capitale, qui fut assiégée et capitula après un blocus de cinquante jours. Le 26 avril 1736, Chando-Saheb entrait dans la place. Daoust-Ali-Khan lui conféra le titre de nabab, et le chargea en même temps de gouverner sa conquête, en qualité de lieutenant. Dans sa nouvelle situation, Chando-Saheb ne cessa de servir les intérêts de la France, et se montra pour nous un allié fidèle et dévoué.

Nous avions un comptoir à Moka, et depuis longtemps, la Compagnie avait à se plaindre de l'iman. Nos nationaux avaient été insultés à plusieurs reprises. Les Arabes détenaient cent mille piastres qui nous appartenaient et refusaient de nous vendre du café. L'on se décida enfin à agir. En octobre 1736, une escadre, composée de quatre vaisseaux, le *Maurepas*, le *Triton*, le *Saint-Pierre* et l'*Indien*, quittait Pondichéry et venait mouiller à Mahé. Le 16 décembre, elle levait l'ancre, et le 26 janvier, elle arrivait devant Moka qu'elle bombardait après des pourparlers inutiles. Au bout de quelques jours, la ville tombait en notre pouvoir, et un traité était conclu avec l'iman. Les Français entraient en possession de leurs privilèges, et avaient le droit d'avoir une factore.

rie et d'y arborer leur pavillon. De plus, ils observaient le libre exercice de leur culte, la concession d'un cimetière, et de grands avantages pour leur commerce. L'expédition était de retour à Pondichéry, au mois de juillet 1757.

Dans l'Inde, nos affaires étaient en bonne voie. Pondichéry prenait chaque jour de l'importance. Le comptoir que nous avions fondé à Patna était devenu le centre d'un trafic assez considérable, et nous y importions des draps de Reims et de la porcelaine de Chantilly. Au Bengale, les agences de la Compagnie venaient acheter des soieries. Chandernagor cessait d'être un village; au Malabar, nous importions du vin, de salpêtre et de l'opium, et nous en tirions du bois de teck, du santal, du safran et de la cannelle. Notre pavillon se montrait de nouveau à Surate. L'on songeait à fonder une factorerie à Gougam, au nord d'Yanaon. Notre commerce se développait de plus en plus ; en 1740, la Compagnie possédait quarante vaisseaux.

Ce mouvement ne se bornait pas à l'Inde, et s'étendait à tout le *Haut-Orient*. Le marchand Velaerd de la Barre était envoyé en Chine pour relever la factorerie que nous avions à Canton, et faisait dans cette ville des achats de thé, de camphre, de porcelaines et de rhubarbe. Des capucins pénétraient dans le Thibet, et la Compagnie leur venait en aide, en leur accordant une subvention. On espérait entrer en rapport par

leur intermédiaire avec ces régions lointaines. Des agents se rendaient au Pégou, et fondaient un comptoir à Mergui. L'on songeait à reprendre les anciens projets de Martin sur le royaume de Siam. Dumas proposait en même temps de s'établir en Cochinchine et au Tonkin, et donnait sur ce dernier pays de nombreux renseignements. Un évêque, Mgr de la Beaume, qui résidait depuis plusieurs années en Indo-Chine, nous mettait en relations avec la cour de Hué, en négociant la cession du port de Touranne, qui était situé dans le voisinage de Faifao, où s'était concentré le commerce annamite. Dumas n'avait pas oublié que, dès notre arrivée dans l'Inde, nous avions cherché à étendre nos opérations en Perse. Il voulut reprendre la même pratique, et envoya dans ce royaume le capitaine de la Baume; en 1758, un traité était conclu entre l'*Empereur* de France et la cour d'Ispahan. Ce traité nous ouvrait le pays, en nous donnant l'autorisation d'y posséder des comptoirs. Malheureusement, la guerre qui éclata peu après, entre les Turcs et les Persans, nous empêcha de rien entreprendre de ce côté. Le café de Bourbon faisait son apparition à Bassorah, et un consulat était créé dans cette ville. Nos draps commençaient à se vendre à Bagdad. Notre prestige s'affirmait de plus en plus, et notre puissance était sur le point de recevoir un nouveau développement par l'acquisition que nous allions faire de Karikal. Sur la

côte de Coromandel, dans le voisinage de Tritchinapaly, se trouvait le royaume de Tandjaour dont les Mahrattes s'étaient emparés en 1674. En 1758, le roi Tukod-ji, qui gouvernait ce petit État, était mort, laissant Sohagy, un de ses fils, régnant. Le chef des troupes, Séïd-Khan, qui avait un parti considérable, suscita un prétendu parent du roi, nommé Cidogy et fomenta une émeute. Sohagy n'eut que le temps de se sauver à cheval avec quelques amis. Il passa le Coldran, qui servait de limite à son royaume, et vint se réfugier dans la pagode fortifiée de Chalambron, à huit lieues de Pondichéry. Il eut alors recours aux Français, et envoya des délégués pour solliciter l'appui de leur gouverneur et traiter avec lui.

Sohagy offrait de nous céder la ville de Karikal, le fort de Kercangery, dix villages et toutes les terres de leur dépendance. Dumas saisit avec joie l'occasion de fonder un établissement dans le royaume de Tandjaour, d'autant plus qu'il y avait déjà songé. Il signa un traité avec les envoyés de Sohagy, et s'engageait à fournir à ce prince deux cent mille livres de notre monnaie en argent, les armes et les munitions dont il avait besoin pour les troupes qu'il avait levées. En retour, Sohagy lui expédiait l'acte de cession de Karikal (juillet 1758). Dumas fit aussitôt appareiller deux vaisseaux, le *Bourbon* de soixante canons, et le *Saint-Géran*, de quarante-six, pour

aller prendre possession de Karikal, et porter aide à notre nouvel allié. Sur ces entrefaites, une révolution avait eu lieu dans le Tandjaour. L'usurpateur avait été abandonné par la plupart de ses partisans, et assassiné. Sohagy rentra triomphalement dans sa capitale. Pendant que ces événements s'accomplissaient, les navires français arrivaient devant Karikal. Les Hollandais, qui nous voyaient avec déplaisir fonder un nouvel établissement, étaient venus s'opposer à nos projets, et autant par menaces que par caresses, ils avaient amené Sohagy à ne pas tenir sa parole. Aussi, le général Kansaëb, qui occupait Karikal, au nom du roi de Tandjaour, avec quatre mille hommes, fit dire aux Français que, s'ils débarquaient, il les ferait charger. Le *Bourbon* et le *Saint-Géran* restèrent mouillés, deux mois, devant la ville. Après quoi, Dumas leur ordonna de revenir à Pondichéry.

Nous aurions pu nous emparer de Karikal. Mais Dumas ne voulait pas effrayer les indigènes par un coup de force. Du reste, le roi de Tandjaour ne refusait pas d'exécuter le traité, il promettait de nous remettre Karikal, sitôt qu'il aurait fait la paix avec le nabab de Tritchinapaly avec qui il était en guerre. Ce nabab était Chanda-Saheb, notre allié : sitôt qu'il eut appris ce qui se passait, il offrit de nous mettre en possession de la place. Dumas accepta, et Chanda-Saheb fit marcher contre Karikal quatre mille cavaliers,

commandés par un officier espagnol, nommé Péreira qu'il avait à son service. Kansaëb prit la fuite avec la plus grande partie de ses troupes et ne laissa qu'une garnison de quatre cents hommes dans le fort de Kercangéry. Péreira s'en empara, sans coup férir, et vint à Pondichéry nous faire hommage de sa conquête. Dumas ordonna immédiatement d'appareiller un petit vaisseau de cent cinquante tonneaux, et le 14 février 1739, nous prenions possession de Karikal et du fort de Kercangéry. Sohagy apprit cette nouvelle avec indifférence, et peu après (avril 1739) il ratifiait l'occupation de Karikal. Les seigneurs qui l'avaient rétabli sur son trône ne tardèrent pas à l'assassiner et proclamèrent, à sa place, son cousin Prato-Sing. Le nouveau roi, qui désirait n'avoir que de bons rapports avec nous, reconnut la cession de Karikal, et il venait à Pondichéry rendre visite à Dumas.

Karikal, notre nouvelle acquisition, était situé à quatre lieues de Négapatam, à deux lieues de Tranquebar et à vingt-cinq de Pondichéry. La ville avait six cent trente-huit maisons en briques, couvertes de tuiles et deux cent quarante paillotes. L'on y comptait cinq mosquées, cinq grandes pagodes, neuf petites et trois chaudries ou caravansérails, destinés à loger les voyageurs. La population s'élevait à près de cinq mille habitants, en majorité gentils. Les Maures s'adonnaient principalement au commerce. La fabrication des toiles

peintes était une industrie assez florissante. La ville était bâtie à un mille et demi de l'Arselor, l'une des branches du Cavéry, et dont l'embouchure était malheureusement obstruée par les sables, pendant la sécheresse. Durant la saison des pluies, les petits bâtiments du pays pouvaient remonter jusqu'à Karikal. Les indigènes se livraient à un cabotage assez actif, sur le fleuve. La campagne était fertile et présentait cet avantage qu'elle était bien arrosée, par suite du grand nombre d'étangs qu'elle possédait, et que les pluies y étaient plus abondantes que dans le reste de l'Inde. De plus, lorsqu'elles venaient à cesser, les rivières, en débordant, suppléaient au manque d'eau. Aussi, cultivait-on avec succès le coton et l'indigo, le riz croissait en abondance, et l'on remarquait beaucoup de jardins entretenus avec soin. Notre nouvelle acquisition formait un territoire de cinq à six lieues de tour, et le revenu que l'on en tirait annuellement s'élevait à dix mille pagodes ou environ cent mille livres de notre monnaie. Le gouvernement colonial s'occupa sans retard de fonder un établissement et fit exécuter plusieurs travaux de défense, construire une église et un hôpital. Les Français étaient accueillis avec empressement par les indigènes. Nous avions pris pied dans le Tandjaour.

De graves événements s'accomplissaient alors dans l'Inde. L'empire mogol était en décomposition. Un aventurier, Nadir-Chah, s'était emparé

du trône de Perse en 1732; peu après, il occupait Kandahar et étendait sa domination sur l'Afghanistan, appelé par plusieurs soubahs, qui voulaient profiter d'une invasion, pour se rendre indépendants; il n'avait pas tardé à paraître dans l'Inde, victorieux en plusieurs rencontres, il prit, dans le courant de 1739, la route de Delhy, et s'en vint camper à Karnal, à quatre journées de marche de cette ville. L'armée mogole l'attendait de pied ferme, Nadir-Chah lui livra bataille et la mit en déroute; il entra ensuite dans Delhy, donna le signal du massacre et saccagea la capitale de l'empire après y avoir levé une lourde contribution; il retourna en Perse, semant partout sur son passage les ruines et la désolation.

L'Inde était encore sous l'impression de ce désastre, quant les Mahrattes firent trembler les provinces du midi. Daoust-Ali-Khan, qui cherchait à agrandir ses domaines, assiégeait depuis six mois la ville de Tandjaour, il était musulman; le roi du Tandjaour, ainsi qu'un grand nombre de rajahs du pays, étaient brahmanistes. Tremblant pour leur indépendance, ils eurent recours aux Mahrattes, qui avaient la même religion qu'eux, et leur représentèrent qu'une fois que les musulmans se seraient emparés de leurs États, ils tourneraient leurs armes contre eux. Les Mahrattes accueillirent avec joie ces ouvertures. Leur roi Sahodgi leva une armée de 150 000 fantassins et de 60 000 cavaliers, et en confia le commande-

ment à son fils Ragodgi Bounslah, qui se mit en marche en octobre 1739.

Au bruit de l'invasion mahratte, Daoust-Ali-Khan ordonna à son fils Sabder-Ali et à son gendre Chanda-Saheb de lever le siège de Tandjaour et de venir le rejoindre. Lui-même rassembla tout ce qu'il pouvait de troupes, et s'en alla occuper les gorges des montagnes de Kanouray, à trente lieues d'Arcate. La position était bien choisie, et malgré leur infériorité numérique, les Mogols avaient chance de résister. Les Mahrattes parurent au mois de mai 1740; quand ils virent qu'ils ne pouvaient forcer les défilés sans perdre beaucoup de monde, ils eurent recours à la trahison. L'un des principaux passages était défendu par un rajah, qui était brahmaniste et commandait à cinq ou six mille hommes. Les Mahrattes le décidèrent à leur livrer le passage, et l'occupèrent pendant qu'ils amusaient les Mogols par des escarmouches. En apprenant qu'un corps de cavalerie s'avançait, Daoust-Ali-Khan crut d'abord que c'était son fils et son gendre, qui venaient le rejoindre. Quand il vit qu'il était trahi, il engagea la bataille. La mêlée fut terrible. Les musulmans furent, malgré leur courage, écrasés par le nombre. Daoust-Ali-Khan, blessé par plusieurs coups de feu, se tua, en tombant de son éléphant. Son second fils, Hassan-Ali, l'un de ses gendres, Taqua-Saheb, périrent, ainsi que ses principaux officiers. La déroute fut complète.

Vingt mille Mogols périrent. Les Mahrattes s'emparèrent d'un grand nombre de prisonniers et firent un butin considérable. Quarante éléphants étaient en leur pouvoir. Cette bataille avait eu lieu le 20 mai 1740.

La nouvelle de ce désastre se répandit dans tout le pays, et l'effroi fut général. Une multitude de fuyards, musulmans et gentils, prirent la route de Pondichéry, en emportant ce qu'ils avaient de plus précieux, et vinrent nous demander asile. Dumas fut obligé de faire fermer les portes de la ville et de renforcer les postes, afin d'éviter la confusion. La foule des fugitifs ne cessa de s'accroître, et les maisons et les rues en étaient tellement remplies qu'on ne pouvait que difficilement y circuler. Le 25 mai, cinq jours après la bataille, l'on signala un immense convoi, qui se dirigeait vers Pondichéry. C'était la veuve de Daoust-Ali-Khan et ses filles, qui se présentaient à la porte de Valdaour, avec ce qu'elles avaient pu ramasser d'or, d'argent et de pierreries, et demandaient qu'on voulût bien les recevoir. La situation était délicate; recevoir la famille de Daoust-Ali-Khan, c'était s'attirer la colère des Mahrattes. D'un autre côté, la repousser, c'était faire preuve d'ingratitude. Daoust-Ali-Khan n'avait-il pas été notre allié? Dumas sentait la responsabilité qui pesait sur lui : aussi réunit-il le Conseil. Pendant la délibération, la population se pressait aux abords du palais. Le

gouverneur exposa au Conseil les raisons qui militaient en faveur de chaque parti, mais lui n'hésitait pas, il représenta que les sentiments, qui avaient toujours animé notre nation, ne permettaient pas de renvoyer une famille malheureuse, ni de repousser ceux qui venaient implorer notre appui. Le Conseil fut de cet avis, et quand il sortit, une immense acclamation vint ratifier sa décision.

On alla en grande cérémonie au-devant de la veuve de Daoust-Ali-Khan. Dumas vint la recevoir à la porte de la ville, et la garnison se mit sous les armes. La princesse et ses filles avaient avec elles vingt-deux palanquins, une escorte de 1500 cavaliers, quatre-vingts éléphants, trois cents chameaux, deux cents carrosses traînés par des bœufs, et plus de deux mille bêtes de charge. Quand le cortège entra dans la ville, on le salua par une décharge d'artillerie et l'on conduisit la princesse avec sa suite au palais, qui lui avait été préparé. Les officiers mogols témoignaient une joie extrême de se voir si bien accueillis. Ce désintéressement auquel ils ne s'attendaient pas, l'ordre qu'ils voyaient régner dans Pondichéry, leur donnèrent une haute idée de la France. Ils étaient charmés des entretiens qu'ils avaient avec Dumas, et voyaient qu'ils pouvaient compter sur notre loyauté. Un prince avait été vaincu, et son armée dispersée; sa veuve et ses enfants s'étaient réfugiés sur le ter-

ritoire français, à l'ombre de notre drapeau. C'était reconnaître la supériorité de notre pays, et notre prestige devait en sortir grandi aux yeux des indigènes.

A la nouvelle du désastre, le fils de Daoust-Ali-Khan, Sabder-Ali s'était réfugié dans la forteresse de Velore, et de son côté, Chanda-Saheb était allé s'enfermer dans Tritchinapaly, bien résolu à s'y défendre. Les Mahrattes entrèrent dans Arcate qu'ils livrèrent au pillage, puis se répandirent dans le pays, qui fut dévasté. Néanmoins, le butin fut moins considérable qu'ils ne l'avaient espéré. La plupart des habitants s'étaient réfugiés dans les places fortes avec ce qu'ils avaient de plus précieux. Les Mahrattes entamèrent alors des pourparlers avec Sabder-Ali, qui traita avec eux. Ce prince s'engageait à leur payer 10 millions de roupies et à évacuer les royaumes de Tandjaour et de Tritchinapaly. Moyennant ces conditions, il succédait à son père, en qualité de nabab d'Arcate. Ce traité fut signé le 1er août 1740. Si contrairement à leurs habitudes, les Mahrattes avaient consenti à faire la paix avec des vaincus, c'est qu'ils avaient eu connaissance des préparatifs que faisait le Nizam pour venir les attaquer, et disait-on, rassemblait une armée de 200 000 hommes. L'attitude des Européens de la côte de Coromandel, qui paraissaient décidés à résister, leur avait aussi donné à réfléchir.

Dumas n'avait pas attendu l'approche de l'ennemi, pour mettre Pondichéry en état de défense. Les approvisionnements avaient été l'objet de tous ses soins. Pendant quinze jours, des chariots avaient apporté, sans interruption, dans la ville des grains et des vivres de toute espèce. Le gouverneur présidait lui-même aux achats et à l'emmagasinement. Les fortifications avaient été réparées: le côté de la place, qui regardait la mer, et était situé entre les bastions de Saint-Louis et de Saint-Laurent n'avait pas de muraille, et était, par conséquent, complètement ouvert. Dumas fit fermer l'intervalle de quarante à cinquante toises, qui s'étendait entre les maisons et le rivage, par une estacade d'ancres entrelacées et liées ensemble. Du côté de la terre, à huit ou dix toises du mur d'enceinte, on creusa un fossé et on jeta sur la berne une grande quantité de ronces et d'épines pour la rendre impraticable aux gens de pied. Les remparts étaient garnis de plus de quatre cents bouches à feu, tant canons que mortiers. L'on travaillait jour et nuit. La garnison, malheureusement, n'était pas nombreuse. Elle ne comprenait que 520 soldats. Deux vaisseaux, le *Comte de Toulouse* et le *Penthièvre* se trouvaient en rade. L'on retint les équipages et l'on se procura ainsi 200 marins, tous gens aguerris. Le *Comte de Toulouse* était chargé d'une riche cargaison. Dans la crainte de porter préjudice à la Compagnie, qui était pro-

priétaire de ce bâtiment, on lui donna un équipage cómposé de lascarins (ou lascars), et on l'envoya à l'île de France, pour y faire connaître, ainsi qu'à l'île Bourbon, la situation critique où l'on se trouvait et demander des secours dans le plus bref délai. On arma les employés de la Compagnie ainsi que les colons, et l'on parvint à réunir ainsi 1200 Européens. Pour augmenter l'effectif de la garnison, le gouverneur recruta parmi les Hindous ceux qui lui paraissaient capables de porter les armes, et forma ainsi un corps de 4500 hommes, en grande majorité musulmans. Ces auxiliaires se rendirent fort utiles, en faisant le service de place et montrèrent une grande aptitude à se plier aux exercices et à la discipline des armées régulières. Ce fut l'origine des Cipayes, qui avec Dupleix devaient acquérir une si grande célébrité, et prendre une part si active à nos guerres dans l'Inde.

Dumas assigna à chacun son poste de combat. Les marins étaient chargés de garder les bastions Saint-Louis et Saint-Laurent et le côté de la ville, qui faisait face à la mer; la garnison, les portes et les autres bastions. La citadelle était confiée aux habitants, on avait distribué des bombes sur les remparts afin de les jeter sur les assaillants, en cas d'attaque. Toutes les maisons de la banlieue, qui auraient pu gêner le tir de l'artillerie ou servir d'abri à l'ennemi, avaient été rasées. Rien ne fut négligé. L'on veillait en

même temps à la sécurité de la ville. Des patrouilles circulaient jour et nuit, tant pour maintenir l'ordre que pour éviter une surprise, et empêcher que des espions ne pussent se glisser parmi les nombreux fuyards, qui se trouvaient à Pondichéry. L'on resta ainsi sous les armes, depuis le mois de mai 1740 jusqu'en avril 1741. Dans cette longue période, il n'y eut pas la moindre défaillance. La population se montrait calme et décidée à s'ensevelir sous les ruines de sa ville.

Pendant que l'on était ainsi sur le qui-vive, Pondichéry reçut la visite du nouveau soubab, Sabder-Ali. La veuve de Daoust-Ali-Khan, pénétrée de reconnaissance des attentions que l'on avait pour elle, en avait instruit son fils, qui écrivit à Dumas pour le remercier. Il se disposa à venir à Pondichéry, afin de voir sa mère, et de pouvoir exprimer de vive voix toute la gratitude qu'il avait pour les Français. Bientôt après, il se mit en marche, avec son beau-frère Chanda-Saheb, et le 1er septembre 1740, il faisait une entrée solennelle dans la ville, escorté par une compagnie d'infanterie, les pions de la garde, des danseuses et des tamtams que l'on avait envoyés à sa rencontre. Dumas alla le recevoir à la descente de son palanquin, tous deux s'embrassèrent avec de grandes démonstrations d'amitié. La garnison était sous les armes et l'on tirait le canon. Le soubab se rendit à la résidence de sa

mère, et passa près d'elle plusieurs jours dans le deuil et dans la retraite, après quoi, il alla rendre visite au gouverneur, qui lui offrit, suivant l'usage, le bétel, l'eau de rose et les présents de la Compagnie. Sabder-Ali ne voulut accepter que deux vases en vermeil et en filigrane, et encore ne les prit-il qu'en signe d'alliance. Pour montrer combien il avait été touché de notre conduite, il combla Dumas de cadeaux, et lui envoya un serpeau, ou costume de cérémonie, l'une des plus grandes marques d'honneur chez les Mogols, un éléphant, en y joignant l'armure de son père, qui était enrichie de pierreries et son diadème, remarquable par ses nombreux diamants. « Il ne pouvait, disait-il, mieux lui faire connaître sa reconnaissance qu'en lui donnant les marques de la souveraineté d'un père dont la mémoire lui était chère. » Sabder-Ali resta dix-sept jours à Pondichéry, et durant son séjour dans la colonie, il accorda à Dumas six aldées, dont le revenu s'élevait à plus de 25 000 livres de notre monnaie. Cette donation était personnelle au gouverneur et n'était pas faite à la Compagnie.

Sabder-Ali reprit la route d'Arcate, en emmenant avec lui sa mère et toute la suite de celle-ci, qui répandirent partout le bruit de la générosité des Français.

La sœur de Sabder-Ali, la femme de Chanda-Saheb, resta à Pondichéry. Son mari n'avait pas traité avec les Mahrattes, il regagna Tritchinapaly,

bien tranquille sur le sort de sa famille qu'il laissait sous notre garde. Dumas, de son côté, était loin d'être rassuré, et les événements lui donnèrent raison. Les Mahrattes ne tardèrent pas à reparaître dans le Carnatic. Sabder-Ali n'avait pu leur donner qu'une partie du tribut qu'il s'était engagé à leur payer, et était dans l'impossibilité de tenir ses promesses. Pour détourner la colère de ses ennemis, il les engagea à assiéger Tritchinapaly, et sur son conseil, le chef des Mahrattes, Ragodgi, s'en vint bloquer la place au mois de décembre 1740, avec 100 000 combattants.

Chanda-Saheb n'avait avec lui que 5000 fantassins et 3000 cavaliers, il résolut néanmoins de se défendre et manda à son frère, Baro-Saheb, de venir à son secours : celui-ci répondit à son appel et réunit 10 000 soldats. Son intention était de débloquer Tritchinapaly, mais il était trop tard. La place était serrée de près. Ragodgi vint l'attaquer avec 30 000 hommes. La rencontre eut lieu à une journée de marche de la ville et fut sanglante. Les musulmans furent écrasés par le nombre, et Baro-Saheb périt avec ses principaux officiers. Chanda-Saheb continua de se défendre, et ne capitula que quand la ville fut aux abois, et qu'il ne lui resta aucun moyen de prolonger la résistance. Le 21 mars 1741, les Mahrattes entraient dans Tritchinapaly, qui fut livré au pillage. Ils y laissèrent une garnison de 14 000 hommes. Chanda-Saheb eut la vie sauvée ; Ragodgi lui of-

frit la liberté, moyennant une forte rançon. Comme le gendre de Daoust-Ali-Khan ne pouvait pas la payer, on le conduisit prisonnier à Sattara, et pour le moment, il disparut de la scène politique.

Pondichéry n'avait pas tardé à attirer l'attention des Mahrattes, qui avaient appris que nous avions donné asile à la famille de Chanda-Saheb ; ils pensaient que de grandes richesses avaient été transportées dans la ville, et voulaient s'en rendre maîtres, dès que Tritchinapaly serait tombé en leur pouvoir. Ragodgi ne croyait pas que les Français dont il connaissait le petit nombre oseraient lui résister. Aussi, il écrivait à Dumas, le 20 janvier 1741, et dans cette lettre, il le sommait de payer tribut, de lui livrer la femme et le fils de Chanda-Saheb, et de se soumettre à toutes les conditions qu'il voudrait lui imposer. En cas de refus, il lui rappelait le châtiment qu'il avait fait subir à la ville de Bazaïm, dont il s'était emparé, en 1738, malgré la résistance désespérée des Portugais. Dumas ne se laissa pas ébranler par ces menaces, il répondit fièrement que les Français étaient les alliés des Mogols, qu'ils ne devaient pas de tribut, et s'honoraient de donner asile à la femme et au fils de Chanda-Saheb. Il ajouta qu'ils étaient tous résolus à périr plutôt que de les livrer, et à défendre la place jusqu'à la dernière extrémité.

Ragodgi pensa que ses menaces aboutiraient

à un résultat, s'il les appuyait d'une démonstration armée. Il détacha un corps de 15 000 hommes, qui promena ses ravages dans les environs et vint mettre au pillage Porto-Novo, situé à sept lieues de Pondichéry. Porto-Novo était une place ouverte, qui servait d'entrepôt aux négociants hollandais, anglais et français. La Compagnie de France eut peu à souffrir de cette incursion, et n'eut à déplorer que la perte de trois à quatre mille pagodes, consistant en toiles bleues, Dumas ayant eu soin de faire transporter à Pondichéry la plupart des marchandises que nous avions à Porto-Novo. Des bandes de pillards se montrèrent bientôt sur notre territoire, et un parti ennemi parut sur les allées d'Oulgaret. Le capitaine de Cossigny reçut l'ordre d'aller chasser les maraudeurs avec 200 soldats, et le fort d'Ariancoupan commença à tirer le canon. Les Mahrattes se retirèrent à cinq lieues de la ville et s'en furent ravager les établissements hollandais de Konjeinar et de Sadras.

Ragodgi voulait cependant en finir. Il envoya au gouverneur un officier, qui réitéra ses menaces. Dumas le reçut poliment, lui montra la grande quantité de vivres et de munitions que l'on avait amassés dans la place, et lui dit que la garnison était résolue à se défendre, que tous les effets précieux étaient sur des vaisseaux, prêts à partir en cas de désastre, et qu'il n'y avait aucun butin à espérer. Les Européens et les Cipayes qui

s'exerçaient au maniement des armes étaient un indice que la population était déterminée à se défendre. L'officier mahratte, qui n'avait jamais vu une ville aussi bien préparée à soutenir un siège, se retira plein d'admiration. Dumas, voulant qu'il emportât un bon souvenir de sa visite, lui fit cadeau de dix bouteilles d'une liqueur appelée *liqueur de Nancy*.

L'officier étant musulman ne put les apprécier lui-même et les offrit à Ragodgi, qui déclara cette liqueur délicieuse, et en fit part à sa femme. Cette dernière trouva le breuvage tellement de son goût, qu'elle voulait en avoir à tout prix. Ragodgi, qui était très attaché à sa femme, chercha à se procurer à tout prix ce précieux nectar et alla jusqu'à offrir cent roupies par bouteille. Force fut de s'adresser à Dumas qui lui envoya trente bouteilles *en présent*. Le Mahratte fut enchanté de cette générosité et parut dès lors disposé à oublier sa haine contre les Français, il défendit à ses gens de piller les environs de la ville. Nous avions de plus une alliée dans sa femme que sa passion pour la *liqueur de Nancy* avait rendue favorable à nos intérêts. De nouvelles négociations furent entamées, Dumas envoya à Ragodgi deux Brahmes, complètement dévoués à notre cause. Ils représentèrent au chef des Mahrattes qu'il ne pourrait s'emparer de Pondichéry qu'au prix des plus grands sacrifices, et qu'il ne trouverait aucun dédommagement

dans sa conquête, qui ne renfermait plus aucune richesse. Ces raisons, jointes à l'impression que produisaient sur lui les fortifications de la place, au faible qu'il avait pour la *liqueur de Nancy* et à l'influence de sa femme, le décidèrent à se retirer et à reprendre la route de son pays ; il envoya même un officier demander l'amitié du gouverneur, et sur le bruit de l'arrivée prochaine du Nizam, il partit dans le mois de mai 1741, et se hâta de gagner les montagnes du Maharashtra.

Pondichéry se trouvait ainsi délivré d'un danger, et si les événements avaient bien tourné, c'était en grande partie à Dumas qu'on le devait. Les indigènes le regardaient comme un héros, et les félicitations lui arrivaient de tous les côtés. Le Nizam El-Molouck lui envoya un serpeau et lui adressa une lettre conçue dans les termes les plus flatteurs. Sabder-Ali renouvelait ses protestations d'amitié. Le Grand Mogol lui faisait remettre de riches présents, et lui accordait une faveur éclatante, en lui conférant la dignité de nabab, et en le nommant en outre *mansoub dar*. Ce dernier titre lui donnait le commandement de quatre mille cinq cents cavaliers, dont deux mille devaient être spécialement attachés à sa personne. Jamais un Européen n'avait encore reçu un tel honneur dans l'Inde. Le gouverneur d'une colonie française devenait un dignitaire de l'empire mogol. C'était un fait unique qui ne s'était

jamais encore présenté, aussi, il en rejaillissait un prestige immense pour notre pays.

Pondichéry se réjouissait encore de sa délivrance, quand le 8 juin 1741, une petite flottille parut en rade. C'étaient les secours que les îles de France et Bourbon envoyaient, alors que tout était terminé. Lorsqu'on avait appris dans les îles le danger qui menaçait Pondichéry, il y avait eu un élan général, tous les habitants avaient voulu partir. La Bourdonnais commandait l'expédition, il avait avec lui trois cents soldats de l'armée régulière. Ce renfort ne devait pas être inutile et allait servir à délivrer Mahé. Les Anglais nous avaient vu avec déplaisir prendre possession de cette ville, ils s'étaient établis à Tallichéry, et ne pouvaient admettre qu'une autre nation européenne possédât une station sur la côte du Malabar, aussi ne cessaient-ils d'exciter les indigènes à attaquer notre nouvelle colonie. Poussés par eux, de petits seigneurs des environs, connus sous le nom de Nambiards, le roi de Bargaret, Bayanor, et le prince de Colatrix, étaient venus cerner Mahé. En raison du grand nombre des ennemis, la garnison ne pouvait sortir et livrer une bataille en rase campagne. Le siège se resserra de plus en plus et se changea bientôt en un blocus.

Sur ces entrefaites, La Bourdonnais arrivait dans l'Inde, et ce fut lui qui fut chargé de délivrer Mahé. Il rassembla une escadre composée de

cinq vaisseaux, le *Fleurus*, le *Brillant*, l'*Aimable*, le *Condé* et le *Neptune*. Le 8 octobre 1741, il quittait Pondichéry avec ses deux meilleurs voiliers, et se rendait à Calicut, sans les autres vaisseaux; le 25 novembre, il mouillait en rade de Mahé. Il était temps : la place était aux abois. La Bourdonnais fit débarquer son matériel. Comme pour le moment, il n'avait que deux compagnies, il ne pouvait songer à prendre l'offensive. Il se borna à faire construire des parapets et ouvrir des tranchées afin de pouvoir résister aux masses ennemies en cas d'attaque. Les indigènes étaient campés dans un bois de cocotiers rempli de broussailles et coupé de larges fossés, ils avaient élevé un fort et des retranchements en terre, capables de résister aux boulets. Ils prirent l'offensive dans l'intention d'enlever nos positions. Nos troupes reçurent l'ordre d'ouvrir le feu, et bientôt les assaillants décimés par notre fusillade et nos canons étaient forcés de reculer. Le 29 novembre, avait lieu un combat d'artillerie, qui dura toute la journée. Sur ces entrefaites, arrivèrent les trois autres vaisseaux de l'escadre. Toutes nos forces étaient réunies et nous pouvions agir.

La Bourdonnais, qui connaissait la supériorité numérique de nos ennemis, était d'avis de ne pas les attaquer de front, afin de ne pas exposer sa petite armée à subir des pertes considérables; il pensait que nous devions tourner les positions de

nos adversaires. Dans ce but, il profita de la nuit du 2 au 3 décembre, qui était fort sombre, pour construire une batterie de quatre canons à environ cent toises des avant-postes ennemis.

Grand fut l'étonnement des indigènes, quand ils virent, au point du jour, nos travaux de défense; ils se massèrent dans la plaine, comme s'ils avaient eu l'intention de nous attaquer. Mais, en présence de notre attitude, ils renoncèrent à leur projet, et rentrèrent dans le bois.

C'était le moment d'agir. La Bourdonnais réunit sa petite armée qui se composait de huit compagnies d'infanterie européenne et de cinq cents Cipayes. Il la forma en colonne d'attaque, fit battre la charge et prit la route du bois. Nous avions affaire à sept ou huit mille Maures ou Gentils. Rien n'arrêtait nos soldats, qui, malgré une violente fusillade, franchissaient des obstacles de douze à quinze pieds de haut. La Bourdonnais était en tête, et toujours au premier rang. Quatre carabiniers de son escorte furent tués et le capitaine Destimonville, qui la commandait, était blessé.

Bientôt l'on arriva au pied du fort. Nos troupes l'escaladèrent au cri de « Vive le Roi » et, en quelques instants, nous en étions les maîtres. Les indigènes commençaient à plier et à se débander. La Bourdonnais laissa quatre compagnies à la garde du fort, et se dirigea avec le reste de sa petite armée vers l'extrémité du bois, où l'ennemi,

appuyé par de solides retranchements, qui constituaient une véritable forteresse, résistait encore. De Rostaing y pénétra à la tête de sa compagnie. Cette fois, la victoire était définitive, et le champ de bataille nous restait.

Les routes étaient encombrées de fuyards. Nos Cipayes les poursuivaient avec acharnement en ravageant le pays. Plusieurs villages furent la proie des flammes. Les indigènes effrayés abandonnèrent deux positions importantes, le fort des Bambous et la montagne du Porc-Epic que nous nous empressâmes d'occuper. Nous n'avions plus rien à craindre. Cette expédition ne nous coûtait que vingt-huit tués et quatre-vingts blessés, tandis que l'ennemi avait eu plus de quatre cents morts. Dans son rapport, La Bourdonnais parlait peu de lui, il se bornait à raconter ce qui s'était passé, et à nommer les officiers et les soldats qui s'étaient le plus distingués. Il citait, entre autres, le capitaine de Rostaing, le lieutenant de Guédon, le commandant de l'*Aimable*, Ducolombier, Joliff, disant *qu'il serait à souhaiter que tous les officiers fussent de sa trempe*, le commandant du *Brillant*, de Peulan, qui, quoique malade, avait voulu prendre part à l'action, le capitaine Thorel, qui possédait un fond de gaîté si inépuisable, qu'il avait trouvé le moyen de faire rire ses soldats au plus fort du combat !

Notre victoire eut un grand retentissement, et l'on s'attendait à nous voir poursuivre le cours de

nos succès. La Bourdonnais pensa que nous devions nous borner à l'avantage que nous venions de remporter. Selon lui, il était d'une bonne politique de ne pas soulever les haines des indigènes, en se montrant trop exigeant. Des négociations furent entamées, et bientôt la paix était signée avec les petits princes, qui nous avaient déclaré la guerre. Le roi de Bargaret nous cédait quelques lambeaux de territoire situés dans la banlieue de Mahé, et s'engageait à ne vendre du poivre qu'aux Français. Les Nambiards et le prince de Colatrix reconnaissaient notre suprématie. Cette expédition n'avait pas seulement eu pour résultat de débloquer Mahé ; elle avait donc affirmé notre prestige sur la côte de Malabar et ouvert le pays à nos entreprises. Au moment où La Bourdonnais délivrait Mahé, Dumas n'était plus gouverneur. Fatigué par le climat de l'Inde, il avait informé les directeurs de son intention de revenir en France ; sa démission avait été acceptée ; avant de partir, Dumas remit le gouvernement à Dupleix, il quitta Pondichéry en octobre 1741, et en juin 1742, il arriva à Paris où il mourut en 1746.

Nous nous étions définitivement établis dans l'Inde. Avec Martin nous avions fondé nos premiers comptoirs et bâti notre capitale, Pondichéry. Lenoir avait créé, étendu nos relations, et sous son administration, nous étions devenus une puissance commerciale. Avec Dumas, nous avions accompli un immense progrès. Notre colonie

n'était pas seulement un comptoir où les marchands venaient trafiquer: c'était une place forte. La France avait pris rang parmi les nations indiennes, et commencé à jouer un rôle militaire. Dumas avait fait de Pondichéry l'une des principales villes de l'Inde méridionale. Son successeur paraissait n'avoir pas d'autre chose à faire que de suivre la même politique et marcher sur ses traces, mais Dupleix avait des vues plus élevées et ses projets étaient plus vastes: il voulait donner l'Inde entière à la France et assurer notre suprématie dans tout l'Extrême-Orient.

CHAPITRE VI

Dupleix. — Ses débuts. — Sa politique. — Situation de l'Inde. — Commencement de la guerre avec l'Angleterre.

Joseph-François Dupleix naquit à Landrecies, le 1er janvier 1697[1]. Son père était fermier général de la province de Hainaut, et sa famille originaire de Châtellerault, dans le Poitou. Dès son enfance, Dupleix avait donné des preuves de son intelligence et de la supériorité de son caractère. Il avait une véritable passion pour les sciences, particulièrement pour les mathématiques. Tout jeune encore, il se plaisait à étudier les questions les plus ardues, et à écouter les conversations d'hommes sérieux. Il avait le culte du beau; toute sa vie, il s'adonna à la musique et y excella. Plus

1. Pendant longtemps, l'on ignora le lieu de naissance de Dupleix, quoiqu'il fût mentionné dans plusieurs actes du dépôt de l'état civil des colonies, à Paris. L'acte de naissance que nous reproduisons ne permet plus d'avoir le moindre doute à ce sujet.

« Le 1er janvier de l'an 1697 a esté baptisé un fils du légitime mariage de M. François Dupleix et de damoiselle Anne Louyse de Massac, lequel a esté nommé Joseph-François. Le *parrin*, M. François-Joseph Solmines, escuyer, sieur d'Arning, intéressé dans les fermes générales de sa Majesté et général des poudres et salpêtres; la marrène, damoiselle Claude-Jeanne de Massac. »

tard, gouverneur général de l'Inde française, il continua de la cultiver, et se reposait ainsi de ses fatigues. Dans les lettres qu'il écrivait à ses amis, il leur parlait souvent de ces récréations, et leur envoyait quelquefois des symphonies qu'il avait composées dans les moments arrachés à la politique.

Il fut élevé sévèrement. Son père le destinait au commerce, et souvent il le réprimandait durement, en le voyant s'absorber dans des études spéculatives, et manifester sa répugnance pour la carrière à laquelle on le destinait. Dans le but d'initier son fils à la vie pratique, il l'enleva à l'existence monotone du bureau et l'embarqua à l'âge de dix-sept ans, en qualité d'enseigne, à bord d'un vaisseau de Saint-Malo. Le jeune Dupleix fit plusieurs voyages en Amérique et dans la mer des Indes, et revint dans sa famille avec le goût des aventures dans les pays lointains. Il possédait déjà une certaine expérience, et était désireux d'employer les connaissances qu'il avait acquises. Son père, qui était directeur de la Compagnie, lui en fournit le moyen, en le faisant nommer membre du Conseil et commissaire des troupes à Pondichéry. Quoique riche, il ne lui donna que fort peu d'argent et un méchant trousseau. Une lettre de Dupleix, le père, adressée à un ami qu'il avait chargé de pourvoir son fils du nécessaire, montre sa parcimonie. Dans cette lettre, le vieux financier énumère tous les articles

et recommande de ne pas acheter du linge fin.

Ce fut avec ce modeste bagage et une basse de viole, qui ne le quitta jamais, pendant trente ans, que Dupleix prit la route de l'Inde. Il débarquait à Pondichéry au mois d'août, en 1720. Ses débuts furent modestes, et il ne put d'abord que déployer les qualités d'un agent inférieur. En 1722, la Compagnie, écoutant les dénonciations de médiocrités jalouses, l'envoyait en disgrâce à Masulipatam, en qualité de sous-marchand. Dupleix protesta, et déclara qu'il serait obligé de refuser ce poste, parce que, en l'acceptant, il se reconnaîtrait coupable. Dans une lettre du 19 septembre 1722, il s'adressa aux directeurs pour leur demander justice. La Compagnie fit droit à sa réclamation, et il resta à Pondichéry, en qualité de conseiller.

Dupleix commença à se révéler. Le but que l'on poursuivait avant tout était d'assurer les relations commerciales entre la France et la colonie. Ce but ne suffisait pas à l'activité de Dupleix. Comme ville de commerce, Pondichéry laissait à désirer. Il lui manquait un port qui permît aux vaisseaux de venir s'y abriter. Au point de vue politique, cette ville était merveilleusement placée. Aussi Dupleix voulait en faire un centre où viendraient se concentrer les rapports de l'Inde avec la France. Pour le moment, la situation n'était pas brillante. Malgré l'opposition qu'il rencontra tout d'abord, Dupleix pra-

tiqua sur une large échelle le grand cabotage connu sous le nom de commerce d'*Inde en Inde*. Il alla jusqu'en Chine et montra aux Européens, qui résidaient à Pondichéry, que le *Haut-Orient* était un champ ouvert à leur activité, et qu'en entrant dans cette voie, ils pourraient facilement réaliser des bénéfices considérables. Aussi, un grand nombre de ses compatriotes suivirent son exemple, et bientôt, le commerce français prit sur les côtes de l'Hindoustan un essor, qui jusqu'alors lui avait été inconnu.

La bureaucratie de la Compagnie, qui siégeait à Paris, voulait administrer de loin la colonie. Les directeurs, qui ne pouvaient se rendre compte par eux-mêmes, subissaient l'influence d'intrigants et d'ambitieux. Des dénonciations arrivaient à chaque instant contre le Conseil de Pondichéry, et, malheureusement, elles n'étaient que trop écoutées. Dupleix devait naturellement être en butte aux attaques. En 1726, il avait été nommé directeur de Chandernagor; il fut suspendu de ses fonctions, avant d'avoir pris possession de son poste. Au lieu de se laisser abattre, il resta à Pondichéry, en attendant des jours meilleurs. En apprenant sa disgrâce, son père s'était adressé au ministère et avait sollicité de lui pour son fils le poste de directeur à Paris. Combien eussent été différentes les destinées de Dupleix, si cette démarche avait été couronnée de succès ! Heureusement pour lui qu'elle fut

sans résultat. Un rapport qu'il adressa sur les affaires coloniales fut la révélation de son génie. Les directeurs virent qu'ils s'étaient trompés, et, en 1750, Dupleix était de nouveau nommé directeur de Chandernagor.

Cet établissement se réduisait à peu de choses. Ses opérations commerciales étaient des plus restreintes, et l'argent fort rare. Aussi, les agents de la Compagnie étaient-ils découragés. Ils vivaient au jour le jour. De temps en temps, une caravane venait apporter dans la colonie une activité passagère, et sitôt qu'elle était partie, tout retombait dans la stagnation. Chandernagor était un village, les rues étaient envahies par les broussailles. Les quelques Européens qui y habitaient s'y regardaient comme dans un lieu d'exil, et ne pensaient qu'au moment où ils pourraient le quitter. Le Bengale se prêtait pourtant merveilleusement à l'activité européenne. C'était la région de l'Inde où le commerce était le plus considérable, grâce aux marchandises que l'on pouvait en tirer, telles que les toiles de coton, les mousselines, les étoffes de soie, l'opium, la laque, sans parler des produits du sol. Dans les projets de Dupleix, Chandernagor devait être un grand entrepôt, le point où il fallait concentrer tout le trafic de l'Inde, la métropole commerciale du Bengale.

Dupleix vit de suite l'œuvre qu'il avait à accomplir. Il mit à contribution la fortune qu'il

avait acquise, stimula tous les Européens qui se trouvaient près de lui, et les fit sortir de leur torpeur. Il attira des marchands indigènes, fit construire ou acheter des navires de 300 à 400 tonneaux, et leur procura des cargaisons. Chandernagor devint bientôt une ville florissante, possédant des chantiers d'où l'on lança 15 vaisseaux de la Compagnie; 72 bâtiments prêtés par Dupleix et ses amis sillonnèrent toutes les mers de l'Asie, depuis le golfe Arabique jusqu'aux Philippines, et portèrent des marchandises à Moka, à Surate, à Manille, à Achem, en Chine et dans l'Indo-Chine. Ce changement prodigieux, qui paraissait féerique, avait été accompli dans l'espace de cinq ou six ans. La Compagnie n'était d'aucun secours. Dupleix suppléait à tout; il faisait appel à tous les hommes de bonne volonté, avançait de l'argent aux uns et employait les autres. Le comptoir que nous avions à Patna prenait de l'importance et des rapports s'établissaient avec Delhy. Chandernagor expédiait du riz à Goa et du sucre sur la côte de Malabar. Tout ce qui était de nature à développer ou à favoriser le trafic attirait l'attention de Dupleix. Le commerce anglais, au Bengale, ne pouvait soutenir la lutte, et périssait sous une formidable concurrence.

Chandernagor n'était plus reconnaissable et s'était transformé. Au moment où Dupleix fut nommé gouverneur général, c'était une grande

ville, qui avait deux églises, deux mosquées, plusieurs pagodes, un hôpital, des quais, un arsenal et des fortifications en bon état. A la place des huttes de paille et de terre glaise, l'on y voyait 6000 maisons dont plus de 2000 étaient construites en briques. L'industrie s'y était développée, et l'on fabriquait de l'huile, du vin de palmier et de l'araque. Plus de deux mille artisans étaient occupés à tisser des toiles de coton, pour l'exploitation. Des Banians et des Arméniens étaient venus s'y établir. La population approchait de 30.000 âmes. La culture avait fait de grands progrès, et aux environs, la campagne s'était couverte de belles plantations. En un mot, quoique Chandernagor fût le dernier établissement européen, au Bengale, il était devenu le plus florissant, en laissant bien loin derrière lui ceux que les Anglais et les Hollandais y possédaient. Tout faisait prévoir que notre colonie serait la plus grande cité européenne dans cette partie de l'Inde, et que le rôle joué actuellement par Calcutta lui était réservé.

Ces résultats si brillants valurent à Dupleix une approbation générale. Ceux-là mêmes qui l'avaient attaqué faisaient son éloge et le déclaraient l'homme nécessaire. Le gouverneur et les directeurs l'appréciaient comme il le méritait. Le 20 octobre 1735, le contrôleur général des finances, Orry, lui écrivait pour lui exprimer l'espoir de le voir toujours agir comme il avait

fait. La grande fortune que Dupleix avait gagnée avait été acquise, au grand jour, dans des opérations commerciales dont il rendait le compte le plus détaillé. L'on ne pouvait suspecter sa probité et sa délicatesse. Son affabilité lui conciliait tous ceux qui le connaissaient. Les directeurs lui avaient donné leur confiance, et au mois de janvier 1740, ils le nommaient gouverneur de l'Inde française. Le 25 août 1742, Dupleix prenait possession de son poste.

L'année qui précéda son départ de Chandernagor, c'est-à-dire en 1741, Dupleix s'était marié et avait épousé la veuve de M. Vincent, membre du Conseil de Pondichéry. Mme Vincent était née à Pondichéry en 1706. Son père, Jacques-Théodore Albert, originaire de Paris, était venu dans l'Inde, en qualité de médecin de la Compagnie. Sa mère, Rose-Élisabeth de Castro, était née à Madras, et appartenait à l'illustre famille portugaise de ce nom. Jeanne Albert n'avait rien de l'affaiblissement maladif si propre aux enfants européens, nés dans l'Inde. En 1719, elle avait épousé, à Pondichéry, M. Vincent, conseiller en cette ville, et avait eu de lui cinq enfants. Dupleix avait connu M. et Mme Vincent à Pondichéry, et il avait été le parrain de leur dernière fille, Jeanne, née en 1726, connue plus tard sous le nom de *Chouchou*, et qui devait être la fiancée du marquis de Bussy. En 1739, Mme Vincent était devenue veuve, et en 1741, elle avait épousé Du-

pleix. Elle était digne de son mari, et faite pour le comprendre. Dans toutes les circonstances où elle se trouva, elle montra constamment un héroïsme qui rappelait les temps antiques. Elle possédait à fond les dialectes de l'Inde, et parlait le persan aussi facilement que le français. Elle servit puissamment la France, en se mettant en rapport avec les princes indigènes dont elle connaissait les mœurs et les usages, et conduisit notre diplomatie. Elle fut la compagne dévouée de son mari, au courant de tous ses projets, et partagea sa bonne et sa mauvaise fortune. Le rôle actif qu'elle joua dans l'Inde la rendit bientôt célèbre sous le nom de *Jan Bégoum*, la princesse Jeanne.

Avec Dupleix, notre politique devait changer. Jusqu'alors, le commerce avait été notre principal mobile dans l'Inde et la Compagnie avait été créée pour donner des épices à la France. L'Inde était pour nous un marché où nous venions acheter les produits nécessaires à notre consommation, et qui nous manquaient. Chaque année, la Compagnie envoyait deux ou trois vaisseaux en Chine, autant à Chandernagor et quatre à Pondichéry. Le *commerce d'Inde en Inde* était plus considérable, et un assez grand nombre de bâtiments allaient de Pondichéry à Surate, à Mahé, à Moka, à Manille. Les marchandises que nous apportions d'Europe se réduisaient à peu de choses. Les draps, les étoffes, la quincaillerie

et les vins de Bordeaux constituaient la plus grande partie de nos importations. Les produits que nous tirions de l'Inde dépassaient de beaucoup, comme importance, les marchandises que nous pouvions lui expédier. Aussi, chaque année, nous étions obligés de faire des envois d'argent plus ou moins considérables. L'Inde absorbait nos capitaux et était un gouffre où notre numéraire venait s'engloutir.

Dupleix comprenait que cette situation ne pouvait pas durer. Le premier, il devina que l'Asie, qui paraissait vouée à l'immobilité, était destinée à subir la loi des sociétés européennes, et que l'Inde serait un jour conquise, non par des Asiatiques, mais par des Européens. Pour lui, une colonie qui nécessitait à chaque instant des envois d'argent n'avait pas d'avenir, et n'était qu'une possession dispendieuse. L'expérience le prouvait. La Compagnie, fondée par Colbert, avait dû céder son privilège. En outre, la situation qui était faite à la Compagnie restreignait forcément ses opérations et arrêtait son développement. Les produits que nous fournissait l'Inde se divisaient en deux catégories. La première comprenait ceux qu'il était permis d'importer en France, c'est-à-dire les épices et les drogueries. Les autres produits, comme les toiles peintes et les étoffes de soie, étaient prohibés, et ne pouvaient être vendus qu'à l'étranger. Si la Compagnie continuait à fournir à la France des épices et des drogueries,

et se bornait à ce rôle, elle était destinée à avoir le même sort que celle qui avait été fondée par Colbert. Le rôle qui avait été autrefois rempli par les Portugais et les Hollandais était devenu impossible. Le temps était passé où une nation pouvait accaparer à son profit le commerce du *Haut Orient*, et approvisionner tous les marchés de l'Europe.

Tous ces inconvénients avaient frappé Dupleix. Il voulait que l'Inde fût une terre française, et fonder en Asie notre empire colonial. Dans ses projets, les colonies devaient se suffire à elles-mêmes. Nous devions posséder dans l'Inde un vaste territoire, donnant un revenu considérable, et y entretenir une armée, pour affirmer notre puissance militaire. L'on ne pouvait songer à avoir une armée européenne assez nombreuse pour le but que l'on se proposait. Elle aurait difficilement supporté le climat. Il fallait organiser une force militaire, en la prenant dans le pays même. C'est ce qu'on trouva dans les Cipayes. Dupleix fut le premier à comprendre l'avantage que nous pouvions retirer des troupes indigènes. On appelait Cipayes les indigènes qui avaient adopté les usages militaires des Européens, et en avaient pris l'armement. Le premier corps de Cipayes avait été formé par Dumas, lorsque Pondichéry avait été menacé par les Mahrattes. Mais la nouvelle milice n'avait encore aucune organisation. Ce fut Dupleix qui en forma

une troupe régulière, en la divisant par compagnies, en lui apprenant nos manœuvres. Le nombre de nos auxiliaires indigènes ne tarda pas à s'augmenter, et les bataillons, qui, tout d'abord étaient de 500 hommes, furent portés à 600 et au delà. Nos Cipayes formaient de l'infanterie et de la cavalerie. Ils étaient commandés par des officiers de leur race et de leur religion. Les officiers supérieurs mêmes étaient indigènes, et, de plus, chargés du recrutement. Nous avions ainsi une armée indigène appropriée au pays et au climat, et, pour lui donner de la solidité, il nous suffisait d'entretenir quelques compagnies européennes. Nous verrons tout le parti que Dupleix saura tirer des Cipayes.

Dupleix voulait soumettre l'Inde à la domination française, et cependant il n'avait pas l'intention d'entreprendre une guerre aussi longue que dispendieuse, pour en faire la conquête. Nous devions nous implanter dans le pays, gagner la confiance des populations indigènes, ne rester étrangers à aucun des événements qui s'y accompliraient, nous immiscer dans toutes les révolutions qui auraient lieu, et arriver ainsi à nous former une clientèle politique.

Pour obtenir ce résultat, le gouverneur de Pondichéry avait un double rôle à remplir : être le chef d'une colonie européenne et devenir le feudataire du Grand Mogol. Nous serions arrivés ainsi à posséder un territoire assez étendu, et la

ville fondée par Martin serait devenue un centre d'où aurait rayonné notre influence, la capitale d'un empire *franco-indien*.

Au moment où Dupleix prenait possession du pouvoir, la situation était favorable. La faiblesse de l'empire du Grand Mogol, qui avait été fondé par un petit-fils de Tamerlan, Babour, au commencement du seizième siècle, et était parvenu à son apogée, sous l'empereur Aureng-Zeyb, de 1659 à 1707, n'était un secret pour personne. Il était en pleine décadence et destiné à appartenir au premier conquérant qui se présenterait.

Depuis peu, deux nouvelles puissances indigènes avaient paru dans l'Inde, les Sikhs et les Mahrattes. A la fin du quinzième siècle, un réformateur, Naneck, avait prêché une nouvelle religion, et tout d'abord ses adeptes, les Sikhs, étaient restés une secte purement religieuse. Un peu avant la mort d'Aureng-Zeyb, ils devinrent un peuple guerrier, et se lancèrent dans la voie des conquêtes. Les provinces du nord de l'empire étaient en quelque sorte devenues leur champ de bataille. Un autre ennemi, plus redoutable encore, s'était levé contre l'empire mogol. Le fondateur de la puissance des Mahrattes, Civadgi, était mort en 1682, laissant un royaume ayant 140 lieues de long sur 50 de large. Ses successeurs avaient marché sur ses traces, et, malgré plusieurs défaites qu'Aureng-Zeyb leur avait infligées, ils avaient été en état de défier la cour de Delhy. A

l'époque où l'on était, les Mahrattes possédaient une partie du Deccan et étendaient leurs ravages de l'Indus au Bengale. C'était alors la race la plus militaire de l'Inde, et l'on se demandait si elle n'était pas appelée à remplacer les Mogols. Tout annonçait que la péninsule allait bientôt changer de maîtres.

La voie était ouverte aux Européens, et une nation d'Occident devait faire succéder sa domination à celle des musulmans. Quelle serait cette nation? Serait-ce le Portugal, la Hollande, l'Angleterre ou la France?

Le Portugal avait été le premier État de l'Europe à paraître dans l'Inde. Vasco de Gama et Albuquerque avaient fondé l'empire colonial portugais et à un moment donné, Lisbonne avait été l'entrepôt des produits de l'Extrême-Orient. Mais cette époque était passée et cette grandeur n'existait plus qu'à l'état de souvenir.

Le Portugal était devenu une puissance de deuxième ordre et sa marine militaire ne comprenait plus au dix-huitième siècle que vingt-quatre vaisseaux, deux brûlots et quatre galiotes. Goa était une grande ville, sans animation et sans commerce. Le Portugal ne regardait plus l'Inde comme sa propriété exclusive. Son rôle y était fini et nous n'avions pas à craindre sa rivalité.

Au moment ou nous étions arrivés dans l'Inde, la puissance des Hollandais était à son apogée; au dix-huitième siècle, elle était sur son déclin.

Autrefois la Hollande s'était arrogé la domination des mers, mais sa population peu nombreuse et son territoire peu étendu faisaient que son empire ne reposait pas sur des bases bien solides; la décadence économique du pays allait en précipiter la chute. La Hollande avait également cessé d'être l'entrepôt universel de l'Europe, et sa marine militaire, qui, en 1671, comptait cent cinquante et un vaisseaux, en 1740, était réduite à quarante-deux. Si les Hollandais ne pouvaient plus prétendre à la suprématie dans l'Inde, ils étaient toujours à la tête d'un commerce considérable qu'ils faisaient depuis le Japon jusqu'à la Perse et dans les îles de la Sonde. Ceylan leur appartenait ainsi que les Moluques, et ils avaient commencé à faire de Java une colonie à plantations et fondé des comptoirs à Célèbes et à Bornéo. Leur ville de Batavia, qui datait de 1619, commençait à devenir importante et, dans l'Inde, Négapatam, sur la côte de Coromandel, était leur principal centre. Leur concurrence commerciale était à redouter pour nous, ou tout au moins de nature à nous créer de sérieux obstacles, mais le rôle politique de la Hollande était fini et dans la guerre que nous allions soutenir, elle ne pouvait plus figurer qu'à titre d'alliée de l'Angleterre.

Les Anglais nous avaient précédés dans l'Inde. Leur première expédition dans l'Extrême-Orient ne date que de 1601, et en 1602, ils fondaient une factorerie à Surate. En 1649, ils avaient acquis

Madras et en 1662, Bombay. Au dix-septième siècle, leur rôle était assez modeste; ils acceptaient la suprématie commerciale des Hollandais et ils avaient été forcés de s'humilier devant le Grand Mogol. La Compagnie d'Angleterre possédait plusieurs factoreries au Bengale, et en 1686, l'un de ses agents avait fondé Calcutta, sur le Gange. Rien cependant ne pouvait faire prévoir que les Anglais deviendraient un jour les maîtres de l'Inde. Madras avait cent mille habitants, Bombay quarante mille et Calcutta n'était pas fortifié, ce n'était guère qu'un grand village. Quoique arrivés les derniers, nous avions pris les devants et Pondichéry avec ses remparts et ses bastions paraissait nous assurer la prépondérance. Il semblait que l'Inde dût nous appartenir. Telle était la situation.

Lorsque Dupleix prit possession de son poste, la colonie était en pleine crise. La Compagnie était endettée; à Pondichéry, il y avait des travaux à exécuter, et l'on n'avait aucune ressource. Aussi dans une lettre du 19 juillet 1742, Dupleix ne dissimulait pas ses inquiétudes. Prévoyant que nous aurions bientôt la guerre, il ne cessait d'insister pour que l'on mît la ville en état de défense, en y achevant les fortifications. Malheureusement, la Compagnie, loin de lui venir en aide, semblait tout faire pour l'entraver.

En 1742, elle n'expédiait que huit vaisseaux, et elle alla jusqu'à défendre de construire des

navires au Pégou et proposa de réduire l'effectif des troupes. Elle ne voulait jouer qu'un rôle purement commercial. Dupleix n'en persista pas moins dans ses projets. Persuadé que Pondichéry avait pris une importance assez grande pour que l'autorité de son gouverneur pût s'y connaître, il paraissait en public, revêtu des dignités accordées à Dumas par le Grand Mogol, et s'entourait d'un luxe et d'une étiquette inconnus à ses prédécesseurs. Il voulait ainsi convaincre les princes du voisinage de sa qualité de nabab, et du rang qu'il tenait en cette qualité à la cour de Delhy, et en même temps, il trouvait le moyen d'affermir le prestige de la France.

Le Carnatic avait été ruiné par l'invasion des Mahrattes. De plus, le nabab Sabder-Ali y était devenu impopulaire par suite des impôts qu'il levait pour payer la rançon promise aux Mahrattes. Les populations ne cachaient pas leur mécontentement, et une conspiration fut organisée; Mortiz-Ali, le beau-frère du nabab, en était le chef. Dans le courant de septembre 1742, Sabder-Ali était poignardé, et Mortiz-Ali se faisait proclamer à sa place. Mais, en présence de la réprobation générale, il fut obligé de prendre la fuite. Informé de ce qui ce passait, le soubab de Deccan, Nizam el Molouck envahit le Carnatic avec une armée de deux cent mille hommes, et y rétablit la tranquillité. Le fils de Sabder-Ali, Saïd-Mohammed fut nommé nabab; mais comme il

n'avait que neuf ans, un ancien joueur de tambourin, qui, à la cour de Deccan, occupait une haute dignité, Anaverdy-Khan, lui fut donné comme tuteur. Quelques mois après, le jeune prince était assassiné. Anaverdy-Khan fut nabab à sa place; il n'ignorait pas les relations qui avaient existé entre les Français et les anciens souverains du Carnatic. Mais il pensait, néanmoins, qu'il était de son intérêt de les ménager. De son côté, Dupleix ne négligea rien pour nous le rendre favorable. Le nabab vint bientôt à Pondichéry. Le gouverneur lui fit rendre les plus grands honneurs. Flatté de sa réception, Anaverdy-Khan jura amitié constante à la nation française. Si nous n'avions pas en lui un allié aussi dévoué que Daoust-Ali-Khan, nous pouvions compter sur sa neutralité bienveillante, et c'était beaucoup.

La guerre était sur le point d'éclater entre la France et l'Angleterre. Dupleix le savait, et aussi, il se mettait en mesure d'achever les travaux de défense de Pondichéry, quand il reçut une dépêche datée du 18 septembre 1745. Les directeurs annonçaient la guerre comme prochaine, et en même temps, ils lui ordonnaient de suspendre le travail des fortifications.

L'Inde était sacrifiée. En sa qualité de gouverneur, Dupleix sentait qu'il devait assurer le salut de la colonie, et il résolut de passer outre. Il fit élever du côté de la mer une solide muraille et

contribua de sa bourse à l'achèvement des fortifications. L'on travailla jour et nuit ; néanmoins malgré toute la diligence que l'on y apporta, le rempart ne fut achevé que deux ans après la rupture avec l'Angleterre. La Compagnie écrivit alors à Dupleix pour le remercier de son zèle. Sa désobéissance paraissait alors avoir l'approbation des directeurs.

En 1740, la mort de l'empereur Charles VI avait mis l'Europe en feu, et en 1744, la France et l'Angleterre s'étaient officiellement déclaré la guerre. Cet événement était prévu depuis longtemps. Dans l'Inde l'on se demandait ce qu'il allait arriver. La Compagnie française croyait pouvoir garder la neutralité. De son côté, la Compagnie d'Angleterre paraissait manifester des intentions pacifiques. Mais en nous donnant de fausses espérances, les Anglais avaient voulu gagner du temps. Sitôt que la guerre avait été déclarée, le commodore Barnet et le capitaine Peyton étaient partis pour l'Inde, avec quatre vaisseaux de ligne, et nous avaient capturé un certain nombre de bâtiments sur les côtes de Chine et dans les mers de la Sonde. Nos ennemis avaient le champ libre. La mer leur appartenait ; nous n'avions pas un seul navire de guerre à leur opposer. Sur terre, notre situation n'était pas brillante. Notre effectif militaire ne dépassait pas un millier d'Européens. Conformément aux ordres de la Compagnie, Dupleix s'était mis en rapport avec

le gouverneur de Madras, dans le but d'obtenir sa neutralité. Il était même allé jusqu'aux supplications. Tout fut inutile. A Madras, l'on voulait la guerre. Dupleix ne se laissa pas abattre. Il expédia un navire à l'île de France pour demander des secours à La Bourdonnais. Puis apprenant que les Anglais se disposaient à attaquer Pondichéry, il s'adressa au nabab du Carnatic, lui rappela l'alliance qu'il avait récemment promise, et lui représenta que si les Anglais s'emparaient de notre ville, ils deviendraient redoutables pour sa puissance. Anaverdy-Khan se laissa persuader, et fit notifier au gouverneur de Madras qu'il ne permettait aucune attaque contre les établissements français de la côte de Coromandel. Pondichéry était sauvé : mais le prestige de la France avait subi une rude atteinte. Les indigènes commençaient à s'éloigner de nous. Au milieu du découragement, Dupleix conservait la même attitude et dissimulait ses craintes, lorsqu'il apprit, au mois de mars 1746, que La Bourdonnais allait le rejoindre avec une escadre.

Bernard-François-Mahé de La Bourdonnais était né à Saint-Malo, en 1699, d'une famille d'armateurs. Dès son enfance, il montrait un goût prononcé pour la marine, et à dix ans, il faisait un voyage dans les mers du Sud. En 1715, il se rendait aux Indes, parcourait ensuite les mers du Nord et visitait les échelles du Levant.

Entré au service de la Compagnie, il prenait

part à l'expédition de Mahé; au Bengale, il se livrait au commerce et réalisait des bénéfices considérables. Il acceptait plus tard un poste important que lui offrait le vice-roi de Goa, et en 1734, il revenait à Saint-Malo, où il se mariait. En 1735, il était nommé gouverneur des îles de France et Bourbon. Dès cette époque, il était avantageusement connu; un traité de mathématiques, une étude remarquable sur la nature, qu'il avait publiés, lui avaient valu une grande réputation.

Nous avions commencé, en 1721, à coloniser l'île de France dont nous avions pris possession en 1715. La Bourdonnais, qui y avait autrefois séjourné, avait pu en apprécier les avantages. Quand il arriva, notre établissement se réduisait à peu de choses. La plus grande partie de l'île était couverte de forêts impénétrables. Les différents quartiers pouvaient à peine communiquer entre eux faute de routes.

La garnison n'avait pas de casernes et occupait un camp de chaumières. Il n'y avait pas de fortifications, et l'île était ouverte à toutes les agressions. Il n'y avait pas d'ateliers où les navires pussent réparer leurs avaries. Tout était à créer; La Bourdonnais, qui connaissait la supériorité de l'île de France, résolut d'en faire une citadelle de premier ordre.

L'île de France avait deux ports : Port Sud-Est et Port Nord-Ouest. Port Sud-Est, quoique plus vaste, présentait de sérieux inconvénients.

La sortie des vaisseaux était difficile à cause des vents, qui soufflaient directement dans les passes, formant l'entrée du port, et de plus en temps de guerre, la défense présentait de grands obstacles. Toutes ces raisons firent que La Bourdonnais donna la préférence à Port Nord-Ouest qu'une ceinture de montagnes garantissait des ouragans, qui, dans ces climats, causent de si grands ravages. Port Nord-Ouest devint bientôt une ville sous le nom de Port-Louis. L'on y voyait des bastions à flot, des pontons, des cales, et il était aussi facile d'y construire ou d'y réparer des navires que dans aucun port d'Europe. En même temps, La Bourdonnais faisait bâtir des casernes, établir des batteries, un hôpital, former des ateliers et percer des routes.

Les terrains incultes avaient été défrichés; les huttes, parsemées sur la côte, avaient disparu et fait place à de belles maisons. L'administration du gouverneur avait accompli de véritables prodiges, eu égard au peu de ressources dont il disposait. Il avait, en quelque sorte, tout tiré du néant. En quelques années, grâce à lui, notre établissement était devenu une belle colonie, une petite France, située au delà des mers. Nous dominions dans la mer des Indes.

En 1741, La Bourdonnais était venu porter secours à Pondichéry que menaçaient les Mahrattes. Après avoir délivré Mahé, il était revenu à l'île de France. Là, il se préparait à la guerre qu'il

tenait pour certaine, et bientôt son escadre fut en état de reprendre la mer. Sur ces entrefaites, il reçut l'ordre de renvoyer en France ses vaisseaux. Ce fut pour lui une douleur cruelle. Cependant il fallait obéir. La Bourdonnais fit prendre à son escadre la route de l'Europe, et en même temps, il envoyait sa démission au ministre, en le priant de pourvoir à son remplacement. Peu après, arrivait à Port-Louis un navire français porteur d'une lettre du contrôleur général Orry. Cette lettre était une contradiction formelle avec les ordres précédents. Orry écrivait à La Bourdonnais que la sécurité où l'on se trouvait n'existait plus, et *qu'il était à désirer qu'il n'ait pu exécuter en entier les ordres qui lui avaient été donnés.* Il ajoutait que deux vaisseaux au moins devaient rester à l'île de France. Malheureusement, il était trop tard. L'escadre était partie, et il n'y avait aucun moyen de la rappeler. Ce message ne fit qu'augmenter la douleur de La Bourdonnais. Il apprenait en même temps que les ministres refusaient sa démission.

Il reprit ses fonctions de gouverneur, et se mit en mesure de faire face aux éventualités. Dans une nouvelle lettre, le contrôleur général Orry lui écrivait qu'il avait la confiance du gouvernement; il le priait en même temps de rester dans l'Inde, et lui annonçait qu'il serait gouverneur général, *s'il arrivait quelque chose à Dupleix.* Une nouvelle lettre, datée du 9 mars 1744, annonçait la guerre

comme certaine, et cependant aucune flotte n'était expédiée d'Europe. Cette contradiction indique dans quel désarroi se trouvait le gouvernement de Louis XV.

La Bourdonnais avait accepté la mission qui lui était confiée, et pourtant elle était difficile. Les Anglais étaient maîtres des mers. Pondichéry menacé, et Dupleix demandait des secours dans le plus bref délai. La Bourdonnais fut à la hauteur des circonstances. Il n'avait ni vaisseaux, ni soldats : il sut équiper une flotte et réunir un corps de troupes. Les ressources dont il disposait se réduisaient pourtant à bien peu de choses. Le *Neptune* était sur le point de partir pour l'Europe ; La Bourdonnais le retint. L'*Insulaire* sortait des chantiers de construction. le *Bourbon* venait d'arriver de l'Inde, et, en rade de Port-Louis, se trouvaient la *Renommée* et l'*Élisabeth*. Il fallait armer ces vaisseaux, et l'on manquait de tout. La récolte de l'année précédente avait été médiocre, par suite de la grande sécheresse, et les ravages des sauterelles avaient perdu celle de l'année courante. En outre, le vaisseau le *Saint-Géran*, qui apportait des vivres de France, avait coulé bas à l'île d'Ambre, en entrant dans le port, le 15 août 1744. L'on était menacé de la disette, et il fallait faire subsister les équipages jusqu'au moment de leur départ. Aucun obstacle n'arrêta La Bourdonnais. Il rationna la population et augmenta l'effectif de ses équipages, qui était insuffi-

sant, en y incorporant des nègres. Les hommes qu'il avait sous sa direction n'avaient pas l'instruction nécessaire pour monter sur des vaisseaux de guerre. La Bourdonnais les exerça au travail en commun, leur apprit à radouber des navires, à jeter le grappin d'abordage et à placer le pétard. Il leur enseigna les évolutions militaires, le service des pièces et le tir à la cible. Il se fit ingénieur, charpentier, et, à force d'un travail extraordinaire, il arriva à avoir une flotte capable d'entreprendre une campagne.

La Bourdonnais s'était mis en rapport avec Dupleix, et, dans la correspondance échangée entre eux, l'on ne peut découvrir la moindre rivalité. Le 13 septembre 1744, La Bourdonnais écrivait à Dupleix : « Je compte sur vous avec confiance, comme vous devez compter sur moi, de galant homme à galant homme ». De son côté, Dupleix ne restait pas sourd à cet appel et l'assurait de son concours. Tous les deux poursuivaient le même but : la destruction de la puissance anglaise dans l'Inde. La Bourdonnais avait terminé son armement et, voyant que la saison s'écoulait sans qu'il parût aucun navire venant d'Europe, il avait fixé son départ au 1er août 1745. Le 20 juillet, la frégate l'*Expédition* vint lui annoncer que cinq vaisseaux devaient arriver aux îles, dans le courant d'octobre. Cette frégate apportait en même temps un ordre du roi, en vertu duquel les capitaines et officiers des vais-

seaux de la Compagnie devaient reconnaître La Bourdonnais comme chef et lui obéir. Le ministre invitait en même temps La Bourdonnais à faire la course dans la mer des Indes, et à agir de concert avec Dupleix. C'est ici que nous devons signaler l'incapacité du gouvernement de Louis XV, qui, lorsqu'il se décide enfin à agir, au lieu de concentrer l'autorité dans les mêmes mains, commet la faute de créer deux pouvoirs, et prépare ainsi une rivalité, qui devait nous être si funeste.

La Bourdonnais attendait l'escadre. Les vivres qu'il avait à sa disposition étaient peu nombreux, et l'arrivée de nouveaux vaisseaux n'était pas un mince embarras. Il se mit en mesure, en expédiant successivement à Madagascar chacun de ses navires, aussitôt qu'il était prêt à prendre la mer, pour y subsister et s'y approvisionner. L'escadre, qui était attendue en octobre 1745, n'arriva qu'en janvier 1746. Elle comprenait un vaisseau de guerre, l'*Achille*, et quatre navires marchands : le *Phénix*, le *Lys*, le *Duc-d'Orléans* et le *Saint-Louis*. Malheureusement, cette escadre, sur laquelle on fondait tant d'espérances, n'avait pas de vivres. La Bourdonnais écrivit à Dupleix qu'il ne partirait pas avant le 10 mars, et qu'avant de prendre la route de Pondichéry il se rendrait à Foulpointe pour embarquer du riz et des bœufs. En attendant, il s'occupa d'armer les bâtiments marchands qu'on lui avait envoyés, ce qui n'était

pas chose facile. L'artillerie dont on disposait était insuffisante comme calibre, et, de plus, l'on manquait de canons. Les bâtiments, qu'on transformait en vaisseaux de guerre, étaient percés pour plus de pièces qu'on ne pouvait leur en donner. Cependant La Bourdonnais triompha de tous les obstacles, et ses navires, quoique imparfaitement équipés, se rendirent un à un à Madagascar. L'escadre comprenait neuf bâtiments, portant 504 canons et 3509 hommes, dont 700 nègres[1].

Le 4 avril 1746, La Bourdonnais mouillait à Foulpointe; il y trouva la *Parfaite* et la *Renommée*, qui s'étaient approvisionnées de riz. Il apprit, en arrivant, que le vaisseau le *Saint-Pierre* s'était perdu à la côte. Ce malheur fut bientôt suivi d'un autre plus grand. La mer était devenue mauvaise, et une tempête éclata. Les navires, qui avaient jeté l'ancre, furent entraînés et devinrent le jouet des flots. L'escadre était dispersée. La Bourdonnais se dirigea, avec l'*Achille* et le *Lys*, vers la baie d'Antongil, à l'île Marosse. La tempête ayant cessé, il envoya des pirogues à la découverte pour savoir ce qu'étaient devenus les autres bâtiments, et leur donner l'ordre de venir

1. L'escadre était ainsi composée : L'*Achille*, 70 canons et 780 hommes; le *Bourbon*, 56 canons et 550 hommes; le *Phénix*, 38 canons et 540 hommes; le *Neptune*, 50 canons et 550 hommes; le *Saint-Louis*, 26 canons et 550 hommes; le *Duc-d'Orléans*, 26 canons et 550 hommes; le *Lys*, 26 canons et 590 hommes; la *Renommée*, 24 canons et 550 hommes; l'*Insulaire*, 28 canons et 550 hommes.

le rejoindre. Tous arrivèrent plus ou moins maltraités. Ils avaient besoin de réparations, avant de pouvoir reprendre la mer. Il fallait renoncer au projet d'aller dans l'Inde au mois de mai.

L'île Marosse, où l'on s'était réfugié, était peu propice pour la réparation d'une flotte. Les rives en étaient escarpées et couvertes de mauvais bois. La Bourdonnais y fit néanmoins établir un quai et des ateliers. En même temps, il envoya ses officiers à Madagascar chercher dans les forêts des arbres assez gros pour faire des mâts et des vergues. La forêt qui pouvait fournir des bois de construction était située au delà d'un marais impraticable et large d'une lieue. Il fallait ensuite descendre pendant 7 ou 8 lieues une rivière, qui n'avait pas assez de profondeur pour se prêter au flottage des bois. Une fois arrivé à l'embouchure de cette rivière, il y avait encore une lieue de mer à traverser pour arriver à l'île Marosse. Rien n'arrêta La Bourdonnais : une route fut créée à travers les marais, avec des roseaux et des arbres abattus. On tira les pièces de bois, et on parvint à leur faire descendre la rivière et traverser le bras de mer, en les suspendant sur des pirogues attachées l'une à l'autre. Malgré les pluies, malgré les maladies, qui firent périr 95 Européens et 55 nègres, l'on était arrivé à des résultats qui tenaient du prodige. En quarante-huit jours, l'escadre avait été réparée et mise en état de tenir la mer. Elle partait de la baie d'An-

tongil, le 1er juin 1746, et ses équipages comptaient encore 5142 hommes, dont 3 à 400 malades.

Pendant la traversée, La Bourdonnais ne cessait d'exercer ses équipages à l'exercice du canon. Le 25, notre escadre était au cap Comorin, et, le 29, dans les eaux de Trinquemalé. Là, l'on apprit que la flotte anglaise avait été vue du côté de Négapatam. Après avoir mouillé quelque temps dans la rade de Merguy, elle était revenue sur la côte de Coromandel, en janvier 1746, à la nouvelle de l'expédition de La Bourdonnais, et avait jeté l'ancre devant le fort Saint-David. Son intention était de nous barrer la route de Pondichéry. Le commodore Barnet, qui la commandait, était mort en avril 1746, et avait eu pour successeur le commodore Peyton. L'escadre anglaise comprenait 6 vaisseaux, tous vaisseaux portant ensemble 290 canons[1], et les équipages formaient un effectif de 1600 hommes. La Bourdonnais qui, à part l'*Achille*, n'avait que des navires marchands, armés d'une manière incomplète, se trouvait dans une infériorité marquée.

Le 5 juillet, à la nuit tombante, notre escadre mettait le cap sur la côte de Coromandel; le 6, à cinq heures du matin, l'on apercevait la flotte anglaise, qui pouvait être à 6 lieues. La Bourdon-

1. Les six vaisseaux de l'escadre anglaise étaient : le *Medways*, 60 canons; le *Preston*, 50 canons; le *Harwich*, 50 canons; le *Winchester*, 50 canons; le *Medways*, 40 canons; le *Lively*, 20 canons.

nais pensait que l'action allait s'engager sur les dix heures. Mais les Anglais manœuvrèrent de manière à n'arriver que sur les quatre heures, afin de pouvoir fuir à la chute du jour, si le combat ne leur était pas favorable. Ils avaient sur nous l'avantage de l'artillerie ; à leurs pièces de 24, nous n'avions à opposer que du 8 et du 12. Du côté des Français, l'activité du feu suppléait à l'infériorité de l'artillerie. Notre escadre tira 2000 coups de canon, et l'*Achille*, monté par La Bourdonnais, en tira à lui seul plus de 1000. Nos canons étaient garnis de platine de fusils, appliquée à côté de la lumière. Par ce moyen et celui d'une ficelle attachée à la gâchette, que les pointeurs tiraient aussitôt que le mouvement du navire mettait la pièce du canon vis-à-vis l'objet que l'on visait, le feu avait la promptitude du coup d'œil. Cette invention, due à La Bourdonnais, ne contribua pas peu au succès. Des deux côtés, l'on se battait avec acharnement. A sept heures et demie du soir, le combat cessa. Le commodore Peyton profita de la nuit pour opérer sa retraite. Son escadre avait beaucoup souffert. Deux de ses vaisseaux étaient désemparés, et ses équipages comptaient 55 morts et 400 blessés. Le lendemain matin, il refusait le combat et pouvait, grâce au vent et à la marée, s'éloigner et gagner Trinquemalé. Les Anglais s'avouaient vaincus.

De notre côté, nos pertes étaient sérieuses. L'*Achille* avait reçu 60 boulets en plein bois. Le

Bourbon était fortement endommagé, et l'*Insulaire* avait une voie d'eau. Les autres bâtiments avaient leurs mâtures plus ou moins brisées. 11 officiers et 200 hommes avaient été mis hors de combat. Après avoir pris l'avis de ses capitaines, La Bourdonnais résolut de se rendre à Pondichéry, où il devait porter 100 000 piastres, et afin de pouvoir se remettre en état de reprendre la mer. Le 8 juillet, à onze heures du soir, l'escadre mouillait en rade de la ville. La nouvelle de son arrivée se répandit immédiatement dans la colonie, et y causa un enthousiasme sans bornes.

Dans la vie des peuples comme dans celle des individus, il y a des moments où la fortune semble réunir toutes les circonstances. Le 8 juillet 1746 était de ce nombre. Pondichéry était sauvé; nous étions maîtres de la mer et la route de Madras nous était ouverte. Toutes les chances étaient pour nous. Avec Dupleix, nous avions un diplomate rompu aux affaires de l'Inde; avec La Bourdonnais, un marin distingué. L'union de ces deux hommes eût fondé notre empire colonial; malheureusement, une fois en contact, ils allaient entrer en lutte. Cette rivalité nous fut fatale; grâce à elle, la puissance anglaise, qui aurait pu être anéantie, subsistera dans l'Inde, et la guerre n'aura pour nous aucun résultat.

CHAPITRE VII

La rivalité de Dupleix et de La Bourdonnais.

Nous étions victorieux : néanmoins, nous ne devions pas nous endormir sur notre succès. Il fallait agir dans le plus bref délai et porter de nouveaux coups aux Anglais, afin de les empêcher de se remettre de leur défaite. La Bourdonnais vit Dupleix ; leur entrevue fut cordiale, et il n'y avait pas de raison pour qu'il en fût autrement. Les projets de La Bourdonnais consistaient à ruiner, à coups de canon, les établissements et la marine des Anglais, à développer le commerce français et à faire de l'île de France l'entrepôt du trafic avec l'Inde. Dupleix avait des vues d'un ordre plus élevé; il voulait profiter de la guerre pour fonder notre empire colonial. Cette divergence d'opinions n'avait pas empêché que, quoique éloignés l'un de l'autre, ils s'étaient toujours concertés sur la marche à suivre. Tous les deux se trouvaient d'accord pour continuer les opérations. Quelle expédition allait-on entreprendre ?

L'escadre anglaise s'était réfugiée à Mergui, et elle aurait soin d'éviter le combat tant qu'elle n'aurait pas reçu les renforts qu'elle attendait d'Europe. Quant au projet de La Bourdonnais,

qui consistait à aller en croisière, il était inutile d'y songer. Les bâtiments anglais, en apprenant notre victoire, s'étaient mis à l'abri, et nous n'aurions retiré aucun résultat de cette campagne. Il fallait utiliser les forces dont nous disposions en frappant un grand coup. Les Anglais possédaient Bombay dans la mer d'Oman, Madras et le fort Saint-David, sur la côte de Coromandel, le fort de Bincouli, à Sumatra, Tallichéry, au Malabar, et Calcutta, au Bengale. Il nous était facile de nous emparer de petites places, comme Tallichéry ou Bincouli. Mais la puissance anglaise dans l'Inde n'en aurait pas été ébranlée. Quant à Calcutta il ne fallait pas y songer. La neutralité que le Grand Mogol maintenait dans les eaux du Gange nous interdisait toute opération du côté de Bengale. Les seuls points où nous pouvions diriger nos forces étaient Bombay et Madras. Cette dernière ville devait surtout attirer notre attention. Située à quarante lieues de Pondichéry, elle en était la rivale. L'expédition de Madras n'était pas une idée nouvelle. Dans la correspondance échangée avec Dupleix. La Bourdonnais lui en avait parlé à plusieurs reprises. Pour lui, le succès n'était pas douteux. Madras était mal fortifié ; de plus, pour le moment, la mer était libre. Nous pouvions agir à coup sûr.

De son côté, Dupleix se mit en mesure de seconder La Bourdonnais et de compléter son artillerie, sans toutefois affaiblir d'une manière

dangereuse la défense de Pondichéry. La Bourdonnais lui avait demandé quarante-quatre canons de dix-huit, et quarante de douze. Si Dupleix ne put lui fournir exactement ce qu'il demandait, il fit de son mieux ; il lui donna vingt-huit canons de dix-huit, douze de douze et vingt-deux de huit. En même temps, il accompagnait son envoi d'une lettre si gracieuse, que l'on s'étonne que sa conduite, en cette occasion, ait pu prêter à quelque accusation. La Bourdonnais dira, néanmoins, dans ses mémoires que Dupleix refusa d'accéder à sa demande, et qu'il fut obligé de partir, sans avoir l'artillerie dont il avait besoin. Cette assertion est inexacte.

Depuis quelques jours, La Bourdonnais n'était plus le même. La jalousie qu'il avait conçue à l'égard de Dupleix amena, de sa part, un mauvais vouloir, qui, tout d'abord, paraît incompréhensible, mais, malheureusement, ne s'explique que trop. Habitué à exercer un pouvoir absolu dans son gouvernement des îles, il ne pouvait admettre une autorité autre que la sienne. Dupleix était gouverneur général de l'Inde, et, en sa qualité de représentant de la métropole, il avait les affaires politiques dans ses attributions. La Bourdonnais croyait que le prestige de la victoire allait lui donner une supériorité marquée. Quand il vit qu'il serait obligé de compter avec le conseil de la colonie, il fut exaspéré. La prise de Madras ne pouvait pas être douteuse pour La Bourdonnais;

mais il voyait qu'elle ne serait pas son œuvre personnelle, et qu'il serait obligé d'en partager la gloire avec Dupleix. Lui, qui avait toujours joué le premier rôle, se révoltait à l'idée d'avoir un rival. Aussi, il ne tarda pas à adopter une ligne de conduite, qui contrastait singulièrement avec l'esprit d'initiative qu'il avait toujours montré, il était devenu hésitant, irrésolu, ne voulait prendre aucun parti et demeurait dans l'inaction.

Cependant, La Bourdonnais avait déjà des canons, des munitions et des renforts. Le contingent que lui avait fourni Pondichéry comprenait trois cent soixante-dix Européens, cent Topas, trois cents Cipayes et trois cents Lascarins. La colonie avait fait un vigoureux effort et les accusations dirigées contre Dupleix, qui se serait refusé à donner des secours, tombent d'elles-mêmes. Néanmoins, La Bourdonnais ne pouvait se décider à partir. L'idée que la flotte anglaise pouvait venir le surprendre, pendant qu'il serait devant Madras, paraissait le préoccuper. Le 10 août, il écrivit à Dupleix qu'il voulait attirer les Anglais et les forcer à accepter le combat. Il proposait aussi d'attaquer le fort Saint-David, situé à cinq lieues de Pondichéry. L'expédition de Madras était abandonnée. En même temps, il se livrait dans sa lettre à de longues récriminations, et se plaignait entre autres de la mauvaise qualité de l'eau qui avait été fournie à ses équipages, et l'aurait rendue malade, ainsi qu'une partie de ses

gens. Cette accusation n'était pas plus fondée que les autres.

Dupleix protesta énergiquement contre ce plan, qui faisait renoncer à l'expédition de Madras. Selon lui, Goudelour et le fort Saint-David « ne valaient pas la poudre et le plomb qu'ils pourraient coûter ». Il insistait pour que l'on mît à exécution l'attaque méditée depuis longtemps contre Madras, la seule qui pût avoir pour nous un résultat. Il examinait ensuite les motifs qui avaient amené La Bourdonnais dans l'Inde : la prise de Madras et la destruction de la flotte anglaise ; il ne pouvait abandonner en même temps ces deux projets, et devait mettre l'un ou l'autre à exécution. Le 12 août, La Bourdonnais s'en allait à la recherche de la flotte anglaise, et, le 15, il mouillait à Karikal. Plus incertain que jamais, il annonçait qu'il comptait retourner à Pondichéry, et quitter l'Inde, avant le 15 octobre. Le 17, il arrivait à Négapatam, et on ne tardait pas à signaler six voiles à l'horizon ; c'était l'escadre anglaise. La Bourdonnais fit aussitôt route pour la rejoindre et lui donna la chasse, inutilement toute la journée et le lendemain. Les Anglais avaient le vent pour eux, et on les perdit de vue. La Bourdonnais revint à Négapatam, et, quand il eut appris que nos ennemis avaient quitté la côte de Coromandel, il reprit la mer, et le 25 août il jetait l'ancre à Pondichéry. En arrivant, il écrivait une longue lettre à Dupleix, où il lui relatait ce qui

s'était passé. La retraite des Anglais avait augmenté ses hésitations : tout en déclarant qu'il était prêt à partir, il parlait des difficultés que présentait l'expédition de Madras, demandait l'avis du Conseil et regardait l'affaire comme trop délicate, pour en prendre seul la responsabilité.

Le Conseil se réunit extraordinairement ; treize membres étaient présents. On répondit à La Bourdonnais en récapitulant les préparatifs qui avaient été faits, et le temps qu'on avait perdu. On lui laissait le choix de s'emparer de Madras ou de détruire la flotte anglaise, qui allait réparer ses avaries pendant que nous restions dans l'inaction. Cette lettre, au lieu de ramener La Bourdonnais au sentiment du devoir, ne fit que l'irriter. Habitué à imposer sa volonté, il se révoltait à l'idée de recevoir une observation de la part du Conseil : il poussa l'audace jusqu'à dire qu'on ne lui précisait pas le plan qu'il devait adopter. Aux observations qui lui étaient faites, il répondait toujours qu'il ne pouvait s'emparer de Madras, puisque l'escadre anglaise existait encore, et « que, passé le 15 octobre, il quitterait l'Inde ». De plus, il répétait à qui voulait l'entendre, que le Conseil cherchait à l'entraver, et le Conseil lui avait fourni des vivres, des munitions, des canons et des troupes.

Cette conduite indigna, à juste titre, Dupleix, qui, le 27 août, convoqua le Conseil, dans le but de prendre un parti. La délibération fut rapide ;

on voulait en finir. Les conseillers d'Espréménil, Barthélémy et le procureur général Brugères se rendirent près de La Bourdonnais pour « le sommer, de la part du roi, de choisir, entre les deux partis, la destruction de la flotte anglaise ou l'expédition de Madras ». Le Conseil déclarait qu'*il n'y avait pas de temps à perdre, que les moments étaient précieux, et que, dans le cas où M. de La Bourdonnais serait empêché par la maladie d'agir lui-même, le capitaine de la Porte-Barrée, dont la capacité et la prudence étaient reconnues, le remplacerait dans le commandement de l'escadre.*

La réponse de La Bourdonnais fut courte ; elle montrait son exaspération. « J'ai reçu, disait-il, la sommation de son contenu. Je n'ai consulté le Conseil que sur l'affaire de Madras ; il n'avait qu'à donner son avis, pour ou contre. Quant à la destination de mon escadre, il n'avait aucun droit à s'en mêler. Ce n'est pas à lui à en prendre connaissance. Je sais ce que je dois faire, et mes ordres sont donnés pour qu'elle parte ce soir. » L'escadre prit en effet la mer, sous le commandement de la Porte-Barrée. La Bourdonnais, qui était malade, resta à Pondichéry. La Porte-Barrée croisa le long de la côte et revint le 9 septembre, après avoir capturé deux bâtiments anglais. Pendant ce temps, La Bourdonnais était revenu à la santé, et ses relations avec le Conseil s'étaient améliorées. L'expédition de Madras était chose décidée, et l'on s'attendait à voir nos vaisseaux

prendre la route de cette ville. Néanmoins, le 4 septembre, La Bourdonnais écrivait à Dupleix pour lui demander son avis au sujet du traitement que nous devions infliger à Madras, dans le cas où cette place tomberait entre nos mains. Le 8 septembre, il réclamait les deux bâtiments qui avaient été capturés, et qu'il prétendait lui être indispensables. Il cherchait à gagner du temps. Ses derniers préparatifs étaient terminés le 11 septembre, et un coup de canon tiré par l'*Achille* annonça que nos navires allaient prendre la mer, et cependant le départ n'eut lieu que le lendemain. L'escadre leva l'ancre à huit heures du soir. elle comprenait neuf bâtiments : l'*Achille*, la *Neptune*, le *Phénix*, le *Duc-d'Orléans*, la *Renommée*, le *Saint-Louis*, le *Lys*, la *Marie-Gertrude*, et deux galiotes à bombes. Elle portait deux mille quatre cents Européens, quatre cents cipayes, cinq cent soixante noirs, et avait plusieurs chelingues pour débarquer les troupes. L'ingénieur Paradis était au nombre des officiers. Les conseillers d'Espréménil et Bonneau accompagnaient l'expédition, en qualité de commissaires généraux. Depuis de La Haye, c'était l'armement le plus considérable que la France eût dans l'Inde.

Après avoir été obligée, par le vent contraire, à modifier sa route. l'escadre mouillait, le 14, au matin, près de Coublon, un village situé à cinq ou six lieues de Madras. C'était le point choisi pour faire la première descente. Paradis com-

mandait les troupes de débarquement, qui comprenaient un millier d'hommes avec deux pièces de campagne. Il avait l'ordre d'aller jusqu'à une portée de canon de Madras, afin de favoriser une seconde descente et d'empêcher la garnison de la ville de s'y opposer. La chaleur était étouffante, et l'on dut attendre cinq heures du soir pour se mettre en route. Dans la matinée, l'on atteignit San-Thômé, et bientôt l'on arrivait sur le territoire anglais, au lieu désigné pour attendre le second débarquement, qui s'effectua à quatre heures du soir. Le corps de troupes destiné à agir comprenait deux mille hommes ; il en restait près de dix-huit cents à bord des vaisseaux. La Bourdonnais arriva, et, après avoir assuré ses communications avec la mer, il alla établir son camp près d'une pagode, à environ une portée de canon de Madras. Nos troupes étaient exténuées de fatigue et avaient grand besoin de repos.

Madras occupait une étendue de cinq milles le long de la côte, sur un mille de large, et était divisé en trois parties. La *ville blanche*, habitée par les Européens, renfermait une cinquantaine de maisons en pierres, deux églises, l'une anglicane, l'autre catholique, le gouvernement, la factorerie et les magasins de la Compagnie. Elle était entourée d'une muraille et d'un fossé, et défendue par le fort Saint-Georges et plusieurs bastions. La seconde division, appelée la *ville noire*, était de beaucoup plus grande. Sa population se compo-

sait de Maures, de Juifs, d'Arméniens et d'Hindous. Ses moyens de défense ne consistaient qu'en un mur et un fossé, capables, tout au plus, de le mettre à l'abri d'un coup de main. La troisième division n'était qu'un faubourg, peuplé d'indigènes. La population de ces trois villes s'élevait à cent mille habitants, dont sept à huit cents Européens. Malgré l'inconvénient de n'avoir pas de port, et de ne posséder qu'une rade où il était très imprudent de mouiller au moment de la mousson, Madras était devenu une cité très importante, opulente et pleine d'activité. Grâce à son commerce, elle jouissait d'une grande prospérité : c'était alors le principal centre des Anglais dans l'Inde. Ses environs étaient très agréables, et les bords de la rivière de Montaron, qui coulait au pied de ses murailles, fort pittoresques. La campagne était couverte de maisons, d'aldées et de petits villages où l'on fabriquait des toiles et des mouchoirs.

Les débuts de la guerre, qui nous avaient été défavorables, avaient endormi Madras dans une aveugle sécurité. A la nouvelle que les Français se préparaient à attaquer la ville, la terreur fut grande. Le fort Saint-Georges, qui formait la principale défense, consistait en une construction de quatre cents mètres de long sur cent de large. Il n'existait aucun ouvrage extérieur, et la garnison ne comprenait que trois cents Européens et sept cents cipayes. Le gouverneur de Madras,

Morse, eut recours au nabab Anaverdy-Khan, et réclama son intervention. Il lui rappela qu'il avait récemment interdit aux Anglais toute expédition du côté de Pondichéry, et qu'en donnant cet ordre il avait déclaré qu'il agirait de même à l'égard des Français. Malheureusement pour les Anglais, Morse était complètement ignorant des coutumes de l'Inde. Il est d'usage qu'un envoyé, qui se présente dans une cour d'Orient, apporte avec lui des présents. En cette circonstance, Morse se comporta comme s'il avait traité une affaire commerciale dans la ville de Londres. Son ambassadeur parut, en présence du nabab, les mains vides, et lui rappela ses promesses. Anaverdy-Khan venait de recevoir l'ambassadeur français, qui lui avait demandé l'autorisation d'attaquer les établissements anglais, et avait eu soin de se munir de nombreux présents. Le nabab était indécis, et, sans accorder aux Français l'autorisation de s'emparer de Madras, il ne leur fit pas de défense formelle. Le commodore Peyton, qui croisait avec son escadre, à sept lieues de la ville, savait que les Français lui étaient supérieurs en nombre et par leur artillerie. Aussi, regardait-il la situation comme perdue. Il écrivit à Morse qu'il ne pouvait rien faire pour lui, et l'on apprenait qu'il faisait voile pour le Bengale. Quelques jours après apparaissait la flotte française, et, le 15 septembre, La Bourdonnais sommait la place de se rendre.

L'on commença sans retard à faire les préparatifs du siège. Dans la soirée, un Anglais se présentait au camp. C'était M. Barneval, le gendre de Mme Dupleix. Il n'était chargé d'aucune mission officielle, et venait simplement prier, de la part du gouverneur, qu'on laissât sortir les femmes de la ville. La Bourdonnais ne voulut accorder cette autorisation qu'à Mme Morse et à Mme Barneval. Ces deux dames refusèrent d'en profiter. Le 16, à la pointe du jour, La Bourdonnais se portait en avant avec cinq cents cipayes et les dragons; toute la journée fut employée à amener de l'artillerie et à construire des batteries. La Bourdonnais, qui était monté sur la terrasse d'une maison, s'était rendu compte de ce qui se passait à Madras. Il voulait se rapprocher de la ville, autant que possible. En conséquence, il donna l'ordre de camper dans le jardin de la Compagnie, qui n'était qu'à huit cents toises des remparts. Les arbres et les buissons qui s'y trouvaient permettaient à nos soldats de se mettre à l'ombre, et de se garantir des rayons du soleil.

Sur ces entrefaites, les cipayes anglais firent une sortie et engagèrent une fusillade assez vive, en se glissant derrière les haies. Ils furent si vivement repoussés, que beaucoup d'entre eux, au lieu de rentrer dans la ville, s'enfuirent dans l'intérieur des terres. Nous nous emparâmes d'un faubourg, et bientôt l'on se trouva à une demi-portée de fusil de la ville noire. La Bourdonnais

était décidé à brusquer l'affaire. Le 17, Paradis s'ébranlait avec quatre cents hommes et deux pièces de canon, et ouvrait le feu. Le 18, nos cipayes s'emparaient de la source d'eau qui alimentait la ville. Nous étions maîtres des abords de la place et notre artillerie commençait le bombardement. Les Anglais répondirent en lançant des bombes de dix-huit, des boulets de pierre et de plomb. Dès que la nuit fut venue, trois de nos plus forts vaisseaux vinrent s'embosser devant la ville et se mirent à la canonner. Dans la nuit, l'on apprit que des navires avaient paru à la côte. Il était naturel de penser que c'était l'escadre anglaise qui venait au secours de Madras. Cette nouvelle ne fit que confirmer La Bourdonnais dans le parti de mener le siège avec vigueur, afin d'amener la reddition de la place.

Le 19, le lendemain, le bombardement recommençait. L'on apprenait en même temps que la nouvelle relative aux vaisseaux était fausse. Dupleix avait envoyé un exprès à La Bourdonnais pour lui faire savoir que trois navires français venaient d'arriver d'Europe à Mahé. Toute la journée, notre artillerie ne cessa de canonner la ville. Les Anglais, effrayés, jugèrent à propos d'entrer en pourparlers, et le soir, à huit heures, le gouverneur Morse faisait demander à traiter. La Bourdonnais répondit qu'il était prêt à recevoir des parlementaires, et que le feu cesserait le lendemain matin, depuis six heures jusqu'à huit

heures. Le 20, au matin, deux députés anglais, Monson et Hally-Burton, se présentaient dans le camp français, et offraient à La Bourdonnais de lui payer rançon, s'il consentait à se retirer. La Bourdonnais, indigné, leur répondit *qu'il ne vendait pas l'honneur, et que le pavillon français serait arboré sur Madras, ou qu'il mourrait au pied de ses murailles.* Les députés anglais se retirèrent. La Bourdonnais leur donna une lettre pour le gouverneur Morse, et, dans cette lettre, il lui représentait que toute résistance était inutile, et l'engageait au nom de l'humanité à ne pas faire subir à sa ville les horreurs d'un assaut.

Après le départ des députés, le feu recommença jusqu'à trois heures de l'après-midi ; il cessa, comme il avait été convenu, afin de laisser aux parlementaires la liberté de retour. A trois heures et demie, au lieu des députés, c'était un médecin italien, nommé Francisco Pereiro, qui se présentait. Il venait prier La Bourdonnais de prolonger la trêve toute la nuit, afin de donner aux assiégés le temps de prendre une détermination. La Bourdonnais le renvoya et ordonna de continuer les opérations. A huit heures du soir, le bombardement reprit avec plus de violence que jamais, et fut continuel, toute la nuit, tant sur les vaisseaux que dans les batteries. Nous tirâmes six cents bombes et douze cents coups de canon. Dans la journée, quatre cents marins avaient débarqué, et étaient venus renforcer les

assiégeants. Une de nos compagnies s'était avancée jusqu'à cinquante pas de la contre-carpe. Les Anglais s'attendaient à un assaut : la prise de Madras était certaine.

Le lendemain matin 21, les députés anglais se présentaient avec plein pouvoir pour traiter. Après une courte discussion, ils convinrent des conditions et dressèrent les articles de la capitulation. Le fort Saint-Georges et la ville de Madras devaient nous être remis le 21 septembre, à deux heures de l'après-midi, toute la garnison et tous les Anglais habitant la ville demeuraient prisonniers de guerre. Les conseillers, employés et officiers de la Compagnie, étaient libres sur parole d'aller et venir où bon leur semblait, même en Europe, pourvu qu'ils ne portassent pas les armes contre la France, avant d'avoir été échangés. Les marchandises reçues ou à recevoir, les magasins, arsenaux, vaisseaux, provisions de guerre ou de bouche et tous les biens appartenant à la Compagnie d'Angleterre devenaient notre propriété, ainsi que les marchandises, matières d'or et d'argent, meubles et autres effets quelconques enfermés dans la ville, à quelque personne qu'ils appartinssent. Les articles de la capitulation signés, ceux du rachat devaient être traités à l'amiable par la Bourdonnais et Morse. Si la ville de Madras venait à être rendue aux Anglais, moyennant une rançon, il serait permis à la garnison d'y revenir. Mais, en

ce cas, un nombre égal de prisonniers français devait être livré en échange de la garnison. Le reste retournait en Angleterre sur ses vaisseaux, et ceux qui y étaient compris s'engageaient à ne pas porter les armes contre la France, avant d'avoir été échangés contre un pareil nombre de marins français, pris soit aux Indes, soit en Europe.

Le sens de cette capitulation était clair, Madras se rendait à discrétion, et le rachat de la place n'était que conditionnel et à l'état de simple hypothèse. La capitale de l'Inde anglaise était en notre pouvoir. Le siège ne nous avait coûté que neuf blessés; les Anglais n'avaient eu que cinq morts. A deux heures de l'après-midi, La Bourdonnais entrait dans la ville avec cinq cents hommes et en prenait possession. Le pavillon d'Angleterre fut amené, le drapeau blanc arboré et salué de vingt et un coups de canon. Les vaisseaux qui se trouvaient en rade firent des décharges d'artillerie. Nos soldats poussaient le cri de « Vive le roi ». L'enthousiasme était général.

Le jour même de la reddition de Madras, peu d'instants après son entrée dans la ville, La Bourdonnais écrivait quelques lignes à Dupleix et lui relatait ce qui venait de se passer. Le soir, à huit heures, il lui envoyait une seconde lettre, beaucoup plus longue, et lui disait : *La précipitation avec laquelle je vous ai fait part de la*

prise de Madras ne m'a pas permis d'entrer dans aucun détail. J'étais trop occupé à relever les postes de cette place. Messieurs les Anglais se sont rendus à moi avec plus de précipitation que je ne vous l'ai écrit. Je les ai à ma discrétion, et la capitulation qu'ils m'ont signée m'est restée sans qu'ils aient songé à m'en demander une copie. Il résulte de cette lettre, comme de la capitulation, que Madras s'était rendu à discrétion. La phrase de la seconde lettre ne peut laisser aucun doute à ce sujet. Il est également évident que des pourparlers, à l'égard d'une rançon, avaient eu lieu avec les députés anglais. Mais rien encore n'avait été résolu. La Bourdonnais n'avait pris aucun engagement, Madras était à notre merci.

La prise de Madras ne pouvait pas laisser Dupleix indifférent. Pendant le siège, il avait entretenu une correspondance avec La Bourdonnais, et il est impossible de trouver dans ses lettres la moindre allusion à ce qui s'était passé à Pondichéry. Sitôt qu'il eut appris que Madras était en notre pouvoir, il fit annoncer cet heureux événement. Le 25 septembre, il écrivait à La Bourdonnais pour lui dire la joie que sa victoire avait causée dans la colonie et le remercier, *au nom de la nation, des peines, des travaux et des fatigues qu'il s'était donnés pour la réussite de l'entreprise.* Le Conseil joignit ses félicitations à celles du gouverneur et chargea

deux de ses membres de se rendre à Madras pour y complimenter La Bourdonnais. Ces deux delégués étaient Dulaurent et Barthélemy, qui devaient former un Conseil avec d'Espréménil, Bonneau-Desforges et Paradis. La Bourdonnais en avait la présidence.

Sur ces entrefaites, le nabab du Carnatic avait appris que les Français avaient mis le siège devant Madras. Anaverdy-Khan nous était favorable, mais il ne voulait pas que notre domination fût prépondérante sur la côte de Coromandel. Il avait immédiatement envoyé un messager à Dupleix pour exprimer son mécontentement, et le menacer de la guerre si nous ne levions pas le siège. Dupleix ne pouvait se mettre un nouvel ennemi sur les bras. Il pensait que, si les Anglais perdaient Madras, leur prestige n'en serait pas moins atteint, alors même que cette ville deviendrait la propriété d'un potentat indigène. C'était du reste un moyen de rattacher Anaverdy-Khan à notre alliance. Il s'empressa d'envoyer à Arcate un agent dire au nabab, que les Français ne voulaient s'emparer de Madras que pour lui remettre cette place. Il avertissait en même temps la Bourdonnais et le tenait au courant de ses négociations. Nous étions obligés de céder Madras au nabab pour l'empêcher de se déclarer contre nous.

Deux jours après son entrée dans la ville, La Bourdonnais rédigeait une longue lettre où il

discutait à fond l'affaire de Madras. Il examinait la détermination que nous pouvions prendre. Nous avions le choix entre trois partis : faire de Madras une colonie française, raser la place, ou bien traiter de sa rançon. Pour La Bourdonnais, nous ne pouvions songer à faire de Madras une colonie française. Il disait que les troupes dont nous disposions étaient insuffisantes pour défendre deux villes comme Madras et Pondichéry. Il fallait renoncer à garder notre conquête. Quant au second projet, la destruction de la ville, La Bourdonnais y était également opposé. Les Anglais, selon lui, l'auraient bientôt rebâtie, et, du reste, il déclarait qu'il n'avait pas le temps de s'occuper d'une *démolition aussi infructueuse qu'épineuse*. Restait le troisième parti, celui de la rançon. La Bourdonnais déclarait que c'était pour nous le parti le plus avantageux. Il se proposait ensuite d'embarquer l'artillerie dont Pondichéry et les îles pourraient avoir besoin, de mettre sur les vaisseaux les marchandises propres au commerce de l'Europe, et de revenir en France avec ses vaisseaux, chargés de cargaisons. Cette lettre fut apportée à Pondichéry par Paradis.

Paradis commandait le contingent de Pondichéry. Il était d'origine alsacienne, et, par sa valeur personnelle, il était arrivé au poste qu'il occupait. Son caractère inspirait une grande confiance aux soldats. La Bourdonnais avait

demandé qu'il l'accompagnât dans l'expédition de Madras, mais il avait bientôt reconnu que Paradis, qui était personnellement dévoué à Dupleix, ne serait pas, entre ses mains, un instrument docile. Aussi affectait-il de le tenir à l'écart, et, par ses procédés, il voulait l'amener à quitter Madras. Il y réussit. Paradis donna bientôt sa démission et profita, avec plaisir, de l'occasion de revenir à Pondichéry. Outre la lettre de La Bourdonnais il était porteur du texte de la capitulation.

Le lendemain, 24 septembre, La Bourdonnais envoyait à Dupleix un billet qui résumait les arguments qu'il lui avait donnés la veille, et demandait d'être instruit de la pensée du gouvernement, quant à la manière dont Madras devrait être traité. Cette demande prouvait que l'on n'avait encore pris aucun engagement de rendre la ville, moyennant une rançon. Du reste, La Bourdonnais n'avait aucun pouvoir pour conclure un traité définitif sans l'assentiment du gouvernement de l'Inde française. En sa qualité de commandant de l'escadre, il prétendait être indépendant de Dupleix et ne pouvait penser être indépendant de la France. Si Madras avait été situé en Europe, il en aurait immédiatement référé au roi. Dans l'Inde, le gouvernement résidait dans le conseil de Pondichéry, et était représenté par lui.

Repousser son autorité, c'était lever le dra-

peau de la révolte ; c'est cependant ce que fit La Bourdonnais.

Pendant les premiers jours qui suivirent la prise de Madras, les rapports entre La Bourdonnais et Pondichéry avaient été amicaux. Le conseil avait écrit à l'amiral pour *le féliciter de sa victoire* et le *remercier au nom de la nation*. Dans sa réponse, La Bourdonnais se montra plein de courtoisie : « J'ai reçu », leur disait-il, « la gracieuse lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire au sujet de la prise de Madras. Après les remerciements, qu'à cette occasion vous devez adresser au Dieu des armées, c'est M. Dupleix qui a droit à votre reconnaissance, son activité, ses soins attentifs à m'approvisionner de tout ce que j'avais besoin, pendant le siège, joint à quantité de braves gens que j'avais avec moi, et qui ne demandaient qu'à aller. Ainsi, à tout prendre, je n'ai contribué à cette prise qu'en tant que j'ai laissé aller les choses, selon leur cours naturel. J'en suis trop récompensé par votre politesse. » En écrivant cette lettre, La Bourdonnais n'était pas sincère : il ne devait pas, du reste, tarder à changer d'attitude.

La prise de Madras terminait les épreuves de l'Inde française. Les Anglais possédaient encore, sur la côte de Coromandel, le fort Saint-David. Dupleix se proposait d'y envoyer Paradis et de profiter de la consternation que notre victoire avait répandue, pour s'en emparer. La Bourdon-

nais serait allé détruire la flotte du commodore Feyton, qui s'était réfugié à Merguy, et aurait pu ensuite enlever Bombay et se porter du côté du Bengale. Dupleix méditait la réalisation de ces projets, quand il apprit que La Bourdonnais négociait avec les Anglais pour la rançon de Madras. Il fut stupéfait, et lui écrivit le 25 septembre. Dans cette lettre, il s'efforçait de l'amener à abandonner toute idée de rachat. Pour lui, la rançon n'était qu'un avantage incertain et momentané. Les billets souscrits par le gouverneur ne seraient pas payés, et sous prétexte qu'il était prisonnier, et avait agi par contrainte, la Compagnie refuserait d'accepter les traités. Dupleix conjurait La Bourdonnais de renoncer à son projet, et faisait valoir de nombreux arguments à l'appui de son opinion. Le Conseil avait également désapprouvé le rachat. Il adressa à La Bourdonnais une lettre dans le même sens que celle de Dupleix, et, en même temps, il l'avertissait de l'arrivée des commissaires Dulaurent et Barthélémy.

Le parti de La Bourdonnais était pris d'une façon irrévocable, et, comme il le reconnaît lui-même dans ses mémoires, il résolut de combattre *les prétentions de Dupleix et de messieurs de Pondichéry*. Quoique le traité du rachat ne fût pas encore signé, il écrivit à Dupleix comme s'il l'était, en lui disant qu'il n'y avait plus qu'à fixer les termes du payement. Quand il reçut les lettres de Pondichéry, dont nous avons parlé plus haut,

son orgueil se révolta, et il ne put se contenir. Il déclara au Conseil que Madras était sa conquête, qu'il en disposerait comme il l'entendrait, et qu'il était naturel qu'il allât chercher ailleurs la liberté dont il jouissait depuis douze ans. La Bourdonnais repoussait ainsi toute subordination envers le gouvernement de Pondichéry.

Dans la journée du 26, Dulaurent et Barthélémy arrivaient à Madras; ils se présentèrent à l'hôtel du gouvernement. Environ 80 personnes se trouvaient assemblées dans le salon. La Bourdonnais reçut les commissaires avec hauteur; puis, les attirant dans l'embrasure d'une fenêtre, il leur dit que la rançon était fixée, et que Madras devait être évacué le 10 octobre. Comme les commissaires se montraient fort étonnés de n'avoir pas été consultés, il ajouta qu'il ne s'embarrassait pas du Conseil. Le lendemain, 29, les commissaires envoyaient à La Bourdonnais une protestation contre le traité de rachat, et aux officiers des troupes et de l'escadre une lettre circulaire où ils dénonçaient la conduite de l'amiral. Le 28, ils informaient le Conseil de ce qui se passait. Le 29, après une entrevue avec La Bourdonnais, qui affecta de les considérer comme de simples commis, ils protestaient de nouveau contre la restitution de Madras aux Anglais, et, le 30 septembre, ils se retiraient à San-Thomé, pour y attendre les instructions de Pondichéry.

Pendant ce temps-là, La Bourdonnais devenait

de plus en plus coupable. A l'aide de documents mutilés, il chercha à faire croire qu'il était investi de l'autorité suprême, et que le gouvernement lui avait défendu de faire des conquêtes. La première de ces assertions était une impudence; la seconde reposait sur des ordres qui lui avaient été donnés, en 1741, par les directeurs de la Compagnie, et qui avaient trait à une croisière dont il avait été chargé.

En même temps, il s'emparait des clefs des magasins, et au lieu de les remettre aux commissaires-généraux, d'Espréménil et Bonneau, il les donnait à son frère Mahé de Villebagne et à Desjardins, l'un de ses partisans les plus dévoués, et répondit à d'Espréménil, qui lui faisait des représentations, qu'il était le chef de l'expédition; quant à Bonneau, il s'assurait de sa personne en donnant l'ordre de l'arrêter.

Pendant que La Bourdonnais prenait cette attitude à Madras, il envoyait plusieurs lettres à Pondichéry, et, le 29, il écrivait à Dupleix : « Nos tracasseries ont fait plus de tort à la nation qu'à nos ennemis: voilà le sort de Madras décidé. Je peux avoir tort ou raison, mais, comme il n'y a pas de remède, tirons un voile sur le passé, et voyons présentement ce qu'il y a à faire pour l'avenir. Si nous continuons à nous *turlupiner*, nos ennemis profiteront de nos disputes. Si vous êtes comme moi, dans le dessein d'oublier le passé et d'agir à cœur ouvert, j'irai à Pondichéry

m'aboucher avec vous. Sinon, je passerai tout droit aux îles, en donnant ordre à mes vaisseaux de venir m'y trouver. » Le lendemain, La Bourdonnais s'adressait au Conseil de Pondichéry, pour se plaindre des commissaires et, en même temps, il lui envoyait la copie de la capitulation par laquelle il s'engageait à restituer Madras aux Anglais, moyennant une rançon. Cette convention comprenait 20 articles. La rançon était fixée à 1 100 000 pagodes, payables aux conditions suivantes : 500 000 pagodes devaient être payées en Europe en cinq lettres de change de 100 000 pagodes chacune, tirées sur la Compagnie d'Angleterre, en faveur de celle de France. Les 600 000 autres pagodes étaient payables en six termes égaux de 100 000 pagodes chacun. La moitié des munitions de guerre appartenait aux Français, et l'autre moitié faisait retour aux Anglais. Les marchandises de la Compagnie d'Angleterre devenaient notre propriété. Nous nous engagions à évacuer la place du 10 au 15 octobre, et, un jour avant l'évacuation, l'on devait nous livrer un certain nombre d'otages.

Le Conseil de Pondichéry adressa une protestation à La Bourdonnais, et, le 29 septembre, Dupleix tentait près de lui une nouvelle démarche. Après l'avoir conjuré d'abandonner toute idée de rançon, et de l'aider à expulser les Anglais de l'Inde, il terminait sa lettre en lui tenant le langage suivant : « Au nom de Dieu, monsieur,

au nom de vos enfants, au nom de votre épouse, laissez-vous persuader à ce que j'ai l'honneur de vous dire. Finissez comme vous avez commencé et ne ménagez pas un ennemi, qui n'a d'autre but que de vous réduire à la plus dure extrémité. Tels sont les ordres que l'escadre ennemie met en œuvre autant qu'elle peut; si elle n'a pu faire mieux, c'est qu'elle ne l'a pas pu. La Providence nous a mieux servi qu'eux. Profitons-en, monsieur, pour la gloire de notre monarque et pour l'intérêt général de la nation qui vous regarde comme son restaurateur dans l'Inde. Fasse le ciel que je puisse arriver à vous convaincre de la nécessité d'annuler un traité qui, dans un moment, vous fait perdre des avantages dont toute l'étendue se connaîtra immédiatement pour peu que vous vouliez avoir égard à ce que j'ai l'honneur de vous représenter. »

Cet appel généreux ne devait pas être écouté de La Bourdonnais. Le 30 septembre, il avait écrit à Dupleix : « Bonne ou mauvaise, la capitulation est signée, et il faut la tenir », il lui annonçait en même temps qu'il était plus décidé que jamais à retourner aux îles. Il envoyait au Conseil une copie des ordres en vertu desquels il avait le commandement sur mer, et en concluait qu'il n'avait pas à s'occuper de Pondichéry. Dans une nouvelle lettre datée du 1er octobre qu'il adressait à Dupleix, il disait : « Le sort de Madras en est jeté, toutes mes lettres vous le disent; je

me suis cru en droit d'accorder une capitulation de cette place. Je serais le premier militaire qui n'ait pas ce pouvoir de faire des conditions à ceux qui ont défendu les murs dont il s'est emparé. Je m'étais engagé d'honneur avec les députés anglais à traiter à l'amiable du rachat du fort et de la cité. Je vous prie de ne pas me barrer davantage. » La Bourdonnais regardait ainsi Madras comme sa propriété et se reconnaissait à lui seul le droit d'en disposer.

En apprenant ce qui se passait à Madras, les habitants de Pondichéry furent indignés. Les principaux d'entre eux, c'est-à-dire les supérieurs des ordres religieux, les officiers des troupes, les employés de la Compagnie, les bourgeois et les marchands de la ville blanche se rassemblèrent pour *inviter* Dupleix, *au nom de la nation, de l'intérêt* de la *Compagnie et de l'honneur du roi* à ne pas abandonner Madras, et à signifier à La Bourdonnais d'avoir à s'embarquer pour les îles. Le 2 octobre, trois commissaires, le procureur général, le major de Bury et Paradis, arrivaient à Madras. Ils avaient pleins pouvoirs et apportaient une déclaration émanée du gouverneur *au nom du roi et de la Compagnie*; il avait été enjoint de la lire publiquement dans les rues. Cette déclaration disait : « Que le traité de rançon était nul de plein droit et non avenu »; une autre déclaration créait à Madras un Conseil provincial. D'Espréménil en avait la présidence. Les choses n'avaient

fait qu'empirer. La Bourdonnais s'appuyait à Madras sur les Anglais. Le 1er octobre, il avait refusé de laisser dans la place le capitaine d'Auteuil et ses dragons, et leur avait ordonné de camper dans le jardin de la Compagnie. Les Français de Pondichéry et ceux des îles paraissaient former deux nations ennemies, et sur le point d'en venir aux mains: une collision était à craindre.

Les commissaires se présentaient à l'hôtel du gouverneur; La Bourdonnais était à la fenêtre au moment de leur arrivée. Le greffier Desmarets, qui portait un habit bleu à parements rouges et brandebourgs d'or, l'intriguait beaucoup; il ne l'avait jamais vu et le prenait pour un officier nouvellement venu d'Europe. Les commissaires montèrent dans la grande salle; La Bourdonnais les invita à passer dans son cabinet; ils lui répondirent qu'ils étaient porteurs d'instructions qu'ils ne pouvaient communiquer qu'à l'assemblée. La Bourdonnais pâlit et resta interdit, croyant que de nouveaux ordres avaient été envoyés de France. Le greffier lut à haute voix les déclarations dont nous avons précédemment parlé. La population étonnée de cette nouveauté se rassembla en grand nombre; pendant cette lecture, des officiers de toutes armes commencèrent à affluer dans la salle. Pour la plupart, ils appartenaient aux troupes que La Bourdonnais avait amenées avec lui.

Après la lecture des pièces, La Bourdonnais, qui était rassuré, en voyant qu'il n'avait affaire qu'aux représentants du Conseil de Pondichéry, se leva, et déclara qu'il ne reconnaissait pas dans l'Inde une autorité supérieure à la sienne, s'appuyant sur les ordres du ministre. D'Espréménil lui répondit que les instructions qu'il invoquait n'avaient aucun rapport avec la question. La Bourdonnais, qui se voyait entouré de ses partisans, menaça de frapper le général de Bury et parla de faire prendre les armes aux troupes dont il avait le commandement. A cet appel à la guerre civile, un cri d'indignation s'éleva dans toute l'assemblée. La Bourdonnais sortit et réunit dans la chambre voisine un Conseil exclusivement composé d'officiers des îles. Ce Conseil déclara qu'il fallait tenir la parole qui avait été donnée aux Anglais. La Bourdonnais revint trouver les députés de Pondichéry et leur communiqua la délibération du Conseil. Les députés refusèrent de l'approuver et sortirent sur-le-champ.

Après un tel éclat, La Bourdonnais était décidé à en venir aux dernières extrémités. Dans le but d'intimider Dupleix, il menaça Mme Barneval de s'emparer de sa personne et de l'envoyer aux îles. Dupleix fit une réponse sublime qui rappelait les temps antiques : « Cette déclaration que vous faites, lui écrivit-il, dans le dessein de m'intimider ma femme et moi, ne nous touche pas. Nous savons sacrifier notre tendresse à notre devoir.

Toute menace ne m'ébranlera pas. Mais vous répondrez devant Dieu du sang français que vous voulez faire verser. » Craignant que le Conseil ne trouvât dans le contingent de Pondichéry une force capable de faire exécuter ses décisions, la Bourdonnais résolut de s'en rendre maître. Sous le prétexte que des vaisseaux avaient été vus à Paliacate, il donna l'ordre d'embarquer cinquante hommes à bord de chaque navire : ses agents, obéissant à des instructions secrètes, s'arrangèrent pour que ce service fût confié aux soldats de Pondichéry, qui furent séparés de leurs officiers, embarqués sur des chaloupes et conduits à bord de l'escadre. Cette mesure s'accomplit le 4 octobre, au matin. A cette nouvelle, le Conseil voulut résister. De Bury et Paradis se rendirent chez La Bourdonnais, qui leur adressa de violents reproches et les fit arrêter.

Dans la soirée, le bruit courut que Dupleix était en marche avec un corps de troupes. La Bourdonnais ordonna de s'opposer par la force à son entrée dans la ville. Il ne reculait pas devant la guerre civile, et, du reste, il ne se dissimulait pas la gravité de sa situation. Le 6 octobre, il disait à table à plusieurs de ses partisans : « J'ai été trop vite, et je me suis trop avancé. Mais le vin est tiré, il faut le boire. »

Inutile de dire quelle fut la douleur de Dupleix, lorsqu'il eut connaissance des événements de Madras, mais il était impuissant; La Bourdonnais

ayant la force en main, tout ce qu'il pouvait faire, c'était de protester, et il le fit, le 6 octobre 1746. En même temps, il donnait de nouveau l'ordre de ne pas évacuer Madras. La Bourdonnais savait mieux que personne que la restitution de cette place nous faisait perdre le bénéfice de notre expédition et était à même de se rendre compte de la situation; et son patriotisme aurait dû le rappeler à la raison. Malheureusement, il en fut autrement, et lui, qui jusqu'alors avait été constamment dévoué à son pays, et prêt à accomplir, dans son intérêt, les plus grands sacrifices, était complètement changé. Quel était donc son but, et à quel mobile obéissait-il? Voilà ce qu'il convient de rechercher.

Nous connaissons La Bourdonnais et ce dont il était capable. Il était difficile de réunir des qualités aussi nombreuses et aussi brillantes. Malheureusement il était essentiellement personnel. Habitué, aux îles où il exerçait un pouvoir absolu, à occuper le premier rang, il n'avait pas tardé, à Pondichéry, à concevoir une violente jalousie à l'égard de Dupleix. Son amour-propre lui interdisait d'agir sous les ordres du gouverneur de l'Inde, qu'il regardait comme un inférieur. La lutte entre eux avait commencé à propos de l'expédition de Madras. Par son hésitation et son mauvais vouloir, La Bourdonnais avait cherché à créer des embarras au gouverneur de Pondichéry, afin de le forcer à abdiquer.

Quand il se décida à partir, il n'était nullement changé et n'attendait que l'occasion favorable pour essayer de nouveau d'imposer sa volonté et faire reconnaître sa suprématie.

Après la prise de Madras, La Bourdonnais espérait, grâce à son succès, prendre sur le gouverneur de Pondichéry un tel ascendant, que celui-ci s'empresserait d'abdiquer toute autorité. Il s'attendait à voir ses ordres exécutés sans discussion. Madras avait capitulé, et il n'existait aucun traité de rachat. Du 21 au 25 septembre, des négociations avaient eu lieu avec le gouverneur Morse, mais aucune convention n'avait été conclue. La Bourdonnais savait bien qu'il n'était pas d'une bonne politique de restituer Madras, et de plus il était impossible qu'il ne se rendît pas compte du danger qu'il faisait courir à nos établissements, en retournant aux îles avec son escadre. Une raison particulière faisait agir La Bourdonnais. Quand il vit que le gouvernement de Pondichéry regardait Madras comme l'une de ses dépendances, sa jalousie se réveilla plus violente que jamais. Il se voyait à Madras, ayant une position analogue à celle du directeur de Chandernagor vis-à-vis de Dupleix. Lui, qui avait pensé exercer l'autorité suprême dans l'Inde, se révolta à l'idée qu'il ne serait plus qu'un général aux ordres du Conseil supérieur de Pondichéry, chargé d'exécuter ses projets. Tout lui parut préférable à cette situation. Il avait oublié les An-

glais; il ne pensait plus qu'à abattre son rival, et crut qu'en lui enlevant Madras il lui porterait un coup terrible. En présence de la résistance qu'il rencontra, la colère le domina complètement, et il se porta à des actes inqualifiables.

L'on a aussi attribué un autre mobile à la conduite de La Bourdonnais; il se serait laissé corrompre et aurait reçu cent mille pagodes. Cette accusation fut portée de son vivant par d'Espréménil et de Kerjean. Le premier disait qu'il avait entendu Dupleix affirmer qu'un Anglais lui avait dit que cent mille pagodes avaient été donnés à La Bourdonnais. D'Espréménil considérait La Bourdonnais comme un homme cupide, et, dans une lettre adressée à Dupleix, il déclare avoir vu ses agents faire porter nuitamment à bord des vaisseaux des marchandises qui se trouvaient dans les magasins de la Compagnie. De son côté, de Kerjean assurait qu'il tenait d'un juif retiré à Pondichéry que les Anglais avaient compté cent mille pagodes, en reconnaissance du bon traitement qu'ils avaient reçu de lui, et que lui, le juif, avait été taxé pour sa part à la somme de sept mille pagodes, que, du reste, il n'avait pas encore payée. A cela, La Bourdonnais répondait que d'Espréménil et de Kerjean étaient l'un le neveu, l'autre le gendre de Dupleix, et par conséquent hostiles de parti pris. Il disait qu'il avait refusé une dernière entrevue avec le gouverneur Morse, parce qu'il avait appris que celui-ci avait

l'intention de lui faire un présent. Au moment de son procès, cette accusation fut considérée comme étant sans preuves et abandonnée.

Plus tard, elle fut reprise par deux historiens anglais. En 1772, Grose publiait la relation d'un voyage qu'il avait fait dans l'Inde. En parlant de l'affaire de Madras, il s'exprime ainsi : « Le gouverneur et le Conseil réglèrent le prix de la rançon avec le commodore français (La Bourdonnais) à 1 100000 pagodes (10 441 550 fr.) outre un présent d'une valeur notable au commodore français qui consentait, moyennant ces conditions, à évacuer sa conquête (Grose's East Indies). Le professeur Wilson, dans son livre intitulé : *Mill's India* parle d'une lettre publiée en 1750 par un fonctionnaire du gouvernement de Madras. Cette lettre rapporte les discussions, qui eurent lieu au Conseil, à l'égard des bons délivrés pour lever de l'argent, jusqu'à concurrence de 100 000 pagodes, qui furent offertes, dit-il, au commodore français, pour prix de sa modération. Le colonel Malleson, dans son *Histoire des Français dans l'Inde*, publiée il y a quelques années, considère La Bourdonnais comme coupable de prévarication, et cite à l'appui de son opinion les papiers déposés à India House, concernant l'affaire de Madras. D'après ces documents, les directeurs de la Compagnie anglaise se livrèrent à une enquête et interrogèrent les membres du Conseil de Madras. Morse et Monson reconnaissent avoir promis à La Bour-

donnais la somme de cent mille pagodes. Monson ajouta que l'on ne demanda aucun reçu. Le conseiller Fowke, tout en déclarant qu'il était resté étranger à ce marché, ne met pas en doute que la somme n'ait été payée. En 1747, Dupleix obtint d'importantes révélations d'un fonctionnaire anglais, nommé Savage, qui se trouvait à Madras lors de la prise de cette ville par les Français. Savage fit une déclaration identique à celle de Morse, de Monson et de Fowke, et accusa La Bourdonnais d'avoir reçu 88 000 pagodes. Cette déclaration fut consignée par écrit, et son original se trouve aux archives de Pondichéry. Mais il est temps de reprendre notre récit et de revenir dans l'Inde.

Malgré l'avantage qu'il avait obtenu, La Bourdonnais sentait que sa position allait bientôt devenir difficile. La saison s'avançait, et il ne pouvait rester longtemps à Madras. En partant le 15 octobre, comme il en avait eu d'abord l'intention, il voyait qu'il abandonnait sa conquête à Dupleix. Cependant, il fallait qu'il prît une décision. Il se rappela que, le 4 octobre, Paradis lui avait proposé de garder Madras jusqu'au mois de février. Il eut recours à lui, et le chargea de sonder Dupleix et de lui demander s'il consentirait à exécuter le traité de rançon, à la condition que la restitution de la place aux Anglais fût différée d'octobre 1745 à janvier 1757. Pour reculer la date de l'évacuation, La Bourdonnais allégue-

rait qu'il voulait donner le temps aux Français de s'emparer des effets et des marchandises, qui leur appartenaient, conformément au traité.

Dupleix vit dans cette ouverture la possibilité de se débarrasser d'un homme dont la présence dans l'Inde nous avait été si funeste; aussi, le 9 octobre, il écrivait à La Bourdonnais et lui donnait à entendre qu'il s'occupait de sa proposition. Sur ces entrefaites survint un événement qui était de nature à modifier la situation. Le 8 octobre, trois vaisseaux arrivaient en rade de Pondichéry. Ces trois vaisseaux, le *Centaure*, le *Mars*, le *Brillant* étaient ceux dont Dupleix avait signalé la présence à Mahé pendant le siège de Madras; ils étaient commandés par d'Ordelin et portaient ensemble 1560 hommes et 180 canons. La Compagnie informait Dupleix de l'imminence de la guerre avec la Hollande, et en même temps, en prévision de sa réunion avec La Bourdonnais, elle lui envoyait des instructions sur les relations qu'il devait avoir avec le commandant de l'escadre. Ces ordres, datés du 11 octobre 1744, donnaient une grande force au Conseil de la colonie. En ce qui concerne les opérations militaires, quelles qu'elles fussent, le commandant des escadres était tenu de se conformer à *tout ce qui y avait été délibéré et décidé*. Ce document était clair : Dupleix s'empressa d'en envoyer une copie à La Bourdonnais.

La Bourdonnais voulut d'abord discuter. Il

disait que le ministre croyait qu'il avait quitté l'Inde et que les ordres en question ne le regardaient pas et s'adressaient aux capitaines des navires de la Compagnie. Mais, le jour où il expédiait cette dépêche, plusieurs lettres lui arrivèrent, et, à partir du moment de leur réception, il changea de ton. Le 11 octobre, il écrivait à Dupleix qu'il était prêt à accepter n'importe quelle condition, pourvu que le traité qu'il avait signé fût exécuté : il annonçait qu'il avait l'intention de rester à Madras jusqu'au 20, et peut-être jusqu'au 25. Dans la soirée, arrivait la réponse de Dupleix. La Bourdonnais s'empressa de lui transmettre les conditions auxquelles il remettait Madras au gouverneur de Pondichéry. Le traité de rachat devait être exécuté et l'évacuation était fixée au 1er janvier 1747. La Bourdonnais demandait à Dupleix sa parole d'honneur de maintenir les clauses du traité, et, en même temps, il lui disait qu'après ce qui s'était passé il fallait qu'il allât en France.

Le lendemain, La Bourdonnais envoyait le traité de rançon qui comprenait dix-sept articles, reproduisant toutes les conditions insérées dans le traité précédemment conclu avec les Anglais. La Bourdonnais y avait ajouté une clause supplémentaire de cinq articles. Cette nouvelle convention plaçait les Anglais dans une situation exceptionnelle. Madras devait être évacué au plus tard à la fin de janvier et ses fortifications rester dans

le même état. La garnison française était obligée de vivre à ses frais, et la police était faite par les autorités anglaises ; jusqu'au moment de l'évacuation, Madras ne pouvait être attaqué par aucune des deux nations, et sa rade restait ouverte aux vaisseaux de l'une et de l'autre : singulière contradiction ! La Bourdonnais était venu dans l'Inde pour détruire la puissance des Anglais, et il autorisait leurs navires marchands à fréquenter une place qui était notre conquête.

Pour expliquer sa conduite, il disait que, s'il avait permis aux Anglais de venir trafiquer à Madras, c'était dans le but d'assurer le paiement des billets souscrits par le gouverneur Morse. Ces conditions ne pouvaient être acceptées à Pondichéry. Le Conseil refusa de donner son consentement, et il était plus résolu que jamais à maintenir ses droits. De son côté, La Bourdonnais était peu disposé à céder, et la lutte allait probablement recommencer, quand un événement imprévu vint trancher les difficultés.

L'on approchait de la mousson, cette époque si redoutée des navigateurs dans l'Inde. Le 11 octobre, La Bourdonnais avait fait part de ses inquiétudes à Dupleix, et lui avait écrit : « Je veux bien rester ici jusqu'au 20 et peut-être jusqu'au 25, si le ciel nous est favorable ». Le lendemain, il lui disait : « Le temps s'écoule... les choses pressent.... Je veux partir... voilà déjà les vents du nord qui commencent à souffler...

j'écris aujourd'hui à chacun des capitaines, leur donnant des ordres pour que, si la nouvelle lune les force à prendre la mer, ils puissent regagner la côte. »

Le 15 octobre fut une journée délicieuse; pendant la nuit le vent commença à souffler et un violent ouragan se déclara. Les vaisseaux français, à l'exception du *Saint-Louis*, du *Lys* et de la *Renommée*, qui avaient été envoyés à Pondichéry, se trouvaient en rade de Madras. A l'approche du mauvais temps, ils avaient levé l'ancre et cherché à gagner la pleine mer. Quand vint le jour, il n'y avait pas une voile à l'horizon ; à huit heures, la tempête redoublait de violence, et les inquiétudes croissaient d'heure en heure.

La Bourdonnais s'occupa d'organiser des secours; il envoyait des compagnies, le long de la côte, ramassait des chelingues et des catimarons, et essayait à force d'argent d'engager des bateliers à s'y embarquer, pour porter ses ordres aux capitaines. Mais la mer était trop mauvaise, et bien peu osèrent se risquer. Jusqu'à huit heures du soir, l'on fut sans nouvelles; l'on apprit alors que la *Marie-Gertrude* s'était perdue corps et biens, et que deux navires, dont l'un était démâté, étaient en sûreté devant San-Thomé. Le jour suivant, c'est-à-dire le 15, l'anxiété ne fit qu'augmenter à Madras et chaque heure apportait de nouveaux sinistres : le *Bourbon* était à quatre lieues au large, n'ayant plus qu'un mât et

entr'ouvert, l'*Achille* à une lieue de terre et sur le point de périr. Un autre navire, complètement désemparé, avait été aperçu et le *Duc-d'Orléans* avait coulé bas. L'effroi était général.

Le 16, la tempête diminua, et, le 17, l'on connut l'étendue du désastre. Le 19, huit vaisseaux, l'*Achille*, le *Bourbon*, le *Duc-d'Orléans*, la *Princesse-Marie*, le *Neptune*, le *Phénix*, l'*Advice*, la *Marie-Gertrude* étaient en rade. Trois s'étaient perdus corps et biens, le *Phénix*, l'*Advice* et le *Duc-d'Orléans*, qui était chargé des richesses de La Bourdonnais. La *Marie-Gertrude* s'était échouée, et, de son équipage, il ne s'était sauvé que quatorze matelots. L'*Achille* avait perdu deux de ses mâts et jeté seize canons à la mer. Le *Neptune* était démâté, il avait dû sacrifier quatorze canons, et avait sept pieds d'eau dans sa cale. Le *Bourbon* avait perdu deux de ses mâts et jeté quatorze canons. La *Princesse-Marie* avait huit pieds d'eau, et pour toute mâture, il ne lui restait plus que son beaupré. Ainsi, sur huit vaisseaux, quatre avaient péri, et, les autres étaient plus ou moins endommagés. La flotte française n'existait plus. La perte en hommes était considérable ; elle dépassait douze cents, sans compter soixante prisonniers anglais, qui avaient été embarqués sur le *Duc-d'Orléans*.

La Bourdonnais était désespéré. Sur ces entrefaites, il reçut une lettre du Conseil, qui refusait de fixer une date pour l'évacuation de Madras.

Il s'y attendait, comme il le dit dans sa réponse, et il ajoutait : « Je prendrai, je crois, le parti le plus simple, qui est de vous laisser copie de la capitulation et de vous abandonner la terre, pour me donner tout entier à sauver les débris de vos pertes sur mer. » Il n'avait pas néanmoins renoncé à toute idée de lutte. Après avoir essayé, mais inutilement, de gagner à sa cause les capitaines du *Centaure*, du *Mars* et du *Brillant*, il s'adressait au Conseil, et lui demandait s'il voulait empêcher les capitaines nouvellement arrivés de venir le rejoindre à Madras. Dans ce cas, disait-il, sa résolution était prise : il était décidé à partir pour la France, « afin de rendre compte au roi et au ministre de l'impossibilité où on le mettait d'exécuter leurs ordres. » La Bourdonnais espérait que ses menaces auraient pour effet d'intimider le Conseil. Du reste, il ne pensait plus qu'à quitter Madras. « Je vous abandonne Madras, écrivait-il à Dupleix; c'est à vous de tenir ma parole; du reste, je suis si dégoûté de ce malheureux endroit, que je voudrais, pour un bras, n'y avoir jamais mis les pieds, il m'en coûte trop cher. »

Pendant ce temps, La Bourdonnais s'occupait de réarmer ses vaisseaux, et, en cinq jours, les vaisseaux qui lui restaient étaient mis en état de reprendre la mer. Le 19 octobre, il communiquait à d'Espréménil les articles supplémentaires qu'il avait ajoutés au texte de la capitulation.

Le 21, il convoquait les Anglais à l'hôtel du Gouvernement et leur donnait lecture du traité de rançon. Le gouverneur Morse et cinq conseillers y apposaient leurs signatures. Le même jour, une copie en était expédiée à Pondichéry, et La Bourdonnais informait les membres du Conseil qu'il les rendait responsables de toutes les contraventions aux choses contenues dans la convention. En cette circonstance, la conduite de La Bourdonnais était bien coupable : il avait réuni les conseillers anglais, sans y avoir été autorisé ; il avait en sa possession le rejet officiel du traité de rançon ; et, non seulement il le déclarait valable, mais il y ajoutait un préambule certifiant qu'il avait été rectifié. Il était impossible de pousser plus loin le mépris pour le gouvernement de Pondichéry.

La Bourdonnais n'attendait que la fin de ses préparatifs pour partir ; il ordonna une grande parade pour le 25 octobre. Il remettait, ce jour-là, le commandement à d'Espréménil, nommé gouverneur par le Conseil de Pondichéry, et le faisait reconnaître par les troupes rangées en bataille. A ce moment, le vent s'éleva, et les vaisseaux, qui craignaient une nouvelle tempête, prirent le large. La Bourdonnais attendit la fin de la cérémonie ; puis il se jeta dans une chaloupe et, malgré le mauvais temps, il ne tarda pas à rejoindre la flotte.

La tempête ne s'était pas étendue jusqu'à Pon-

dichéry, et les vaisseaux qui s'y trouvaient, mouillaient tranquillement dans sa rade. A la nouvelle du désastre, le Conseil s'était réuni pour prendre un parti. L'on décida que les six vaisseaux, qui étaient à Pondichéry, iraient à Achem, exiger la restitution du bâtiment le *Favori*, que les Anglais avaient pris dans le port de cette ville, qu'ils y resteraient jusqu'au 20 ou 25 décembre, et se rendraient ensuite à Madras, si l'état de la mer le permettait. D'Ordelin reçut le commandement. Il n'avait pris la mer que depuis quelques heures, quand La Bourdonnais le rallia avec son escadre: celui-ci le détermina à rentrer, et, le 29 octobre, tous les deux mouillaient à Pondichéry.

La Bourdonnais avait un plan, il voulait aller à Goa, pour y réparer ses vaisseaux. Il aurait ensuite acheté de gros navires à Surate, renforcé ses équipages de sept à huit cents Cafres, et serait ensuite revenu avec des forces navales capables de contre-balancer celles des Anglais. En un mot, il proposait une nouvelle croisière, et il s'efforçait d'en faire ressortir l'importance. Aussi pressait-il Dupleix « de l'aider avec le même zèle qu'il avait fait pour le siège de Madras ». « De cette manière, lui disait-il, nous pourrons nous relever et soutenir nos avantages. » Mais, pour exécuter ce projet, il aurait fallu dégarnir Pondichéry et le laisser exposé aux attaques de l'ennemi. Le gouverneur était responsable et pouvait se croire obligé de ne pas enlever à la ville

ses moyens de défense, dans le but d'organiser une nouvelle expédition. D'un autre côté, la conduite de La Bourdonnais n'était pas faite pour inspirer confiance. Aussi le Conseil refusa de donner suite à ses propositions, et lui donna l'ordre de faire voile pour Achem. La Bourdonnais voyant que ses efforts demeuraient sans résultat se décida, et le 29 octobre, il quittait Pondichéry. Il avait quatre bons vaisseaux, le *Centaure*, le *Mars*, le *Brillant* et le *Saint-Louis*, et trois autres, l'*Achille*, le *Lys* et le *Sumatra*, qui étaient désemparés. Il en forma deux escadres, qui devaient naviguer de conserve. D'Ordelin commandait la première, qui était composée des bons vaisseaux, et La Bourdonnais la seconde. D'Ordelin prit les devants et, le 6 décembre, il jetait l'ancre à Achem. La Bourdonnais, resté en arrière avec les mauvais bâtiments, fut obligé de céder aux vents qui étaient contraires, et d'abandonner cette route pour prendre celle des îles. Le 10 décembre, il arrivait à Port-Louis, où le gouverneur David le chargea de conduire six vaisseaux en France.

A la hauteur du cap de Bonne-Espérance, La Bourdonnais fut assailli par une tempête qui dispersa ses vaisseaux, et à Saint-Paul de Loanda, il n'avait plus que quatre bâtiments. Une flotte anglaise était dans le voisinage. Il embarqua sa femme et ses enfants sur un navire portugais, et parvint à gagner la Martinique. Les croiseurs anglais observaient la route de l'Europe, et il était

impossible de les éviter. La Bourdonnais était cependant impatient de revenir en France, pour se disculper. Il laissa ses vaisseaux à la Martinique, et se rendit à Saint-Eustache, sous un nom déguisé. Un petit bâtiment était en partance pour Flessingue, il s'y embarqua. En route, l'on apprit que la guerre avait été déclarée entre la France et la Hollande ; cette nouvelle obligea le capitaine hollandais à relâcher à Falmouth. Les Anglais visitèrent le bâtiment avec soin ; La Bourdonnais fut reconnu et conduit à Londres. On lui donna la ville pour prison, et pendant son séjour, il y fut traité avec toutes sortes de distinctions. La famille royale, les seigneurs de la Cour, les directeurs de la Compagnie lui firent le meilleur accueil. Le prince de Galles lui accorda les marques les plus flatteuses de sa considération, et le présenta à la princesse en disant : « Voilà, madame, l'homme qui nous a fait tant de mal ». Néanmoins, il était regardé par les Anglais, à cause de sa conduite à Madras, comme le défenseur de leurs intérêts, triste honneur pour un amiral français.

Dès qu'il apprit qu'une instance judiciaire était commencée contre lui, il obtint du gouvernement anglais l'autorisation de rentrer en France, sur parole. En février 1748, il arrivait à Paris. Quelques jours après, il était à la Bastille, et tenu au secret, pendant plus de deux ans, sans qu'il lui fût permis de voir sa famille ni de se servir de

plume et d'encre. Pendant son emprisonnement, il écrivit ses mémoires au moyen de vert-de-gris et de marc de café, sur des mouchoirs empesés et séchés au feu. Il s'était fabriqué une plume avec une espèce de monnaie de cuivre. Le 7 mars 1748, le roi avait nommé une commission pour instruire son procès. L'accusation de désobéissance fut abandonnée. Quant à celle de prévarication, elle ne put être établie. La Bourdonnais fut acquitté (1751). Il ne devait pas jouir longtemps de son triomphe ; sa santé avait été altérée par la captivité, et la Compagnie lui disputait les débris de sa fortune. Il mourut miné par le chagrin, le 10 novembre 1753. La Bastille l'avait rendu populaire, et il était devenu une victime intéressante. Aussi, la France entière le pleura, et de sa mort rejaillit une grande défaveur sur Dupleix.

Du reste, par ses mémoires, La Bourdonnais ne contribua pas peu à tourner l'opinion publique contre son rival. Dupleix fut représenté comme un ambitieux, égoïste et jaloux. L'énergie qu'il avait montrée dans l'affaire de Madras lui fut reprochée comme une mauvaise action, et l'on disait qu'il avait porté envie à la gloire de La Bourdonnais. Aujourd'hui, justice a été rendue. La trahison de La Bourdonnais ne peut plus être mise en doute. Dupleix a été calomnié, et dans la résistance qu'il avait déployée, il n'avait cédé à aucun sentiment d'animosité, et avait été uniquement guidé par l'intérêt de la France, qui fut le mobile de toutes ses actions.

CHAPITRE VIII

La guerre avec le Nabab d'Arcate. — Victoire de San-Thomé. — Siège de Pondichéry. — Traité d'Aix-la-Chapelle.

Après le départ de La Bourdonnais, Dupleix restait seul dans l'Inde. Il n'avait plus d'escadre; son armée comprenait à peine deux mille Européens, et il n'avait à compter sur aucun secours de la métropole. Il était abandonné à lui-même. Par son génie, il parvint non seulement à triompher des obstacles, mais encore à affermir notre prestige et notre puissance.

Dupleix avait écrit au nabab du Carnatic, Anaverdy-Khan, qu'on lui remettrait Madras, afin de l'empêcher de se déclarer contre nous. La conduite de La Bourdonnais avait retardé l'exécution de sa promesse. Le 25 octobre nous n'avions pas encore évacué la place, et nous y étions entrés le 21 septembre. Le nabab s'était lassé d'attendre, et dès avant le départ de La Bourdonnais, il avait envoyé quelques troupes aux environs de Madras. L'on se demandait si les hostilités allaient s'ouvrir, quand un officier et deux fonctionnaires français, qui se rendaient de Pondichéry à Madras, furent arrêtés par un détachement de l'armée d'Anaverdy-Khan. Quelques

jours après, le fils du nabab Moufous-Khan, paraissait devant Madras et sommait la ville de se rendre. Cette fois, la guerre était commencée.

Tout d'abord, Dupleix avait pensé qu'il était peut-être possible de s'entendre avec le nabab, et dans ce but, il avait ordonné à d'Espréménil de rester sur la défensive. L'on s'était borné à réparer les murs de la ville noire. La garnison de Madras comprenait six cents Européens et à peu près autant de cipayes. D'Espréménil était revenu à Pondichéry, et le gouverneur était Barthélemy. Moufous-Khan avait avec lui dix mille hommes dont quatre mille cavaliers; il fit élever quelques fortifications et se disposa à nous assiéger. Les Maures venaient rôder à une portée de fusil des remparts, dans l'intention de tenter l'escalade; ils s'emparèrent même de la source d'eau qui alimentait la ville. En se voyant sur le point d'être bloqué, Barthélemy se décida à agir, et le 2 novembre le capitaine de la Tour sortait de la place avec quatre cents hommes et deux pièces de canon.

Au premier abord, cette poignée d'Européens semblait aller à une perte certaine. Nos ennemis avaient pour eux le nombre, et de plus ils étaient à même de recevoir des renforts, tandis que nous étions réduits à quelques centaines de combattants éloignés de tout secours. Aussi, les Maures ne doutaient pas de la victoire. Leur cavalerie vint droit à nous pour nous charger. Les Fran-

çais, qui marchaient avec calme, la laissèrent s'avancer jusqu'à portée de canon. Ils firent halte et démasquèrent leurs pièces. Une première décharge tua un certain nombre de chevaux. Il en résulta un moment de confusion, dont nos canonniers profitèrent pour charger et tirer de nouveau. Cette deuxième décharge fut terrible. Les indigènes, qui n'avaient jamais vu de pièces de campagne employées contre eux, ignoraient la supériorité de l'artillerie européenne. Aussi furent-ils stupéfaits et restèrent-ils immobiles; l'étonnement les avait paralysés. Une troisième et une quatrième décharges se succédèrent et vinrent labourer leurs rangs. Cette fois, ils prirent la fuite, et nous abondonnèrent leur camp. Nous n'avions pas eu un seul blessé. Après cette défaite, Moufous-Khan se retira à San-Thomé, qu'il mit en état de défense. De là, ses gens venaient faire des razzias jusque sous les murs de Madras.

Les nouvelles que Dupleix avaient reçues de Madras l'avaient convaincu de la gravité de la situation. La place était assiégée. Il résolut de la débloquer, et dans cette intention, il envoya à son secours Paradis, avec trois cent cinquante soldats européens et deux cents cipayes. L'on avertissait en même temps Barthélemy, afin qu'il fît une sortie, vînt à notre rencontre, et prît l'ennemi à revers.

Moufous-Khan, qui avait reçu avis de la

marche des Français, avait occupé avec une grande partie de ses troupes et plusieurs canons la rive de l'Adyar, petite rivière qu'il nous fallait traverser pour entrer dans Madras. Paradis n'avait pas d'artillerie, mais il avait son audace, et avec lui, les soldats se croyaient sûrs de la victoire. Après une marche rapide, ils traversaient la rivière à un endroit qu'ils savaient être guéable, dans la nuit du 2 au 3 novembre, sous le canon de l'ennemi. Les Maures rentrèrent dans San-Thomé, pour nous y attendre de pied ferme. A la pointe du jour, Paradis reconnut que la palissade, que l'on avait élevée pour défendre la ville, n'était pas encore terminée, et qu'il existait une brèche, large d'environ vingt mètres. Il continua d'avancer, commanda trois décharges, fit mettre la baïonnette au fusil et entra résolument dans la place. L'épouvante se mit dans les rangs de nos ennemis, qui se débandèrent, sans résister. Comme les rues de San-Thomé étaient très étroites, hommes et chevaux s'embarrassaient réciproquement. Nos soldats en firent un grand carnage. Les Maures gagnèrent la plaine en abandonnant leurs bagages, et malgré tous ses efforts, pour rallier ses troupes, Moufous-Khan fut obligé de se joindre aux fuyards. Il éprouva tant de douleur de sa défaite, qu'il prit pendant quelques jours l'habit de derviche.

Barthélemy, prévenu de l'arrivée de Paradis, avait donné l'ordre de faire une sortie. Quand le

capitaine de la Tour arriva avec un détachement, tout était terminé. Paradis entra en triomphe dans Madras, à la tête de sa petite armée. Ceux de nos soldats qui n'avaient pas de chevaux étaient montés sur des bœufs ou des chameaux. La plupart étaient revêtus de costumes mauresques qu'ils avaient pris dans le camp ennemi, et la gaieté française trouva là amplement de quoi s'exercer. Le butin était considérable ; nous nous étions emparés de soixante chameaux, cent chevaux, six cents bœufs et deux pièces de canon. Notre succès ne nous avait coûté que deux blessés, et nous avions tué plus de cinq cents hommes à l'ennemi. Notre victoire établissait la supériorité de la discipline européenne sur les masses asiatiques, et son effet moral fut immense. Tous les indigènes nous considéraient comme la première puissance militaire.

La victoire que nous avions remportée à San-Thomé aplanissait bien des difficultés. En nous attaquant, le nabab nous dispensait de tenir la promesse que nous lui avions faite de lui céder Madras. Dupleix se mit en mesure de conserver notre conquête. Paradis, nommé gouverneur de la place, publia une proclamation qui annulait le traité de rachat, et déclarait Madras ville française. Les habitants, d'origine anglaise, étaient tenus de prêter le serment d'allégeance au roi de France ou de quitter la ville, dans le délai de quatre jours. La ville noire fut démolie en partie,

rebâtie sur un nouveau plan et entourée d'un rempart et d'un glacis. L'on donna plus de solidité aux fortifications de la ville blanche. Le gouverneur Morse et ses officiers furent conduits à Pondichéry, et traités avec égard et courtoisie. Les Anglais protestèrent contre ce qu'ils appelaient la violation de la capitulation. Plusieurs d'entre eux se retirèrent au fort Saint-David, et parmi ces derniers se trouvaient Clive, le futur fondateur de l'empire indo-britannique.

Dupleix voulait chasser complètement les Anglais de la côte de Coromandel en leur enlevant le fort Saint-David, le seul établissement qui leur restait. Le fort Saint-David, situé à environ quatre lieues, au sud de Pondichéry, et à une lieue de Goudelour, avait été acquis, en 1691, par la Compagnie d'Angleterre. Il était de peu d'étendue, mais assez bien fortifié. Dupleix voulait profiter du moment où il n'avait rien à craindre de la flotte anglaise pour s'en emparer. Paradis lui paraissait, et avec raison, l'officier le plus capable pour diriger l'expédition. Il lui ordonna de revenir à Pondichéry avec toutes les troupes dont il pouvait disposer. Paradis quitta Madras à la fin de novembre avec trois cents hommes et tout le butin qu'il pouvait emporter. Son trajet ne s'effectua pas sans difficultés. Moufous-Khan, qui avait été avisé de son départ, avait réuni quatre à cinq mille hommes; il ne cessa de le harceler. Notre petite troupe fit bonne contenance, et

repoussa plusieurs charges de cavalerie. Elle parvint à gagner Ariancoupan, et peu après, elle entrait dans Pondichéry, sans avoir perdu un seul caisson.

L'arrivée de Paradis devait hâter l'expédition. Le corps destiné à agir était assemblé à Ariancoupan et comprenait neuf cents Européens, six cents cipayes, cinquante cavaliers, deux compagnies de Cafres, six pièces de campagne et six mortiers. Devant des forces aussi considérables, le fort Saint-David ne pouvait tenir longtemps. Sa garnison se composait de deux cents Européens, de cent Topas, et de deux mille auxiliaires indigènes. Le plus grand nombre de ces derniers n'étaient armés que de sabres, d'arcs et de flèches. De plus, le *Bourbon*, qui était rasé, et avait conservé une batterie de dix-huit, devait aller mouiller à un quart de lieue du fort et appuyer les opérations de nos troupes. Le succès paraissait certain; malheureusement, il en fut autrement. Paradis était le général désigné d'avance. Sa récente victoire l'imposait en quelque sorte. Néanmoins, malgré son désir, Dupleix ne put lui donner la direction de l'expédition, en présence de la résistance des officiers, qui, par jalousie, refusaient de lui obéir.

Ne pouvant arriver à les convaincre, il fut en quelque sorte forcé de confier le commandement au major général de Bury, dont la valeur militaire était médiocre et qui de plus était âgé et fatigué. Le gouverneur connaissait son incapacité, mais

il avait dû céder devant l'obstination des officiers. Dans la soirée du 10 décembre, nos troupes partaient d'Ariancoupan et arrivaient au point du jour sur les bords de la rivière Pounniar, qu'elles traversèrent sans difficulté. Nous entrâmes sur le territoire anglais, et l'on parvint jusqu'à la maison du gouverneur de Goudelour, qui avait un jardin entouré de murs, et était située à une demi-lieue du fort Saint-David. De Bury se figurait assister à une promenade militaire. Il permit à ses soldats de quitter leurs rangs, de mettre leurs fusils en faisceaux sans prendre la précaution de placer des grand'gardes. Pour nos soldats comme pour leur général, il semblait que l'on fût en pays ami : il ne venait à l'idée de personne que nous puissions être attaqués.

Les Anglais s'étaient préparés à nous recevoir. ils avaient contracté alliance avec le nabab du Carnatic, qui s'était engagé à porter secours au fort Saint-David, dans le cas où les Français viendraient l'attaquer. Notre petite armée était fort tranquille, quand tout à coup l'on aperçut un corps de troupes qui s'avançait en bon ordre. C'était les Maures, au nombre de neuf mille, dont six mille cavaliers, commandés par les deux fils d'Anaverdy-Khan, Mousfous-Khan et Méhémet-Ali.

La panique se répandit dans le camp. Nos soldats coururent aux armes et ne pensèrent plus qu'à repasser la rivière. Ils la traversèrent. sans

savoir si elle était guéable à cet endroit. Le Pouniar avait quatre pieds d'eau, et ses bords étaient escarpés. Nous aurions été perdus, si l'ennemi nous avait chargés avec vigueur et à propos. Heureusement pour nous que l'artillerie avait opéré sa retraite en bon ordre. Nos pièces avaient été transportées à dos de chameau, et à mesure qu'elles arrivaient sur l'autre rive, on les tournait contre l'ennemi. Le feu de notre artillerie était bien dirigé; aussi fit-il un grand ravage dans les rangs de nos adversaires, qui ne se mirent à notre poursuite qu'au bout de deux heures et après avoir été rejoints par la garnison du fort Saint-David. Pendant ce temps, les Français s'étaient remis de leur panique, et leur attitude donna à réfléchir aux Anglais et aux Maures, qui jugèrent prudent de ne pas nous attaquer et se retirèrent sur Goudelour. Nos troupes arrivèrent dans la soirée à Ariancoupan; elles étaient exténuées de fatigue. Cette affaire ne nous avait coûté que douze morts et cent vingt blessés, et nous n'avions pas perdu un seul canon, tandis que l'armée du nabab avait eu plus de deux mille hommes mis hors de combat. Néanmoins, c'était une expédition manquée.

Après cet échec, nos soldats restèrent trois semaines dans leur camp; pendant ce temps-là, Dupleix ne restait pas inactif. Sur son ordre, la garnison de Madras s'en allait ravager le territoire d'Anaverdy-Khan, et en même temps, nos troupes

prenaient la route d'Arcate et simulaient une attaque du côté de cette ville. Sur ces entrefaites, le capitaine d'Ordelin qui au moment du départ de La Bourdonnais s'était rendu à Achem avec les quatre vaisseaux dont il avait le commandement, était revenu à Pondichéry dans le courant de janvier 1747. Dupleix fit répandre le bruit que cette escadre n'était que le commencement d'armements formidables. Anaverdy-Khan fut effrayé et abandonna les Anglais. En vertu d'un traité, il renonçait à Madras et jurait *union constante* avec les Français. Au mois de février, son fils Moufous-Khan vint à Pondichéry pour sceller la nouvelle alliance. Le prince fut reçu avec une magnificence toute orientale, et conçut une haute idée de la puissance de notre pays.

Dupleix n'avait pas renoncé au fort Saint-David, et pendant qu'il négociait avec le nabab, il avait formé le projet de s'en emparer par surprise. Goudelour n'était pas fortifié du côté de la mer, et un coup de main était facile. Des chaloupes et des schelingues avaient été secrètement réunies à Ariancoupan, et cinq cents hommes s'y embarquaient dans la nuit du 10 janvier 1747, qui était fort sombre, et se prêtait à notre entreprise. Malheureusement survint un coup de vent, et le petit corps expéditionnaire fut obligé de regagner le rivage qu'il avait quitté. Dès que la paix fut signée avec le nabab, Dupleix résolut d'enlever coûte que coûte le fort Saint-David. Il réunit les

officiers, fit appel à leur patriotisme et leur proposa Paradis pour diriger l'expédition. Cette fois, l'on écouta sa parole. Malheureusement, ces pourparlers avaient fait perdre un temps précieux. La garnison du fort Saint-David avait reçu quelques renforts, et de plus elle avait été avisée que l'escadre anglaise n'allait pas tarder à paraître. Aussi, était-elle décidée à prolonger la résistance aussi longtemps qu'elle le pourrait.

Le 13 mars, l'armée française se mettait en marche et atteignait bientôt la rivière Pouniar. Les Anglais, qui avaient résolu de nous attaquer, occupaient en ce moment la rive opposée avec trois pièces de canon. L'on se canonna de part et d'autre à la tombée de la nuit. Paradis remontant la rivière, la traversait aisément et bientôt il occupait le jardin où de Bury avait fait camper ses troupes. Les Anglais avaient fui à travers bois. L'on se préparait à donner l'assaut le lendemain, le 14 au matin. Tout annonçait que nous allions bientôt être maîtres du fort Saint-David, quand plusieurs voiles furent signalées à l'horizon. C'était l'escadre anglaise qui venait au secours de la place. Dans cette circonstance, Paradis ne pouvait laisser Pondichéry dégarni de ses troupes, et dans la soirée il regagnait Ariancoupan. Quelques jours après, l'amiral Griffin faisait son apparition devant notre ville.

La mer avait cessé de nous appartenir. Après sa défaite, le commodore Peyton s'était réfugié

au Bengale, où il avait réparé ses navires, et l'amiral Griffin était venu le rejoindre avec plusieurs gros vaisseaux. Nous ne pouvions songer à lutter contre eux. Toutes nos forces navales consistaient dans la petite escadre de d'Ordelin, qui ne comprenait que quatre bâtiments. Dupleix n'avait pas voulu la compromettre, et l'avait envoyée chercher un abri dans le port de Goa, au mois de février 1747. Le fort Saint-David reçut des secours de Bombay et de Tallichery, et sa garnison s'éleva bientôt à deux mille hommes, dont sept cents marins empruntés aux équipages de l'amiral Griffin. L'infériorité où nous nous trouvions opposait notre commerce aux plus grands dangers et laissait nos colonies sans défense. Depuis le commencement de la guerre, la Compagnie avait perdu trente bâtiments. En 1747, la Hollande se déclarait contre nous et entrait dans la coalition formée contre la France. Dans l'Inde tout était à craindre. Madras n'avait qu'une faible garnison, et d'un moment à l'autre, les indigènes pouvaient couper ses communications par terre avec Pondichéry. Cette dernière ville courait le risque d'être bloquée par la flotte anglaise. La situation était désespérée.

Dupleix ne se laissa pas abattre. Quoique la mer fût fermée pour nous, il donna l'ordre à d'Ordelin de se rendre à l'île de France avec ses vaisseaux, de réunir à son escadre tous les navires qu'il pouvait y rencontrer et de revenir avec une

flotte qui permît de prendre l'offensive. D'Ordelin partit avec le *Centaure*, le *Mars* et le *Brillant*, et au mois de décembre 1747, il arrivait à Port-Louis. Plusieurs navires s'y trouvaient. Les uns s'y étaient réfugiés ; les autres étaient venus de France avec le capitaine Bouvet de Lozier. En 1746, une flotte avait été armée sous les ordres du chevalier Groux de Saint-Georges. En mars 1747, en sortant du port, elle avait été assaillie par une violente tempête, et ses navires dispersés. Bouvet de Lozier avait pu néanmoins continuer sa route avec un vaisseau de guerre et deux bâtiments de la Compagnie, et dans le courant d'octobre, il était arrivé à l'île de France.

Bouvet de Lozier était tout disposé à accéder au désir de Dupleix. C'était un marin fort distingué ; en 1739, il avait fait un voyage d'exploration dans les mers australes et découvert l'île de la Circoncision, qui tout d'abord porta son nom. Il résolut de partir sitôt le retour de deux vaisseaux qui étaient en croisière sur la côte Malabar, et qui revinrent en février 1748. Le mois suivant Bouvet de Lozier put appareiller. Il avait avec lui sept vaisseaux : le *Lys*, l'*Apollon*, l'*Anglesey*, le *Mars*, le *Brillant*, le *Centaure* et la *Cybèle*, portant ensemble trois cent vingt-huit canons ; les équipages s'élevaient à deux mille cent dix hommes. Un bâtiment marchand, qui avait une cargaison à destination de Pondichéry, se joignit à l'escadre. Le 15 juin, Bouvet de Lozier était en vue de

Ceylan, où il capturait un bot hollandais et, quelques jours après, il mouillait à Karikal. Là, l'on apprit la supériorité numérique de la flotte anglaise, qui comptait dix-huit vaisseaux, quatorze frégates et quatre cent soixante-dix canons. La lutte pour nous était impossible, et un engagement aurait eu pour résultat de détruire les seules forces navales que nous avions dans l'Inde.

Aussi, Bouvet de Lozier était-il décidé à l'éviter. Il mettait à la voile, prenait la direction du fort Saint-David et, le 21, il apercevait l'escadre ennemie, qui stationnait devant Goudelour. Nous avions l'avantage du vent. Bouvet en profita et manœuvra de façon à échapper à ses ennemis. Il fit mine de se préparer au combat, et ses vaisseaux se rangèrent en ordre de bataille. L'amiral Griffin vint à sa rencontre. Bouvet de Lozier modifia sa course, comme s'il avait eu l'intention d'attaquer le lendemain, ou de prendre la route de Pondichéry. Les Anglais se laissèrent tromper par ce stratagème. Dès que la nuit fut venue, l'escadre française changeait de direction, gouvernait sur Madras et, grâce à la brise qui s'était élevée dans la soirée, elle y était arrivée dès le lendemain. Elle n'y séjournait que quelques heures, le temps de débarquer des vivres, des munitions, trois cents soldats et quatre-vingts nègres pour renforcer la garnison, qui n'était que de trois cent cinquante hommes. Bouvet de Lozier repartait le 23 juin et, le 25 juillet, il jetait l'ancre à Port-

Louis. Son voyage avait été des plus heureux. Aussi disait-il, dans son rapport, en constatant son retour rapide : *De même que les Israélites de la mer Rouge, nous avons été portés sur les ailes des aigles.*

Cette expédition avait eu pour résultat d'éloigner de la côte de Coromandel, durant quelque temps, l'escadre anglaise. Dupleix résolut de profiter de son absence pour s'emparer du fort Saint-David et, le 29 juin, il réunissait dix-huit cents hommes, dont huit cents Européens. Cette fois, il ne s'agissait pas de faire un siège en règle mais d'exécuter un coup de main. Le corps expéditionnaire avait reçu l'ordre de dissimuler sa marche et de profiter de la nuit pour escalader les murs de Goudelour, et s'en emparer par surprise. Malheureusement pour nous, le gouverneur de la place, le major Lawrence, avait été mis, par ses espions, au courant de nos projets, il nous tendit un piège. Il répandit le bruit qu'il renonçait à défendre Goudelour, et se retira avec ses troupes dans le fort Saint-David. A la tombée de la nuit, il revint occuper Goudelour, et fit placer sur les remparts tous les canons dont il pouvait disposer. Les Français, qui ne se doutaient de rien, croyaient ne rencontrer qu'une résistance insignifiante. Le soir, ils arrivèrent au pied des murailles, et au moment où ils posaient des échelles, ils furent accueillis par de violentes décharges, qui portèrent la mort dans leurs rangs. La panique fut générale. Nos troupes

se retirèrent sur Pondichéry, sans être du reste inquiétées par les Anglais.

Cet échec forçait Dupleix à rester sur la défensive. On avait appris que les Anglais allaient envoyer dans l'Inde un armement considérable et il y avait tout lieu de craindre de les voir assiéger Pondichéry. Dupleix, qui s'y attendait, s'était préparé et, grâce à lui, les fortifications avaient été réparées et achevées. La ville de Pondichéry avait une étendue d'un mille de l'est au sud, et près de six cents toises de l'est à l'ouest. Elle était entourée d'une solide muraille, flanquée de onze bastions, d'un fossé et d'un glacis. Les abords de la place étaient défendus par des batteries basses, qui pouvaient recevoir plus de cent canons. Deux demi-bastions faisaient face à la mer et dominaient la rade. Outre ces défenses artificielles, Pondichéry possédait des défenses naturelles dont on pouvait tirer un parti avantageux. C'est ce qu'on appelait les *limites*. Les *limites* consistaient en une haie épaisse de gros aloës et de poivriers épineux, qui commençait au bord de la mer, au nord, à une demi-lieue de la ville, continuait sur un espace de deux lieues, en décrivant autour des remparts un large segment de demi-cercle, et rejoignait, au sud, la rivière d'Ariancoupan, à un mille et demi de la mer. Ce cours d'eau complétait la ligne de défense. En dehors de l'enceinte, la ville était protégée par des marais et le

fort Ariancoupan qui était une position stratégique importante. Paradis, chargé de la défense, y avait faire des travaux considérables. On était prêt à recevoir l'ennemi.

Pondichéry allait bientôt être attaqué. En 1747, l'Angleterre avait réuni un armement formidable. La flotte, destinée à agir, comprenait huit vaisseaux de ligne, une galiote à bombes, un vaisseau-hôpital et onze transports. Les troupes embarquées comprenaient quinze cents soldats. Avec les bâtiments de l'amiral Griffin, les Anglais allaient pouvoir mettre en ligne quatorze vaisseaux ou frégates, portant sept cent quatre-vingt-huit canons. Le commandement de l'expédition avait été confié à l'amiral Boscawen, petit-fils du fameux Marlborough. A cette nouvelle, le gouvernement de Louis XV, sortant de son apathie, s'était décidé à envoyer une escadre dans l'Inde. Cette escadre comprenait trois vaisseaux : le *Magnanime*, l'*Alcide* et l'*Arc-en-Ciel*, une frégate, le *Duc de Cumberland*, et plusieurs bâtiments appartenant à la Compagnie. Un chevalier de Malte, le marquis d'Albert, en reçut le commandement. Il devait se rendre à l'île de France, rallier les vaisseaux qu'il y trouverait, aller s'emparer de Bombay, chasser les Hollandais de l'île de Ceylan, où nous appelait le roi de Candy, et venir se mettre à la disposition de Dupleix. Tel était le plan de campagne que l'on avait arrêté. D'Albert quittait Brest au mois de janvier 1748.

Quelques jours après, une tempête dispersait sa flotte. Le *Magnanime*, où il était embarqué, fut forcé de se rendre, après un violent combat, à deux vaisseaux ennemis. L'*Alcide*, commandé par de Kersaint, arriva à Port-Louis, le 28 juin, juste à temps pour prendre part à la défense de l'île. L'*Arc-en-Ciel* touchait à la colonie, dans la nuit du 9 au 10 juillet, le lendemain du départ de Boscawen. Quant au *Duc de Cumberland*, il ne put rejoindre que dans le mois de septembre, au moment où Pondichéry était assiégé. Cette diversion, qui nous aurait été d'un grand secours, ne put avoir lieu.

Boscawen quitta l'Angleterre le 19 novembre 1747. Il avait l'ordre d'enlever en passant les îles de France et de Bourbon et de s'emparer ensuite de Pondichéry. Au mois d'avril 1748, la flotte anglaise arrivait au cap de Bonne-Espérance, s'y renforçait de quatre navires et de quatre cents soldats hollandais, et le 4 juillet, elle était en vue de l'île de France. Cette colonie était devenue une véritable citadelle. Des batteries avaient été élevées sur les côtes, et l'entrée du port fermée au moyen d'une estacade. L'on y avait embossé un navire. La garnison ne comptait que cinq cents soldats ; on l'avait augmentée d'un millier de marins, qui formaient les équipages des bâtiments. Les colons avaient été organisés en milice, des nègres armés. On était résolu à une résistance énergique. L'escadre anglaise longea

le rivage, en cherchant un endroit propice à un débarquement ; puis, elle se mit à canonner la côte entre la baie du Tombeau et celle de la Tortue. Nos batteries lui répondirent, et toute la population se porta en armes pour recevoir l'ennemi. En voyant ce mouvement, Boscawen se figura que la colonie avait une garnison bien plus nombreuse qu'elle ne l'était réellement. Pendant trois jours, il resta en observation, sans pouvoir se renseigner. A la fin, craignant de perdre un temps considérable, s'il persistait dans son projet, il se décida à y renoncer, et prit la route de l'Inde.

Le 11 août, l'escadre anglaise arrivait devant le fort Saint-David ; elle comptait vingt-huit voiles. L'armée qu'elle débarqua, réunie à la garnison du fort, s'élevait à près de dix mille hommes, dont plus de deux mille soldats européens et dix-huit cents matelots des équipages. Douze cents Hollandais vinrent de Négapatam se joindre aux Anglais. Le 18 août, cinq navires ennemis se présentaient dans la rade de Pondichéry et fermaient le chemin de la mer. Boscawen essaya en même temps de s'assurer l'alliance d'Anaverdy-Khan. La crainte que les Français inspiraient était encore si grande que le nabab hésita longtemps avant de se déclarer contre nous. Ce ne fut qu'après la chute d'Ariancoupan qu'il s'allia avec Boscawen. Du reste, son concours fut insignifiant. Pendant toute la durée

du siège, il se tint à une douzaine de lieues de la ville avec un corps de mille hommes, en attendant les événements.

Avec les forces dont disposait Dupleix, et qui ne comprenaient que douze cents Européens et deux mille cipayes, il ne pouvait songer à aller à la rencontre de l'armée ennemie et à lui livrer bataille en rase campagne. C'eût été compromettre le salut de Pondichéry. Dupleix était résolu à se défendre avec acharnement et à disputer le terrain pied à pied. Telle fut toute sa tactique. De son côté Boscawen, quoique habile marin, n'avait rien de ce qu'il fallait pour diriger un siège. Au lieu de profiter de sa supériorité numérique et de marcher droit sur Pondichéry en laissant un corps d'observation devant Ariancoupan, il s'arrêta plusieurs jours devant cette forteresse et y perdit un temps précieux. Ce délai permit à nos cipayes de faire leurs premières armes et de s'aguerrir.

Avant d'attaquer la place, Boscawen voulait se rendre maître d'Ariancoupan, et le 19 août, il donnait l'ordre à quatre mille hommes de marcher de ce côté. Dupleix, décidé à faire payer chèrement aux assaillants chacun de leurs succès, résolut de défendre le passage de la rivière de Chounamback, qui n'était située qu'à un quart de lieue du fort d'Ariancoupan. Le capitaine d'Auteuil fut chargé de disputer le gué aux Anglais avec une compagnie de dragons, une

compagnie de grenadiers et un corps de cipayes. Il traversa la rivière au point du jour, refoula sans peine un gros de cavalerie indigène et envoya à deux cent cinquante toises du gué un parti de cipayes. L'autre rive du fleuve, qui était voisine de la forteresse, était occupée par une compagnie d'infanterie, et défendue par une redoute garnie de quatre pièces de canon. En cas de retraite, d'Auteuil devait repasser la rivière et se retirer derrière cette redoute.

Pendant deux jours, les Anglais ne firent aucun mouvement, et l'on ne pouvait se douter de leurs projets. Le 25, à huit heures du matin, quatorze vaisseaux vinrent mouiller devant Ariancoupan, et douze cents hommes marchèrent droit à nos cipayes. Nos auxiliaires indigènes, qui avaient profité de l'instruction militaire que nous leur avions donnée, attendirent les assaillants de pied ferme, et repoussèrent successivement trois charges. Toute l'armée anglaise s'ébranla. D'Auteuil ordonna alors à nos cipayes de se retirer, et la retraite s'opéra en bon ordre. Le combat était pour nous d'un heureux présage. Le lendemain, l'armée anglaise traversait la rivière. Boscawen pensait pouvoir s'emparer d'Ariancoupan par surprise. Dans ce but, douze à treize cents Anglais se glissèrent à travers bois, et arrivèrent à moins d'une portée de canon de la forteresse. Le commandant Law les laissa s'avancer jusqu'à quarante mètres du rempart. A ce moment, ils

furent accueillis par une décharge de mousqueterie et d'artillerie. Sur ces entrefaites, nos cipayes firent une sortie et abordèrent l'ennemi à l'arme blanche. Les Anglais ne purent tenir et se retirèrent dans le désordre le plus complet, après avoir eu plus de cent cinquante hommes tués ou blessés. Ce succès rendit nos soldats pleins de confiance.

Quand Boscawen vit qu'il devait renoncer à enlever Ariancoupan par un coup de main, il résolut d'en faire le siège et fit établir plusieurs batteries et commencer des travaux d'approche. Une tranchée fut bientôt ouverte. Dupleix, qui voulait prolonger la résistance d'Ariancoupan, avait envoyé Paradis prendre part à la défense de la place. Pendant plusieurs jours, l'on se canonna de part et d'autre. Paradis, qui voyait que les Anglais perfectionnaient leurs ouvrages, pensa qu'il était temps de les en débusquer. Une sortie fut résolue. Les dragons, une compagnie d'infanterie, quatre cents cipayes et cinquante Cafres, commandés par de Bussy, traversèrent la rivière, sous la protection du canon du fort, arrivèrent au retranchement ennemi, et s'en emparèrent en sabrant tout ce qui leur résistait; ses défenseurs prirent la fuite. Nos troupes rentrèrent ensuite dans Ariancoupan, sans être inquiétées. Jusqu'à présent, nous ne pouvions que nous féliciter du résultat des opérations, quand un événement imprévu vint changer en tristesse la joie de la garnison.

Le 30 août, un boulet tombait sur un chariot de poudre, qui prit feu. L'explosion fut terrible ; quarante-six hommes périrent et soixante furent grièvement blessés. Un découragement général s'empara de nos troupes. Paradis, qui connaissait le soldat, pensa que s'il restait à Ariancoupan, il s'exposerait à une défaite certaine. Aussi, il prit le parti d'abandonner la forteresse, après en avoir fait sauter les principaux ouvrages, et rentra dans Pondichéry avec la garnison. Sitôt notre départ, les Anglais prirent possession d'Ariancoupan. Leur fanfaronnade alla jusqu'au ridicule. L'on tira le canon à Goudelour, comme si une victoire avait été gagnée. Boscawen donna un bal à ses officiers et leur annonça que dans dix jours, « il serait le maître de la ville des Français ». Au lieu d'agir avec vigueur, il perdit cinq jours à Ariancoupan, pour y relever quelques fortifications écroulées, et nous donna ainsi le temps d'achever les travaux de défense. Après quelques hésitations, il se décida enfin à attaquer la place du côté nord-ouest et, le 7 septembre, il passait la rivière et venait prendre position. On supposait que les Anglais avaient l'intention de nous assaillir de ce côté.

Mais on les vit bientôt tourner à gauche, et gagner le village d'Oulgaret. Ils avaient remarqué que sur ce point, les fortications laissaient à désirer. Ils établirent des mortiers, et commencèrent à battre en brèche la position connue sous le nom de

Charonne et que défendait de Bussy avec ses volontaires et deux pièces de canon.

Cette attaque n'était qu'une simple reconnaissance. L'on ne tarda pas à connaître les projets des assiégeants, en les voyant établir leur camp vis-à-vis la porte Valdaour. En même temps, une galiote à bombes venait se joindre aux vaisseaux, qui étaient mouillés devant la ville et, du 9 au 10 septembre, la place était bombardée. Le siège commençait. Comme nos lignes de défense étaient trop étendues, eu égard à l'effectif de la garnison, nos troupes reçurent l'ordre de se replier sur la ville, après avoir incendié les cases qui étaient dans le voisinage, afin qu'elles ne pussent pas servir aux assiégeants. La place était en état d'opposer une longue résistance. Dupleix y avait fait entrer une quantité prodigieuse de vivres et de munitions. Des batteries masquées avaient été établies dans la plupart des courtines, et la population était résolue. La garnison était insuffisante comme nombre et comme instruction. Dupleix savait ce qu'il pouvait en tirer. Son plan consistait à éviter un engagement général, à harceler l'ennemi par une série de reconnaissances et de petits combats, et à le tenir constamment en haleine. Au point de vue militaire, ces opérations n'avaient aucune importance, mais elles faisaient éprouver des pertes sérieuses aux assiégeants.

Après quelques escarmouches, les Anglais commencèrent leurs travaux d'approche et, le 10 sep-

tembre, ils ouvraient une tranchée au nord du bastion Saint-Joseph, à quinze cents mètres de la place. Leur but était d'arriver au pied du rempart. Une sortie fut résolue. Paradis, chargé de la conduire, avait sous ses ordres cinq cents Européens, sept cents cipayes avec deux pièces de canon. L'on se proposait de surprendre les Anglais et de les déloger de leurs positions. Dès que le soir fut venu, nos soldats se mirent en marche. Malheureusement, le sol était marécageux, et nous ne pouvions avancer que fort lentement, à cause des canons que l'on était obligé de porter à bras. Il en résulta un retard considérable, pendant lequel l'ennemi fut averti. Aussi, toute l'armée anglaise était prête à nous recevoir. En entrant dans un village que nous pensions trouver sans défense, nous fûmes assaillis par trois décharges. Plusieurs officiers furent atteints, parmi lesquels Paradis, qui reçut une balle de mousquet dans la tête. Le bruit de sa mort se répandit, et il s'ensuivit une panique générale. Les Anglais voulurent profiter de notre déroute pour entrer dans la place ; mais ils furent arrêtés par le feu des forts, et nos troupes, grâce à leur appui, parvinrent à se rallier. Les pertes étaient égales des deux côtés. Cet échec nous avait coûté trois officiers et cent soldats. Nous avions à déplorer la mort de Paradis, qui succomba deux jours après sa blessure. C'était le plus grand malheur qui pût nous arriver dans les circonstances où l'on se trouvait. Paradis était

le plus capable des officiers, et Dupleix en parle dans ses mémoires, comme d'un homme intelligent, instruit, familier avec le pays, désintéressé, et n'ayant qu'un mobile, l'amour de la France. Sa perte était d'autant plus sensible que Pondichéry n'avait personne pour le remplacer. Dupleix donna la preuve de ce dont son génie était capable. Il se fit administrateur, artilleur, ingénieur. Son habileté à diriger la défense releva le moral de la garnison un instant ébranlé, et la confiance qu'il inspirait devint bientôt un véritable enthousiasme.

Les jours qui suivirent cet insuccès, le seul que nous ayons eu pendant le siège, il ne se passa rien d'extraordinaire. Chaque nuit, les dragons, les cipayes et les Cafres sortaient et venaient faire le coup de feu, jusque dans le camp ennemi. Les Anglais n'avaient pas un moment de répit. Nous étions au courant de tous leurs projets, grâce au service d'espions que Mme Dupleix avait organisé avec les indigènes. Les assiégeants n'en poursuivaient pas moins leur but : ils avaient construit plusieurs batteries et attaquaient avec cinq mortiers la muraille, située entre la porte Valdaour et le fort Saint-Georges, afin d'ouvrir une brèche. L'artillerie de la place leur répondait vigoureusement. A chaque instant des escarmouches avaient lieu. La journée du 26 septembre fut particulièrement glorieuse pour nos cipayes. Leur colonel Abder-Raman avait reçu l'ordre de sortir avec cinq cents soldats indigènes et de s'emparer d'un

convoi qui devait débarquer. L'expédition fut couronnée de succès. Quelques jours après, une nouvelle sortie avait lieu, et elle était aussi heureuse que la première. Après un engagement assez vif, l'avantage nous resta, et nos cipayes s'emparaient de deux pièces de vingt-huit que l'ennemi venait de débarquer. La cavalerie anglaise, qui était venue pour prendre part à l'action, se retira derrière un marais, sans avoir tiré le sabre. L'effet moral, produit par ce succès, fut immense.

A partir de ce moment, la réputation militaire des cipayes était désormais solidement établie, et Boscawen vit que dix jours ne suffiraient pas, comme il s'en était vanté, pour s'emparer de Pondichéry.

La ténacité anglaise était loin d'être découragée. Les assiégeants avaient continué leurs travaux, et malgré les escarmouches qu'ils étaient obligés de soutenir contre la garnison, ils avaient négligé de faire reconnaître les lieux, et arrivèrent à un marais qui les obligea à changer de direction. Rien ne paraissait les rebuter. De nouvelles batteries furent construites, et bientôt douze pièces de vingt-quatre et vingt-deux mortiers canonnèrent sans relâche les remparts, principalement le fort Saint-Joseph. La garnison réparait le dégât pendant la nuit ; l'on blindait les portes avec des sacs de terre, et l'on garantissait les murailles au moyen d'une palissade de bois de coco-

tier. Aussi, le feu de l'artillerie ennemie demeurait sans résultats.

La flotte anglaise, qui jusqu'alors avait pris peu de part aux opérations de siège, joua bientôt un rôle actif. Le 7 octobre, les vaisseaux s'embossaient devant la place, et commençaient le bombardement. Comme ils étaient à une trop grande distance, les trois quarts de leurs boulets se perdaient dans la mer. Aussi, ils se rapprochèrent, et le lendemain, depuis six heures du matin jusqu'à dix heures et demie du soir, leur feu fut continuel. L'on ramassa dans la ville près de quatorze mille bombes, sans compter celles qui s'égarèrent dans la plaine. Les assiégés supportèrent tranquillement cet orage. Du reste, cette canonnade ne réussit qu'à tuer une vieille femme, qui s'était trop aventurée dans les rues, et un indigène, qui courait après un boulet, pour s'en emparer. Aucun soldat ne fut atteint, et les maisons, qui, pour la plupart, n'avaient qu'un étage, furent très peu endommagées. La population, électrisée par la présence de Dupleix, qui se prodiguait et se trouvait partout, était résolue à s'ensevelir sous les ruines de la place. Du côté de la terre, notre feu était terrible : nous avions démonté neuf des pièces ennemies.

La flotte anglaise avait cessé le bombardement, et pour cause, les boulets que nous avions envoyés du côté de la mer avaient porté, et plusieurs vaisseaux ennemis avaient beaucoup souf-

fert. Les Anglais commençaient à se démoraliser. Nous en avions acquis la certitude par nos espions et le témoignage de plusieurs déserteurs. Une lettre de l'amiral Boscawen, qui tomba entre nos mains, ne pouvait laisser aucun doute à ce sujet. Tout indiquait la levée prochaine du siège. Les 11, 12, 13 et 14, le feu des Anglais se ralentit considérablement. A Pondichéry, l'on s'attendait à les voir tenter un coup de désespoir et livrer un assaut général. Telle n'était pas leur intention. Au bout de cinq semaines, ils avaient perdu une partie de leurs meilleures troupes, et les pluies de septembre avaient occasionné un grand nombre de maladies. En présence de ces circonstances, Boscawen détruisit ses batteries; le 15, il abandonnait ses tranchées, et le 17, il se retirait à Ariancoupan, et de là au fort Saint-David. A Ariancoupan, l'on trouva plusieurs centaines de bouteilles de champagne et de bière, qui aidèrent la garnison à célébrer sa victoire.

Le siège de Pondichéry avait duré quarante-deux jours, dont trente-huit de tranchée ouverte. Les Anglais avaient lancé sur la ville cinq mille bombes et tiré quarante mille coups de canon. Ils avaient perdu près de onze cents Européens sans compter les indigènes. De notre côté, nos pertes n'atteignaient pas deux cents hommes. Notre victoire était complète, et il fallait l'attribuer à Dupleix, qui s'était prodigué et avait souvent exposé sa vie en dirigeant les opérations. Il avait commu-

niqué son ardent patriotisme aux habitants et aux soldats, et inspiré à tous la résolution d'une résistance énergique. Il avait été l'âme de la défense. Quant à Mme Dupleix, elle avait été digne de son mari, en partageant ses périls; une bombe avait éclaté à quatre pas d'elle. Elle avait soutenu officiers et soldats par des propos dignes de l'ancienne Rome, relevé le courage de ceux qui se sentaient défaillir, et inspiré à tous le mépris de la mort. La colonie était sauvée. La joie que l'on éprouvait à Pondichéry était grande. Un *Te Deum* fut solennellement chanté dans l'église de la citadelle; les cloches sonnaient à toutes volées et l'on tirait le canon. La population s'empressa ensuite de se rendre chez le gouverneur, pour lui témoigner ainsi qu'à Mme Dupleix les sentiments de gratitude dont elle était pénétrée. Dans la séance du 4 novembre 1748, le Conseil décida que tous les ans à pareille époque, un *Te Deum* serait chanté en l'église Notre-Dame-des-Anges, afin de consacrer la mémoire du siège de Pondichéry, et de perpétuer le souvenir de ce glorieux fait d'armes.

Les indigènes avaient attentivement surveillé le siège de Pondichéry. Pour eux, c'était l'événement qui devait prouver si la France était la grande nation. L'effet moral produit par notre succès fut immense; les populations étaient frappées d'étonnement. Le gouverneur ne négligea rien du reste pour rendre notre victoire plus écla-

tante, et s'empressa d'envoyer des messages à Arcate, à Aurengabad, à la cour de Delhy, annoncer la défaite de l'armée anglaise. L'on était stupéfait de notre triomphe. Tous les princes s'empressaient d'écrire à Dupleix et de lui marquer leur satisfaction. Des ambassadeurs, chargés de riches présents, venaient de toutes parts, dans notre ville, saluer le gouverneur victorieux, et le Grand Mogol lui envoyait les titres de *Khan-Mansoubdar-Mousafer-Sing-Bahadour*. En France, l'on était unanime pour reconnaître tout ce qu'avait fait Dupleix. Le 11 octobre 1749, le roi le nommait chevalier de Saint-Louis, et les directeurs de la Compagnie lui avaient adressé une lettre des plus flatteuses, pour lui témoigner leur reconnaissance. Des fêtes étaient instituées en l'honneur de la levée du siège, et le frère du gouverneur de Pondichéry, Dupleix de Bacquencourt, qui était fermier général dans le Soissonnais, voulut, par un acte de bienfaisance, consacrer ce glorieux souvenir. Il dota et maria le même jour douze jeunes filles pauvres du pays. La poésie s'empara de ce brillant fait d'armes, et un poème épique *Pondichéry sauvé*, par Morel de Lomer, vint consacrer les exploits des nouveaux preux.

Dupleix ne se laissa pas éblouir par son triomphe, et dans les lettres qu'il adressa au ministre, l'on ne peut découvrir chez lui le moindre sentiment d'orgueil. Il se borne à recommander *les*

personnes qui se sont le plus distinguées dans la défense de la place, et demande des récompenses pour tous ces braves gens à qui le salut de la ville est entièrement dû. Il n'avait qu'un désir, continuer la lutte. Les circonstances nous étaient favorables. Une escadre, composée de sept vaisseaux, commandée par le capitaine de Kersaint, était arrivée dans l'Inde. De Kersaint venait de l'île de France, où il avait été rejoint par plusieurs bâtiments. Quand il s'était vu à la tête de forces imposantes, il avait repris la mer, et le 9 février 1749, il était à Pondichéry. Lorsque l'escadre entra en rade, les forts de la ville la saluèrent de quinze coups de canon. Toute la garnison était sous les armes, et l'on battait aux champs. De Kersaint et ses officiers se rendirent en corps chez le gouverneur, qui vint les recevoir à la porte de son hôtel, et leur fit le plus gracieux accueil. Mme Dupleix et les dames de la ville les attendaient au bas de l'escalier d'honneur. Nos marins étaient charmés de leur réception. Plusieurs bals furent donnés en leur honneur. La plus grande intimité ne tarda pas à s'établir entre la garnison de la ville et les équipages de la flotte. Soldats et matelots étaient impatients de marcher ensemble contre les Anglais et leur infliger de nouvelles défaites. Tout semblait présager le succès.

Ce fut l'un des beaux jours de Dupleix. Il n'avait jamais eu à sa disposition des forces aussi considérables; aussi songeait-il à porter le der-

nier coup aux Anglais et à abattre leur puissance. L'Inde attendait la réalisation de ses projets : l'avenir était à lui. Ce fut à ce moment qu'il reçut l'ordre de suspendre les hostilités, en attendant le résultat des négociations qui se poursuivaient à Aix-la-Chapelle. Le 12 avril 1748, la Compagnie lui avait écrit que les préliminaires de paix étaient sur le point d'être signés, et que l'une des conditions était la restitution de Madras. Nous perdions ainsi les bénéfices de la guerre. La Société de marchands, qui siégeait à Paris, ne comprenait pas l'importance de Madras. Elle ne voulait pas faire de cette ville une colonie française. Une pareille entreprise lui semblait trop onéreuse. Il aurait fallu augmenter les fortifications de la place, y entretenir une garnison ; de plus, l'on craignait que le commerce de Pondichéry n'eût à souffrir de la concurrence de notre nouvelle possession. L'on s'arrêtait à des considérations aussi peu sérieuses. Un instant, il avait été question de céder Madras aux Maures d'Arcate, en échange d'un certain nombre d'aldées. Ainsi, de toute manière, l'on était décidé à ne pas conserver cette ville que Dupleix aurait voulu garder à tout prix. En Amérique, les Anglais nous avaient enlevé Louis-Bourg. Pour recouvrer cette forteresse, considérée comme la clef du Canada, l'on pensait qu'on ne pouvait mieux faire que de restituer Madras. En Europe, nous avions remporté d'éclatants succès. La Flandre était en notre pou-

voir, et nous étions à Bruxelles. Nous aurions pu parler haut à Aix-la-Chapelle ; mais Mme de Pompadour avait recommandé aux plénipotentiaires de ne pas revenir sans la paix. Il en était résulté que nous avions rendu toutes nos conquêtes. Le traité fut définitivement signé le 18 octobre 1748 ; son article 2 replaçait les choses dans l'état où elles étaient avant la guerre.

Le 22 octobre, la Compagnie avait averti Dupleix que la paix était signée et que Madras devait être restitué Elle lui disait : *L'intention du roi est que notre Compagnie donne dans l'Inde l'exemple de la candeur qui a animé toutes les démarches de Sa Majesté, tant dans la manière dont elle a fait la guerre que dans celle dont elle vient de traiter la paix, et que nous allions au-devant de tous les accidents, qui peuvent retarder l'exécution de ses projets.* Il était impossible de pousser plus loin la naïveté, et l'on se demande si les directeurs qui avaient écrit cette lettre étaient dans leur bon sens. Cette politique antifrançaise était la condamnation de celle de Dupleix. Le 30 octobre 1748, le roi donnait l'ordre d'évacuer Madras, et au mois d'août 1749, la place était remise aux Anglais. La guerre n'avait eu pour nous aucun résultat ; la situation restait la même. Aussi, la lutte devait-elle fatalement recommencer.

CHAPITRE IX

Intervention de la France dans les affaires indigènes; apogée de sa puissance dans l'Inde. — Les projets de Dupleix.

La paix, qui existait en Europe, entre les cabinets de Versailles et de Saint-James, ne devait pas s'étendre en Asie. Les Français et les Anglais allaient bientôt se retrouver sur les champs de bataille. Dans l'Inde, les Compagnies française et anglaise avaient chacune mis sur pied beaucoup plus de troupes qu'il ne leur était possible d'en employer en temps ordinaire. Elles imaginèrent de les mettre au service des princes indigènes, et comme elles embrassèrent des partis différents, leurs armées se trouvèrent en présence l'une de l'autre.

Ce furent les Anglais qui entrèrent les premiers dans cette voie, en intervenant dans les affaires du royaume de Tandjaour. Deux prétendants s'y disputaient la couronne. Les Anglais appuyèrent l'un d'eux et, pour prix de leurs services, ils se firent céder la ville de Devicotah, qui était située dans un riche pays où se trouvaient de nombreuses fabriques de mousselines. De plus, son mouillage était excellent. C'était une précieuse acquisition pour nos rivaux.

Nous n'avons pas oublié qu'en 1741 les Mahrattes avaient fait invasion dans le Carnatic et que le gendre de Daoust-Ali-Khan, Chanda-Saheb avait été obligé de se rendre avec la place de Tritchinapaly. Depuis, il était resté en captivité. se trouvant dans l'impossibilité de payer les 16 lackhs de roupies qu'on lui demandait pour sa rançon. Il eut alors recours à Dupleix, et le chef des Mahrattes, Ragodgi, par considération pour le gouverneur français, réduisit la rançon à 2 lackhs 1/2. Chanda-Saheb. recouvrant la liberté, n'avait pas oublié la situation qu'il avait eue du temps de Daoust-Ali-Khan. Aussi résolut-il de la reconquérir, en s'emparant du Carnatic.

Dans ce but, il s'assura de l'appui de plusieurs chefs mahrattes qui donnèrent une escorte à leur ancien prisonnier. De plus, ils s'engageaient à envoyer une armée dans le Carnatic. Ils étaient heureux d'avoir un prétexte pour de nouvelles razzias. Chanda-Saheb écrivait en même temps à Dupleix, pour l'informer de sa prochaine arrivée et de son intention d'entrer en lutte avec le nabab Anaverdy-Khan.

Dupleix comprit de suite les dangers que présentait un pareil événement. Une invasion mahratte était la ruine du Carnatic, tandis que si nous prêtions assistance à Chanda-Saheb et parvenions à le rétablir sur son trône, nous en faisions le vassal de la France, et trouvions ainsi l'occasion d'augmenter considérablement notre

influence. Aussi Dupleix n'hésita pas à adopter ce dernier parti. L'entente avec Chanda-Saheb était facile. Ce prince avait gardé toutes ses sympathies pour les Français, et sa femme, qui était restée à Pondichéry, nous servit d'intermédiaire. Il renonça sans peine à l'alliance des Mahrattes, et en retour, nous lui promettions notre appui. La guerre avec l'Angleterre nous avait empêché de donner suite à ce projet. Chanda-Saheb chercha néanmoins à lever quelques troupes pour entrer en campagne, et dans ce but, il réunit 5 à 6 000 hommes. Il était dans l'attente, quand un événement imprévu vint le mettre à même de réaliser ses espérances.

Le soubab du Deccan, Nizam-El-Molouck venait de mourir à l'âge de cent quatre ans; il laissait cinq fils. Ghazzi-Eddin, l'aîné, jouissait de la dignité d'*Omrah*, et en cette qualité, il ne quittait jamais la cour de Delhy. Le second, Nazyr-Sing, se trouvait à Aurengabad, à la mort de son père. Nizam-El-Molouck laissait en outre un petit-fils, Hidayet-Nah-Eddini-Khan, connu dans la suite sous le nom de Mursapha-Sing. Né d'une fille préférée que Nizam-El-Molouck avait eue de son mariage avec la fille du Grand Mogol, et d'un barbier favori appelé Sadolas-Khan, Hidayet était l'objet de la tendresse du vieux soubab qui voulait le désigner comme successeur. Du reste, par sa mère, Hidayet était son héritier légitime à l'exclusion de ses oncles, qui étaient nés de con-

cubines. A la mort de Nizam-El-Molouck, Nazyr-Sing, qui commandait l'armée, s'empara du pouvoir, et parvint sans difficulté à se faire proclamer vice-roi du Deccan.

Hidayet s'était rendu à Delhy. L'empereur Mohammed-Chah était mort en 1747. Son successeur Ahmed-Chah conféra à Hidayet le nom de Mursapha-Sing, c'est-à-dire l'*invincible*, l'investit de la souveraineté du Deccan et lui ordonna en même temps de marcher contre Nazyr-Sing. Mursapha-Sing se mit en route avec 8000 cavaliers et 15 000 fantassins et vint prendre position dans les provinces occidentales de Golconde.

Chanda-Saheb s'empressa de le rejoindre avec les quelques milliers d'hommes qu'il commandait, et de lui offrir ses services qui furent acceptés avec empressement. Comme prix du secours qui lui était donné, Mursapha-Sing promettait à Chanda-Saheb de le nommer nabab du Carnatic. Ce dernier persuada à Mursapha-Sing que le vrai moyen de renverser Nazyr-Sing était de s'emparer du Carnatic et que cette province était la meilleure base d'opérations que l'on pût avoir pour attaquer le Deccan. En même temps, il l'assurait de l'appui des Français. Avant même d'avoir été consulté, Dupleix se trouvait ainsi engagé dans la lutte.

Ce projet ne pouvait qu'être agréable à Dupleix, qui loin de reculer devant une entreprise aussi difficile, montra la plus grande ardeur à en pour-

suivre la réalisation. Un traité fut signé avec Chanda-Saheb. Les troupes indigènes de la Compagnie entraient à son service, et étaient à sa solde, toute la durée de la campagne. En outre, un corps d'Européens lui était prêté en qualité d'auxiliaires. Cette intervention nous était avantageuse sous tous les rapports. Elle tirait d'embarras le gouvernement de Pondichéry, qui, par suite du peu de ressources dont il disposait, avait de la peine à entretenir son armée, et en même temps elle nous donnait l'occasion d'étendre notre influence. Dans l'entreprise qu'il tentait, Dupleix voyait l'occasion de placer l'un de nos partisans sur le trône du Deccan et y assurer ainsi notre prépondérance dans l'Inde.

Notre petite armée fut bientôt prête ; elle comprenait 420 Européens, 100 Cafres, 1800 cipayes et un peu d'artillerie et était commandée par d'Auteuil, beau-frère de Dupleix. De leur côté, Chanda-Saheb et Mursapha-Sing avaient réuni près de 50 000 hommes : le contingent français les rejoignit dans les derniers jours de juillet. Les alliés se mirent en marche, et le 5 août 1749, ils étaient en présence de l'armée ennemie, qui comptait 12 000 cavaliers, 8000 fantassins, 220 éléphants et 26 canons servis par 66 Européens, aventuriers de toutes les nations. Anaverdy-Khan s'était préparé à soutenir le choc. Il avait pris position à une dizaine de lieues d'Arcate, à Ambour. Son camp s'appuyait sur

une montagne inaccessible et était protégé par des marais assez profonds. De plus, il avait été fortifié au moyen de fossés et d'épaulements considérables, garnis d'artillerie. Tout faisait prévoir que nous allions rencontrer une résistance acharnée.

D'Auteuil, qui formait l'avant-garde avec sa petite troupe, offrit à Chanda-Saheb d'enlever les retranchements qui couvraient les positions d'Anaverdy-Khan. Deux de ses attaques furent repoussées, et il fut blessé dans l'une d'elles. Une troisième fut plus heureuse. Nos soldats, conduits par de Bussy, franchirent le parapet, pénétrèrent dans le camp ennemi, et s'avancèrent au pas de charge. Tout pliait devant eux, et leur exemple avait entraîné Chanda-Saheb et son armée.

C'est en vain qu'Anaverdy-Khan se prodiguait et cherchait à ranimer le courage de ses gens. Son fils aîné, Moufous-Khan était enveloppé par nos cipayes et obligé de se rendre au moment où il se préparait à nous charger avec sa cavalerie. Le vieux nabab voulut tenter un dernier effort. La vue de l'étendard de Chanda-Saheb lui avait donné une nouvelle énergie, et il ordonna au conducteur de son éléphant de se précipiter à travers les masses ennemies. Le conducteur obéit; mais Anaverdy-Khan fut bientôt frappé au cœur par la balle d'un Cafre et renversé aux pieds de sa monture. Ses troupes se débandèrent aussi-

tôt et leur défaite se changea en une déroute générale. Le deuxième fils du nabab, Méhémet-Ali, ne dut son salut qu'à une fuite rapide et courut s'enfermer dans la ville de Tritchinapaly.

Notre victoire était complète. Nous avions fait un butin considérable. La caisse militaire avec dix-sept millions de roupies, soixante éléphants, des chevaux, des chameaux, des bijoux, de belles armes et quantité de munitions étaient tombés entre nos mains. Cette bataille montrait notre supériorité militaire, et notre prestige était tel qu'une partie de la cavalerie ennemie se mit au service de Chanda-Saheb, afin de pouvoir combattre à côté de nous. Cette journée ne nous avait coûté que 10 Européens tués et 70 blessés: 500 de nos cipayes avaient été mis hors de combat. L'on évaluait à plus de 1000 morts les pertes de l'ennemi. Anaverdy-Khan avait été tué; de ses fils, l'un était notre prisonnier et l'autre en fuite. Mursapha-Sing se fit proclamer soubab du Deccan sur le champ de bataille, et son premier soin fut de nommer Chanda-Saheb nabab du Carnatic. Le lendemain, les deux princes entraient dans Arcate où ils étaient acclamés par la population. Ils envoyaient en même temps un express à Dupleix pour l'informer de ce qui s'était passé, et lui annoncer leur prochaine visite, afin de lui témoigner leur reconnaissance. Ils ne tardèrent pas à prendre la route de Pondichéry. Leur armée comptait 45 000 hommes et 216 éléphants. Arrivés

aux limites de notre territoire, Mursapha-Sing établit son camp à quatre lieues de la ville, en attendant que le gouverneur vînt à sa rencontre. Chanda-Saheb entra immédiatement dans Pondichéry avec un brillant cortège. Il se rendit à la citadelle et remit à Dupleix une toque garnie d'une aigrette d'or et enrichie de diamants, une robe tissue d'or et une ceinture brodée. Il voulut lui-même placer la toque sur la tête du gouverneur. A ce moment, tous les forts de la ville tirèrent le canon, et une immense acclamation se fit entendre et vint ratifier l'hommage rendu au représentant de la France.

Dupleix s'empressa de se rendre au-devant de Mursapha-Sing : il était accompagné des membres du Conseil et d'une nombreuse escorte. Le soubab voulut se porter à la rencontre de son allié. Son cortège était des plus brillants. 5000 cavaliers ouvraient la marche. Venaient ensuite un éléphant, à la tour duquel était arboré un drapeau blanc, chargé d'un côté d'un soleil et de l'autre d'un croissant en or, une troupe de 1000 lanciers et deux autres éléphants, porteurs chacun de deux pièces de canon; ils étaient suivis de 800 chevaux qui portaient des fusées dont les indigènes se servaient en guise de grenades, et de nombreux gardes à pied. 24 éléphants montés par les principaux seigneurs de la cour et 500 cavaliers précédaient immédiatement Mursapha-Sing. Le soubab était monté sur un magnifique élé-

phant; il avait à ses pieds son fils, un enfant de huit ans, et celui de Chanda-Saheb, Raja-Saheb. L'escorte du prince se composait de 24 soubdars, porteurs de masses d'argent et de 1000 cavaliers, revêtus de riches costumes. L'arrière-garde était formée par 12 éléphants, 1500 arquebusiers et 2000 lanciers. Le reste de l'armée resta campé dans les aldées de Villenour.

Le cortège du soubab ne tarda pas à rejoindre l'escorte du gouverneur. Mursapha-Sing se rendit à la tente de Dupleix, et lui exprima toute sa gratitude. L'on se remit en marche et l'on entra bientôt dans la ville. La citadelle tirait le canon; la garnison était sous les armes, et tous les vaisseaux qui se trouvaient en rade avaient hissé le pavillon d'apparat. Les habitants avaient pavoisé leurs maisons. Le soir, un grand souper avait lieu à l'hôtel du gouverneur; il était servi, moitié à l'européenne, moitié à l'orientale. Les princes étaient charmés de l'accueil qui leur était fait, et rien du reste n'avait été négligé. Dupleix, qui savait mieux que personne combien les Orientaux sont sensibles à l'ostentation, avait eu soin que la réception fût des plus brillantes, et en y déployant un luxe asiatique, il voulait convaincre nos visiteurs de la puissance de notre pays. Son but fut complètement atteint.

Le gouverneur donna plusieurs fêtes en l'honneur de ses hôtes, afin de leur rendre agréable le séjour de Pondichéry; il fit tirer un feu d'artifice,

et le soubab, qui n'en avait jamais vu, goûta fort ce genre de spectacle. Sur son désir, eut lieu la *petite guerre*. La garnison européenne simula l'attaque d'une forteresse, et en même temps deux vaisseaux qui étaient en rade offrirent la représentation d'une bataille navale. Mursapha-Sing était captivé et disait à qui voulait l'entendre qu'avec mille dragons français, il n'hésiterait pas un seul instant à aller attaquer Nazyr-Sing jusque dans Aurengabad. Quant à Chanda-Saheb, il ne savait comment nous exprimer sa reconnaissance, et dans le but de nous donner des preuves de son amitié, il fit distribuer 75 000 roupies aux troupes qui se trouvaient à la bataille d'Ambour et nous concéda le territoire de Villenour et celui de Bahour. Mursapha-Sing ratifia ces concessions; après quoi, il quitta Pondichéry où il était resté huit jours pour aller se mettre à la tête de ses troupes. Chanda-Saheb séjourna encore quelque temps dans notre ville; Dupleix l'avait retenu afin de se concerter avec lui sur les opérations qu'on allait entreprendre.

Après la bataille d'Ambour, Méhémet-Ali s'était réfugié dans Tritchinapaly. Dupleix pensait avec raison qu'il fallait se débarrasser de cet ennemi avant qu'il fût devenu redoutable. Selon lui, avant d'entreprendre quoi que ce soit, il était indispensable d'occuper Tritchinapaly, qui pouvait devenir entre les mains de nos adversaires une base d'opérations contre nous. Le moment

était favorable pour agir. Les Anglais avaient reconnu Chanda-Saheb comme nabab du Carnatic, et Méhémet-Ali s'était inutilement adressé à eux pour en obtenir des secours. Boscawen avait pris la route de l'Europe avec son escadre.

Sitôt que Dupleix fut informé de son départ, il invita Chanda-Saheb à aller assiéger Tritchinapaly, et dans le but d'activer l'expédition, il lui avança cent mille roupies sur son propre fonds. De plus, il lui fournissait un corps d'auxiliaires comprenant 800 Européens, 100 Cafres, et 200 Cipayes. Au mois de novembre 1749, le détachement français, accompagné de Chanda-Saheb, se mettait en marche, et allait rejoindre Mursapha-Sing.

Dupleix se voyait à la veille de réaliser ses projets. La chute de Tritchinapaly établissait d'une façon définitive notre influence sur le Carnatic. Aussi, quel fut son désappointement, en apprenant que les princes avaient abandonné le plan de campagne que l'on avait adopté, et quitté la direction de Tritchinapaly, pour entrer dans le royaume de Tandjaour. Pendant leur séjour à Pondichéry, Mursapha-Sing et Chanda-Saheb avaient gaspillé pour leurs plaisirs les subsides que Dupleix leur avait avancés pour la solde de leurs troupes. Craignant que par suite du manque de solde, une partie, de leur armée ne vînt à déserter, ils pensèrent à attaquer le rajah de Tandjaour, qui possédait de grandes richesses. Chanda-

Saheb se rappelait les démêlés qu'il avait eus avec lui. Le rajah n'avait pas encore payé le tribut au Grand Mogol, et Mursapha-Sing, en sa qualité de vice-roi du Deccan, avait le droit de l'exiger. Toutes ces raisons firent que les deux princes envahirent le royaume de Tandjaour, parurent devant sa capitale, et la sommèrent de se rendre.

Tandjaour, situé entre les deux bras du Cavéry, était défendu par deux châteaux, dont l'un était susceptible d'une résistance sérieuse. Dans le but de gagner du temps, le rajah fit mine de négocier, et eut soin de traîner les pourparlers en longueur. Nos alliés bloquaient la place, en attendant qu'elle voulût bien se rendre. C'est en vain que Dupleix les conjurait d'en finir avec les affaires du Tandjaour, pour commencer le siège de Tritchinapaly. Le commandant du corps français, le capitaine Duquesne reçut l'ordre de brusquer les choses, et fit venir, à cet effet, de Karikal, plusieurs grosses pièces d'artillerie et quelques mortiers. Le bombardement commença, et une brèche fut bientôt ouverte. Les Français voulaient donner l'assaut. Les Maures s'y opposèrent sous le prétexte d'empêcher le pillage. La véritable raison c'est qu'ils craignaient d'être obligés de partager avec nos soldats les trésors que renfermait une pagode. Le rajah, effrayé, demanda à parlementer, et le 21 décembre, il signait un traité par lequel il s'engageait à payer à Chanda-

Saheb, la somme de 18 millions de livres, 200 000 roupies à notre armée, et à agrandir de quelques aldées, le territoire de Karikal. Après la signature de ce traité, en apprenant que Nazyr-Sing rassemblait des forces considérables, il eut recours à la ruse, et envoya à titre d'acompte de la vaisselle plate, des pierres précieuses. Il trouva ainsi le moyen d'amuser Chanda-Saheb, et de le retenir plusieurs semaines. Nazyr-Sing avait réuni des troupes nombreuses, et l'on apprit qu'il se préparait à venir nous attaquer. Des bandes de Mahrattes se montraient dans les montagnes, qui séparaient le Carnatic du Mysore. Dupleix s'empressa de prévenir Chanda-Saheb, et l'engagea à s'emparer, sans tarder, de Tandjaour. Chanda-Saheb se laissa enfin persuader; mais il était trop tard. Ses soldats, épouvantés par l'approche des Mahrattes, refusaient de marcher. La panique s'empara d'eux, et ils se réfugièrent sous les murs de Pondichéry. Leur frayeur était si grande que pour les empêcher d'entrer dans la ville, le gouverneur dut menacer de faire tirer le canon sur eux. Le détachement français ne pouvait rester seul. Il opéra sa retraite et vint camper dans les aldées de Villenour, où se trouvaient les troupes de Mursapha-Sing. La campagne avait été compromise par l'indécision de nos alliés. Dupleix ne se laissa pas néanmoins abattre et s'efforça de remédier à la situation. Il avança sur sa fortune personnelle à Mursapha-Sing et à

Chanda-Saheb la somme d'argent dont ils avaient besoin, et chercha à mettre un peu d'ordre dans leur armée, qui n'était guère qu'une masse indisciplinée. Les Maures reprenaient peu à peu confiance, et s'organisaient. Aussi, dans le courant de mars 1750, ils quittaient Pondichéry, et s'en allaient prendre position en face de l'ennemi.

De son côté, Nazyr-Sing s'était préparé à prendre l'offensive. Il avait ordonné à tous les nababs qui reconnaissaient son autorité d'envoyer leurs contingents, et il se trouva bientôt à la tête de 300 000 hommes avec 800 pièces de canon et 300 éléphants. Morari Rao, l'un des chefs mahrattes les plus redoutés, était venu le rejoindre avec 10 000 cavaliers, et Méhémet-Ali lui avait amené 6000 hommes. En présence de ces événements, la présidence de Madras s'était départie de sa réserve et déclarée contre nous. Le major Lawrence quittait le fort Saint-David avec 600 soldats et venait renforcer l'armée de Nazyr-Sing. En cette circonstance, la conduite des Anglais était des plus déloyales: nous étions en paix avec leur gouvernement. Aux forces considérables de l'ennemi, nous n'avions à opposer que des troupes inférieures en nombre, et à peine remises de leur panique. De plus, le plus mauvais esprit régnait parmi les officiers européens. Les 200 000 roupies que l'on avait reçues du rajah de Tandjaour avaient été distribuées aux officiers qui avaient pris part à l'expédition. Ceux qui n'avaient rien

reçu ne cachaient pas leur mécontentement, et l'exprimaient hautement devant les soldats, en disant que la guerre serait pleine de dangers. Dupleix, qui avait eu connaissance de ces propos, vit de suite qu'il ne fallait pas songer à engager une affaire générale.

Le 20 mars, les troupes reçurent l'ordre de se porter en avant, au delà de Villenour. Nos éclaireurs chassèrent devant eux des nuées de pillards mahrattes. A ce moment une vigoureuse offensive nous eût donné la victoire. Mais elle était impossible avec l'indiscipline qui régnait dans l'armée. Dupleix préféra entrer en négociations et chargea un Brahme de se rendre près de Nazyr-Sing. Sur ces entrefaites, le major Lawrence arrivait le 2 avril avec le contingent anglais. A cette nouvelle, les officiers firent de nouveau éclater leur mécontentement, et plusieurs d'entre eux ne se contenaient plus devant leurs soldats. Le bruit de cette sédition parvint jusqu'à nos alliés, qui se montraient fort inquiets.

Les négociations avaient cessé, et Nazyr-Sing se disposait à nous attaquer. Le 4 avril, les deux armées se canonnèrent jusqu'au soir, sans grande perte de notre côté. Notre artillerie avait au contraire causé de grands ravages dans les rangs ennemis. Les pourparlers recommencèrent, et ils auraient probablement abouti, lorsque la conduite des officiers dont nous avons parlé fit tout manquer. Treize d'entre eux se rendirent en corps

chez d'Auteuil, déposèrent leurs commissions, et quittèrent l'armée. L'effet de cette désertion fut terrible. D'Auteuil, qui craignait que ses soldats ne prissent la fuite, en se voyant abandonnés par leurs officiers, et de plus, qui pensait que la fidélité de nos alliés pouvait être ébranlée, renonça à livrer bataille et vit que la retraite était le seul parti à prendre. Il communiqua son projet à Mursapha-Sing et à Chanda-Saheb, et il fut convenu que l'on partirait dès que la nuit serait venue.

A minuit, un coup de canon donnait le signal, et nous commencions notre mouvement de retraite. Chanda-Saheb s'était empressé de nous rejoindre, et sa cavalerie formait l'arrière-garde. Au moment du départ, il y avait eu tant de confusion, que 40 canonniers furent oubliés avec les 11 pièces de canon qu'ils servaient. L'on marcha toute la nuit, et au point du jour, la surprise fut grande, lorsqu'on ne vit ni Mursapha-Sing ni son armée. Les corps de cavalerie qu'on apercevait à droite et à gauche, et que l'on avait pris pour nos alliés, n'étaient pas autre chose que les Mahrattes, qui avaient profité de l'obscurité pour s'approcher de nous, afin de nous attaquer. Mursapha-Sing avait eu d'abord l'intention de nous suivre, mais ses principaux officiers l'avaient détourné de son projet. Sur leur avis, il était entré en négociations avec Nazyr-Sing, et lui avait fait savoir qu'il se rendrait à lui, si ce dernier voulait jurer

sur le Koran, de lui laisser la vie sauve et la jouissance de son gouvernement. Nazyr-Sing promit ce que lui demandait Mursapha-Sing, et à peine ce dernier était-il dans son camp, qu'il le faisait charger de chaînes.

Dès que le jour fut venu, la cavalerie mahratte vint fondre sur nous. Toute l'armée ennemie arriva pour la soutenir, et le combat s'engagea; il dura deux heures. Nos soldats n'étaient nullement découragés quoiqu'ils eussent été abandonnés par une partie de leurs officiers; les sergents les remplacèrent. A plusieurs reprises, d'Auteuil fit former le carré, et l'intrépidité des Mahrattes vint se briser devant nos baïonnettes. Nos troupes ne tardèrent pas à arriver à la haie des poivriers qui formait la défense extérieure de Pondichéry. Les assaillants ne jugèrent pas à propos de nous poursuivre plus loin et se retirèrent. Nous n'avions perdu que 19 hommes, en outre des 40, qui avaient été abandonnés, lors de la retraite.

Dupleix attendait à Pondichéry le retour du messager qu'il avait envoyé à Nazyr-Sing, quand un Cafre, tremblant de peur, se précipita dans son appartement, en s'écriant que les troupes françaises venaient d'être taillées en pièces. Un instant après, le cri « les Mahrattes! les Mahrattes! » retentissait dans toutes les rues. La panique était générale. L'on faisait circuler les nouvelles les plus exagérées. De Bussy accourut

chez le gouverneur et lui apprit ce qui s'était passé. Mursapha-Sing et une partie de ses gens étaient tombés aux mains de Nazyr-Sing. La cavalarie de Chanda-Saheb, forte de vingt mille chevaux, s'était dispersée. Dupleix resta impassible. Il fit arrêter les officiers, qui par leur désertion, avaient été la cause indirecte de notre défaite, et se rendit ensuite près de l'armée qu'il trouva blotie derrière l'enceinte qui entourait Pondichéry. Nos pertes étaient insignifiantes, mais l'accablement était tel, que dans leur terreur, nos soldats oubliaient que l'ennemi n'avait été pour rien dans leur défaite. Dupleix chercha à relever leur moral. Il leur dit que s'ils avaient subi une défaite, ils devaient uniquement en accuser la lâcheté de plusieurs d'entre eux. Comme il exerçait une fascination sur tous ceux qui l'approchaient, sa présence rétablit la discipline, comme par enchantement, et peu à peu, l'on reprit courage.

Cette retraite, qui aurait pu devenir pour nous un véritable désastre, rendit Dupleix plus prudent que jamais, et le décida à entamer de nouvelles négociations avec Nazyr-Sing. Nos propositions, qui n'étaient pas inférieures à ce quelles auraient été, après une victoire, ne pouvaient pas être admises par nos ennemis. Dupleix le savait d'avance ; mais il gagnait du temps. Les discussions ne durèrent pas moins de huit jours. Nos diplomates avaient profité de ce délai pour entrer

en rapport avec plusieurs seigneurs, mécontents de Nazyr-Sing, et nouer des intrigues avec eux. Tous n'attendaient que le moment propice pour se prononcer en notre faveur. Les nababs d'origine afghane, et particulièrement ceux de Cadapé, de Canoul et de Savounour, étaient gagnés à notre cause, et une véritable conspiration avait été ourdie. Nazyr-Sing ayant refusé les conditions que nous lui proposions, Dupleix pensa que le moment était venu d'agir. Nos troupes s'étaient avancées jusqu'à Oulgaret. D'Auteuil reçut l'ordre d'attaquer, et dans la nuit du 27 au 28 avril, le capitaine de la Tousche profita de l'obscurité, pour pénétrer dans le camp ennemi, sans être aperçu, avec trois cents soldats. Ce coup de main ne nous coûta que trois hommes, et nous en avions tué quinze cents. Nazyr-Sing fut terrifié ; il croyait, à chaque instant, avoir les Français sur les bras, et dans le but de se mettre à couvert, il gagna Arcate, avec une armée considérablement affaiblie par les désertions. Les Anglais se retirèrent chez eux. Dupleix fit de nouveau occuper les aldées de Villenour et de Bahour, et y concentra son armée.

Une fois à Arcate, Nazyr-Sing chercha à se venger de son échec en ordonnant de détruire les factoreries que nous possédions à Mazulipatam et à Yanaon. A Mazulipatam, la loge fut envahie par les Maures, qui se livrèrent au pillage, et firent prisonniers les marchands de la Compagnie. A

Yanaon, nos nationaux n'eurent que le temps de prendre la fuite. Dupleix ne laissa pas cette offense impunie et résolut de profiter de l'occasion, pour mettre la main sur Mazulipatam, l'un des meilleurs ports du Bengale. Deux vaisseaux partirent de Pondichéry avec deux cents Européens, deux cents Cipayes, vingt Topas, et une batterie d'artillerie, et le 15 juillet, ils arrivaient devant Mazulipatam, après une navigation de quatre jours. Nos troupes débarquèrent pendant la nuit, surprirent la ville, et s'en emparèrent, après une résistance insignifiante. Notre nouvelle conquête fut immédiatement mise en état de défense. C'était une précieuse acquisition : elle nous permettait de dominer la côte d'Orissa.

Mais c'était dans le Carnatic où Dupleix voulait surtout porter ses efforts. Il avait fait occuper la pagode fortifiée, située à six lieues du fort Saint-David. Nous nous étions ainsi assuré une base d'opérations sur le Pouniar. Les troupes qui s'y trouvaient étaient commandées par de la Tousche. Sur ces entrefaites, Méhémet-Ali, qui avait reçu des secours de Nazyr-Sing, et à qui les Anglais avaient envoyé quatre cents hommes, était entré en campagne. Les deux armées furent bientôt en présence l'une de l'autre. De la Tousche avait l'ordre d'éviter une action générale, tant qu'il n'aurait pas opéré sa jonction avec d'Auteuil. Il n'allait pas tarder à être engagé en quelque sorte malgré lui. Le 30 juillet, de Bussy,

qui s'était avancé en reconnaissance, avec cent Européens, plusieurs centaines de Cipayes et une pièce de canon, se heurta à un gros de cavalerie ennemie. Il la mit en déroute, et vit bientôt paraître une partie de l'armée de Méhémet-Ali. Craignant alors d'être enveloppé, il se hâta de battre en retraite et de gagner un ravin où il pouvait résister aux assaillants. Au bruit de la mousqueterie, de la Tonsche accourut avec le reste de ses troupes, et l'escarmouche devint presque une bataille. Le feu de notre artillerie était si bien dirigé que les Maures et les Anglais cessèrent de riposter et se retirèrent à six heures et demie du soir, après avoir fait des pertes considérables. Les Anglais seuls avaient eu cent cinquante hommes, dont cent Européens, tués ou blessés. De notre côté, nous n'avions perdu que quatre Européens et un Cafre. L'action avait duré sept heures.

Le lendemain, d'Auteuil arrivait avec des renforts. Notre armée comprenait dix-huit cents Européens, deux mille cinq cents Cipayes, mille cavaliers indigènes, et douze canons. Pendant le mois d'août, les opérations se bornèrent à quelques combats d'avant-poste, sans importance. D'Auteuil avait eu connaissance de la mésintelligence qui existait entre Méhémet-Ali et les Anglais. Il espérait que ces derniers abandonneraient leur allié. C'est ce qui arriva. Les Anglais, voyant que Méhémet-Ali ne leur payait pas les

trois millons de roupies qu'il leur avait promises, reprirent la route du fort Saint-David. Le lendemain de leur départ, c'est-à-dire le 1er septembre 1750, d'Auteuil se préparait à une attaque générale. Notre petite armée se mettait en marche, au lever du soleil, et après une heure et demie, elle découvrait le camp ennemi, qui était adossé au Pouniar. Méhémet-Ali avait cinq mille fantassins, quinze mille cavaliers et une nombreuse artillerie. Nos troupes se formèrent en ordre de bataille, et l'on fut bientôt à portée de canon de l'ennemi. Un coup de pistolet tiré par l'aumônier, le P. Thomas, qui donna sa bénédiction, fut le signal, et la bataille commença. La vivacité du tir de notre artillerie était telle que les retranchements, qui défendaient l'entrée du camp, furent abandonnés, après quelques instants. Les Maures voulurent néanmoins répondre à nos canonniers, mais leurs boulets ne réussirent qu'à faire sauter deux chariots de munitions, dont l'explosion tua ou blessa dix-huit de nos Cipayes. Les Français furent bientôt dans le camp ennemi, et leur arrivée mit le désordre dans l'armée de Méhémet-Ali, qui commençait à plier. Nous n'avions plus qu'à poursuivre des fuyards, qui ne pensaient qu'à se mettre en sûreté derrière le Pouniar. Au passage de cette rivière, il leur fallait essuyer notre mousqueterie, et quantité d'entre eux se noyèrent. Méhémet-Ali avait pris la fuite. Cette journée ne nous coûtait que quatre Européens et quelques

Cipayes; l'on évaluait les pertes de l'ennemi à un millier d'hommes. Trente canons et deux mortiers étaient restés entre nos mains.

Si, au point de vue militaire, la bataille de Tiravédy n'avait rien d'extraordinaire, c'était une grande victoire à n'en considérer que les résultats. Grâce à elle, nous avions reconquis notre prestige que la retraite de Tandjaour avait un instant affaibli. Dupleix était d'avis de ne pas laisser à l'ennemi le temps de se reconnaître. C'est pourquoi il donna l'ordre à l'armée de se porter en avant et d'aller s'emparer de Gingi dont la possession devait décider de la conquête du Carnatic. Gingi, situé au nord-ouest, dans l'intérieur des terres, à quinze lieues de Pondichéry, passait pour être la plus forte place de l'Inde. Cette ville était entourée d'une épaisse muraille, ayant trois milles de circuit, et flanquée de grosses tours. Sa citadelle était défendue par un large fossé. Trois montagnes, qui formaient les trois angles d'un triangle, la dominaient et chacune d'elles, escarpée et difficile à gravir, était couronnée à son sommet d'une forteresse garnie d'artillerie. Les seuls passages qui conduisaient à la ville avaient été pratiqués dans le roc, par la main des hommes, et étaient commandés par plusieurs châteaux, qui en rendaient l'approche fort dangereuse. Aussi Gingi avait-il la réputation d'être imprenable.

La bataille de Tiravédy avait eu lieu le 1er sep-

tembré; le 5, de Bussy se mettait en marche avec 1200 Européens, 50 Cafres et 1200 Cipayes. Le 11, il arrivait à Moustarigory, d'où l'on découvrait Gingi, qui n'en était éloigné que d'une lieue. Le gros de l'armée le suivait à une certaine distance. L'on apprit que Méhémet-Ali se disposait à nous attaquer, et bientôt il parut avec ses troupes, qui comptaient 8000 cavaliers, 5000 fantassins et 1000 cipayes anglais avec 8 pièces de canon. Son artillerie commença à tirer, la nôtre lui riposta. Contrairement à leurs habitudes, les indigènes ne rompirent pas leurs rangs et s'avancèrent jusqu'à portée de fusil. Cette hardiesse leur coûta cher. La mousqueterie de notre infanterie les décima. Aussi, commencèrent-ils à plier. Sur ces entrefaites, arrivait d'Auteuil, avec le reste de l'armée, qui au bruit du canon, avait pressé sa marche. Les Maures se trouvèrent pris entre deux feux: la confusion se mit parmi eux, et bientôt la déroute était générale. Ceux des fuyards qui ne gagnèrent pas la plaine cherchèrent un asile dans Gingi. De Bussy les poursuivait jusque sous les murs de la ville. Le champ de bataille était couvert de morts et de blessés; de notre côté, nos pertes se réduisaient à quelques soldats.

De Bussy voulait profiter de la terreur que causait notre victoire, pour s'emparer de Gingi, et sans tarder il fit ouvrir le feu sur la place; à sept heures du soir, nos soldats pénétraient dans

la ville, en faisant sauter l'une des portes avec des pétards, et un combat corps à corps avait lieu. C'est en vain que l'ennemi fit pleuvoir sur nous une grêle de projectiles, pour nous forcer à la retraite. De Bussy avait mis ses hommes à couvert derrière des barricades et répondait par le feu de ses canons. L'on attendait le coucher de la lune pour agir; quand des cris de « Vive le roi » se firent entendre. Un détachement avait profité de l'obscurité pour gravir l'une des montagnes dont nous avons parlé, et s'emparer de la forteresse située à son sommet. La citadelle de la ville se rendit, et ses défenseurs, pris d'épouvante, se réfugièrent dans les forteresses des deux autres montagnes.

Quelques heures après, nos dragons allaient les en déloger. L'effroi des indigènes était tel qu'ils ne songeaient pas même à faire un simulacre de résistance, et pourtant, il leur était facile de garder leurs positions, qui étaient de véritables nids d'aigles. Nous étions les maîtres de Gingi, et notre drapeau flottait sur une ville qui n'avait jamais vu, dans ses murs, un uniforme européen. C'était une victoire importante, non seulement par elle-même, mais encore par l'effet moral qu'elle produisait sur les populations. Le bruit de notre succès se répandit partout, et l'on en parlait comme d'un prodige.

Nazyr-Sing comprit qu'il était temps d'arrêter les progrès de ses ennemis. Tout en se préparant

à la guerre, il essayait la voie des négociations et envoyait deux ambassadeurs à Pondichéry. Les conditions de Dupleix étaient la mise en liberté de Mursapha-Sing et son rétablissement dans le gouvernement qu'il occupait du vivant de son grand-père, Nizam-El-Molouck, la reconnaissance de Chanda-Saheb, comme nabab du Carnatic et la cession de Mazulipatam. Nazyr-Sing acceptait ces deux dernières conditions: mais les clauses concernant Mursapha-Sing étaient pour lui inadmissibles, et il préféra tenter la fortune. Il réunit une armée à Arcate, et au commencement de novembre, il paraissait dans les environs de Gingi. La saison des pluies le força à l'inaction jusqu'au mois de décembre. Dès le début des négociations avec Nazyr-Sing, Dupleix était parvenu à rallier plusieurs nababs à notre cause. Il avait continué la même politique, et ses efforts avaient été couronnés de succès. Beaucoup de chefs afghans et mahrattes, qui se trouvaient dans l'armée de Nazyr-Sing, s'étaient laissé persuader, et une conspiration s'organisa. Tous ceux qui en faisaient partie s'engageaient à se retirer avec leurs troupes, si une bataille avait lieu. Nazyr-Sing voyait qu'il ne pouvait pas éviter une rencontre, et cette perspective l'inquiétait. Aussi, il essaya de nouveau la voie des négociations. Il écrivit à Dupleix qu'il acceptait les conditions qu'il lui avait précédemment proposées, et en même temps, il

envoyait à Pondichéry trois ambassadeurs munis de pleins pouvoirs pour signer le traité. Dupleix était tout disposé à écouter les propositions de Nazyr-Sing; mais, quand l'ordre de suspendre les hostilités arriva, il était trop tard.

Les deux armées n'étaient pas très éloignées l'une de l'autre. Celle de Nazyr-Sing comptait 60 000 fantassins, 40 000 cavaliers, 700 éléphants et 560 canons; la nôtre 1800 Européens, 3500 Cipayes, 500 cavaliers indigènes et 10 canons. Plusieurs engagements avaient déjà eu lieu entre nos soldats et les coureurs ennemis. Une rencontre était imminente, d'autant plus que les conjurés ne cessaient de nous presser, et nous représentaient que le moindre retard pouvait amener la découverte de leurs projets. Le 15 décembre, de la Tousche, qui avait pris le commandement à la place d'Auteuil, tombé malade, quittait Gingi, et après une marche de onze heures, il apercevait le camp de Nazyr-Sing, situé à six lieues de Gingi. Notre approche avait été signalée, et à trois heures, la bataille commençait.

Nazyr-Sing refusa tout d'abord de croire à une attaque des Français. Quand il n'eut plus de doute, il chargea ses généraux de repousser ce qu'il appelait *la folle équipée des Français ivres*. Lui-même monta sur son éléphant et s'avança avec ses troupes. Près de lui, sur un autre éléphant, se tenait Mursapha-Sing, sous la garde d'un officier, qui avait pour consigne de

le tuer à la moindre apparence de trahison. La lutte dura quatre heures. Le camp ennemi avait six lieues de tour, et à chaque instant, nous nous trouvions en présence de nouvelles troupes soutenues par de l'artillerie. C'était autant de combats qu'il fallait livrer. Le corps principal de l'armée de Nazyr-Sing consistait en une masse de 25 000 hommes d'infanterie. Rien ne pouvait arrêter l'élan des Français, et de Bussy, quoique blessé, n'en continuait pas moins à commander sa division. L'on arriva à l'endroit où se tenait Nazyr-Sing, quand tout à coup, le drapeau blanc fut arboré sur un éléphant, et des cris de « Vive le roi » se firent entendre. De la Tousche, qui était au courant, fit immédiatement cesser le feu. Voici ce qui s'était passé.

Au milieu du combat, Nazyr-Sing avait remarqué que les chefs afghans et mahrattes restaient dans l'inaction avec leurs troupes. Transporté de colère, il s'approcha d'eux. Le premier qu'il rencontra était le nabab de Cadapé; il lui reprocha sa lâcheté. Le nabab lui répondit insolemment et ordonna à l'un de ses officiers de tirer sur Nazyr-Sing. L'officier obéit, mais manqua son coup. Le nabab saisit son fusil et envoya deux balles au cœur du soubab, qui roula en expirant aux pieds de l'éléphant qu'il montait. Le nabab lui fit couper la tête, et l'envoya en signe d'hommage à Mursapha-Sing. Ce dernier n'avait dû la vie qu'à une circonstance inatten-

duc. Quand Nazyr-Sing avait vu qu'une partie de son armée l'abandonnait, il avait donné l'ordre de trancher la tête de son prisonnier. L'officier chargé de l'exécution se trouvait être au nombre des conjurés. Mursapha-Sing fut ainsi sauvé. Ses partisans le proclamèrent immédiatement soubab, et l'armée se rangea sous son autorité. Les vaincus applaudissaient eux-mêmes à notre victoire. Cette bataille était la plus importante que nous eussions encore livrée dans l'Inde. Nous avions tiré 1700 coups de canon et brûlé 200 000 cartouches. Néanmoins, nos pertes se réduisaient à peu de choses, tandis que celles de l'ennemi étaient considérables.

Dès que de la Tousche eut appris que Mursapha-Sing était reconnu soubab, il vint le féliciter avec ses principaux officiers. Le nouveau souverain du Deccan ne savait comment nous exprimer sa reconnaissance. A Pondichéry, l'on attendait le résultat des négociations, quand le bruit de notre victoire commença à se répandre. Dès que la nouvelle fut certaine, Dupleix la fit connaître par une salve de 21 coups de canon, et le soir il recevait à son hôtel les notables de la ville, qui venaient le complimenter au nom de la population. Le lendemain, un *Te Deum* était chanté en grande pompe.

Pondichéry était en fête, et les illuminations témoignèrent de la joie que causait cet heureux événement. Le 19 décembre, le gouverneur rece-

vait une lettre de Mursapha-Sing, lui annonçant son avènement au trône du Deccan et sa prochaine visite. Trois députés furent délégués pour le féliciter. Mursapha-Sing les reçut en présence de toute sa cour, et ordonna que le drapeau français figurerait toujours au milieu de ses marques d'honneur *comme un signe assuré de la protection que le roi de France voudrait lui accorder.* Il prit aussitôt la route de Pondichéry, avec son armée, et le 26 décembre, il se trouvait à une faible distance de la ville, et faisait prévenir le gouverneur qu'il y entrerait le jour même.

Dupleix s'était préparé à recevoir son hôte. Une tente, richement décorée, avait été dressée à la porte de Valdaour. Sur les sept heures du soir, parut Mursapha-Sing, monté sur un éléphant, et escorté par les principaux seigneurs de sa cour. Quand il apprit que Dupleix était sous la tente, il descendit de sa monture, se jeta à son cou, et le tint embrassé pendant près d'un quart d'heure, sans pouvoir proférer une seule parole, tant était vive son émotion. En sa qualité de soubab, Mursapha-Sing devait entrer dans la ville sur un éléphant. Il fit monter Dupleix avec lui, voulant indiquer par là qu'il partageait le pouvoir avec lui. Tous les deux se rendirent à l'hôtel du gouverneur. Mursapha-Sing alla ensuite voir sa mère et sa femme, qui étaient à Pondichéry, depuis le mois d'avril : après quoi, il revint passer la soirée avec Dupleix.

Pondichéry fut bientôt le rendez-vous de nombreux potentats indigènes, parmi lesquels étaient les principaux chefs afghans et les nababs de Cadapé, de Canoule et de Savounour. Mursapha-Sing avait eu avec eux de sérieux différends; il pria Dupleix de les terminer, en lui disant qu'il s'en remettait d'avance à sa décision. Dupleix invita les nababs à dîner, et sut si bien se les concilier par son accueil, que ces princes ne maintinrent pas leurs prétentions, et déclarèrent au gouverneur qu'ils étaient prêts à accepter toutes ses conditions. Ils vinrent en présence de toute la cour jurer obéissance à Mursapha-Sing, et après avoir prêté serment sur le Koran, ils se tournèrent du côté du gouverneur français, et le prièrent d'être garant de leur parole. Tous les assistants étaient stupéfaits.

Dupleix s'occupa de préparer la reconnaissance solennelle de Mursapha-Sing, en qualité de souverain du Deccan. Il avait eu une conférence avec ce dernier, au sujet des affaires du Carnatic. Le soubab dit qu'il s'en rapportait à lui et qu'il pouvait nommer qui bon lui semblait au gouvernement de cette province, qu'il déclarait considérer comme une dépendance de Pondichéry. Sitôt que cette nouvelle se fut répandue, tous les potentats indigènes se rendirent en foule chez le gouverneur, les uns pour lui demander des faveurs ou des dignités, les autres des augmentations de revenus. Dupleix examina leurs requêtes,

en signa cent vingt-sept et les remit au soubab, qui s'empressa de les ratifier. Le gouverneur de notre colonie semblait être le dispensateur des honneurs et des dignités.

Le 31 décembre 1750, Mursapha-Sing était solennellement reconnu comme soubab. La cérémonie eut lieu sous une tente magnifique, élevée sur la grande place de Pondichéry, et vis-à-vis la maison où était logé Mursapha-Sing. Un trône superbe avait été dressé sous la tente. Mursapha-Sing fit prier Dupleix de venir lui-même en personne, en disant qu'il ne se croirait pas le *maître du Deccan*, si le gouverneur français n'assistait pas à l'inauguration de sa vice-royauté. Dupleix se rendit à l'invitation; le soubab voulut lui-même le revêtir d'une robe mauresque, et tous deux descendirent sur la place. Dupleix conduisit Mursapha-Sing sous le dais; il lui présenta suivant l'usage le *salamy* de vingt et une roupies, et le reconnut comme souverain du Deccan, en présence des nababs. Mursapha-Sing se leva, embrassa le gouverneur, et le fit asseoir à côté de lui, sur son trône, voulant indiquer par là qu'il occupait un rang égal au sien. A ce moment, une décharge d'artillerie annonça l'avènement de l'allié de la France à la souveraineté du Deccan, et tous les chefs indigènes s'empressèrent de venir lui présenter leurs hommages. Cette formalité remplie, Mursapha-Sing se leva et déclara qu'il nommait le gouverneur de Pondichéry nabab de

tout le pays depuis la rivière de Krichna jusqu'au cap Comorin. Il lui conférait en outre le titre de *Mancebdar* ou commandant de sept mille cavaliers et le droit de porter le *Mahi marateb*, ou le poisson rouge, marque d'honneur, qui était l'une des plus hautes dignités de l'empire Mogol. De plus, le soubab décidait que la monnaie de Pondichéry aurait cours dans toute l'Inde méridionale et nous confirmait la possession de Mazulipatam. Puis, s'adressant à Dupleix, comme un vassal à son suzerain, il le suppliait de lui conserver son amitié, et s'engageait à se laisser guider par ses avis. Il ajoutait qu'il regardait la nation française comme sienne, et se considérait comme le feudataire, et le plus fidèle des sujets du roi de France.

Ce fut au tour de Dupleix de répondre. Il sut rester fidèle à sa politique. Faisant signe à son vieil allié, Chanda-Saheb, qui était dans la foule des assistants, de s'avancer, il le présenta au soubab, en disant que le premier acte de son pouvoir, comme nabab, était de déléguer à cet ami éprouvé le gouvernement du Carnatic, dont il ne se réservait que le titre nominal. Mursapha-Sing lui répondit qu'il suffisait que Chanda-Saheb fût présenté par lui, pour qu'il fût agréé. L'on ne peut se faire une idée de l'impression que produisait sur les Orientaux une conduite aussi désintéressée. Cet acte de générosité était profondément politique. Dupleix fut le héros du jour. Pendant

toute la cérémonie, tous les regards étaient fixés sur lui, et on le considérait comme le véritable souverain du Deccan. Un grand personnage de la cour de Delhy lui écrivait : « Au seul bruit de votre nom, le trône du Grand Mogol tremble jusque dans ses fondements. » Notre influence se fit immédiatement sentir. Dans le Deccan, les princes et les nababs se réunissaient de temps en temps en assemblées, que l'on désignait sous le nom de *Dorbar*. Depuis plusieurs années, aucune n'avait été convoquée à cause des dernières guerres. Dupleix profita de la présence de tous les seigneurs qui se trouvaient à Pondichéry, pour former un *Dorbar*. L'on y voyait les représentants des différents peuples, qui tout récemment, étaient armés les uns contre les autres, Mongols, Afghans et Mahrattes. Non seulement Dupleix assistait à la réunion, mais il la présidait en quelque sorte, et ses propositions furent généralement adoptées. C'était un spectacle nouveau. Le vieil Orient s'ouvrait à la civilisation. A la France était échue la mission de l'initier aux idées de l'Europe, et en Asie, la France se personnifiait dans Dupleix.

La grandeur des événements dépassait les espérances. La fin de 1750 avait été glorieuse pour la France. L'année 1751 s'annonçait sous les plus beaux auspices. Le 1er janvier, Mursapha-Sing vint dès le matin, saluer Dupleix et lui présenter ses félicitations. Dans la journée, tous les seigneurs du Deccan et du Carnatic affluèrent au

palais du gouvernement, pour lui offrir, suivant l'usage des chrétiens, leurs hommages à l'occasion du nouvel an. Nos mœurs commençaient à se répandre dans l'Inde. Le 2 janvier, Mursapha-Sing réunissait un nouveau *Dorbar* et demandait à Dupleix un corps de troupes, pour l'accompagner jusqu'à Aurengabad, en disant qu'il ne voulaient plus marcher qu'avec les Français. Dans le but de perpétuer le souvenir de notre triomphe, Dupleix ordonna que sur le lieu même où nous avions défait l'armée de Nazyr-Sing, il s'élèverait une ville, qui s'appellerait *Dupleix-Fatehabad* (lieu de la victoire de Dupleix). Sur la place principale fut érigée une colonne, portant une inscription en plusieurs langues, pour consacrer notre victoire. En agissant ainsi, Dupleix n'obéissait pas à un sentiment d'orgueil, comme ses détracteurs le lui ont reproché. Il était guidé par un mobile plus élevé. Il voulait fonder notre puissance dans ces régions lointaines, y créer une *France asiatique*, et cette ville était destinée à être le premier jalon de la civilisation européenne.

Mursapha-Sing se préparait à quitter Pondichéry. Dans les jours qui précédèrent son départ, de brillantes fêtes furent données en son honneur. Le 7 janvier Mursapha-Sing quittait Pondichéry: Dupleix l'accompagna jusqu'aux limites de notre territoire. Avant de se séparer de lui, le soubab le pria de l'armer chevalier, en disant qu'il voulait suivre les usages de la France qu'il considérait

comme son pays. Il resta campé avec son armée, en attendant les troupes françaises, qui devaient l'accompagner. Le 15 janvier, de Bussy allait le rejoindre avec trois cent cinquante Européens, deux mille Cipayes et dix pièces de canon, et prenait avec lui la route du Deccan.

Arrêtons-nous ici pour contempler le magnifique développement de la puissance française. Au XVIIe siècle, nous étions arrivés dans l'Inde, et nous y avions pris pied, en fondant un comptoir à Surate, en 1672, l'amiral de la Haye y avait montré notre drapeau et l'année suivante, Martin avait créé l'établissement de Pondichéry dont les débuts furent des plus modestes. Pendant longtemps, notre rôle fut exclusivement commercial. Lorsque Dupleix fut nommé gouverneur, nos possessions se réduisaient à Pondichéry, Chandernagor, Karikal et Mahé. Au début de la guerre avec l'Angleterre, nous avions été obligés de solliciter la protection du nabab d'Arcate. Quelques années plus tard, notre situation était arrivée à son apogée. La France dominait dans l'Inde méridionale. Le Carnatic était sous notre dépendance, et nous tenions garnison dans ses places fortes. Le soubab du Deccan, c'est-à-dire le souverain d'un royaume de trente millions d'hommes reconnaissait notre suzeraineté. Le roi des îles Maldives se plaçait lui-même sous notre protectorat, arborait le drapeau français sur les murs de sa capitale et nous demandait des offi-

ciers pour commander ses troupes. Notre suprématie était désormais un fait accompli dans l'Inde méridionale. Nos établissements avaient pris naturellement une grande importance. Pondichéry était devenu une ville de près de cent mille âmes. Karikal se transformait en un centre plein d'activité, et Mahé, notre principal marché pour le poivre, devenait florissant. Les projets de Caron et de la Haye sur Ceylan n'étaient pas oubliés, et l'on songeait à fonder un établissement dans cette île et à s'y emparer du commerce de la cannelle. Au Bengale, Chandernagor comptait soixante mille habitants, et son mouvement commercial grandissait de jour en jour. Notre nouvelle acquisition, Mazulipatam, grande cité de quatre-vingt mille âmes, située à soixante lieues de Golconde et à cent vingt de Pondichéry, avait un port, qui pouvait devenir entre nos mains une station maritime de premier ordre. Aussi Dupleix avait l'intention d'y porter ses efforts, et l'on prévoyait déjà le moment où Mazulipatam deviendrait notre principal centre dans l'Inde, et remplacerait comme capitale la vieille cité de Martin.

Notre influence ne se bornait pas à l'Inde, et rayonnait en Indo-Chine, en Chine, et jusque dans la Turquie d'Asie et sur les côtes d'Arabie. Depuis longtemps, la Compagnie était en rapport avec le Pégou, et en 1681, l'un de ses agents avait obtenu la cession d'un petit territoire situé à

Syriam. En 1726, l'on nous avait accordé plusieurs privilèges, et entre autres, celui de construire chaque année un vaisseau sur notre concession. Dupleix venait d'acquérir l'île de la Moucle, qui avait vingt-cinq lieues de tour et possédait de belles forêts et plusieurs ports naturels. La cour d'Ava nous était favorable, et nous avions trouvé un précieux appui dans les missionnaires catholiques, qui furent les premiers à pénétrer dans cette région. L'un d'eux, grâce à son influence, Mgr de Nériny, nous fut d'un grand secours. Malheureusement, notre établissement du Pégou eut à traverser une phase critique. En 1755, Alompra, le fondateur de l'empire birman, s'emparait de Syriam et y détruisait notre comptoir. Aussi, pour le moment, il n'y avait rien à faire de ce côté.

Dès notre arrivée dans l'Extrême-Orient, la Cochinchine avait attiré notre attention, et à plusieurs reprises nous avions essayé de nous établir dans cette contrée. En 1741, l'on avait repris le projet d'y fonder une colonie, et en 1748, plusieurs agents, Laurent, Friell et Dumont avaient été chargés d'étudier le pays. En 1749, Poivre débarquait à Touranne d'où il se rendait à Hué. Le roi de Cochinchine fit bon accueil aux Français. Il les autorisa à venir trafiquer dans ses États, à y posséder des terres, et en même temps il écrivait à Louis XV une lettre dans laquelle il demandait notre amitié et disait

« qu'à l'avenir les royaumes de France et de Cochinchine ne devaient former qu'une seule nation ». La relation de Poivre est des plus intéressantes. Il nous décrit la Cochinchine, parle de sa fertilité et entre dans de nombreux détails en ce qui concerne ses productions et les mœurs de ses habitants. Il voulait que l'on prît pied dans le pays le plus tôt possible, et selon lui, l'Indo-Chine devait devenir une terre française.

Pendant qu'on explorait la Cochinchine, Dupleix songeait au Tonkin et avait l'intention d'y fonder un établissement. Dans ce but, il se mettait en rapport avec un missionnaire, l'abbé de Saint-Phalles, qui résidait depuis plusieurs années dans le pays et en obtenait de précieux renseignements. L'abbé de Saint-Phalles évaluait la superficie du Tonkin aux deux tiers de la France.

Il vantait sa fertilité et disait que l'on y trouvait un grand nombre de villes dont quelques-unes avaient cinquante mille habitants. Le commerce était considérable. Les Chinois y apportaient du thé, du sucre, des étoffes de soie, des épices et de la porcelaine. Les exportations consistaient principalement en or, en émail, en cannelle et en soieries. Le voisinage de la Chine avait frappé l'abbé de Saint-Phalles. Aussi se prononçait-il énergiquement pour notre établissement au Tonkin, et il affirmait que nous pourrions nous y assurer de larges débouchés, et de là

rayonner dans les autres parties de l'Indo-Chine et l'empire chinois.

Nous avions toujours eu des relations avec la Chine, et à partir de 1742, des rapports réguliers s'étaient établis entre Pondichéry et Canton. Nous exportions, de cette dernière ville, du thé, des soieries, de la gomme laque et des porcelaines. En 1751, les Capucins avaient fondé une mission dans le Thibet, à Cassembarac, et nous avions en eux des pionniers pour nous frayer la voie. Le trafic avec les Philippines devenait fort actif, et nos vaisseaux qui se rendaient à Achem fréquentaient plus que jamais la route de Manille. En Arabie, nous avions un comptoir à Moka, et nous venions d'établir une loge à Maskate, alors le siège considérable d'un commerce de soieries et de cotonnades. Dupleix cherchait aussi à relever notre factorerie de Bender-Abassy, en Perse. Malheureusement, la guerre, qui désolait le pays, nous empêchait de pénétrer dans l'intérieur. Bassorah, quoique soumis au régime oppressif des Turcs, servait toujours de lien entre l'Inde et l'Europe. Nos marchands y apportaient du café, du coton, de l'indigo, et y achetaient des dattes. Nous possédions des maisons de commerce sur la route des caravanes, à Alep, à Damas, à Bagdad, et les Français qui résidaient dans ces trois villes formaient des colonies assez nombreuses. Nos draps étaient partout recherchés pour leur qualité supérieure, et nos soieries préférées à celles

de la Perse. Nos produits étaient également estimés, en Égypte, au Caire, à Rosette, à Alexandrie. Dans la mer des Indes, nos colonies de Bourbon et de l'Ile-de-France devenaient des plus florissantes. Jamais la nation française n'avait été prise d'un tel mouvement d'expansion. Notre empire colonial se fondait.

Aujourd'hui ce passé nous paraît être un rêve, et cependant c'était la réalité. Il ne tenait qu'à nous de devenir la première puissance commerciale et coloniale, et de nous assurer la prépondérance dans l'Extrême-Orient. Dans l'Inde, nous nous trouvions en présence des Anglais et des Hollandais. Dupleix cherchait à abattre leur domination et, dans ce but, il proposait de s'unir étroitement avec les Portugais. Il avait rédigé un projet d'alliance que le vice-roi de Goa s'était empressé d'accepter. La France et le Portugal s'engageaient à se garantir leurs possessions et à se prêter mutuelle assistance dans leurs entreprises réciproques. Dupleix regardait le Bengale d'un œil de convoitise, mais, pour y combattre avec succès l'action de l'Angleterre, il attendait qu'il eût des alliés dans les Danois, qui y possédaient quelques comptoirs, et dans les Prussiens dont les vaisseaux commençaient à se montrer dans les eaux du Gange, et qui paraissaient avoir l'intention de fonder une colonie dans cette partie de l'Inde. Mais c'était au Malabar et surtout dans le Coromandel où Dupleix voulait principa-

lement étendre notre domination. Dans cette intention, il proposait à la Compagnie de faire la conquête du Tandjaour, et d'annexer le Carnatic, à la mort de Chanda-Saheb. Mazulipatam nous assurait la prépondérance sur la côte d'Orissa. Dans le but de compléter le réseau par lequel nous commencions à envelopper l'Inde, Dupleix comptait se faire céder la ville de Surate, qui serait devenue, entre nos mains, un marché de premier ordre. Nous pouvions nous former une clientèle politique. Il nous était facile d'attirer les Mysoriens dans notre alliance. Les Mahrattes étaient la première nation guerrière de l'Inde, Dupleix voulait en faire des auxiliaires et les employer à l'accomplissement de ses desseins. Nous dominions dans le Deccan, et la cour de Delhy paraissait disposée à subir notre influence.

Les projets de Dupleix ne se bornaient pas à l'Inde, ils embrassaient toute l'Asie; il pensait que nous devions nous emparer du commerce de la Chine, et il négociait, avec le vice-roi de Goa, la cession de Macao, qui lui paraissait réunir toutes les conditions nécessaires pour en faire une base d'opérations. La fondation d'un établissement en Cochinchine, qui semblait être à la veille de se réaliser, nous aurait donné la prépondérance en Indo-Chine. Les Hollandais avaient évacué la plupart de leurs comptoirs de Bornéo, et cette grande île, dont la superficie dépasse celle de la France, s'ouvrait de nouveau à l'activité européenne.

Dupleix proposait d'acquérir un territoire sur la côte septentrionale, d'y conduire des travailleurs chinois, d'y cultiver principalement le muscadier et le giroflier et d'y fonder une colonie à plantations.

Tels étaient les projets dont Dupleix poursuivait la réalisation. Ils étaient grandioses, mais non au-dessus de la force de la France. Leur exécution nous aurait placés à la tête d'un vaste empire colonial. Mais, pour cela, il aurait fallu un gouvernement jaloux de l'honneur national et capable de seconder Dupleix. Henri IV, Richelieu, Louis XIV, Colbert, Napoléon Ier auraient compris ce grand génie, et eussent été heureux de s'associer à une œuvre qui nous aurait assuré la suprématie dans le monde entier. Malheureusement, nous n'avions aucun homme de cette race, et à leur place régnaient Louis XV et la marquise de Pompadour.

CHAPITRE X

Siège de Tritchinapaly. — Une armée française capitule en rase campagne. — Dupleix aux prises avec l'adversité.

La puissance française était fondée dans l'Inde et il ne restait plus qu'à consolider l'œuvre que Dupleix avait édifiée. Mais, pour cela, la paix était nécessaire, ou si la guerre devait continuer, il fallait que le gouvernement français se décidât à soutenir énergiquement ses colonies. Malheureusement il n'en fut pas ainsi. La guerre continua, et Dupleix ne reçut aucun secours. Les Anglais n'étaient pas disposés à assister en tranquilles spectateurs au développement de notre empire colonial. Ils cherchèrent d'abord à nous disputer la possession de l'île Divi, située dans le voisinage de Mazulipatam, et qui nous avait été cédée par le soubab du Deccan. A leur instigation, des indigènes de Tandjaour étaient venus ravager les aldées dont nous étions légitimes propriétaires. Les dispositions de nos ennemis allaient bientôt se traduire par des actes ouvertement hostiles.

Méhémet-Ali, le compétiteur de notre allié Chanda-Saheb, était resté maître de la ville de Tritchinapaly, où il s'était réfugié après la bataille

d'Ambour. Dupleix, qui désirait porter son activité d'un autre côté, était entré en pourparlers avec lui et une convention avait été conclue. Méhémet-Ali s'était engagé à nous céder sa ville en échange d'un gouvernement et des trésors laissés par son père. Il chercha ensuite différentes raisons pour retarder l'évacuation de la place et gagner du temps. Quand il se fut assuré de l'alliance anglaise, il jeta le masque et refusa de nous livrer Tritchinapaly, quelques avantages que nous puissions lui offrir.

Dupleix ne pouvait se laisser braver ainsi impunément et était obligé de faire la guerre. Malheureusement la meilleure partie de ses troupes était dans le Deccan, et avec elles, de Bussy, le seul général capable de mener à bien une semblable expédition. Dupleix résolut de se servir de l'armée de Chanda-Saheb, forte de huit mille hommes, il la renforça de huit cents Européens, de trois cents Cipayes et de plusieurs pièces de canon, et la plaça sous les ordres de d'Auteuil, au mois de mars 1751, cette armée quittait Pondichéry. Malheureusement, d'Auteuil n'avait plus la vivacité nécessaire, et, de plus, il était malade de la goutte. Néanmoins les débuts de la campagne furent assez heureux. Le gouverneur de Vellore se déclara pour nous, et le rajah de Maduré se reconnut le vassal de Chanda-Saheb.

Les Anglais s'étaient décidés à entrer de nouveau en lutte avec nous. Au commencement de

mars, le capitaine Cope avait pris la route de Tritchinapaly avec deux cent quatre-vingts Européens, trois cents Cipayes et quatre pièces de canon. Le mois suivant, le capitaine Gingen quittait le fort Saint-David avec six cents Européens, onze cents Cipayes et deux mille indigènes et se portait à la rencontre de Chanda-Saheb et des Français. Son intention était de s'établir à Volcandah, place forte, qui commandait la route d'Arcate à Tritchinapaly. A peine était-il arrivé devant cette ville que paraissaient Chanda-Saheb et les Français. Le gouverneur de Volcandah voulait rester neutre; Français et Anglais essayèrent en vain de le décider à prendre parti. Pendant quinze jours, les deux armées restèrent en présence l'une de l'autre. A la fin, Gingen essaya de s'emparer de la ville par surprise. Le gouverneur appela alors les Français, qui occupèrent la citadelle. D'Auteuil mit quatorze canons en batterie, et la bataille s'engagea. Les Anglais ne purent tenir et prirent la fuite, en abandonnant leurs bagages et six pièces de canon. Si à ce moment, nous les avions chargés vigoureusement, leur défaite se fût changée en une déroute complète. Il n'en fut pas ainsi malheureusement, et Gingen put s'échapper et regagner Tritchinapaly.

Tritchinapaly est situé dans une plaine, à cent lieues de la côte. La ville avait une lieue et demie de circonférence et était entourée d'une double

muraille, flanquée de grosses tours. A l'intérieur, il y avait un rocher haut de cent cinquante pieds d'où l'on découvrait toute la campagne. Les assiégés pouvaient ainsi suivre tous les mouvements des assiégeants. A peu de distance de la place se trouve le Coleroon, qui prend sa source dans les montagnes du Malabar. Ce fleuve se partage en deux bras, celui du nord, qui continue de porter le nom de Coleroon; l'autre branche est appelée le Cavéry. Ces deux rivières, après leur séparation, continuent de couler l'une à côté de l'autre, et en se réunissant, elles forment, presque sous le canon de Tritchinapaly, l'île de Séringham, où se trouve une pagode, entourée de sept enceintes. Dans la dernière enceinte, il y a un temple, qui aujourd'hui encore jouit d'une grande célébrité et est l'objet d'une profonde vénération. L'on dit que Brahma y est venu prier. Au siècle dernier, les pèlerins y venaient en foule, et leurs aumônes servaient à entretenir de nombreux brahmes avec leurs familles.

Chanda-Saheb et les Français ne tardèrent pas à paraître devant Tritchinapaly. Ils traversèrent le Coleroon, occupèrent l'île de Séringham, passèrent le Cavéry, et s'établirent dans la plaine, près d'un rocher, appelé encore aujourd'hui le rocher des Français. Le siège était à peine commencé, que d'Auteuil, pris d'une attaque de goutte, était obligé d'abandonner la direction des opérations et de revenir à Pondichéry. Son suc-

cesseur fut le chevalier Law, le neveu du fameux financier. Il avait été chaudement recommandé à Dupleix, et ce dernier avait cru bien faire en le mettant à la tête des troupes. Law était entêté, présomptueux, et sous des dehors brillants, il n'avait aucune des qualités nécessaires pour diriger un siège ou une armée. Tout d'abord, il montra cependant une certaine résolution. Ne pouvant prendre d'assaut Tritchinapaly que ses fortifications mettaient à l'abri d'un coup de main, il résolut de bloquer la place; ce plan réussit. Les assiégés furent bientôt aux abois, et tout annonçait la chute prochaine de la ville.

A Madras, on était consterné, une colonne de quatre cents hommes qu'on avait envoyée, et qui n'était parvenue que fort difficilement à entrer dans la ville, ne pouvait servir qu'à prolonger la résistance. Le blocus se resserrait de plus en plus. C'est alors que parut Clive, qui, par sa volonté de fer, parvint à arrêter la fortune de la France. Il était à Tritchinapaly et vit de suite la situation. Pour lui, il ne fallait pas s'obstiner à rester dans la place, et il n'y avait qu'une chance de salut, changer le théâtre de la guerre, et frapper un grand coup, en transportant les hostilités au cœur du territoire ennemi. La capitale du Carnatic, Arcate, était dégarnie de troupes. Clive, qui le savait, proposa de s'en emparer et de faire ainsi une diversion. Son projet fut approuvé par la présidence. Le 16 août,

il partait de Madras avec deux cents Européens, trois cents Cipayes, et le 21, il était en vue d'Arcate. Cette ville comptait alors plus de cent mille habitants. Ses murailles tombaient en ruines, et sa principale défense consistait dans une citadelle entourée de fossés. La garnison, qui consistait en un millier de soldats indigènes et quelques artilleurs européens, fut prise de panique et n'opposa aucune résistance. Clive se mit aussitôt en mesure de résister aux attaques des Français, pensant bien qu'on ne le laisserait pas tranquille possesseur de sa conquête.

La prise d'Arcate contraria vivement Dupleix; cependant, il n'en conçut aucune appréhension. Pour lui, tout devait se dénouer à Tritchinapaly. Aussi il redoublait d'activité et expédiait des renforts aux assiégeants. En même temps, il conjurait Law de brusquer les choses et d'en finir au plus vite. Si les conseils de Dupleix avaient été suivis, l'expédition de Clive n'aurait eu aucun résultat, et son auteur eût été taxé d'imprudent. Malheureusement, il en fut autrement. Chanda-Saheb voulait reprendre sa capitale, et malgré les représentations du gouverneur, il détacha de l'armée assiégeante quatre mille hommes, qu'il confia à son fils Raja-Saheb. Le 23 septembre, cette troupe, à laquelle était venu se joindre un corps de cent cinquante Français, commandés par le chevalier de Mouhy, entrait dans Arcate, repoussait une attaque des Anglais,

les forçait après un combat assez vif à s'enfermer dans la citadelle et en commençait le blocus.

Clive se trouvait dans une situation critique, il n'avait plus avec lui que cent vingt Européens et deux cents Cipayes. Les assiégeants reçurent des renforts et furent bientôt dix mille. Comme ils n'avaient pas amené avec eux des canons d'un gros calibre, ils se bornaient à entretenir une mousqueterie bien nourrie, et à envoyer quelques boulets. Le 24 octobre, deux pièces de dix-huit arrivaient de Pondichéry. On se mit à battre la forteresse, et au bout de six jours une brèche était ouverte. Sur ces entrefaites, on apprit qu'un corps de cent Européens et de deux cents Cipayes, envoyé par la présidence de Madras, se dirigeait sur Arcate à marches forcées. Raja-Saheb courut à sa rencontre avec deux mille hommes, et le 5 novembre, il le rencontrait à Tripatore et lui infligeait une défaite complète. Ce succès le décida à donner l'assaut à la citadelle, et l'attaque eut lieu dans la nuit du 25 novembre. Malheureusement pour nous, Clive, qui avait été prévenu par un déserteur, avait placé ses canons sur la brèche et mis la garnison sous les armes. Les assaillants, divisés en plusieurs colonnes, mal conduits, s'avancèrent en désordre, ils reculèrent devant le feu ennemi, ils cessaient le combat, ils avaient eu quatre cents tués et blessés. Raja-Saheb se décida à battre en retraite et quitta Arcate. Clive, qui venait de

recevoir des renforts, se mit à sa poursuite, et quoique son armée fût bien inférieure en nombre, il remporta une victoire complète. Cette journée nous coûtait cinquante Européens, cent cinquante Cipayes, quatre cents indigènes et quatre pièces de canon.

L'échec de Raja-Saheb n'avait rien changé aux résolutions de Dupleix. La reddition de Tritchinapaly était le but qu'il poursuivait, et aussi ne cessait-il de pousser Law à agir, et en même temps il lui envoyait renforts sur renforts. Notre armée était arrivée à compter neuf cents Européens, deux mille Cipayes et cinquante canons de gros calibre. En outre, les troupes de Chanda-Saheb comprenaient quinze mille cavaliers et vingt mille fantassins. Tout autre général eût profité des circonstances, et les affaires n'auraient pas traîné en longueur. Malheusement Law s'entêtait à vouloir prendre la ville par le blocus et perdait ainsi un temps précieux. C'est en vain que Dupleix lui écrivait lettre sur lettre, pour l'engager à livrer un assaut qui aurait certainement fait tomber la place en notre pouvoir. il ne voulait rien écouter, et son aveuglement devait tout perdre.

De retour au fort Saint-David, Clive ne s'était pas endormi. Il avait su exploiter les haines du sultan de Mysore contre Chanda-Saheb, et l'avait amené à se déclarer contre nous, ainsi que le rajah de Tandjaour. Le sultan de Mysore devait

envoyer, au secours des assiégés, vingt mille hommes, dont six mille cavaliers mahrattes à sa solde. Les Mahrattes entrèrent les premiers en campagne, et s'en vinrent par petites troupes harceler les assiégeants. Le gros de l'armée mysorienne parut bientôt et arriva sous les murs de Tritchinapaly. Peu après, elle était rejointe par le contingent du rajah de Tandjaour, qui comptait cinq mille hommes. Méhémet-Ali se trouvait avoir à sa disposition vingt mille fantassins et vingt mille cavaliers. A partir de ce moment, nous avions perdu la supériorité numérique.

La conduite de Law était inexplicable. Il avait eu connaissance de la marche des Mysoriens. Au lieu de se porter à leur rencontre, il les avait laissés opérer leur jonction avec la garnison de Tritchinapaly et était resté immobile. Dupleix résolut alors de faire une diversion, en transportant la guerre sur un autre théâtre. Raja-Saheb, auquel fut adjoint le capitaine Verry, pour le conseiller, s'en alla ravager les campagnes de Madras avec quatre cents Européens, deux mille Cipayes et trois mille indigènes. Les débuts de cette campagne furent encore favorables. Nous avions repris la pagode de Conjeveyram dont les Anglais s'étaient emparés, et nous étions en route pour surprendre Arcate, quand nous fûmes surpris par Clive à Convebauck, et nos troupes, en se voyant tournées, prirent la fuite, en lais-

sant aux mains de l'ennemi trois cent soixante prisonniers, neuf canons et neuf obusiers. Cette défaite pouvait avoir pour nous des effets désastreux et il était à craindre qu'elle n'ébranlât la fidélité de nos alliés.

Sur ces entrefaites, l'on apprit que Lawrence, de retour d'Angleterre, et Clive se disposaient à prendre la route de Tritchinapaly avec quatre cents Européens, onze cents Cipayes et huit pièces de canon. Dupleix ne regardait pas néanmoins la situation comme compromise. Il avait instruit Law du mouvement des Anglais. et pour lui rien n'était perdu, si on voulait l'écouter il fallait à tout prix empêcher la jonction de Lawrence et de Clive avec l'armée de Méhémet-Ali. Law devait laisser devant la place un corps d'observation et se porter à la rencontre de l'ennemi avec la plus grande partie de ses forces. Il pouvait choisir sa position. La route que suivaient les Anglais avait cinquante lieues de long. et elle était coupée par huit rivières. Law n'avait qu'à les attendre au passage de l'une d'elles, et il les aurait facilement écrasés. Au lieu de se porter à la rencontre de Lawrence et de Clive, Law se borna, dans la crainte d'affaiblir son armée, à envoyer un détachement de deux cents Européens et quatre cents indigènes. Ce petit corps s'en alla occuper une bonne position, le fort de Coiladdy; mais il était insuffisant pour arrêter l'armée anglaise, et son feu n'eut pour résultat que de lui tuer quel-

ques hommes. Lawrence et Clive purent passer, et bientôt ils n'étaient plus qu'à quatre lieues de Tritchinapaly.

Jusqu'alors Law avait gardé l'immobilité la plus complète. A la nouvelle que les Anglais avaient dépassé Coiladdy, il rangea son armée en bataille, il occupait solidement le rocher des Français et le pic d'Elmiseram. La route la plus directe passait entre les deux montagnes. Law pensait que les Anglais la prendraient pour entrer dans la ville et qu'il serait à même de les cerner. Lawrence se garda bien d'attaquer de front les Français. Il contourna le pic d'Elmiseram, en suivant la direction d'un rocher appelé le Pain-de-Sucre, et ne tarda pas à être rejoint par deux cents hommes que la garnison de Tritchinapaly avait envoyés à sa rencontre. Law se décida alors à attaquer; mais il n'était plus temps. Les Anglais étaient protégés par le feu de la place. Nos troupes, fatiguées par cette longue attente, manquaient de vigueur. Law lui-même était découragé, et c'est en vain qu'il racheta son incapacité militaire par une bravoure incontestable; il fut blessé en combattant. Au bout de quelques heures, les Français cessèrent le feu. La journée était perdue pour nous, et la jonction tant redoutée de Dupleix avait eu lieu. Lawrence et Clive entrèrent dans Tritchinapaly.

Inutile de dépeindre l'exaspération de Dupleix, quand il eut connaissance des événements. Par

suite de l'entêtement de Law, notre situation était compromise. Dupleix, qui croyait terminer la guerre en frappant un grand coup, voyait tout ce qu'il avait espéré s'évanouir comme un rêve. Sur ces entrefaites, il reçut une dépêche qui le remplit de stupeur. Law lui annonçait que son intention était de se retirer dans l'île de Seringham. C'était un acte de folie, et souscrire d'avance à une capitulation. Dupleix s'empressa de lui écrire dans ce sens, il lui défendait d'une manière absolue la retraite dans l'île de Seringham, et lui donnait l'ordre de revenir à Pondichéry. Pour lui faciliter le retour, il lui envoyait cent vingt Européens, cinq cents Cipayes avec quatre pièces de canon. D'Anteuil, quoique malade, fut chargé de conduire ce détachement, et sitôt sa jonction avec Law, il devait prendre le commandement général de l'armée.

Devant Tritchinapaly, nos lignes de défense étaient redoutables; Law les évacua. Une reconnaissance faite par le capitaine Dalton avec quatre cents hommes, l'avait troublé: au lieu d'exterminer ce détachement, ce qui lui était facile, il s'imagina qu'il n'était plus en sûreté dans son camp, et il ordonna à ses troupes de se retirer dans l'île de Seringham. Les craintes chimériques de Law se communiquèrent à ses soldats, qui passèrent en désordre le Cavéry. Tous se figuraient trouver un refuge assuré dans l'île de Seringham. Chanda-Saheb avait appris

avec colère le projet, qui devait nous être fatal. C'est en vain que lui et les principaux officiers de l'armée représentaient au général français qu'il se livrait d'avance à l'ennemi et que la capitulation devenait en quelque sorte inévitable tous demandaient à combattre et voulaient qu'on engageât la bataille. Chanda-Saheb s'offrait à marcher le premier avec ses troupes. Law ne voulait rien entendre. Il répondit brutalement à Chanda-Saheb qu'il était libre de se retirer, mais que son parti était pris, et qu'il allait sans retard donner l'ordre de la retraite sur Seringham. Chanda-Saheb aurait pu prendre avec son armée la route de Pondichéry. Mais il pensa qu'il ne pouvait abandonner les Français, ses alliés, et que la reconnaissance lui faisait un devoir de rester avec eux. La retraite s'opéra avec la plus grande confusion ; beaucoup de provisions furent brûlées, et l'on abandonna une partie des bagages. Le transport des canons se fit avec difficulté. Enfin après beaucoup de fatigues, l'armée aborda dans l'île de Seringham.

Lawrence et Clive, qui étaient au courant de la situation, voulaient en finir. Lawrence resta en observation devant Seringham avec la plus grande partie de l'armée anglaise. Clive se porta à la rencontre de d'Auteuil avec cinq cent cinquante Européens, mille Cipayes, quinze cents Tandjaouriens, trois mille Mahrattes et huit pièces de canon. Il fit son mouvement sans être inquiété

par Law, et le 15 avril, il arrivait au village de Samiaveram, situé sur la route de Pondichéry, à quatre lieues de Seringham. De son côté, d'Auteuil, qui était en marche depuis le 10 avril, avait atteint le 25, Utatour, à six lieues de Samiaveram. Là, il apprit la triste situation de l'armée française, et que Clive était devant lui, à la tête de forces supérieures aux siennes. Il résolut, néanmoins, de rester à Utatour et d'y attendre les événements. Sur ces entrefaites, Law avait été prévenu de la marche de d'Auteuil. Au lieu de venir le rejoindre avec toute son armée, et il le pouvait sans crainte d'être inquiété par la garnison de Tritchinapaly : il se contenta d'envoyer à sa rencontre quatre-vingts Européens et sept cents Cipayes. Cette petite troupe était incapable d'arrêter Clive. Elle vint néanmoins l'attaquer pendant la nuit, et put même un moment pénétrer dans son camp. La lutte fut acharnée : la plupart de nos soldats se firent tuer, et dans le combat, Clive avait reçu deux blessures.

Sans perdre un instant, Clive coupa la route de Pondichéry à l'armée de Law, en faisant occuper le fort de Coiladdy, et il se porta à la rencontre du corps de d'Auteuil. Arrivé devant Utatour, il déploya son infanterie, de manière à faire supposer qu'il était à la tête de forces considérables. D'Auteuil crut qu'il avait affaire à l'armée anglaise, et après avoir défendu Utatour pendant quelques heures, il profitait de la nuit pour se re-

plier sur Volcandah. Clive l'y suivit, et après un combat assez vif, il parvenait à pénétrer dans la ville. D'Auteuil voulait se retirer dans la citadelle de la place, mais le gouverneur de Volcandah, que les Anglais avaient acheté, menaça de tirer sur lui. Nous étions pris entre deux feux. D'Auteuil arbora le drapeau blanc et consentit à capituler. Sa petite armée comprenait cent Européens, quatre cents cipayes et trois cent quarante cavaliers indigènes. Les officiers s'engageaient à ne pas porter les armes pendant un an contre Méhémet-Ali; les soldats européens restaient prisonniers; les cipayes et les indigènes étaient mis en liberté. Cette capitulation enlevait à Law son dernier espoir, et un sort semblable l'attendait.

Pendant que Clive détruisait la colonne de secours que Pondichéry avait envoyée à Law, Lawrence, qui était resté devant Seringham, avait occupé la rive nord du Coleroon, il y transportait son artillerie et commençait à battre le camp français. L'effet de son feu fut terrible. Les boulets ennemis jetaient dans nos rangs une confusion incroyable. Dans l'Inde, les armées ne manquent jamais d'être encombrées de femmes, d'enfants, de marchands et de coulis. La panique se répand; l'on défait les tentes. Les éléphants, les chameaux, les bœufs et les chevaux mettent le désordre au milieu de cette multitude affolée, qui pousse des cris de terreur. La plupart des chefs indigènes, qui suivaient Chanda-Saheb, l'abandonnèrent, et,

à la suite de ces défections, il n'eut plus avec lui que deux mille cavaliers, trois mille fantassins et mille Radjepoutes. Sur ces entrefaites, Law apprenait la capitulation d'Auteuil; il comprit la gravité de sa situation, d'autant plus que les vivres commençaient à devenir rares. Plus irrésolu que jamais, il ne pouvait se décider à prendre un parti énergique, et c'est en vain que Chanda-Saheb insistait près de lui pour le décider à percer les lignes anglaises, et à s'ouvrir les armes à la main la route de Pondichéry. Pensant qu'il fallait à tout prix sauver la vie de notre allié Chanda-Saheb, Law lui proposa de s'échapper, en achetant les services d'un chef indigène de l'armée ennemie. Des pourparlers eurent lieu avec Monackyee, le commandant des troupes de Tandjaour. Ce dernier s'engagea à conduire Chanda-Saheb à notre établissement de Karikal.

Sur ces entrefaites, les Anglais sommèrent Law de se rendre à discrétion. Monackyee avertit aussitôt Chanda-Saheb que le moment était venu et que le moindre retard pouvait tout perdre. Chanda-Saheb se rendit auprès de Monackyee : mais au lieu de l'escorte promise, il trouva une troupe de soldats qui se saisirent de lui et le chargèrent de chaînes. Méhémet-Ali, les chefs Mysoriens et Mahrattes entrèrent aussitôt en délibération au sujet de leur prisonnier. Chacun d'eux le réclamant, la discussion dégénéra en querelle. Effrayé de la collision qui était sur le point d'éclater, Mo-

nackyee ne trouva pas d'autre moyen de la prévenir que de mettre à mort son prisonnier. Auparavant, il alla demander avis à Lawrence, qui répondit qu'il ne voulait pas se mêler de cette affaire. Monackyee résolut alors de faire périr sans retard Chanda-Saheb. Un Afghan, qu'il avait chargé de l'exécution, pénétra dans la prison du prince. Celui-ci, accablé de fatigue, reposait sur la terre nue. A la vue de l'afghan, il se douta du sort qui l'attendait et demanda à parler à Monackyee. Pour toute réponse, l'Afghan lui enfonça son poignard dans le cœur. Monackyee, lui ayant fait couper la tête, s'empressa de la présenter sur un plateau à Méhémet-Ali. Ainsi finit le malheureux Chanda-Saheb dont le nom est inséparable de celui de Dupleix. Pendant vingt ans, il fut pour nous un fidèle allié, et c'était l'un des hommes les plus remarquables de l'Inde à cette époque. Il était digne d'un meilleur sort.

Quand Law eut appris que Chanda-Saheb était prisonnier, il pensa à capituler, d'autant plus que Lawrence lui avait renouvelé sa sommation, en lui accordant un délai de vingt-quatre heures. La capitulation fut signée le 15 juin 1752. Nous abandonnions aux Anglais l'île de Seringham avec l'artillerie, les munitions et les bagages qui s'y trouvaient. Les officiers s'engageaient à ne plus combattre contre Méhémet-Ali et ses alliés. Les sous-officiers et soldats étaient prisonniers de guerre. Trente-cinq officiers, sept cent quatre-

vingt-cinq soldats européens et deux mille cypayes mirent bas les armes et se rendirent avec cinquante-quatre pièces de canon. Ainsi se termina cette expédition qui, commencée sous les plus heureux auspices, aboutissait à un désastre. La défaite que nous venions de subir était de nature à compromettre notre situation dans l'Inde. A Paris, l'effet produit par cette nouvelle fut déplorable. Dupleix était coupable, et l'on condamnait *cette politique d'aventures, qui attachait tant d'importance aux pays aux épices.* A Pondichéry, l'effet fut tout autre. Personne ne s'en prenait à Dupleix. Law fut accusé de trahison, et l'on disait qu'il avait été corrompu par l'or anglais. Il fut mis en état d'arrestation, et une instruction fut commencée. Mais l'affaire n'eut pas de suite, aucun fait ne pouvant être articulé contre lui. Law revint en France; il devait bientôt retourner dans l'Inde, pour y prendre de nouveau part à la guerre que nous soutenions contre les Anglais.

Jamais Dupleix ne s'était trouvé dans une situation aussi critique. Il n'avait plus d'armée, son meilleur général, de Bussy, était dans le Deccan; les indigènes s'éloignaient de lui, et il avait affaire à une coalition redoutable, il était seul contre tous. Il ne se laissa pas abattre et, dans la lutte qu'il soutint, montra toute l'étendue de son génie. Pour le moment, il n'y avait rien qu'à gagner du temps et attendre que la coalition vînt à se dissoudre. C'est ce qui arriva. Dès le lendemain de

la capitulation de Law, la division s'était mise parmi les alliés. Lawrence voulait remettre Tritchinapaly à Méhémet-Ali. Mais ce dernier, dans le but d'avoir l'appui du sultan de Mysore, s'était engagé à lui céder cette ville. Les Mysoriens réclamaient l'exécution de cette promesse, et ils étaient soutenus dans leurs revendications par les Mahrattes qui, de leur côté, espéraient mettre la main sur cette place tôt ou tard. Or, Lawrence ne voulait à aucun prix que Tritchinapaly appartînt aux Mahrattes. Des discussions eurent lieu, et les relations entre les alliés étaient si difficiles que l'on craignait à chaque instant les voir dégénérer en conflit. Ce fut seulement le 9 juillet que les Anglais purent quitter la place en y laissant une garnison de deux cents Européens et de quinze cents cipayes pour tenir en respect les Mysoriens et les Mahrattes. La coalition était sur le point de se dissoudre.

C'était tout ce que demandait Dupleix. En ce moment, quelques renforts lui étaient arrivés de France, et quoique les recrues, qu'on lui envoyait, fussent, comme il le disait dans ses lettres, *la plus vile racaille*, il avait su en tirer parti. En y adjoignant les équipages de deux navires de la Compagnie, qui se rendaient en Chine, il avait réuni une troupe de 500 Européens, prêts à entrer en campagne. Les Anglais ne bougèrent pas durant le mois de juillet; Lawrence était malade et Clive était retourné au fort Saint-David

pour se guérir de ses blessures. Les opérations furent néanmoins bientôt reprises. La présidence de Madras avait décidé de s'emparer de Gingi. Le major Kenneer, qui venait d'arriver d'Europe, reçut le commandement de l'expédition : il avait sous ses ordres 200 Européens, 1300 cipayes et 600 cavaliers indigènes. La possession de Gingi était pour nous d'une grande importance, et si les Anglais parvenaient à nous enlever cette place, c'en était fait de notre puissance dans le Carnatic. Dupleix le savait : aussi le commandant de la forteresse avait-il reçu l'ordre de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. De Kerjean alla, sur la route de Gingi, occuper un défilé par où les Anglais devaient passer afin de les prendre par derrière et de leur couper la retraite. Le succès pour nous était certain. Nous pouvions choisir notre champ de bataille, et le terrain se prêtait merveilleusement à la résistance. Tous les avantages étaient de notre côté.

Le 6 août, le major Kenneer arrivait devant Gingi et sommait la place de se rendre. Il reçut un refus formel, il se demandait ce qu'il allait faire, quand il apprit que les Français lui avaient coupé ses communications, il résolut de s'ouvrir un passage et marcha à notre rencontre. Les Anglais firent une vigoureuse attaque. De Kerjean avait choisi sa position et caché son artillerie derrière une muraille. Il ordonna à une partie de ses troupes de simuler une retraite, et au moment

où l'ennemi s'avançait, nos canonniers démasquèrent leurs pièces et ouvrirent un feu terrible. Le désordre se mit dans l'armée anglaise, et au bout de quelques heures, elle quittait le champ de bataille. Elle était vaincue et avait eu 40 morts, sans compter les blessés, parmi lesquels se trouvait le major Kennecr. Ce succès faisait en partie oublier la capitulation de Law. A la nouvelle de notre victoire, les Mysoriens et le chef des Mahrattes, Morari-Rao n'hésitèrent plus à se déclarer pour nous. Dupleix, qui n'avait pas cessé de négocier avec eux, promettait de les mettre en possession de Tritchinapaly, et pour faciliter l'exécution de leurs projets, il fut convenu que nous occuperions le gros de l'armée anglaise. Des renforts furent envoyés à de Kerjean, qui bientôt eut sous ses ordres 400 Européens, 1500 cipayes et 500 cavaliers indigènes. Il reprit l'offensive et s'en vint mettre le blocus devant le fort Saint-David.

A cette nouvelle, Lawrence quitta Madras et vint prendre le commandement de l'armée anglaise. Fort de sa supériorité numérique, Lawrence voulait engager une action générale. De Kerjean qui désirait au contraire l'éviter, se hâta de battre en retraite et de se retirer à Villenour, à 3 milles de Pondichéry. Les Anglais ne pouvaient pénétrer sur notre territoire. La France et l'Angleterre étant en paix, les hostilités étaient interdites sur leurs possessions, et

leurs armées ne pouvaient se rencontrer que sur les territoires des princes qui les avaient à leur solde. Or, Lawrence voulait amener de Kerjean à accepter la bataille. Dans ce but, il usa de ruse, et se retira précipitamment comme s'il reculait devant les Français. De Kerjean se laissa prendre à ce stratagème; il le suivit, contrairement aux ordres de Dupleix, et le 6 septembre, une bataille s'engageait près de Bahour. Notre défaite fut complète. Des deux côtés, les pertes étaient à peu près égales, une centaine d'Européens tués ou blessés. De Kerjean, 15 de ses officiers et 190 de ses soldats avaient été faits prisonniers.

Cette défaite pouvait avoir de funestes conséquences, et il était à craindre qu'elle ne détruisit les effets produits par la victoire que nous avions remportée sous les murs de Gingi. A ce moment, Dupleix venait de recevoir une ambassade du Grand Mogol, qui lui confirmait toutes les dignités dont Mursapha-Sing l'avait investi. Il avait réussi à détacher les Mysoriens et les Mahrattes de l'alliance anglaise; la nouvelle de notre défaite les rendit hésitants. Dupleix sut prévenir leur défection, et parvint à leur persuader qu'il était de leur intérêt de le soutenir dans sa lutte contre l'Angleterre. Au bout de six semaines, les Mysoriens et les Mahrattes se déclaraient ouvertement pour nous et un traité d'alliance était signé avec eux. C'était un fait unique dans l'histoire de l'Asie. Les Orientaux

sont toujours disposés à se ranger du côté de la force, et pour eux, le vainqueur est toujours prédestiné. Par sa politique, Dupleix avait trouvé des alliés, le lendemain d'une défaite.

Après leur victoire, les Anglais se montrèrent hésitants et se bornèrent à s'emparer de deux places du Carnatic, Cavelong et Chinglopett où nous avions de petites garnisons indigènes. Sur ces entrefaites, Clive était tombé malade et avait été obligé de partir pour l'Europe. Nous étions délivrés d'un ennemi redoutable. En outre, la saison des pluies avait forcé l'armée anglaise à rentrer au fort Saint-David, pour y passer l'hiver. Dupleix profita du répit que lui laissaient les événements. Il nommait nabab du Carnatic, à la place du fils de Chanda-Saheb, Raja-Saheb dont l'incapacité était notoire, un gendre de Daoust-Ali-Khan, Mortiz-Ali, et le chargeait de lever des troupes. En même temps, il pensait toujours à Tritchinapaly et ne désespérait pas de s'en emparer.

Les Mysoriens et les Mahrattes n'avaient pas quitté les environs de Tritchinapaly : ils ne cachaient plus leurs intentions, ils voulaient prendre la place par la famine et forcer sa garnison à capituler. Dans ce but, ils occupaient la campagne et enlevaient tous les approvisionnements qu'on apportait dans la ville. Le gouverneur Dalton résolut d'empêcher le blocus. Le 25 décembre il faisait une sortie et refoulait l'ennemi

dans l'île de Seringham. Deux jours après, il tentait une attaque de nuit; tout d'abord, les Anglais eurent l'avantage, ils se croyaient assurés du succès, lorsque les Cipayes furent chargés par la cavalerie Mahratte, et lâchèrent pied en entraînant avec eux le reste de l'armée. Dalton ne put rallier ses troupes, et fut obligé de rentrer dans Tritchinapaly, avec une perte, tant tués que blessés de soixante-dix Européens et de trois cents Cipayes. Les Mysoriens et les Mahrattes avaient le champ libre. Ils recommencèrent leur tactique habituelle, qui consistait à éviter une bataille en rase campagne et à parcourir le pays par petites troupes, pour en enlever les provisions et affamer Tritchinapaly. La garnison anglaise commença à redouter la famine, et Dalton qui voyait le danger de la situation, demanda des secours à Lawrence.

De son côté, Dupleix ne demeurait pas inactif. Au mois de janvier 1755, le capitaine Maissin était allé, sur son ordre, avec cinq cents Français et quatre mille Mahrattes, commandés par Morari-Rao, prendre position sur les bords de la rivière Pouniar, à trois lieues du fort Saint-David, en vue de Trivady où Lawrence s'était fortement retranché, avec sept cents Européens, deux mille Cipayes et quinze cents cavaliers. Résolu à éviter à tout prix un engagement sérieux, Maissin se bornait à harceler l'ennemi, à attaquer ses convois, à capturer ses fourrageurs et à rendre ses

communications très difficiles avec le fort Saint-David. C'est en vain que Lawrence cherchait à nous attirer dans un combat. Dès qu'il paraissait, nous nous retirions derrière des retranchements que nous avions rendus inexpugnables. Les Anglais étaient constamment tenus en haleine, et les Mahrattes, qui aimaient fort ce genre de guerre, ne mettaient plus de bornes à leur audace. Ils venaient ravager le pays sous les yeux des garnisons anglaises, échangeaient des coups de fusil avec elles et les réduisaient à l'impuissance. Ils arrivèrent même à s'emparer par surprise de deux forteresses, de Chillambram et de Banageny. Fatigué de cette guerre d'escarmouches, Lawrence qui voyait son effectif diminuer peu à peu, et sans résultats, pensa devoir transporter les opérations sur un autre théâtre, et, laissant cent cinquante Européens et cinq cents Cipayes à la garde de Trivady, prit avec le reste de ses troupes la route de Tritchinapaly. Le commandement avait été confié à Astruc, un jeune officier qui donnait les plus brillantes espérances. Après une marche rapide, ce détachement arrivait à Seringham où il opérait sa jonction avec les Mysoriens. Lawrence avait résolu de livrer une bataille ou tout au moins de bombarder Seringham.

Le 10 mai, il sortait de la ville avec la plus grande partie de la garnison, passait le Cavéry, et marchait sur la pagode de Seringham, sans se

laisser arrêter par plusieurs charges de la cavalerie mahratte. Le feu de son artillerie joint à celui de la place, mit le désordre dans l'armée mysorienne. A ce moment, Astruc s'avança avec ses troupes, et quatre pièces de canon qu'il avait établies sur une hauteur ouvrirent un feu très vif. Les Anglais répondirent, et de part et d'autre, ce fut un combat d'artillerie. Sur ces entrefaites, nos Cipayes, après une mousqueterie des mieux nourries, forçaient l'aile gauche de l'armée anglaise à reculer et s'emparaient de ses retranchements. La canonnade continua jusqu'au soir. Lawrence, qui voyait ses troupes harassées de fatigue, se décida enfin à battre en retraite sur Tritchinapaly en renonçant à s'emparer de Seringham.

Lawrence se prépara à soutenir un siège ; il lui était difficile de réunir des approvisionnements en présence de la cavalerie mahratte, qui tenait la campagne. Ainsi, la garnison de Tritchinapaly dut s'abstenir de tout acte d'hostilité, pendant les cinq semaines, qui suivirent son échec devant Seringham. Ce temps fut bien employé par Dupleix. D'après ses ordres, Maissin s'emparait de Trivady, et le nouveau nabab du Carnatic, Mortiz Ali, qui était à la tête de cinq mille hommes, battait les environs d'Arcate, et menaçait sans cesse cette ville. Des secours étaient envoyés à l'armée, qui assiégeait Tritchinapaly. Son effectif ne tarda pas à s'élever à près de 10 000

hommes dont quatre cent cinquante Européens, deux mille cinq cents Cipayes, huit mille cavaliers mysoriens, trois mille cinq cents Mahrattes et quinze mille fantassins indigènes, pour la plupart armés d'arquebuses et de flèches. De son côté, Lawrence avait cinq cents Européens, deux mille Cipayes et les troupes de Méhémet-Ali.

Astruc, qui se voyait à la tête de forces considérables, résolut d'agir vigoureusement. Il quitta Seringham et alla s'établir au bois du Derviche, à trois milles au sud de Tritchinapaly. Sa position était bien choisie; il la rendit en quelque sorte inexpugnable en s'emparant des hauteurs appelées les Cinq rochers, qui étaient situées à un mille du camp ennemi, et le dominaient complètement. Nous possédions les abords de la place, il ne restait plus aux Anglais qu'une seule position, en dehors de la ville, le Rocher d'or, situé à deux milles de distance, et que Lawrence avait fait occuper par deux cents Cipayes. Astruc résolut de la leur enlever. Le 26 juin, il s'avançait de grand matin avec ses troupes blanches, un gros de Cipayes, et ordonnait à toute l'armée de s'apprêter à le soutenir. Nos soldats escaladèrent le Rocher d'or et s'en emparèrent après une lutte des plus vives.

Lawrence, qui avait aperçu notre mouvement, s'était hâté de venir au secours du Rocher d'Or avec ses troupes européennes et cinq cents Cipayes. Mais, les Anglais n'avaient pas encore

parcouru la moitié de la distance, que la position était à nous, et que notre drapeau y flottait. Lawrence se demanda un instant ce qu'il devait faire. Voyant que battre en retraite, c'était s'exposer à être anéanti par la cavalerie mahratte, il continua d'avancer, après avoir partagé sa troupe en deux divisions. L'une, composée de ses meilleurs soldats, devait tenter l'escalade du Rocher d'or, tandis qu'il se chargeait avec l'autre de livrer bataille. Astruc pensait que Lawrence voulait avoir un engagement général.

Nos troupes marchaient à l'ennemi avec confiance, quand une violente fusillade les prit par le flanc droit, et vint briser leurs lignes. Les Anglais s'étaient emparés du Rocher d'Or. En se voyant tournés, les Français lâchèrent pied, et leur retraite devint une véritable déroute. Nous allâmes nous reformer derrière les Mysoriens, pendant que la cavalerie mahratte nous couvrait par plusieurs charges successives. Le petit corps anglais rentra dans Tritchinapaly. Sans perdre un instant, Lawrence se hâta de gagner avec un détachement le Tandjaour, pour y ramasser des vivres et y recevoir les renforts qu'on devait lui expédier de Madras.

Après leur défaite, les Français s'étaient retirés dans le bois du Derviche, et ils avaient repris le système du blocus qu'ils avaient déjà employé. La place fut bientôt réduite à toute extrémité, et la garnison, qui ne comptait que 200 Européens,

600 Cipayes, et un millier d'indigènes, ne pouvait songer à faire une sortie. C'était le moment de livrer l'assaut. Malheureusement, Astruc s'était démis de son commandement après son échec, et son successeur, Bennier manquait de décision. L'on apprit bientôt que Lawrence n'était pas loin. Au lieu de se porter à sa rencontre avec la plus grande partie de ses troupes, Brennier préféra l'attendre et lui livrer bataille sous les murs de Tritchinapaly, bien persuadé qu'il emporterait la victoire. Il renouvelait ainsi la faute de Law, et son incapacité devait nous être fatale.

Lawrence avait reçu du fort Saint-David les renforts qu'il attendait. Son armée comptait 200 Européens, et 3000 Cipayes. De plus, il amenait avec lui plusieurs milliers de bœufs, pour ravitailler la place. Le 9 août, il était en vue de Tritchinapaly. Brennier s'était préparé à livrer bataille, il avait repris le Rocher d'Or. Son armée formait une ligne, qui s'étendait depuis Weycondah, au sud-ouest de la ville, jusqu'au Rocher des Français, au nord-est, en passant par le Rocher d'Or et le Pain de Sucre. Ces deux dernières positions étaient défendues par de l'infanterie et de l'artillerie. Notre cavalerie s'était massée dans l'espace, qui les séparait l'une de l'autre. Nos troupes irrégulières, formaient un rideau, qui s'étendait jusqu'au bord de Cavéry. Nos positions étaient redoutables. Lawrence vit de suite qu'il ne fallait pas songer à forcer le

passage entre le Rocher d'Or et le Pain de Sucre; il résolut de tourner le Rocher d'Or et de s'en emparer, s'il le pouvait. Dans ce but, il masqua ses projets en continuant sa marche, comme s'il avait l'intention d'attaquer de front le Pain de Sucre. Brennier se laissa prendre à ce stratagème, et rappela la plus grande partie des soldats, qui occupaient le Rocher d'Or. Lorsque Lawrence vit que cette position était dégarnie, il donna l'ordre à ses grenadiers et 800 Cipayes de l'enlever coûte que coûte. Brennier s'aperçut de son erreur; mais il était trop tard, il envoya 1000 cavaliers mahrattes et 500 Européens au secours du Rocher d'Or. La cavalerie partit au galop; mais elle fut arrêtée par les feux de l'infanterie anglaise, et obligée de battre en retraite, en voyant que la garnison de Trichinapaly allait faire une sortie. Quant au détachement français, il s'arrêta sitôt que l'ennemi se fut rendu maître du Rocher d'Or, et essaya de l'en déloger, en le canonnant avec quatre pièces de campagne.

Pendant ce temps-là, Brennier s'ébranlait avec son armée qu'il avait concentrée au Pain de Sucre au lieu de se porter au secours du détachement que Lawrence attaquait, il fit halte, se montrant plus irrésolu que jamais. Cette hésitation n'échappa pas à Lawrence qui eut l'idée d'anéantir la petite troupe qu'il avait devant lui avant qu'on vînt à son secours; il forma ses hommes en colonnes d'attaque, se mit à leur tête,

les conduisit au pas de charge, et sans se laisser arrêter par le feu des Français, il les aborda à l'arme blanche. Pendant ce temps-là, la garnison de Tritchinapaly venait les prendre par derrière. En se voyant tournés et abandonnés par le reste de l'armée dont l'immobilité était incompréhensible, nos soldats ne purent tenir et se retirèrent en désordre. A ce moment, Brennier s'avança ; mais ses troupes, démoralisées par la vue des fuyards, reculaient devant la canonnade et la mousqueterie de l'ennemi. Aussi, il fut obligé de battre en retraite, et à la nuit tombante, il évacuait les cinq rochers que Lawrence s'empressait d'occuper. Quelques jours après, ce dernier faisait un mouvement et s'avançait comme s'il avait eu l'intention de nous attaquer. Brennier effrayé, abandonna toutes ses positions, sans tirer un seul coup de fusil, pour aller se réfugier à Moatachélinoor, sur les bords du Cavéry. La retraite s'opéra avec désordre, et tout le bénéfice des opérations précédentes fut perdu, grâce à l'incapacité de Brennier, qui se laissa tromper par une ruse des plus grossières.

Brennier venait d'arriver sur les bords du Cavéry, quand, à sa grande surprise, il fut rejoint par des renforts considérables que commandait Astruc, et qui comprenaient 400 Européens, 2000 Cipayes et 5000 Mahrattes. Quelques jours après, Morari-Rao et Mortiz-Ali arrivaient avec 450 Européens, 6000 cavaliers et 5000 fantas-

sins. Dupleix avait dirigé sur Tritchinapaly toutes les forces dont il pouvait disposer. Malheureusement, il manquait un général pour mener à bien les officiers. Brennier était incapable, et Astruc, qui avait pris le commandement, était devenu, depuis sa défaite, timide à l'excès. Il alla s'établir au sud de Tritchinapaly, et fit réoccuper les cinq rochers, le Rocher d'Or et le Pain de Sucre, avec intention de revenir au système de blocus, qui avait déjà mis les Anglais dans une situation critique.

Lawrence se hâta de demander des renforts au gouvernement de Madras, et dans le but de faciliter leur entrée dans la ville, il sortait dans la nuit du 31 août au 1er septembre, et allait établir son camp, au sud du Rocher des Français. C'était le moment ou jamais d'attaquer les Anglais. Malheureusement, quoique disposant de forces bien supérieures, Astruc ne pouvait pas s'y décider, il se contentait d'élever de nouvelles fortifications et d'intercepter les convois de vivres destinés à la place. De son côté, Lawrence, qui ne demandait qu'à gagner du temps, restait immobile. Pendant dix-huit jours les deux armées restèrent en présence l'une de l'autre. La distance qui les séparait n'était que de deux milles, et l'on était dans une plaine découverte, si bien « qu'au moyen de lunettes, Français et Anglais pouvaient se voir dîner réciproquement ». Sur ces entrefaites, les renforts attendus par l'ennemi approchaient.

Pour faciliter leur marche, Lawrence chercha à attirer notre attention. Sur son ordre la plus grande partie de la garnison sortait de Tritchinapaly, dans la journée du 17 septembre, et ouvrait un feu très vif sur notre camp. Astruc lui répondit et des deux côtés l'on se canonna sans résultats. Dans la soirée, les deux armées reprenaient leurs positions respectives. Le 18, c'est à-dire le lendemain, le détachement attendu par les Anglais, et qui comptait deux cents Européens et trois cents cipayes, arrivait et entrait dans la place. Lawrence avait atteint le but qu'il poursuivait, il avait amusé les Français et empêché Astruc de se porter à la rencontre des secours que lui envoyait la présidence de Madras.

Lawrence était résolu à engager une action générale ; il avait remarqué que les fortifications du Rocher d'Or se réduisaient à peu de chose, et que renouvelant la faute de Brennier, Astruc avait principalement massé ses forces au Pain de Sucre. Aussi, s'était-il prononcé pour une attaque du Rocher d'Or, et le 22 septembre, à deux heures du matin, il prenait cette direction avec six cents Européens, deux mille cipayes, sa cavalerie et six pièces de canon. La nuit était fort sombre. Les Anglais s'avancèrent en silence, et grâce à l'obscurité, ils arrivèrent au pied du Rocher d'Or, sans être découverts. Ils l'assaillirent de trois côtés et s'en emparèrent. Surpris, nos soldats tirèrent quelques coups de fusil et prirent en toute hâte

la direction du Pain de Sucre. Sans perdre un instant, Lawrence marcha droit au Pain de Sucre en déployant son infanterie sur une seule ligne, afin de faire croire qu'il marchait à la tête d'une nombreuse armée. En même temps, sur son ordre, ses troupes se mirent à pousser de grands cris, et les tambours à battre la charge. Ce bruit augmenta la confusion que les fuyards du Rocher d'Or commençaient à répandre, et les Mysoriens effrayés se retirèrent en désordre.

Les Français s'étaient rangés en bataille devant leur camp, à ce moment le jour commençait à poindre. Les Anglais continuaient d'avancer, sans se laisser arrêter par notre mousqueterie. La vue de l'infanterie ennemie, qui marchait aussi régulièrement que sur un champ de manœuvres, les cris qu'elle poussait, épouvantèrent nos cipayes, une panique s'empara d'eux, et ils se débandèrent. Nos troupes blanches soutinrent seules le choc des assaillants; elles finirent par se laisser entraîner. C'est en vain que les Mahrattes exécutèrent plusieurs charges. Le Pain de Sucre tomba au pouvoir de Lawrence, et la plaine fut bientôt couverte de fuyards. L'armée française ne s'arrêta qu'après avoir mis le Cavery entre elle et ceux qui la poursuivaient. Nous avions perdu onze pièces de canon et trois cents Européens, tués, blessés et prisonniers. Astruc était au nombre de ces derniers. C'était un véritable désastre, et il fallait uniquement l'attribuer à notre négligence, qui

nous a été si souvent funeste. Nous n'avions pas même songé à placer des avant-postes, et grâce à notre incurie, les Anglais avaient pu s'avancer jusqu'à portée de fusil, sans que l'alarme fût donnée.

Dans le nord du Carnatic, le sort des armes ne nous avait pas été favorable, depuis quelque temps. Le nabab Mortiz-Ali, notre allié avait perdu une bataille, et un chef indigène, Méhémet-Ali, qui depuis plusieurs mois, tenait pour nous la campagne, avec cinq à six mille hommes, et causait de graves préjudices aux Anglais, avait été tué dans une renconte; sa troupe s'était dispersée. Lawrence qui n'avait rien à craindre de nous, pour le moment, approvisionna la place, pour six mois: après quoi, il y laissa une garnison de cent cinquante Européens, et de quatre cents cipayes, et se retira avec le reste de ses troupes, sur les frontières de Tandjaour. Sitôt son départ, Dupleix, qui n'avait pas renoncé à ses anciens projets, avait envoyé trois cents Européens, deux cents Topas et mille Cipayes. Ces renforts arrivèrent le 21 novembre à Seringham, et un officier distingué, Mainville, avait pris le commandement.

Mainville voulait s'emparer de la place par surprise, aussi, avait-il eu soin de cacher sa marche aux Anglais. Il se proposait d'enlever une batterie qui couvrait l'une des portes de la ville, s'étendait au delà du rempart extérieur, et avait dix-huit pieds de haut. Cette batterie avait paru accessible

à Mainville à cause d'un rocher qui se trouvait dans le fossé et en facilitait le passage. Dans la soirée du 25 novembre, notre petite armée traversait le Cavery, et s'approchait de la place, afin de détourner l'attention de la garnison. Sitôt la nuit venue, soixante Français, choisis pour tenter l'escalade, franchissaient le fossé, sans bruit, posaient leurs échelles, et montaient sur la batterie. Ils tombaient à l'improviste sur les quelques canonniers et cipayes chargés de la garder, et qui pour la plupart étaient endormis, et les tuaient à coups de baïonnettes. Près de quatre cents Européens de notre armée vinrent rejoindre leurs camarades. Notre tentative semblait devoir réussir, quand un événement imprévu la fit échouer.

Quelques-uns de nos soldats, en voulant escalader un contre-mur, tombèrent dans un puits qui touchait la batterie. En les entendant crier, les Français se figurèrent qu'ils étaient découverts, ils voulurent intimider la garnison, et dans ce but, ils déchargèrent leurs armes, tournèrent contre la ville deux canons, qui étaient chargés, y mirent le feu, battirent le tambour et firent entendre le cri de « vive le roi ». L'alarme fut aussitôt donnée. Des deux côtés, l'on se fusillait à travers l'obscurité. Nos soldats, qui se trouvaient sur la batterie, avaient retiré leurs échelles, afin d'empêcher leurs ennemis d'y monter. Pour en sortir, il leur fallait faire un saut de dix-

huit pieds. Un certain nombre d'entre eux tentèrent l'aventure. Ceux qui restèrent furent exposés au feu de l'ennemi, qui tirait à couvert, aussi, dès que le jour fut venu, ils mirent bas les armes. 560 Européens, dont 67 blessés se rendirent prisonniers. 37 avaient été tués. Depuis la capitulation de Law, nous n'avions pas encore fait des pertes aussi considérables.

Ce dernier échec décida Dupleix à entamer des négociations. Il pensait qu'il était préférable d'arriver à un accommodement même désavantageux, plutôt que de voir échouer les plans les mieux combinés. Admettant même que le traité ne fût qu'une trêve, c'était gagner du temps. La petite ville de Sadras, appartenant aux Hollandais, et située à une égale distance de Madras et de Carnatic, avait été choisie pour être le siège des conférences dont la première eut lieu le 22 janvier 1754. Les commissaires anglais étaient Palk et Vansittart, les commissaires français, deux membres du Conseil, de Kerjean et de Beausset, et le R. P. Lavaur, le supérieur des jésuites. Les Anglais demandaient que Méhémet-Ali fût reconnu en qualité de nabab du Carnatic, et que le rajah de Tandjaour fût maintenu dans la possession de ses États. Nos commissaires proposaient d'indemniser la Compagnie anglaise des pertes qu'elle avait éprouvées pendant la guerre, de lui donner toutes les garanties nécessaires pour la liberté de son commerce, de reconnaître

le rajah du Tandjaour, et de donner à Méhémet-Ali un gouvernement dans le Deccan. En retour de ces concessions, les Anglais devaient évacuer toutes les places dont ils s'étaient emparés dans le Carnatic. Il était bien évident que l'on ne pouvait s'accorder. Aussi, au bout de vingt jours, les commissaires se séparèrent sans que les conférences eussent donné de résultats.

Sitôt leur rupture, les hostilités recommencèrent dans le Carnatic. Après l'échec de sa tentative sur Tritchinapaly, Mainville s'était retiré dans l'île de Seringham, en attendant les renforts que Dupleix lui envoya avec sa promptitude ordinaire. La garnison de Tritchinapaly comptait 600 Européens et 1800 Cipayes. La plaine avait été ravagée pendant le siège, et à peine y restait-il un arbre. Les Anglais étaient obligés d'aller chercher du bois et leurs vivres à sept ou huit milles de la ville. Pendant quelque temps, Lawrence avait protégé ses convois avec toute son armée. Peu à peu, l'inaction des Français l'avait rendu confiant, et il se contentait de faire accompagner chaque convoi d'une escorte de 150 Européens et de 500 Cipayes. Mainville, qui attendait le moment favorable pour tenter un coup de main, avait remarqué ce relâchement dans la surveillance; il résolut d'agir à la première occasion. Les circonstances le servirent, il fut bientôt informé qu'un convoi plus considérable que de coutume, comprenant 5000 bœufs était attendu

à Tritchinapaly. Son escorte se composait de 180 Européens et de 800 Cipayes, c'est-à-dire du tiers de l'armée anglaise. Prévenu par ses espions, Mainville se porta à sa rencontre avec la plus grande partie de ses troupes, dans la nuit du 13 au 14 février, et, grâce aux épaisses forêts qui bordaient la route des deux côtés, il parvint à dissimuler sa présence. Le 15, au matin, le convoi anglais cheminait sans défiance, quand les Mahrattes commencèrent à se montrer dans les halliers, l'entourèrent en poussant de grands cris et se mirent à charger les différents pelotons. Sur ces entrefaites arrivèrent les Français. 50 Anglais avaient déjà été sabrés. Les autres, au nombre de 138, dont une centaine de blessés, mirent bas les armes. Quant aux Cipayes, ils avaient pris la fuite ou s'étaient rendus. Ce n'était pas seulement une surprise. Outre que nous nous étions emparés de nombreux approvisionnements et d'une grande quantité de munitions, l'armée anglaise était considérablement réduite. C'était une véritable victoire.

La présidence de Madras se montrait déjà fort effrayée, d'autant plus que nos alliés, les Mysoriens et les Mahrattes, ne cessaient de battre le pays et de harceler les détachements anglais. La situation de nos ennemis devenait critique, quand un succès vint leur rendre confiance. Le 12 mai, 360 Européens et 1500 Cipayes étaient sortis de Tritchinapaly pour attendre un convoi et avaient

pris position à deux milles du Pain du Sucre. Les Français vinrent les attaquer; ils comptaient 700 Européens, 1000 Cipayes et 2000 à 5000 Mysoriens. Nous eûmes d'abord l'avantage. Malheureusement, l'artillerie des Anglais était supérieure. Après une violente canonnade, nos troupes furent obligées de battre en retraite. Nous avions perdu 200 Européens et 500 Cipayes, tandis que les Anglais n'avaient eu que 60 Européens et 150 Cipayes hors de combat. Si nous avions été victorieux en cette rencontre, la guerre eût été terminée d'un seul coup.

Dupleix pensa alors qu'il fallait modifier ses plans. D'après ses conseils, Mainville abandonnait la position qu'il occupait devant Tritchinapaly, et envahissait le Tandjaour ; il s'y emparait de quelques petites places fortes occupées par les Anglais, surprenait et enlevait plusieurs de leurs détachements et infligeait une défaite complète à l'armée tandjaourienne. En même temps, la garnison de Gingi faisait différentes sorties et nettoyait les abords de la place. C'était en vain que Lawrence essayait de s'opposer à nos entreprises. Mainville évitant une bataille générale le déconcertait par ses marches, ses contre-marches et la multiplicité de ses mouvements. Pendant que nous relevions ainsi notre fortune militaire, notre diplomatie ne demeurait pas inactive. Elle ébranlait la fidélité des alliés de l'Angleterre: le rajah de Tandjaour lui-même

n'attendait que le moment favorable pour s'allier avec nous.

L'expédition dans le Tandjaour n'avait été qu'une feinte pour détourner l'attention de Lawrence. Mainville retournait bientôt sous les murs de Tritchinapaly avec la plus grande partie de ses forces, établissait son camp au nord de cette ville, et occupait les cinq rochers. De là, il interceptait les convois destinés à approvisionner la place et la bloquait de nouveau. Cette fois le succès ne pouvait plus être douteux. Notre position devant Tritchinapaly n'avait jamais été si forte, et l'armée anglaise était considérablement affaiblie. Les indigènes, qui soutenaient la cause de l'Angleterre et étaient exposés aux invasions des Mahrattes, se demandaient si l'alliance des Français n'était pas préférable. Tous se sentaient entraînés vers Dupleix. Les Anglais allaient bientôt se trouver isolés. La lutte que nous soutenions n'avait fait que prouver la vitalité de notre puissance. Dupleix avait fasciné les populations par les prodiges qu'il avait accomplis, on le considérait comme un être surnaturel. Que le moindre secours lui fut envoyé, ou que tout au moins, on lui laissât sa liberté d'action, et l'Inde était à nous. C'est sur ces entrefaites, au moment où la fortune nous était redevenue plus favorable que jamais, que Godeheu débarquait à Pondichéry, muni de pouvoirs exceptionnels.

CHAPITRE XI

L'expédition du Deccan. — Le général de Bussy.

Pendant la lutte soutenue dans le Carnatic et entremêlée de revers, la fortune nous était favorable dans le Deccan et les résultats de l'expédition dépassaient même toutes les espérances. Notre prestige s'affirmait de plus en plus. De Bussy se couvrait de gloire dans cette campagne et nous donnait le Deccan.

Charles-Joseph Patissier, marquis de Bussy-Castelnau, était né en 1718, dans le Soissonnais, d'une famille peu fortunée. Il entra au service militaire, en 1735, en qualité de lieutenant, et, en 1734, il était nommé capitaine. Deux ans après, le contrôleur général Orry lui proposait de passer à l'île Bourbon, dans les troupes de la Compagnie. De Bussy accepta. En 1756, La Bourdonnais allant rejoindre Dupleix avec son escadre, emmena avec lui le jeune officier en qualité d'aide de camp. De Bussy assista à la prise de Madras et resta dans l'Inde. Il avait pris part au siège de Pondichéry et s'y était particulièrement distingué, ainsi que dans plusieurs batailles. Il s'était rapidement mis au courant des affaires du pays, des mœurs et des coutumes des indigènes, et

fait remarquer par son désintéressement, sa générosité, son courage et son instruction. Cet ensemble de qualités avait naturellement attiré l'attention de Dupleix, qui lui confia le détachement formant l'escorte du Soubab. Il ne pouvait mieux choisir. L'expédition du Deccan est la plus brillante de toutes celles que nous avons accomplies dans l'Inde.

Dans l'Inde méridionale s'étend une riche contrée, le Deccan, du mot sanscrit, *Dakehani*, qui signifie pays du Sud. Cette dénomination désigne le vaste plateau qui couvre le centre de la péninsule et en comprend le tiers. Les peuples qui l'habitent sont d'origine dravidienne, et par leur alliance avec les autochtones, qui étaient des Négroïdes; ils ont formé cinq nations : les Gourjanas, les Mahrattes, les Télingas, les Camatas et les Tamoulas. La race blanche n'a pris que peu de part à la formation de ces différentes populations. Au commencement du seizième siècle, cette région s'était divisée en plusieurs états indépendants. Les Mogols songèrent bientôt à y établir leur domination, et Aureng-Zeyb acheva d'en faire la conquête, en s'emparant en 1686 du royaume de Golconde. Le Deccan faisait alors partie de l'empire du Grand Mogol.

La domination de la cour de Delhy n'y était pas cependant aussi complète qu'on aurait pu tout d'abord le supposer; avant même que la conquête de Deccan fut achevée, les Mahrattes

avaient paru, et le fondateur de leur puissance Civadgi était mort, en 1682, laissant un royaume ayant 140 lieues de long sur 50 de large. Aureng-Zeyb avait tourné ses armes contre ces envahisseurs, et, à différentes reprises, des troupes furent envoyées contre eux. A leur approche, les Mahrattes se retiraient dans leurs montagnes, et sitôt qu'elles s'étaient éloignées, ils reprenaient le cours de leurs dévastations. La mort d'Aureng-Zeyb favorisa leurs entreprises, et leur audace n'eut bientôt plus de bornes. Le Deccan, qui relevait de la cour de Delhy, ne comprenait plus que les royaumes de Golconde, d'Aurengabad, de Bidjapour et de Béder. La côte orientale, le Carnatic où les Européens possédaient des établissements étaient à peu près indépendants. La côte occidentale se trouvait au pouvoir des Mahrattes, ainsi que les royaumes de Bérar et de Kandéisch. Ces audacieux pillards avaient fixé leur capitale à Pounah; ils avaient établi une chaîne de petits forts, et sur la route de Surate à Boorahampour, ils avaient toute facilité pour rançonner les voyageurs. Leurs incursions s'étendaient de l'Indus au Bengale. Partout, ils terrorisaient les populations; c'était la race la plus guerrière de l'Inde. En 1750, leur empire s'était divisé. Le descendant de Civadgi avait été déposé par ses ministres. L'un deux avait fondé le royaume de Nagpour dans le Bérar, en un autre, qui avait gardé son titre de *Pechwa* (mi-

nistre) le royaume de Pounah. L'on distinguait alors les Mahrattes orientaux et les Mahrattes occidentaux. Ces derniers étaient les plus redoutables : ils formaient une grande confédération militaire et pouvaient mettre sur pied 200.000 combattants. Telle était la situation du Deccan, au moment où nous allions y installer un soubab.

Après la défaite de Nazyr-Sing, Mursapha-Sing était venu à Pondichéry, et, sur sa demande, Dupleix lui avait donné un corps de troupes pour l'accompagner et faire respecter son autorité. De Bussy commandait le détachement et Mursapha-Sing avait pris à sa charge toutes les dépenses que nécessitait l'expédition. Dupleix avait écrit à Paris et mis les directeurs au courant de ce qui s'était passé. Il s'efforçait de leur faire entrevoir l'importance de son entreprise, en leur montrant le Deccan s'ouvrant à notre commerce et placé sous notre influence. Les directeurs furent effrayés et blâmèrent le gouverneur, sans toutefois lui donner l'ordre de rappeler ses troupes. La Compagnie ne pouvait consentir à élargir son horizon, et Dupleix avait autant à lutter dans les bureaux à Paris que sur les champs de bataille dans l'Inde.

Le 15 janvier 1751, Mursapha-Sing s'était mis en route avec son armée, sitôt que de Bussy fut venu le rejoindre avec son détachement. La première partie du voyage eut lieu sans qu'il se

passât rien d'extraordinaire. Au bout d'un mois, nous entrions sur les terres du nabab de Cadapé. Ce nabab avait tout récemment juré fidélité au nouveau soubab. En traversant son territoire, quelques coureurs maures eurent l'imprudence de mettre le feu à plusieurs villages dont ils avaient à se plaindre. Sous ce prétexte, le nabab de Cadapé fit prendre les armes à ses troupes et vint attaquer l'arrière-garde de Mursapha-Sing. Il faillit lui enlever son artillerie et pilla l'équipage de ses femmes. Ses cavaliers se montrèrent sur les flancs de notre détachement et tuèrent deux de nos Cipayes. De Bussy, qui voulait éviter une nouvelle guerre, essaya, mais sans succès, la voie des négociations. Mursapha-Sing, qui se considérait comme insulté, ordonna de marcher contre les assaillants. Dès que l'on fut à portée de l'armée ennemie, l'on reconnut que le nabab de Cadapé n'avait cherché qu'un prétexte, qu'il avait organisé une véritable révolte et entraîné dans son parti les nababs de Savounour et de Canoul.

Sans attendre l'arrivée des Français, Mursapha-Sing donna l'ordre d'attaquer et chargea à la tête de sa cavalerie; il fut repoussé après un engagement des plus sérieux. Sur ces entrefaites, arriva de Bussy avec son détachement. Quelques décharges de notre artillerie mirent en fuite les rebelles. Les nababs de Savounour et de Canoul avaient péri au milieu de la mêlée, et celui de

Cadapé avait été blessé. Furieux à la pensée que son principal ennemi allait lui échapper, Mursapha-Sing se mit à sa poursuite, malgré les représentations de Bussy, qui lui fit inutilement observer qu'en sa qualité de souverain du Deccan, il ne devait pas s'exposer. Il ne voulut rien écouter et ne tarda pas à rejoindre le nabab. Dans le désir de tuer lui-même son adversaire, il commanda à ceux qui l'accompagnaient de s'arrêter; il poussa en avant son éléphant et s'apprêtait à frapper son adversaire, quand celui-ci le prévint, en lui portant dans l'œil un coup de lance, qui le renversa mortellement blessé. Il expirait quelques instants après. A ce moment, son escorte arrivait, et le nabab de Cadapé était mis en pièces (15 février 1751).

La situation des Français devenait critique par suite de la mort de Mursapha-Sing. De Bussy se hâta d'assembler les ministres et les principaux chefs de l'armée du Deccan, et leur représenta la nécessité de s'entendre promptement sur le choix d'un nouveau soubab. Mursapha-Sing laissait un fils en bas âge, qui ne pouvait convenir dans les circonstances difficiles où l'on se trouvait. De Bussy jeta les yeux sur un fils de Nazyr-Sing, Salabet-Sing, qui était dans le camp, et que Mursapha-Sing tenait dans une sorte de captivité, et le fit proclamer vice-roi du Deccan. La reconnaissance du nouveau soubab, qui passait de la prison au trône, était à son comble; il déclara à de

Bussy qu'il se reconnaissait l'*esclave des Français*, et que si ces derniers l'abandonnaient, il retournerait avec eux à Pondichéry. Il confirma les concessions de son prédécesseur et en ajouta même de nouvelles, en nous cédant Nigampatram, Candavir, Olemanava et Nargpour.

La nouvelle de la mort de Mursapha-Sing était arrivée à Pondichéry dans la soirée du 24 février, et tout d'abord, elle jeta l'alarme. Dupleix écrivit immédiatemment à de Bussy pour lui ordonner de continuer sa route jusqu'à la capitale du Deccan, afin de faire confirmer toutes les concessions qui nous avaient été faites; dans le cas où l'on refuserait, il devait revenir à Pondichéry, en ramenant avec lui la famille de Mursapha-Sing. L'on fut bientôt rassuré. De Bussy s'était empressé de faire savoir l'élection de Salabet-Sing à Dupleix, qui lui répondit aussitôt qu'il reconnaissait le nouveau soubab et lui adressa ses félicitations. La lettre du gouverneur parvint à de Bussy au moment où les principaux seigneurs étaient assemblés sous sa tente. Lecture en fut faite à haute voix. Cette nouvelle se répandit immédiatement. Nos soldats firent entendre le cri de « vive le roi » et plusieurs décharges d'artillerie vinrent saluer le nouveau souverain du Deccan, qui ne savait comment manifester sa joie d'avoir les Français pour alliés.

Au bout de quelques jours, l'armée se remettait en marche, et bientôt elle traversait le pays de

Cadapé, qui ne lui opposa aucune résistance. Le 16 février, cinq cents de nos Cipayes s'en allèrent occuper la capitale qui fut incendiée, afin d'intimider la population. Le 15 mars, l'on atteignait Canoul, la capitale d'un des nababs, qui avaient levé le drapeau de la révolte. C'était une grande ville, assez bien fortifiée; sa garnison qui comptait quatre mille hommes voulut se défendre, mais elle ne put tenir devant le feu de notre artillerie. La place fut prise d'assaut et tous ses défenseurs furent passés au fil de l'épée: après un court séjour, l'armée se remettait en marche. Les seigneurs des territoires qu'elle traversait s'empressaient de faire leur soumission et souvent venaient la renforcer avec leurs contingents. Salabet-Sing et de Bussy passèrent la Krichna; à ce moment ils apprirent qu'un corps de Mahrattes se trouvait dans le voisinage et avait l'intention de nous barrer la route.

Salabet-Sing n'était que le troisième fils de Nizam el Molouck. L'aîné, Ghazzi Eddin, qui était resté à la cour de Delhy, sans jouer de rôle politique, avait changé d'avis en apprenant la mort de Nazyr-Sing, et voulait profiter des circonstances pour s'emparer du Deccan. Pendant qu'il sollicitait du Grand Mogol un firman l'investissant de la dignité de soubab, il levait des troupes, en confiait le commandement à un chef mahratte, nommé Holkar Mulhar, et entrait en rapport avec le Pechwa de Pounah et les Mahrattes orientaux.

une coalition s'était formée contre Salabet-Sing et les Français. Le Pechwa de Poumah, Bagirao était entré le premier en campagne et était venu au-devant de nous avec 25 000 combattants; une bataille eût été pour nous une victoire, mais de Bussy voulait occuper la capitale du Deccan le plus tôt possible, aussi préféra-t-il négocier. Bagiroo n'avait encore qu'une partie de ses forces et, de plus, il attendait les subsides que lui avait promis Ghazzi-Eddin, et qu'il n'avait pas reçus; il était facile à persuader, et aussi un présent de deux lakhs de roupies le décida à se retirer.

La route de Hayderabad était libre, et le 12 avril 1751, les Français entraient dans cette ville avec Salabet-Sing qui était solennellement installé en qualité de soubab. De Bussy était arrivé au terme de son expédition et son intention était de se rendre à Mazulipatam. Salabet-Sing le conjura de l'accompagner jusqu'à Aurengabad. Le général français y consentit, et le 15 avril, lui et sa petite armée se mettaient de nouveau en marche avec le soubab. Le 29 juin, ils faisaient une entrée triomphale dans Aurengabad. Cette ville bâtie sur les rives d'un affluent de la Godaveri, qui la sépare en deux, est située à 80 lieues de Bombay, 70 de Surate et 110 de Hayderabad. Vue du côté du nord, elle présentait alors un bel aspect avec ses dômes dorés et ses hauts minarets sortant du milieu des arbres; à l'intérieur, l'on y voyait de larges rues, nombre

de belles maisons avec leurs toits en terrasses, des mosquées remarquables par leur architecture, de grands caravansérails et d'autres constructions publiques, ses murailles, flanquées de tours, avaient une circonférence de dix kilomètres. Aurengabad, aujourd'hui déchue, était au XVIIIe siècle une cité fort riche et très peuplée, aussi nos soldats furent frappés d'admiration, en entrant dans cette cité quasi-mystérieuse.

La population qui n'avait jamais vu d'Européens, était curieuse de contempler ces terribles Français dont le nom inspirait la terreur, et se pressait sur leur passage. Elle admirait leur attitude, leur discipline, et tous les yeux se portaient sur leur chef, de Bussy. Une forteresse, située sur l'une des places de la ville, lui fut désignée pour y loger ses troupes. De cette position, nous dominions Aurengabad. De Bussy y fit monter ses canons, et organisa immédiatement le service, il établit la discipline la plus sévère ; aucun soldat ne pouvait sortir du fort qu'à des heures réglées et avec une permission écrite du commandant ; toute infraction au règlement militaire était punie de peines plus ou moins rigoureuses. Cette police produisit les meilleurs effets, il n'y avait ni querelles, ni vols, ni ivrognerie, et partout les femmes étaient respectées. Les Français étaient devenus un objet d'admiration. Les marchands venaient journellement placer sous notre protection ce qu'ils avaient de plus précieux ; tout en se faisant craindre,

nos soldats avaient su se rendre sympathiques.

Sur ces entrefaites, la cour de Delhy avait expédié le firman qui ratifiait la nomination de Salabet-Sing à la nomination de soubab du Deccan. De Bussy et la garnison française allèrent au-devant des envoyés impériaux La réception du firman se fit avec solennité. et la reconnaissance du nouveau soubab eut lieu au bruit des salves de la mousqueterie et de l'artillerie et des acclamations de la foule enthousiaste. Plusieurs seigneurs de Delhy avaient profité de l'occasion pour venir voir les Français, et tous disaient que dans la capitale de l'empire, il n'était plus question que de notre bravoure. Salabet-Sing profita d'une circonstance toute particulière pour nous témoigner sa reconnaissance. La Saint-Louis ne tarda pas à venir, et cette fête, alors si populaire en France, eut lieu à Aurengabad avec toute la pompe orientale. La veille, le soubab avait ordonné à ses sujets de célébrer avec solennité la fête du roi de France, son protecteur. Tous les habitants de la ville s'étaient empressés d'obéir et avaient pavoisé leurs maisons. L'on avait tiré le canon, et dans les mosquées prié pour le puissant allié du souverain du Deccan.

L'expédition était terminée, mais le soubab pria les Français de rester près de lui, et leur déclara qu'il ne pouvait plus se passer d'eux. Après avoir pris les instructions de Dupleix, de

Bussy resta. Il avait adopté une ligne de conduite, en vertu de laquelle il s'appliquait à respecter les mœurs et les usages des habitants, et à faire en sorte que les Français fussent considérés comme des amis et non comme des étrangers. Cette politique habile porta ses fruits. Les indigènes nous voyaient sans inquiétude occuper leur pays, sachant bien qu'ils n'avaient rien à craindre de nous. Notre présence assurait la tranquillité, et les populations jouissaient d'une sécurité qui depuis longtemps leur était inconnue. Beaucoup d'entre eux, Musulmans et Gentils sollicitaient comme une faveur de s'enrôler dans nos Cipayes. De son côté, le soubab, dans le but de resserrer les liens qui existaient entre lui et la France, voulait envoyer une ambassade à Versailles. Notre influence devenait de plus en plus grande, et notre prestige était tel que la cour de Delhy, en voyant que nous avions pacifié le Deccan, songeait à nous appeler pour établir l'ordre dans les autres provinces de l'empire.

De Bussy ne négligeait rien pour rendre notre domination durable. Il avait appris la langue du pays, afin de pouvoir se passer d'interprète : il ne lui avait pas été difficile de voir bientôt que Salabet-Sing était sans volonté et sans valeur. En peu de temps, il s'emparait de son esprit, et lui dictait le choix de ses ministres. Pour ne pas éveiller la défiance de la population, il s'attachait à ne passer à leurs yeux que pour le com-

mandant du contingent français. Mais, en réalité, il exerçait le pouvoir, et c'était lui qui dirigeait d'une manière occulte les affaires du Deccan. Salabet-Sing n'était plus souverain que de nom. Quant aux indigènes, ils recherchaient nos soldats, et ne cessaient de se renseigner sur la France.

Le 14 octobre 1751 était le *Devaly*, c'est-à-dire le premier jour de l'année des Gentils, considéré par eux comme l'une de leurs grandes fêtes. Ce jour-là, les principaux marchands vinrent en corps saluer le gouverneur français, et lui offrir le *nayer*, c'est-à-dire un présent consistant en fruits et en confitures, comme s'il était le soubab. De Bussy profita de cette occasion pour faire admirer la bonne tenue de nos troupes, et une revue fut passée à une lieue d'Aurengabad. Le Divan et un grand nombre de seigneurs y assistaient. Le soir, l'on rentra dans la ville, à la lueur des torches et des flambeaux et au milieu d'une affluence considérable. Toute la population était sortie et escortait notre petite armée. Les habitants eurent dans cette fête l'occasion d'admirer la discipline européenne. Nos soldats avaient manœuvré et passé la journée dans un jardin, et défense leur avait été faite de toucher à quoi que ce soit. Un soldat avait pris une orange; le jardinier vint se plaindre à de Bussy qui lui donna deux roupies à titre d'indemnité et punit l'auteur de la faute. Le propriétaire du jardin qui était un

seigneur maure, s'empressa de venir remercier le général français et ordonna d'apporter plusieurs corbeilles d'oranges qui furent distribuées aux soldats. Ce petit fait, quoique sans importance, fut bientôt connu et ne contribua pas peu à nous concilier la population.

Nous prenions possession du Deccan. De Bussy qui voyait les résultats que nous pouvions retirer de notre expédition, dans un avenir assez rapproché, s'étonnait de l'indifférence que l'on montrait en France pour les affaires de l'Inde. Dans le but de dissiper les préventions et d'intéresser l'opinion publique à ce qui se passait dans l'Extrême-Orient, il proposait aux directeurs de la Compagnie de faire connaître au moyen de livres tout ce que nous avions accompli en Asie. En même temps, des officiers ayant fait partie du corps expéditionnaire se seraient rendus en France, et auraient eu pour mission de donner des renseignements sur le pays que nous occupions et faire ressortir tous les avantages que nous pouvions retirer de notre campagne.

La paix dont l'on jouissait ne devait pas être de longue durée. Ghazzi-Eddin était entré en campagne avec 150 000 hommes. A cette nouvelle, les Mahrattes, cédant à leur humeur belliqueuse, avaient pris les armes, et leur Peschwa, Bagirao avait rassemblé près de 100 000 guerriers. L'on était consterné à la cour du soubab. De Bussy, qui conservait son sang-froid, conseillait à Sala-

bet-Sing de prendre l'offensive et de pousser la guerre au cœur du territoire ennemi, en marchant sur Pounah, la capitale des Mahrattes; son avis fut adopté. Le 7 novembre 1752, de Bussy et Salabet-Sing quittaient Aurengabad qui était abandonné à son sort et se rendaient sur les bords du Gange pour y concentrer leurs troupes. Le plan adopté consistait à empêcher la jonction de Ghazzi-Eddin et des Mahrattes en forçant ces derniers à rebrousser chemin pour défendre leur capitale. De Bussy avait avec lui 360 Européens, quelques Topas et Cafres, 3000 Cipayes avec vingt et une pièces de canon et deux mortiers. L'armée du soubab comprenait 150 000 cavaliers, 50 000 fantassins, 30 000 pious, 300 éléphants avec trois cents pièces de campagne. Deux cent mille bestiaux marchaient à la suite de cette masse et étaient destinés à la nourriture. De Bussy regardait la victoire comme certaine, et pour lui, cette guerre devait assurer la tranquillité dans le Deccan.

Les Mahrattes étaient à cette époque la puissance qui grandissait dans l'Inde.

Les guerriers de ce peuple avaient un costume à la fois simple et pittoresque, qui consistait en une étoffe blanche, nouée autour des reins, sur la tête un turban rouge et blanc, et aux pieds de grossières sandales. Les armes dont ils se servaient étaient une lance longue de quinze pieds, un sabre et un fusil. C'étaient les premiers guer-

riers de l'Inde, et aussi paraissaient-ils être la race destinée à succéder à l'empire du grand Mogol, alors en décadence.

En apprenant la marche des Français, Bagirao était entré dans le Deccan et avait occupé Aurengabad. Quand il n'eut plus de doute sur nos projets, il rebroussa chemin avec 60 000 hommes pour défendre les abords de sa capitale. Les Mogols ne l'inquiétaient pas; quant aux Français, dont il avait entendu vanter la bravoure, il savait qu'ils étaient en petit nombre; aussi, plein de confiance dans sa nombreuse cavalerie, il ne doutait pas du succès. L'armée de Salabet-Sing s'était ébranlée et avait pris la route de Pounah. De Bussy s'était préparé au combat; on avait mis quelques Français à la tête de chaque corps de troupes du soubab, pensant que les Maures feraient meilleure contenance en se sentant appuyés par des Européens. On marcha trois jours en s'attendant à chaque instant à une rencontre. Le quatrième, nos fourrageurs furent attaqués par une partie des Mahrattes que l'on évaluait à trois mille hommes et que notre artillerie mit en déroute. Cette escarmouche annonçait que le gros de l'armée ennemie n'était pas loin, et le lendemain, c'est-à-dire le 26 novembre, une bataille générale avait lieu.

Les troupes du soubab s'étaient déployées dans une grande plaine. Notre artillerie était placée de manière à balayer le terrain où l'ennemi devait

charger. L'infanterie était en ligne de soutien et la cavalerie derrière, prête à marcher au premier signal. Un épais nuage de poussière, soulevé par les pieds des chevaux, annonça l'approche des Mahrattes; cinquante mille cavaliers, commandés par le Peschwa, arrivaient, désireux de se mesurer avec les Français dont ils avaient tous entendu parler ; ils chargent à fond de train, la lance en avant, en poussant de grands cris. Malgré leur petit nombre, les Français ne se laissèrent pas émouvoir et restèrent immobiles près de leurs canons. La vue de cette cavalerie troubla nos cavaliers et le désordre se mit parmi eux. De Bussy, qui vit le danger, rassembla cent Européens, trois cents Cipayes, se mit à leur tête, et poussa son éléphant au milieu de l'armée ennemie. Les Maures furent électrisés par cette bravoure qui leur paraissait tenir du prodige, et plusieurs milliers d'entre eux vinrent rejoindre le général français. A ce moment, nos canonniers commencèrent à tirer. Une grêle de mitraille, combinée avec le feu de notre infanterie, décima les escadrons mahrattes qui commencèrent à plier ; nos dragons achevèrent de les mettre en déroute. La journée était à nous, et bientôt ces cavaliers qui étaient la terreur de l'Inde, et se vantaient quelques heures auparavant de nous écraser, tournaient bride et s'enfuyaient dans la plaine, en laissant sur le terrain quatre ou cinq cents des leurs.

Cette victoire établissait d'une manière

incontestable notre supériorité militaire. De Bussy persuada au soubab de marcher sur Pounah, et bientôt nous nous mettions en route, en chassant devant nous des partis de Mahrattes, qui s'enfuyaient à notre approche; au bout de quelques jours, nous nous trouvions de nouveau dans le voisinage de l'armée de Bagirao, un brahme vint nous renseigner sur sa position. De Bussy résolut d'agir la nuit. Les troupes de Salabet-Sing ne voulurent pas s'associer à notre entreprise qui leur paraissait être de la témérité. La nuit du 3 au 4 décembre se prêtait tout particulièment à nos intentions; il y avait une éclipse de lune. De Bussy partait à onze heures du soir et, à trois heures du matin, il apercevait le camp ennemi qu'il surprenait. Dix mille hommes étaient assemblés autour des feux allumés, et effrayés, ainsi que le sont tous les Orientaux par une éclipse, ils cherchaient *à faire peur au dragon qui voulait dévorer la lune*. Nos artilleurs mirent leurs pièces en batterie et lancèrent près de trois cents boulets. Les Mahrattes prirent la fuite sans essayer de résister et en abandonnant leurs bagages. Bagirao n'eut que le temps de s'échapper: son collier et la vaisselle de cuivre dont il se servait, étaient tombés entre nos mains. La déroute des Mahrattes était complète. Dès que le jour fut venu dix mille cavaliers maures vinrent nous rejoindre. De Bussy leur ordonna de chasser les fuyards, et reprit la route du camp avec ses soldats qui

avaient grand besoin de repos. Le divan vint à sa rencontre en lui jetant des pièces d'or ainsi qu'il était d'usage. Salabet-Sing ne savait comment nous exprimer sa reconnaissance. Les Maures ne tarissaient pas en leurs éloges et nous comparaient à Tamerlan et aux grands conquérants de l'Asie.

Le lendemain de sa victoire, de Bussy continuait sa marche sur Pounah, sans se laisser arrêter par les coureurs ennemis. Le 6 décembre, il détruisait la ville de Tullygaem. Nous n'étions plus qu'à dix lieues de Pounah. Bagirao résolut de faire un effort désespéré pour sauver sa capitale, et le 10 décembre, une bataille générale avait lieu. Tout d'abord, le succès parut favoriser les Mahrattes. Bagirao avait surpris un corps de 2000 Maures, qui s'étaient écartés du gros de l'armée. Nos auxiliaires commençaient à plier, quand le capitaine Vincent arriva avec 50 Français, 200 Cipayes et deux pièces de canon. Ce détachement arrêta les Mahrattes, et de Bussy eut le temps de rassembler ses troupes. En présence des forces supérieures de l'ennemi, il fit former le carré trois fois, Bagirao s'efforça de rompre nos lignes, et trois fois, il fut repoussé. Pendant ce temps-là, notre artillerie labourait les masses des assaillants. Bagirao changea alors son plan, en voyant qu'il ne pouvait nous entamer. Pendant qu'il nous tenait tête avec une partie de son armée, il fit attaquer par l'autre les

troupes de Salabet-Sing, qui battirent en retraite. Puis, à un moment donné, il réunit toutes ses forces et vint nous charger. Mais le feu de notre artillerie foudroya les Mahrattes, qui ne purent tenir et prirent la fuite, en laissant 2000 tués et blessés. De notre côté, nous n'avions eu que 2 Européens tués et 400 indigènes, mis hors de combat, tant Cipayes que soldats de l'armée de Salabet-Sing. Le lendemain, nous nous emparions de la ville de Korygam: encore une étape, et Pounah, la capitale de Bagirao, tombait en notre pouvoir.

Mais de Bussy pensait avec raison qu'il suffisait d'avoir fait connaître notre valeur, et qu'il était pour nous d'une bonne politique de s'allier avec les Mahrattes, d'utiliser à notre profit leurs qualités militaires au lieu de chercher à les détruire. De son côté, Bagirao, que ses trois défaites successives avaient frappé de stupeur, était tout disposé à entrer en pourparlers avec nous. Des négociations furent ouvertes, et un armistice était conclu au commencement de 1752. Cette campagne avait été des plus glorieuses et de Bussy y avait révélé des qualités militaires supérieures. Les indigènes étaient stupéfaits. « Les Français, écrivait un auteur indien, avec leur rapide mousqueterie et leur rapide artillerie, ne faisaient respirer que fumée aux Mahrattes. » Notre arrivée avait été une véritable révolution dans l'Inde, tous les princes envoyaient des am-

bassadeurs saluer en nous les nouveaux maîtres de leur pays. Partout, les populations attendaient notre domination.

Nous avions été victorieux, mais nos difficultés étaient loin d'être terminées. Ghazzi-Eddin était entré dans le Deccan avec 150,000 hommes. De leur côté, les Mahrattes orientaux avaient pris les armes, et leur rajah, Ragodgi-Bhouslah, s'était mis en route avec des forces considérables pour rejoindre Ghazzi-Eddin. De Bussy savait que l'armée de Salabet-Sing, qui n'avait pas reçu de solde, commençait à murmurer, et qu'il ne fallait pas compter sur elle, pour entreprendre une nouvelle campagne. Cette dernière raison n'avait pas peu contribué à décider le général français à négocier avec Bagirao. Sitôt l'armistice conclu, nous étions revenus à Hayderabad. Pendant le trajet, il se produisit un fait, qui était de nature à compromettre nos intérêts. Le premier vizir de Salabet-Sing, Ragounar, l'un de nos partisans les plus dévoués, fut assassiné. Un seigneur nommé Sayet-Laskar-Khan qui était notre ennemi, l'ami des Anglais, et affectait de nous témoigner une grande affection lui fut donné pour successeur. De Bussy s'était laissé tromper par ces apparences et l'avait recommandé au choix du soubab. Cette erreur faillit nous être fatale.

Au mois de septembre 1752, Ghazzi-Eddin s'était rendu maître d'Aurengabad, après un combat sans importance, et en sa qualité de fils

aîné de Nizam-El-Molouck, il avait de nombreux partisans dans le Deccan. De son côté, Bagirao semblait disposé à recommencer la lutte. Ghazzi-Eddin lui avait promis la cession de plusieurs provinces, et si Salabet-Sing se montrait trop exigeant dans ses conditions, il était probable que nous l'aurions de nouveau pour ennemi. La coalition était ainsi sur le point de se reformer. Salabet-Sing avait envoyé à Aurengabad son ministre Sayet-Laskar-Khan, afin de détacher les Mahrattes de l'alliance de son compétiteur. Mais ce vizir, loin de servir son souverain, ne cherchait qu'à lui susciter des difficultés. Heureusement pour nous, que nos adversaires étaient divisés. Le chef des Mahrattes orientaux, Ragodgi-Bhouslah, le général des troupes de Ghazzi-Eddin, Moulhar-Holkar, et le représentant du Pechwa ne pouvaient s'entendre. Sur ces entrefaites, un événement imprévu vint changer la face des choses. Dans le palais des soubahs, à Aurengabad, vivait l'une des veuves de Nizam-El-Molouck, qui avait eu de lui un fils, Nizam-Ali, plus jeune que Salabet-Sing. Elle voulait le faire monter sur le trône du Deccan, et dans ce but, elle résolut de se débarrasser de Ghazzi-Eddin. Elle l'invita à une fête, lui présenta un mets qu'elle avait elle-même préparé, et dans la nuit, Ghazzi-Eddin mourait empoisonné.

Ce crime délivrait Salabet-Sing d'un rival dangereux. Néanmoins la coalition restait mena-

çante. C'est pourquoi de Bussy décida le soubab à accepter les conditions que lui offrait le Pechwa. Salabet-Sing cédait aux Mahrattes le territoire de Bérar, depuis le Tapti jusqu'au Godavéry. Cette cession ne faisait que reconnaître un fait accompli; Bagirao était déjà en possession d'une partie des provinces que nous lui abandonnions, Ragodgi-Bhouslah se retirait dans ses états. La paix était assurée: de Bussy allait pouvoir consolider son œuvre. Pendant l'année 1752, il entretint une correspondance active avec Dupleix, et il lui avait fait part de ses projets : il était partisan d'une alliance avec les Mahrattes, qui seraient devenus nos auxiliaires. La possession de Surate, nous était indispensable, et cette conquête nous était facile. En même temps, de Bussy parlait de l'intention où il était de faire une expédition au Bengale. Cette entreprise ne présentait aucun obstacle, grâce aux relations que nous avions su ménager avec plusieurs princes indigènes, qui étaient tout prêts à accepter notre suprématie.

A la fin de 1752, de Bussy avait appris la capitulation de Lawrence et la mort de Chanda-Saheb, il vit toutes les conséquences que ce désastre pouvait avoir pour nous. Il eut un instant l'idée de réunir les troupes du soubab et les Mahrattes aux Français et aux Cipayes qu'il avait avec lui et d'entraîner toutes les forces de l'Indé méridionale au secours de Dupleix. C'était un projet digne de

celui qui l'avait conçu, mais il était irréalisable. De Bussy ne pouvait abandonner Salabet-Sing, qui serait devenu le jouet de nos ennemis. Il n'avait pas tardé à s'apercevoir de la nullité de ce prince; au lieu d'un homme capable de le seconder, il n'avait en lui qu'un enfant à conduire, sa présence à la cour du Deccan était indispensable. Il avait constamment à vaincre les intrigues de l'entourage du soubab, et parmi ses officiers il n'avait trouvé aucun lieutenant capable de le seconder. Dupleix ne cessait de l'encourager à de nouveaux efforts, et entre eux régnait la plus grande intimité. Mme Dupleix avait eu de son premier mariage, une fille. Jeanne Vincent, connue sous le nom de *Chouchou*, et qui était la filleule de Dupleix. De Bussy et elle avaient été fiancés. Aussi le gouverneur de Pondichéry ne regardait pas son lieutenant comme un étranger, et dans les lettres qu'il lui écrivait, il lui témoignait la plus vive affection.

De Bussy se multipliait ; malheureusement, les fatigues qu'il avait éprouvées et les inquiétudes auxquelles il était en proie firent qu'il tomba malade. Au mois de mars 1750, il quittait son camp et se retirait à Hayderabad. Les affaires l'y suivirent, et son état s'aggrava, si bien qu'il fut obligé de céder à l'avis de son médecin Guyonnet et de consentir à se rendre à Mazulipatam, pour changer d'air et retrouver le repos ; il lui en coûtait de s'éloigner, il savait que l'influence de la France

dépendait de sa présence à la cour du soubab, et que personne ne pouvait le remplacer. L'officier le plus ancien, le capitaine Goupil, qui était venu le rejoindre avec un détachement, dans le courant de 1752, était peu fait aux intrigues de la diplomatie orientale, et de plus, d'une intelligence ordinaire. Ce fut lui, qui dût prendre le commandement des troupes. Aussi, de Bussy partit profondément inquiet.

Sitôt son départ, le ministre Sayet-Laskar-Khan résolut de mettre ses projets à exécution et entra en rapport avec les Anglais. Il eut recours à de nombreuses intrigues et fut aidé dans ses manœuvres par l'indécision du soubab. La discipline qui existait parmi nos troupes n'avait pas peu contribué à consolider notre influence, et c'est pourquoi Salabet-Sing regardait les Français comme le plus ferme appui de son trône. Dès que de Bussy fut parti, la discipline se relâcha dans notre armée, et nos soldats, jusqu'alors regardés comme les protecteurs de l'ordre, le troublaient fréquemment par leurs querelles et donnaient trop souvent l'exemple de l'ivrognerie et de la licence. Goupil, par négligence ou par faiblesse, n'usait pas de son autorité. Sayet-Laskar-Khan voyait avec plaisir que l'amitié que les indigènes avaient pour nous, commençait à s'altérer, il résolut d'habituer Salabet-Sing à se passer de nous. Dans ce but, il envoyait une partie de nos troupes parcourir les provinces sous le prétexte de châtier

quelques rajahs rebelles. En même temps, il différait la solde mensuelle, qui avait été assurée à notre armée et espérait ainsi pousser les Français à commettre quelques actes de violence, et soulever contre eux la population. Tout en tenant cette conduite, Sayet-Laskar-Khan affectait à notre égard le plus grand dévouement il donnait pour raison à nos officiers la pénurie où se trouvait le trésor, et les engageait à lever eux-mêmes les impôts, bien persuadé que c'était le meilleur moyen de nous rendre odieux aux habitants du pays. Notre principale garnison était à Haydarabad. Sayet-Laskar-Khan persuada à Salabet-Sing de retourner à Aurengabad, avec un simple détachement français, commandé par le capitaine de Janville, brave officier, mais au-dessous du rôle qu'il avait à jouer. Sayet-Laskar-Khan était désormais libre de ses actions.

Un vaste complot se trama contre nous. Heureusement, au mois d'avril 1755, des espions que de Bussy avait à son service interceptèrent une lettre que le ministre, qui nous trahissait, avait envoyée aux Anglais de Madras. « Soyez tranquille », écrivait Sayet-Laskar-Khan, « je saurai éloigner vos ennemis ou vous en défaire. J'ai déjà commencé et vous serez content. » A ce moment, les Français étaient dispersés et leur perte paraissait certaine. Cette lettre fut remise à de Bussy presque au moment où il recevait une adresse de son armée qui se laissait aller au

désespoir. Effrayés de la situation critique où ils se trouvaient, les officiers de la garnison d'Hayderabad s'étaient réunis et dans un message qu'ils envoyaient à leur général, ils lui exposaient les dangers qui les menaçaient et le conjuraient de revenir. Lorsque de Bussy reçut ces mauvaises nouvelles, il était retenu au lit à Mazulipatam. Les brises de la mer avaient déjà contribué à lui ramener la santé, mais il avait besoin de repos. Aussi se proposait-il de revenir à Pondichéry où le rappelait le souvenir de Mlle *Chouchou*. Déjà, il avait demandé l'autorisation à Dupleix, et en même temps, il le mettait au courant de la situation. Dupleix lui répondit en lui ordonnant de partir immédiatement pour la capitale du Deccan, et en faisant appel à son patriotisme, il lui témoignait toute sa confiance en l'investissant des pouvoirs les plus étendus, « bien persuadé », lui écrivait-il, « que toutes les décisions prises par lui le seraient en vue de la gloire de Dieu, de celle du roi, de l'honneur de la nation et celui de la Compagnie ».

De Bussy n'hésita plus, il donna l'ordre à tous les détachements, qui se trouvaient dans les provinces voisines de Hayderabad, de se réunir près de cette ville, à un lieu qu'il leur indiquait. Dans le courant de mai, il rejoignait son armée et sa présence suffit pour rendre la confiance et rétablir la discipline. De Bussy se trouvait à la tête de cinq cents Européens et de quatre mille

Cipayes. Il entra sans difficulté dans Aurengabad ; le gouverneur de la ville fit bon accueil aux Français. De Bussy se prépara à une nouvelle campagne : mais avant de partir, il voulut donner à la population le spectacle d'une fête militaire et passa en revue son armée en présence du gouverneur et des seigneurs des environs. Nous avions reconquis les sympathies, et les habitants d'Hayderabad étaient disposés en notre faveur.

Sitôt la saison des pluies passée, au mois de novembre 1755, de Bussy se mit en route : le marquis de Conflans était venu de Mazulipatam le rejoindre avec un détachement, et il se trouvait à la tête de huit mille hommes, dont six cents Européens et quatre mille cinq cents Cipayes. Le reste se composait d'indigènes qui entraînés par notre prestige, avaient voulu marcher avec nous. Dans le but de déjouer la trahison de Sayet-Laskar-Khan, de Bussy voulait se rendre à la cour du soubab ; or, aller d'Hayderabad à Aurengabad était entreprise difficile. La distance entre ces deux villes est de près de cent quatre-vingts lieues, et le pays que nous devions traverser était sous l'autorité de Sayet-Laskar-Khan. Pendant le trajet, qui demandait un mois, il fallait faire vivre les troupes, livrer peut-être quelque bataille, et une fois à Aurengabad, nous ignorions quel accueil nous ferait Salabet-Sing. Notre promenade militaire à travers ses États

pouvait être vue par lui d'un mauvais œil, et dans ce cas, notre arrivée dans sa capitale serait probablement le signal d'une collision, mais de Bussy avait résolu de prévenir l'orage par sa témérité. Le voyage s'effectua sans encombre et sur tout le parcours, nous étions bien reçus par les populations. Une fois dans le voisinage d'Aurengabad, de Bussy fit prévenir Salabet-Sing de son arrivée, en lui indiquant le jour. La réponse du soubab fut favorable.

Notre entrée dans Aurengabad eut lieu le 18 décembre et fut pour nous un véritable triomphe. Nous étions à deux lieues de la ville, quand on aperçut une troupe d'éléphants richement caparaçonnés et suivis d'un nombreux cortège. C'était le ministre Laskar-Khan que Salabet-Sing avait envoyé à notre rencontre avec les principaux seigneurs de sa cour. Une multitude innombrable de peuple couvrait la campagne. De Bussy vint saluer les envoyés du souverain du Deccan. Le soubab s'était lui-même transporté, hors de sa capitale, pour nous témoigner la satisfaction que lui causait notre retour. De Bussy et ses officiers se rendirent dans son camp et l'accueil qu'ils reçurent dépassa leurs espérances. A la nuit tombante, l'on prit la route d'Aurengabad. Nous entrâmes dans la ville, au milieu d'une foule enthousiaste, qui poussait des cris de joie, en voyant les Français. On acclamait particulièrement de Bussy. On

tirait le canon et le contentement se montrait sur tous les visages. Le prestige dont nous jouissions était tel que les seigneurs maures et les banquiers indiens s'empressèrent de mettre leurs bourses à la disposition du général français, en apprenant qu'il manquait d'argent pour payer ses troupes. Assurer l'existence de son armée était la préoccupation constante de Bussy, qui ne recevait que des subsides et était obligé de vivre au jour le jour.

Une telle situation ne pouvait durer plus longtemps, et aussi de Bussy signa avec Salabet-Sing une convention réglant les conditions de l'alliance française. Les quatre provinces de Moustafanagor, d'Ellora, de Ragimendrie et de Chikakole nous étaient cédées pour l'entretien de notre armée, et de plus, la garde personnelle du soubab devait être exclusivement formée de soldats français. Ce dernier s'engageait à gouverner ses états avec le concours et les avis de de Bussy. Ce traité consacrait et assurait notre domination dans l'Inde méridionale.

Nos possessions nous rendaient maîtres de la côte d'Orissa. Elles étaient situées dans une direction parallèle au rivage de la mer, et s'étendaient depuis le lac Chilka et le fameuse pagode de Djagernault jusqu'à Médapilly, sur une longueur de cent quatre-vingts lieues et une largeur qui variait entre quinze et quarante. Notre territoire était séparé du Deccan par une chaîne de

montagnes, couvertes de forêts de bambous, qui lui servaient en quelque sorte de rempart. Sa superficie dépassait vingt-cinq mille kilomètres carrés, et ses revenus s'élevaient à plus de quatorze millions de livres. On y voyait de beaux cours d'eau. Nous possédions les embouchures des fleuves, qui prennent leurs sources dans le Deccan, et il nous était facile de les transformer en grandes voies de communication, et de nous emparer ainsi du commerce de l'Inde méridionale. Nos nouvelles acquisitions, connues plus tard sous le nom de Circars du Nord, formaient quatre provinces, sans parler de Mazulipatam, qui nous appartenait déjà et était alors une cité de plus de cent mille âmes et un centre de commerce des plus actifs. La province de Condavir possédait des mines de diamants, célèbres dans tout l'Orient, et sa capitale, qui portait le même nom, était bâtie sur une montagne et pouvait devenir entre nos mains une place de premier ordre. Dans la province d'Ellora, Besora était un centre important. Dans celle de Ragimendrie, qui abondait en bois de construction, se trouvait la ville d'Yanaon. La province de Chikakole était la plus vaste et la plus fertile, et l'on y remarquait Gondjam, le siège de nombreuses transactions. Nos nouvelles acquisitions offraient des ressources considérables. Les manufactures de toiles de coton, de mousseline, les fabriques de sucre y étaient nombreuses et donnaient lieu à

une exportation considérable pour l'Europe. Les salines étaient une source féconde de richesses. Presque partout l'on trouvait du fer et du cuivre. Le sol produisait du riz et plusieurs espèces de graines. L'indigotier, le cotonnier, le cannelier, le cocotier et la canne à sucre venaient à merveille. Les indigènes élevaient des abeilles et des vers à soie. La cire et les soieries d'Orissa jouissaient d'une grande réputation. Notre nouvelle colonie ne laissait rien à désirer.

Par suite des guerres qui avaient ravagé le pays, la plupart des terres étaient en friche. Mais il suffisait d'une bonne administration pour qu'il recouvrât son ancienne prospérité. Il n'y avait pas six mois que notre domination y était établie que les indigènes venaient en foule se fixer sur notre territoire où ils étaient assurés de n'avoir à craindre aucune exaction et de trouver la sécurité. La culture avait pris un essor inconnu jusqu'alors, et les campagnes se peuplaient rapidement. Encore quelques années, et nos nouvelles provinces seraient devenues des plus prospères et des plus florissantes. Les troupes que nous y entretenions pour maintenir l'ordre et qui étaient suffisantes ne comprenaient que 900 Européens et 5000 Cipayes. En conséquence, les frais d'occupation se réduisaient à peu de chose.

Le résultat que nous avions obtenu, en acquérant les Circars du Nord, valait bien l'ex-

pédition du Deccan, et, pour de Bussy, c'était un véritable triomphe.

De Bussy avait été nommé gouverneur de Mazulipatam et de nos nouvelles provinces, un neveu de Dupleix, Moracin, était sous ses ordres et devait le remplacer en cas d'absence. Les pouvoirs civils et militaires étaient réunis dans les mêmes mains, mais séparés en tout ce qui regarde les détails de l'administration. Deux commissaires furent envoyés. L'un d'eux nommé Duplant était attaché à l'armée dont il devait assurer la subsistance. Ses attributions étaient à peu près celles que les intendants militaires possèdent aujourd'hui. L'autre commissaire, de la Selle, était chargé de percevoir les impôts. L'organisation que nous avions donnée au pays était complète. Dupleix partait de ce principe que, si nous voulions établir solidement notre domination, nous devions avant tout respecter les mœurs et les usages des indigènes.

En conséquence, nos nouveaux sujets continuèrent d'être régis par leurs lois, comme par le passé; ainsi que dans toute l'Inde, le souverain était le seul propriétaire du sol, et les habitants n'avaient qu'un droit de *culture héréditaire*. La moisson se partageait par moitié entre le souverain ou ses représentants, et les tenanciers. Au moment de notre arrivée, le pays était possédé par des chefs militaires connus sous le nom de *Zénidars*, qui avaient érigé en fiefs héréditaires

les domaines dont ils s'étaient emparés. Sous leur gouvernement tyrannique, les terres étaient mal cultivées et ne donnaient que le cinquième de ce qu'elles pouvaient rendre. Aussi, la population était-elle misérable.

Avec l'administration française, tout changea. L'on reprit aux *Zénidars* les terres qu'ils détenaient injustement. Le nombre des fiefs fut réduit, et ceux qui étaient maintenus, furent désormais soumis à des règles fixés. Les privilèges dont jouissaient certains seigneurs, en qualité de suzerains, furent en partie supprimés. Nous succédions au gouvernement maure, et, à titre de souverains, nous héritions de ses droits et pouvions percevoir la moitié des moissons. Nous eûmes la sagesse de renoncer à ce droit. En matière de finances, rien ne fut innové. Les impôts qui existaient, la taxe perçue sur les solives, les douanes, un droit de transit établi sur les routes fréquentées par les caravanes. et une capitation frappant les personnes et les maisons furent maintenus, répartis d'une façon équitable, et ordre fut donné de les faire rentrer sans rigueur. Des mesures étaient prises pour faire disparaître le brigandage. L'on envoya des détachements de Cipayes et de cavaliers battre le pays, et la sécurité ne tarda pas à régner sur tout notre territoire. Les indigènes étaient tout surpris, quand ils se rappelaient l'arbitraire de leurs anciens maîtres. N'ayant plus à craindre les violences et

les exactions, assurés de jouir du fruit de leur travail, ils se croyaient revenus à l'âge d'or. Des manufactures se fondaient et des tisserands immigraient en grand nombre. La culture prenait chaque jour de l'importance, les plantations se multipliaient et la prospérité se développait à vue d'œil. Des travaux considérables étaient en même temps exécutés à Mazulipatam : l'on y construisait une église, Notre-Dame de la Délivrance, une place et des maisons. Nous fondions un véritable royaume français d'où notre influence rayonnait sur toute l'Inde méridionale.

Avant de prendre possession de son poste, de Bussy se rendit à Aurengabad; il savait qu'il avait à y surveiller les agissements de Sayet-Laskar-Khan, qui, malgré ses protestations d'amitié, cherchait toujours à nous nuire. Ce dernier en voyant que Salabet-Sing était bien disposé en notre faveur usa d'un nouveau stratagème. Le soubab avait deux frères plus jeunes que lui. Sayet-Laskar-Khan lui représenta que ces deux princes avaient l'intention de le détrôner, et que les Français avaient toujours entretenu de bonnes relations avec eux, probablement dans le but de leur donner un jour le pouvoir. Salabet-Sing crut son ministre et fit arrêter ses deux frères.

Sayet-Laskar-Khan connaissait l'innocence des deux princes, mais il espérait que de Bussy viendrait demander leur liberté, et que cette démarche

ferait naître des soupçons dans l'esprit du soubab. De Bussy, voyant le piège qui lui était tendu, se garda bien d'intervenir, bien qu'il en fut sollicité, déclarant qu'il n'avait pas le droit de s'ingérer dans le gouvernement intérieur du pays, et qu'il s'inclinait devant les décisions du soubab du Deccan. Cette conduite prudente ouvrit les yeux de Salabet-Sing, qui reconnut enfin les agissements de son ministre. De son côté, Sayet-Laskar-Khan, furieux d'avoir échoué dans sa nouvelle intrigue, donna sa démission, et rentra dans la vie privée; il fut remplacé par un seigneur de notre parti, nommé Chanavao-Khan (avril 1754).

Notre influence redevenait prépondérante. De Bussy signait un traité avec le pechwa de Pounah, qui entrait dans notre alliance, et concluait la paix d'une façon définitive avec Ragodgi-Bhouslah, le rajah des Mahrattes orientaux. La cour de Delhy nous avait accordé un firman qui exemptait toutes nos marchandises des droits de douane. Nous étions les seuls Européens à jouir de ces avantages. De Bussy avait remarqué que les indigènes commençaient à faire usage des draps d'Europe. Il espérait faire profiter notre pays de cette innovation et ouvrir ainsi de nouveaux débouchés à notre commerce et à notre industrie. Malheureusement, la Compagnie était hostile à des projets qui lui paraissaient être des utopies et c'est en vain que de Bussy s'efforçait de l'amener à ses idées. Il avait envoyé en Europe

le marquis de Conflans, afin de mettre les ministres et les directeurs au courant de la situation dans l'Inde. Notre expédition dans le Deccan n'était pas seulement une promenade militaire, elle nous ouvrait un nouvel horizon. Pour obtenir des résultats certains, de Bussy, qui n'avait avec lui qu'un millier d'Européens et cinq mille Cipayes, ne demandait qu'un renfort de deux mille Européens. Il s'étonnait de l'indifférence de la Compagnie pour une si grave question (où il s'agissait, disait-il, « de l'avenir du pays »).

C'était pourtant le moment d'agir. La tranquillité régnait dans tout le Deccan. Les sympathies pour la France devenaient de plus en plus grandes. Salabet-Sing écrivait à Dupleix une lettre qui n'était qu'une série de protestations d'amitié. De Bussy était regardé comme le véritable souverain du Deccan. Les ambassadeurs des Mahrattes venaient le saluer au nom de leur maître, et la cour de Delhy lui envoyait de riches présents. Du reste, il ne négligeait rien pour frapper l'imagination des peuples au milieu desquels il vivait. Il portait des habits de brocart, couverts de broderies, un chapeau galonné et des souliers de velours richement brodés. Quand il se faisait voir aux yeux de la population, c'était au fond d'une tente immense, haute de trente pieds et pouvant contenir cinq cents hommes. Il était alors assis sur un fauteuil orné des armes du roi de France, et placé sur une estrade élevée et couverte elle-

même d'un tapis cramoisi. A droite et à gauche se tenaient ses principaux officiers, et à l'entrée, ses gardes. Sa table était toujours servie en vaisselle plate. De Bussy se plaisait ainsi à mêler la pompe asiatique à l'élégance française. Pendant les manœuvres et les revues, il montait un magnifique éléphant, tandis qu'une troupe de poètes et de musiciens le précédaient, et chantaient les exploits des Français. Au milieu de ce faste oriental, de Bussy pensait souvent à la patrie absente, et aimait à évoquer les souvenirs de ses jeunes années. Dans une lettre qu'il écrivait à un ami, il disait : « Combien je préférerais une promenade au Palais-Royal ou aux Tuileries avec deux ou trois amis à la vaine pompe des grandeurs asiatiques dont je suis excédé. »

Avant de retourner à Mazulipatam pour y achever l'organisation de la nouvelle colonie, de Bussy prit toutes ses dispositions. La solde de nos troupes était assurée, les cantonnements choisis avec soin, et le commandement des troupes donné au capitaine d'Argoult, officier aussi intelligent que dévoué. Nous étions plus que jamais sympathiques à la population. De Bussy pouvait être sans inquiétude. Avant de partir, il conduisit Salabet-Sing à Hayderabad et séjourna deux mois dans cette ville. L'amitié qui existait entre le soubab et le général français ne faisait que devenir plus intime. La veille de la séparation, au mois de mai 1754, Salabet-Sing réunissait un

grand conseil où assistèrent les vizirs et les seigneurs de sa cour. De Bussy fut invité à s'y rendre. Au moment où il entra, toute l'assemblée se leva. Le soubab vint l'embrasser en lui disant qu'il nous devait son royaume. Puis il ordonna la lecture d'un firman qui plaçait ses états sous la protection du roi de France dont il se reconnaissait le fidèle sujet. Le même firman déclarait en outre que le pavillon français serait dorénavent porté à la tête des armées du Deccan, comme étant désormais le drapeau national. Le soubab et les seigneurs jurèrent sur le Coran une reconnaissance éternelle à la France, et demandèrent à de Bussy de s'engager par un serment solennel sur le livre sacré des chrétiens à leur continuer sa protection. On apporta l'Évangile, et, au moment où de Bussy mit la main dessus et prêta le serment demandé, les voûtes du palais retentirent de bruyantes acclamations. Ce n'était pas seulement un incident, c'était une vraie révolution. Une poignée de Français était au milieu d'une multitude immense, qui lui était étrangère par la langue et la religion, et loin d'exciter la haine ou de réveiller le fanatisme, notre présence était regardée comme un gage de sécurité. Cette cérémonie marquait un pas immense, et en mettant la main sur l'Évangile, de Bussy prenait possession de l'Inde au nom de la France, au nom de la civilisation.

De Bussy s'était acquitté de sa mission, et la

confiance que Dupleix avait placée en lui n'avait pas été trompée. Aussi, en rendant compte au gouverneur de Pondichéry de ce qui s'était passé, il lui écrivait avec raison « qu'il n'avait rien oublié pour porter le nom français au plus haut point de gloire et d'estime où il pouvait arriver et que les résultats avaient dépassé les espérances ». De Bussy quitta le soubab en lui promettant de revenir le voir, et se rendit à cent cinquante lieues, dans la province de Ragimendrie. Le 5 juillet, il était à Besora, et quelques jours après, à Mazulipatam. Il se préparait à exécuter divers projets qu'il avait arrêtés dans son voyage, quand une nouvelle vint le frapper comme un coup de foudre. Le 1er août 1754, Godeheu avait débarqué à Pondichéry, et Dupleix était rappelé.

CHAPITRE XII

L'opinion publique en France. — La chute de Dupleix.

Dupleix avait eu constamment à lutter contre ses contemporains incapables de comprendre ses projets, et en France, sa politique était considérée comme aventureuse. Tant qu'il avait été victorieux, il avait eu des partisans. Mais l'échec de Tritchinapaly lui avait porté un coup terrible, et à partir de ce moment, il fut attaqué avec violence. On le représentait comme le génie de la guerre, et on lui reprochait d'avoir fait des expéditions uniquement dans le but de s'enrichir. Les mémoires de La Bourdonnais, qui parurent sur ces entrefaites, ne contribuèrent pas peu à amener la chute de Dupleix. Dupleix n'était plus qu'un rival jaloux et on l'accusait de compromettre les intérêts de la Compagnie. Le moindre événement était exploité et interprété avec une malveillance extrême. Une maison de commerce de Cadix avec laquelle la Compagnie était en rapport, avait fait faillite; un navire était revenu de Chine sans cargaison. L'on en concluait que la ruine de la Compagnie était prochaine. La Compagnie avait été obligée d'élever le prix du castor, à la suite d'une taxe dont le gouverneur du

Canada avait frappé l'exportation de cette matière. Les chapeliers de Paris, qui fabriquaient des chapeaux de castor, réclamèrent et leurs plaintes trouvèrent immédiatement de l'écho. L'opinion publique se montrait de plus en plus hostile.

Les directeurs n'étaient que trop disposés à subir ce courant. C'étaient des gens à courte vue qui considéraient comme dangereuse toute expédition nouvelle et s'effrayaient à l'idée de fonder un nouvel établissement. Pour eux, la Compagnie pouvait rester ce qu'elle était au siècle passé, une puissance commerciale, se borner à posséder quelques comptoirs dans l'Inde, et à y envoyer chaque année quelques vaisseaux pour y porter des draps de France et en rapporter des épices. Aussi, la marine de la Compagnie était-elle insuffisante pour mettre à exécution les projets de Dupleix. En 1750, elle ne comptait que 35 vaisseaux, et il lui en aurait fallu au moins 50. Mais la Compagnie reculait devant de nouvelles dépenses. De 1746 à 1752, elle avait fait construire 16 navires, qui lui avaient coûté 3 millions de livres, et cette somme lui paraissait être un sacrifice immense.

D'autres causes devaient bientôt tourner les esprits contre Dupleix. Les opérations commerciales n'avaient pas été aussi brillantes qu'on l'avait espéré, et des dépenses indispensables avaient absorbé une partie des bénéfices. De

plus, la direction donnée par la Compagnie avait toujours été défectueuse. La bureaucratie avait entravé la marche des affaires et les directeurs, qui résidaient à Paris, avaient la prétention de se rendre un compte exact de ce qui se passait dans l'Inde. Il en résultait que les ordres les plus maladroits étaient donnés pour l'expédition et le choix des cargaisons. Les abus n'avaient pas tardé à se glisser. Les agents de la Compagnie qui étaient en France ou à bord des vaisseaux, étaient souvent peu scrupuleux, et tous vivaient avec un luxe qui n'était pas en rapport avec leur situation. Au lieu d'imiter la Compagnie anglaise qui avait cessé d'être un corps complètement fermé en développant l'institution des *libres-marchands*, la Compagnie était plus que jamais jalouse de son privilège. Elle se contentait d'accorder à ses officiers et à ses employés le droit d'avoir des pacotilles, et croyait ainsi faire preuve de grande tolérance.

Tout semblait concourir à la chute de Dupleix. L'on traversait une crise économique ; l'importation des produits coloniaux en Europe avait dépassé les besoins de la consommation, et il en était résulté une baisse dans les prix. Ce n'était qu'un fait passager. Néanmoins, les directeurs étaient effrayés et craignaient de voir arriver le moment où il leur serait impossible de vendre leurs produits. Ils vivaient au jour le jour. Quand un vaisseau arrivait, ils cherchaient avant tout à

réaliser sa cargaison, et dans les ventes au comptant, ils faisaient une remise de 9 à 10 pour 100; une partie des bénéfices était ainsi perdue. L'Inde leur paraissait être un gouffre qui devait les conduire à la ruine. De 1750 à 1754, la Compagnie avait expédié des matières d'argent pour une valeur de 49 millions de livres. La sortie du numéraire a toujours été vue en France avec défaveur, surtout au siècle dernier. Aussi, le mécontentement était général.

Dupleix avait vu les inconvénients de l'exportation des matières d'argent, et il n'avait pas cessé de les signaler à la Compagnie. Néanmoins, c'était lui qui en portait la responsabilité, il y avait un parti pris. On voulait la paix et l'on était hostile aux expéditions lointaines. De plus, dans notre pays où l'on se lasse de tout, *l'on était fatigué de l'Inde*. Bien des gens disaient que la Compagnie de France n'avait pas besoin de tenir la balance avec celle de l'Angleterre. S'occuper du *Haut-Orient* paraissait chimérique ou tout au moins oiseux. L'on vantait la richesse de notre sol, et l'on disait que la France n'avait pas besoin des autres pays et pouvait se suffire à elle-même. Dupleix, qui combattait cette politique mesquine, était attaqué et calomnié odieusement. On allait jusqu'à dire que lui et de Bussy avaient fait l'expédition du Deccan, uniquement pour s'emparer des trésors de Golconde. L'opinion publique était complètement égarée.

La Compagnie avait d'abord envoyé dans l'Inde des instructions vagues n'approuvant ni ne critiquant ce qui s'y passait. Elle critiqua bientôt Dupleix, et le considéra comme nuisible à ses intérêts. Dès le mois de mai 1755, l'on demandait son rappel. Le 5 juillet de la même année, Silhouette, qui était commissaire du roi, présentait au garde des sceaux un rapport où il dépeignait la situation sous les couleurs les plus sombres, Dupleix comme un esprit dangereux. Il proposait d'abandonner toutes nos nouvelles acquisitions et de renoncer à l'Inde, pays *sans commerce et sans avenir*. Au mois d'août 1755, le directeur Gilly faisait paraître un mémoire intitulé : « Réflexions sur l'état présent des affaires de la Compagnie des Indes. » Ses conclusions étaient les mêmes que celles de Silhouette. Il se prononçait énergiquement pour la paix, qui selon lui était encore plus désirée par les Anglais que par nous. Il conseillait de s'entendre avec l'Angleterre. Les deux nations devaient nommer des commissaires qui se rendraient dans l'Inde avec la mission de signer un traité de paix définitif. Le 8 octobre 1755, la Compagnie tint une assemblée générale. La politique de Dupleix y fut violemment attaquée par les directeurs Castanier, de Montaran et Gilly. On se figurait qu'il n'y avait pas de cause sérieuse de discorde entre la Compagnie de France et celle d'Angleterre.

Dupleix savait depuis longtemps que ses en-

nemis les plus redoutables n'étaient pas dans l'Inde, mais en France, à Paris, dans les bureaux mêmes de la Compagnie. Quand il apprit le dénouement du procès de La Bourdonnais, quoiqu'il n'eût aucune haine contre son ancien rival, qui cependant avait tout fait pour le perdre, il ne se dissimula pas le mauvais effet que ces acquittements produiraient sur l'opinion publique. Quoique tout fut fait pour le décourager, il soutint la lutte jusqu'au bout, et ne se découragea jamais. Il ne négligeait rien pour éclairer ses contemporains. En octobre 1752, il s'était adressé au procureur général Machault et s'était efforcé d'attirer son attention sur l'expédition du Deccan. Il avait en même temps recours aux personnages influents, au duc de Noailles, au duc de Béthune, au comte d'Argenson, et sollicitait leur appui. Sachant que M. de la Valette était favorable à sa cause, il le priait dans une lettre de le seconder, et en même temps, il engageait son neveu, Dupleix de Bacquencourt, à aller voir le duc de Richelieu et le duc de Penthièvre. Il écrivait au valet de chambre du Dauphin, à Binet, afin que ce dernier persuadât à son maître qu'il était de son intérêt de prendre le parti de Dupleix contre les intrigues de Versailles et les attaques de la Compagnie. C'était le règne de la marquise de Pompadour : Mme Dupleix poussait l'abnégation jusqu'à rechercher l'appui de cette parvenue, et chargeait son neveu de lui remettre quelques

curiosités de l'Inde, pour se la rendre favorable. Dupleix soutenait une véritable guerre, et pour réussir, rien ne lui coûtait. Malheureusement, tous ces efforts devaient être inutiles.

Dupleix comprit à la fin qu'il était menacé. Il ne pouvait quitter Pondichéry et revenir en France, comme il en avait eu l'intention. Mais dans le courant de 1755, le Jésuite le P. Marion, les conseillers d'Espréménil, Amar, de l'Arche arrivaient en Europe avec la mission de faire connaître la situation dans l'Inde. Amar adressait à la Compagnie un rapport dans lequel il s'appliquait à faire ressortir l'importance de Mazulipatam et de nos nouvelles acquisitions sur la côte d'Orissa. D'Espréménil publiait un mémoire qui aurait dû convaincre les directeurs et le pays, si les esprits avaient été moins prévenus. Il démontrait que nous devions devenir dans l'Extrême-Orient une puissance territoriale, et que forcément Pondichéry ne pouvait plus être un simple comptoir, mais une capitale, sinon, il nous fallait renoncer à l'Inde. D'Espréménil terminait son mémoire par cette remarque judicieuse dictée par Dupleix : « Il faut éviter, disait-il, de se payer de mots. Lorsqu'on veut perdre la multitude, il n'est question que de lui présenter de grands mots et des maximes générales avec lesquels on jette de la poudre aux yeux d'un peuple qui n'approfondit rien. »

La même année, Dupleix avait envoyé en

France, aux directeurs de la Compagnie, un mémoire sur les affaires de l'Inde, et il y avait joint un remarquable rapport de de Bussy. Le commerce, les finances, la colonisation y étaient traités avec une supériorité qui aurait dû frapper les directeurs ou leur entourage. Pour Dupleix, la Compagnie devait s'assurer un autre revenu que celui du commerce et éviter l'exportation des matières d'or et d'argent. Le temps était passé où une compagnie de marchands pouvait accaparer le *commerce des épices* avec l'Europe, et les vendre au prix qu'elle voulait. Nous avions à soutenir la concurrence des Hollandais, des Anglais et des Danois. Il fallait cesser de considérer Pondichéry comme un comptoir destiné à nous fournir des épices, mais considérer l'avenir de l'Inde. Nous devions y posséder un territoire assez étendu, un *royaume français*.

Dupleix démontrait ensuite que les nouvelles acquisitions avaient augmenté les revenus de la Compagnie et disait « qu'il serait criminel s'il avait agi autrement, et qu'il n'avait eu en vue que la gloire du roi et l'intérêt de la nation ». — « Fasse le ciel », ajoutait-il en parlant de ses adversaires, « qu'ils puissent enfin être persuadés. »

La Compagnie était malheureusement incapable de comprendre ce langage. Elle demandait avant tout des cargaisons et des bénéfices. Dupleix cherchait à lui donner satisfaction dans

la mesure du possible, mais c'était inutile. On lui demandait des miracles et au lieu de lui envoyer quelques secours, on lui créait des obstacles. Le parti qui poursuivait sa chute redoublait d'activité. L'on répétait partout que la ruine de la Compagnie était prochaine et tout naturellement le désastre avait pour cause l'ambition sans bornes et les projets chimériques de Dupleix. Il fut bientôt accrédité qu'il était le seul obstacle à une entente avec l'Angleterre. Les Anglais ne laissèrent pas échapper une si belle occasion, ils ne cessaient de protester du désir qu'ils avaient de conclure la paix pour se consacrer uniquement aux affaires commerciales et arrivèrent à persuader aux directeurs que le rappel de Dupleix était autant dans l'intérêt de la France que dans le leur. La cour de Versailles redoutait la guerre et déjà des pourparlers avaient eu lieu avec l ambassadeur anglais, lord Holderness. Aussi, dans le courant de 1755, un directeur, Dovelaër, était envoyé à Londres avec pleins pouvoirs. Il devait se concerter avec le duc de Mirepoix, notre ambassadeur près le cabinet de Saint-James, et négocier au sujet des bases du règlement des affaires du *Haut-Orient*.

Le résultat ne devait pas être douteux. Le gouvernement français voulait la paix, et pour l'obtenir, il était prêt à tous les sacrifices. Le 5 septembre 1755, le garde des sceaux écrivait deux lettres au duc de Mirepoix. Dans l'une qui était personnelle à

notre ambassadeur, il disait : « Ce n'est pas possible que les affaires de l'Inde puissent subsister plus longtemps sur le pied où elles sont. » Il l'autorisait à évacuer Gingi et Mazulipatam. L'autre n'était pas personnelle et le duc de Mirepoix pouvait la montrer. Elle indiquait clairement les intentions du gouvernement français. « L'intention du roi, disait le garde des sceaux, est en même temps que le gouverneur général de la Compagnie française dans l'Inde abdique tous ses titres et le commandement général qui lui a été donné par le gouverneur général du Deccan, de tout le pays qui s'étend depuis la Krichna jusqu'au cap Comorin. » Les instructions transmises à Dovelaër n'étaient que la répétition de celle du duc de Mirepoix. Il était impossible de tenir un langage moins français et aussi peu digne. La France s'avouait vaincue sans avoir subi une seule défaite. L'on était fatigué de l'Inde. Surpris de leur succès, les Anglais firent traîner les négociations, dans la crainte qu'en précipitant les choses, notre gouvernement finît par s'apercevoir qu'il avait été joué. Nous acceptions les conditions du cabinet de Saint-James, qui pendant les pourparlers n'avait pas perdu de temps et avait envoyé à Madras trois vaisseaux et un régiment d'infanterie.

Les gouvernements français et anglais envoyaient dans l'Inde deux commissaires, un pour chaque nation, afin d'y établir les affaires sur un

pied qui rendrait la guerre impossible entre les deux colonies, tant que les deux puissances seraient en paix. Pour exécuter cette convention, le gouvernement français nommait commissaire l'un des directeurs, Godeheu, qui avait été autrefois membre du conseil de Chandernagor, lui donnait les pouvoirs nécessaires pour conclure la paix, et en même temps, il le chargeait de vérifier l'administration de son prédécesseur. Les Anglais avaient nommé commissaire, Saunders, le gouverneur de Madras.

Les pouvoirs que Godeheu avait reçus étaient exceptionnels, il avait le commandement supérieur des armées de terre et de mer et le droit d'exécuter les décisions du Conseil. Les instructions qui furent transmises font honte à ceux qui les donnèrent. Dupleix était destitué et devait s'embarquer pour l'Europe avec sa famille. Godeheu avait ordre d'employer la force en cas de résistance ou de désobéissance, de menées secrètes ou sourdes, ou s'il avait des preuves acquises de l'infidélité de la gestion du gouverneur. Si Dupleix était arrêté, il était ramené en France et traité en prisonnier. Sa femme et sa belle-fille étaient obligées, dans cette hypothèse, de quitter la colonie et de s'embarquer sur un autre navire. Si elles ne voulaient pas se séparer de lui, elles devraient partager sa captivité. L'homme qui voulait donner l'Inde à la France était traité comme un vulgaire criminel.

Godeheu avait été l'ami, le protégé de Dupleix, qui l'avait eu sous ses ordres à Chandernagor. De retour en Europe, il était devenu l'un des directeurs de la Compagnie. Dans la correspondance qu'il entretenait avec son ancien protecteur, il se montrait affectueux et dévoué. Mais quoique en apparence chaud partisan de Dupleix, il avait conçu contre lui une haine violente et reconnaissait ses bienfaits par l'ingratitude la plus noire. Il avait contribué par ses intrigues à amener sa chute, dans l'espoir d'être nommé à sa place. Avant de partir pour l'Inde, il avait eu l'impudence d'écrire à Dupleix qu'il espérait bien « ne pas le voir faire la folie de suivre l'exemple de ses prédécesseurs et de rendre à la Compagnie les donations à lui faites par les princes indigènes ». Cette lettre ayant été publiée, Godeheu eut l'audace de dire qu'il ne l'avait écrite que pour tendre un piège à Dupleix et l'amener à faire des révélations. Primitivement, ses instructions concluaient à l'arrestation de Dupleix, mais les ministres du roi, moins injustes que les directeurs, s'opposèrent formellement à cette mesure, et n'autorisèrent le commissaire à n'user de contrainte qu'en cas de résistance ouverte. Plus tard, Godeheu osera dire que sa plus vive douleur fut de ne pas arrêter Dupleix et de le faire enchaîner comme un malfaiteur.

Dans l'Inde, notre situation s'était améliorée depuis quelque temps. Nos troupes

étaient commandées par un officier de valeur.

Dans plusieurs rencontres, elles avaient eu l'avantage sur les Anglais. Nous avions recommencé à bloquer de nouveau Tritchinapaly, et nous interceptions tous les convois destinés à son approvisionnement. Notre position devant cette place était plus forte que jamais, et cette fois, le succès ne pouvait être douteux. Que le moindre secours fût envoyé à Dupleix, et la guerre se terminait sans coup férir, à notre avantage. La lutte que nous soutenions prouvait notre vitalité. Dupleix avait fasciné nos alliés indigènes par les prodiges qu'il avait accomplis. C'est à ce moment où les circonstances nous étaient plus favorables que jamais, que Godeheu arrivait dans l'Inde.

Dupleix fut prévenu de ces événements par une lettre que Godeheu lui adressait le 31 mai de l'Ile-de-France où il avait relâché avec deux vaisseaux, le *Duc-de-Bourgogne* et le *Neptune*. Il lui écrivait pour lui annoncer sa prochaine arrivée, et déclarait qu'il voulait agir de concert avec lui. Il poussait la duplicité jusqu'à lui dire « que presque étranger aux affaires de l'Inde, uniquement occupé de celles de la marine, il aurait pu avoir plus lieu de craindre de se voir revêtu du titre de commissaire du roi et de la Compagnie, que d'en être flatté, s'il ne l'avait regardé comme l'occasion de s'instruire de ses lumières ». Il lui annonçait en même temps qu'il amenait

avec lui 2000 soldats, et qu'il voulait se concerter avec lui sur ce qu'il y avait à faire. Ses intentions hostiles étaient cachées sous les protestations d'amitié les plus vives et les plus chaleureuses. Le 29 juillet 1754, Godeheu arrivait à Karikal sur le *Duc-de-Bourgogne* et le 1er août, il était en rade de Pondichéry. Il dissimulait encore et avait l'impudence d'écrire à Dupleix qu'il n'avait qu'un désir, *aller faire sa cour à Mme Dupleix et à Mlle sa fille*. Dupleix, qui n'avait jamais reçu de Godeheu que des lettres affectueuses, ne pouvait, avec sa nature chevaleresque et généreuse, un instant supposer que son ancien protégé était son plus mortel ennemi. L'arrivée d'un corps de troupes l'avait rendu joyeux. A ce moment, il était malade; mais cette bonne nouvelle l'avait réconforté, et dans son contentement, il écrivait à Moracin : « Vendredi dernier, j'ai été à la dernière extrémité. Dieu m'a rappelé à la vie, mais je suis encore bien faible. » Puis il lui parlait du grand événement : Godeheu était attendu, et il amenait avec lui 5 vaisseaux et 2000 soldats. La guerre était finie.

Dupleix ne devait pas demeurer longtemps dans l'erreur. En apprenant l'arrivée de son ancien collègue de Chandernagor, il s'était empressé de venir à sa rencontre. En lui écrivant à bord du *Duc-de-Bourgogne*, Godeheu lui avait annoncé que le vaisseau *la Reine* était avec lui, et que la *Compagnie-des-Indes*, le *Duc-d'Orléans* et le *Prince*

de-Conti allaient paraître prochainement. L'entrevue entre le gouverneur et le commissaire fut des plus froides. Godeheu refusa l'hospitalité que lui offrait Dupleix, et lui remit trois documents. Le premier était une lettre dans laquelle il témoignait son regret d'être chargé de sa mission et répétait qu'il voulait rendre la situation de son prédécesseur aussi peu pénible que possible. Le second document demandait un rapport détaillé sur l'état des affaires dans l'Inde, et le troisième était un ordre du roi qui lui signifiait son rappel. Godeheu n'avait écrit sa lettre que pour dissuader Dupleix d'opposer, comme il le craignait, une résistance armée. Le lendemain, 2 août, il descendait à terre avec une suite imposante et un grand déploiement de cérémonial. Il trouva une foule immense et toutes les troupes rangées sous les armes. Dupleix vint à sa rencontre le féliciter publiquement, et il prouvait ainsi qu'il ne ressentait aucune jalousie de voir son ancien subordonné devenir son égal. Une fois sur le quai, Godeheu le tira à part et lui signifia d'un ton sec qu'il venait le remplacer, et qu'il espérait le voir sans délai s'embarquer pour la France avec sa famille. Avec le stoïcisme qui ne l'abandonnait jamais, Dupleix parvint néanmoins à maîtriser son émotion. Il accompagna Godeheu à la Chambre du Conseil où lecture fut faite de sa commission. Elle eut lieu dans le profond silence, qui allait continuer après qu'elle eut été

faite, lorsque Dupleix le rompit par le cri de « vive le roi » auquel tous les assistants répondirent.

La conduite de Dupleix en cette circonstance fut des plus nobles. Il remit immédiatement à Godeheu le gouvernement de l'Inde française, et dévora l'affront qui lui était fait, son patriotisme lui ordonnant de tout oublier. Godeheu avait amené avec lui 2000 soldats européens. Dupleix, qui n'en avait jamais eu autant à sa disposition, s'attacha à lui démontrer que Tritchinapaly était à la veille de succomber, que le moindre renfort envoyé à l'armée assiégeante amènerait la capitulation de la place, et que la guerre serait ainsi terminée d'un seul coup. Mais Godeheu, qui n'avait qu'un but, ruiner Dupleix, le déshonorer, et se plaignait sans cesse de la mansuétude des ministres à l'égard de son ancien protecteur, se garda bien de suivre les conseils qui lui étaient donnés. Tous les chefs de détachement eurent pour instructions de garder l'inaction. L'ennemi fut ainsi préservé d'une destruction complète. L'armée ne reçut ni argent, ni provisions, et de plus on la laissait sans ordres. Mainville avait beau écrire à Godeheu; ce dernier ne répondait pas. Bien plus, il le destitua parce que Dupleix le lui avait recommandé comme étant l'officier le plus capable, et le remplaça par Maissin, qui s'était toujours fait remarquer par la médiocrité de ses talents militaires. Conformément aux ordres qu'il

reçut, Maissin évacua les positions des cinq Rochers et du Pain de sucre, sans tirer un coup de fusil et laissa ravitailler la place de Tritchinapaly. Les Anglais ne pouvaient avoir un allié plus dévoué que Godeheu.

C'est surtout dans sa manière d'agir avec Dupleix que Godeheu montra sa haine. Le 3 août, c'est-à-dire en arrivant, il s'était empressé de vérifier la caisse, dans l'espoir d'y trouver des semblants de preuve contre le gouverneur de Pondichéry. Quand il vit que les finances avaient été gérées avec l'honnêteté la plus scrupuleuse, il alla jusqu'à faire inviter secrètement les employés de la Compagnie et les habitants de la colonie à accuser leur ancien gouverneur. Mais c'était inutile, personne à Pondichéry n'était capable d'une telle infamie. Le 7 août, Godeheu écrivait à Dupleix et lui demandait avec aigreur quelques explications. Dupleix lui répondit immédiatement en lui remettant un état des affaires de l'Inde, et en lui présentant ses comptes. Godeheu nomma pour les examiner deux commissaires, Gaillard et Bourguenoutt, qui étaient membres du Conseil. Les commissaires prenaient connaissance des articles les uns après les autres, et après la lecture de chaque document, le secrétaire de Dupleix donnait les explications et présentait les pièces justificatives. Après quoi, les commissaires apposaient leur paraphe qui constatait la vérification qu'ils venaient de faire. Quand

Godeheu fut averti que le travail de vérification tirait à sa fin, et qu'il était démontré que la Compagnie devait six à sept millions à Dupleix, il fut au désespoir. Il défendit aux commissaires de continuer, et les força de signer le 28 septembre 1754, un certificat dans lequel ils déclaraient que toutes les pièces fournies par Dupleix n'avaient rapport qu'aux comptes publics. Par ce subterfuge, il n'était pas fait mention des sommes dues à Dupleix. C'était un véritable déni de justice.

Ce ne fut pas tout. Pour subvenir aux frais de la guerre, Dupleix avait au début de la dernière campagne fait de nombreuses avances aux princes indigènes sur sa fortune personnelle. Ces avances avaient été garanties sur certains districts du Carnatic, un agent des princes indigènes, Papia-Pouley, était chargé de percevoir les revenus des districts hypothéqués et de les verser à Dupleix, à valoir sur les sommes qui étaient dues. Au moment de l'arrivée de Godeheu, une partie des sommes avait été remboursée; mais il était encore dû vingt-deux millions. La dette devait s'éteindre en 1755. Godeheu refusa de la reconnaître, en donnant pour raison, que ces avances avaient été faites irrégulièrement par Dupleix, dans son intérêt personnel et non dans celui de l'État. Il faisait en même temps arrêter Papia-Pouley et mettre le séquestre sur les maisons que ce dernier possédait à Pondichéry. Cette iniquité s'accomplit avec les circonstances

les plus injurieuses pour l'ancien gouverneur. C'était un vol manifeste. Dupleix protesta et demanda que ses réclamations fussent examinées, Godeheu s'y opposa sous le vain prétexte qu'il n'avait pouvoir que pour traiter des affaires politiques. Il afferma les revenus de ces districts au profit de la Compagnie et poussa l'infamie jusqu'à refuser de laisser payer à Pondichéry un billet de 422,606 livres souscrit par la Compagnie elle-même au profit de Dupleix. Godeheu était arrivé à ses fins. S'il n'avait pu déshonorer son ancien protecteur, il l'avait complètement ruiné, si bien que l'ancien gouverneur de l'Inde française était obligé d'emprunter 50 000 roupies pour ne pas quitter en banqueroutier le pays qui avait été le théâtre de ses exploits.

Le rappel de Dupleix fut comme un coup de foudre. L'étoile de la France commença à pâlir. Partout circulaient les rumeurs les plus injurieuses pour les Français. Les bruits répandus de tous les côtés par les agents de l'Angleterre étaient crus, et nos partisans couverts de honte et remplis de crainte. Nos alliés parlaient de nous abandonner. La chute de Dupleix entraînait celle de notre domination dans l'Inde. Ces sentiments éclatèrent dans toute leur force à la cour du soubab. Salabet-Sing écrivait à de Bussy : « Votre nation m'a soutenu et secouru jusqu'à présent. J'ai donné à mon oncle Zafer-Sing (c'était le nom d'amitié que le soubab donnait à Dupleix)

le gouvernement du Carnatic. C'est avec le dernier chagrin que j'apprends qu'il vient d'être révoqué. Des messagers que j'avais envoyés pour lui porter des lettres ont été conduits devant le gouverneur, qui leur a dit ainsi qu'ils me l'ont rapporté. *Dites au soubab, votre maître, que je suis envoyé de la part de mon roi qui m'a défendu de me mêler du gouvernement Mogol, qui peut se pourvoir comme il lui plaira.* J'apprends que Morari-Rao vous a quitté et que les Mysoriens en font autant. Tout cela prouve que les Anglais ont le dessus de votre nation. » Le ministre du soubab, Chanowast-Khan tenait un langage analogue, et dans une lettre qu'il adressait au gouverneur d'Hayderabad, il exprimait son étonnement du rappel de Dupleix et déclarait que les Français n'étaient ni si puissants ni si généreux qu'ils le paraissaient. Il disait à qui voulait l'entendre qu'il allait traiter avec les Anglais. Pour tous les indigènes, il était évident que nous abandonnions l'Inde.

Tous les officiers français se montraient profondément découragés. Le gouverneur de Mazulipatam, Moracin, communiquait à de Bussy, dans une lettre qu'il lui adressait, la mauvaise impression que produisait le rappel de Dupleix. Partout l'on disait que le roi de France rendait les terres qui avaient été données à la compagnie, *afin de ne pas fâcher son frère, le roi d'Angleterre.* De Bussy sentait que la situation était perdue ; il

était désespéré et voulait quitter l'Inde. Il n'y eut que les sollicitations pressantes que Dupleix ne cessa de lui adresser, en le conjurant de servir la France, n'importe par qui fût-elle représentée, qui purent le déterminer à rester à son poste. Mais il ne se faisait aucune illusion. Dans une lettre qu'il écrivait à Dupleix le 12 septembre 1754, il montrait son abattement : « Tout est en rumeur », disait-il, « les agents de l'Angleterre se montrent hardiment. L'on ne parle que du triomphe des Anglais et de notre départ. Les Anglais et leurs adhérents peignent le roi d'Angleterre comme l'arbitre de toutes les affaires de ce continent. Ils s'annoncent comme les maîtres des Français dont le chef et gouverneur général vient d'être révoqué au gré de leurs désirs. Ils invitent le soubab à se désabuser du préjugé où il a été jusqu'ici du pouvoir des Français, dont ils parlent avec la dernière indécence, en les représentant comme des suppliants à qui ils ne daignent pas accorder les demandes qu'ils font en esclaves, pour obtenir la paix. Voilà ce qui se passe à la cour du soubab, et la décadence, pour ne pas dire l'avilissement où nous tombons. Aussi le coup que nos ennemis ont voulu nous porter, retombe sur la nation. C'en est un fatal pour elle. » De Bussy et Moracin n'étaient que l'écho de l'opinion publique à Pondichéry et dans tous nos établissements, l'on était consterné.

Malgré les attaques les plus odieuses, Dupleix

ne se départit pas un instant du rôle qu'il s'était imposé. Il remettait à Godeheu un compte rendu détaillé des opérations militaires qui avaient eu lieu dans le Deccan et dans le Carnatic, et lui indiquait les mesures qu'il avait prises. Il lui conseillait de laisser de Bussy à la cour du soubab, Moracin dans les Circars, et en même temps, il ne cessait de le conjurer de s'emparer de Tritchinapaly. Rien ne peut donner une idée du patriotisme de Dupleix ; il oubliait les persécutions dont il était l'objet pour ne penser qu'à la France. Godeheu demeura insensible à cette générosité, et au lieu de profiter des avis qui lui étaient donnés, il s'empressait de conclure avec Saunders une trêve qui devait durer depuis le 11 octobre 1754 jusqu'au 11 janvier 1755, pendant laquelle devait être signé le honteux traité en vertu duquel nous abandonnions l'Inde à l'Angleterre.

Dupleix eut au moins le bonheur de n'être pas témoin de cette infamie. Le 13 octobre 1754, à quatre heures du matin, il s'embarquait sur le *Duc-d'Orléans*, avec sa famille et quelques amis qui avaient voulu partager ses malheurs, et quittait Pondichéry. Il partait soutenu par la conviction qu'il ne pouvait être que la victime momentanée d'une intrigue, et sûr d'obtenir justice en France, il emportait avec lui les regrets sincères hautement manifestés de toute la colonie. Au moment de son départ, malgré les ordres formels, et quoique sa disgrâce fut universellement connue,

il fut accompagné sur le port par les principaux officiers, les employés de la Compagnie et suivi par toute la population. L'on eût dit un désastre, on sentait que Dupleix emportait avec lui la fortune de la France ; un sentiment unanime de douleur avait envahi tous les cœurs et l'affliction de chacun était une protestation énergique. L'on se pressait sur le passage de l'ancien gouverneur et de son héroïque compagne, on voulait les voir une dernière fois. Au moment de s'embarquer, Dupleix contempla une fois encore la ville pour laquelle il avait tant fait. Au moment où le vaisseau levait l'ancre, une salve de vingt et un coups de canon venait les saluer. C'était le dernier adieu de Pondichéry, et bientôt le rivage indien disparaissait pour toujours à ses yeux.

La traversée fut longue. Le *Duc-d'Orléans* mouillait à Port-Louis le 25 novembre et n'arrivait à Lorient que le 2 juin 1755. Dupleix charma les ennuis du voyage par les conversations intimes qu'il avait avec ceux qui l'accompagnaient ; il n'avait pas oublié sa harpe, sa distraction favorite et se plaisait à jouer les symphonies qu'il avait lui-même composées, alors qu'il était gouverneur de l'Inde ; il se reportait ainsi par la pensée dans sa ville de Pondichéry qu'il ne pouvait oublier. En arrivant au port de Lorient, les préposés de la Compagnie l'offensèrent cruellement, dans le but de plaire aux directeurs. Ils s'emparèrent de tous ses effets. Tout fut séquestré dans les magasins

de la Compagnie : coffres, malles, valises, habits, linge, rien ne fut oublié, et sans attendre, ni demander la remise des clefs, on commença par briser les serrures. La petite malle où madame Dupleix serrait son linge de voyage était visitée avec le plus grand soin comme, si elle avait pu contenir quelque chose de précieux. Dupleix ne pouvait se résoudre à croire que la Compagnie autorisait cette infamie : il espérait toujours que justice lui serait rendue. L'accueil qu'il reçut en arrivant sur le sol français était bien pour l'entretenir dans ses illusions. A Lorient, la population se portait sur le quai pour le voir et l'acclamer ; à tous les relais de poste, sur la route de Paris, l'on s'attroupait autour de sa voiture, si bien qu'il était obligé d'en fermer les stores pour échapper aux regards de la foule. Partout on lui témoignait des marques de sympathie et d'honneur, si bien qu'il écrivait à un ami : « Partout où nous avons passé, on venait nous voir comme des animaux singuliers. »

Le 28 juin 1755, Dupleix arriva à Paris. Il n'y resta que quelques jours et alla se reposer des fatigues du voyage chez M. de Lavalette, à Mognaville, près de Mantes ; il revint bientôt dans la capitale et se mit en rappport avec les puissants du jour ; il était plein d'espoir. Son retour en France avait été une pénible surprise pour les ministres, qui en raison des derniers événements, n'avaient pas pour le moment des dispositions très pacifiques et étaient moins disposés qu'aupa-

ravant à faire cause commune avec les directeurs dans leur hostilité contre Dupleix. Des instructions supplémentaires avaient été expédiées à Godeheu, sur la politique à suivre dans l'Inde, et le soin de leur exécution était encore confié à Dupleix. Le gouvernement avait fini par comprendre les affaires du *Haut-Orient*. Malheureusement, quand ces instructions arrivèrent à Pondichéry, il n'était plus temps. Dupleix était en route pour l'Europe, aussi sa présence fut-elle un sujet de désappointement pour les ministres. Il fut fort bien accueilli à la cour. Le contrôleur-général Séchelles l'assura que toutes ses affaires seraient terminées au mois de décembre 1755, et M. de Moras lui fit les mêmes promesses. La marquise de Pompadour recevait Mme Dupleix et avait avec elle plusieurs conférences. Une réaction s'était produite dans l'opinion publique, et avec sa mobilité habituelle Paris, naguère si hostile à Dupleix, le regardait avec une soudaine faveur.

Cette popularité que Dupleix paraissait avoir reconquise n'était malheureusement qu'un engouement passager et ne devait pas durer. Les illusions qu'il pouvait avoir conservées allaient bientôt s'évanouir. Un navire était arrivé à Lorient; il apportait le traité conclu par Godeheu avec les Anglais. Les Français renonçaient à toute intervention dans le Carnatic, et abandonnaient le Deccan, à l'exception de quelques comptoirs. La tentation de la paix fut si irrésistible

que ministres et directeurs acceptèrent ce traité; peu leur importait l'Inde. Dès lors le remplacement de Dupleix fut regardé comme un événement heureux, et on ne le regarda plus que comme un serviteur gênant et inutile dont il fallait se débarrasser. Dupleix présenta ses réclamations; sa dette ne pouvait être contestée. Cependant les directeurs refusèrent de la reconnaître sous prétexte qu'elle n'avait pas été visée par le Conseil de Pondichéry, et cette omission était due au refus formel de Godeheu. C'était le comble de l'infamie. Justice avait été promise à Dupleix, et la commission chargée d'examiner l'affaire ne fut nommée qu'au mois de juillet 1757!

Le malheur ne cessa de s'acharner sur Dupleix. Sa compagne, celle qui pendant de longues années avait partagé ses bons et mauvais jours, lui fut bientôt enlevée par la mort. La frêle constitution de sa nature orientale succomba sous les rigueurs du climat d'Europe, et sous le poids des souffrances morales dont elle avait pris sa part, avec la même ardeur de dévouement qu'elle avait mise au service des succès et de la gloire de son mari. Rien ne lui coûtait: elle était infatigable et faisait démarches sur démarches pour lui faire rendre justice. Elle l'assista dans sa détresse, partagea son sort sans murmurer et elle n'avait qu'une douleur, c'était de le voir méconnu. Elle espérait que M. de Moras qui lui avait fait les plus belles promesses et était de

venu contrôleur-général, se laisserait toucher, et au mois de septembre 1756, elle s'adressait à lui et lui écrivait une lettre où elle le conjurait *d'avoir pitié d'elle et de son mari*. Cette supplique étant demeurée sans réponse, Mme Dupleix, qui sentait sa dernière heure approcher, s'adressa de nouveau au contrôleur-général, et le 3 novembre 1756, elle lui écrivait encore pour lui rappeler ses promesses et lui demander justice. C'était le dernier cri d'une mourante, et quelques jours après, Mme Dupleix rendait le dernier soupir (novembre 1756). La vie avait commencé pour elle sous les plus heureux auspices. Dans l'Inde, elle avait marché de pair avec les princes de l'Asie, et elle finissait ses jours dans le dénûment le plus complet. Sa mort passa inaperçue. Triste époque. C'était le règne de Mme de Pompadour et il n'y avait pas à la cour de Louis XV une place pour la marquise de Dupleix.

De Bussy était du nombre de ceux, qui dans l'Inde, avaient prêté de l'argent à Dupleix. Avant le rappel de ce dernier, de Bussy avait chargé son frère d'acheter à Paris une maison que sa piété filiale destinait à sa vieille mère. L'acquisition faite, le frère, pressé de payer, s'adressa à Dupleix, et au mois de septembre 1756, il le prévenait qu'il allait bientôt lui signifier un commandement. Ce fut le signal des poursuites de la part des autres créanciers. Dupleix se vit bien-

tôt écrasé de difficultés. L'amitié qui le liait à de Bussy, subit une profonde atteinte; et les projets d'union entre son ancien lieutenant et sa belle fille Jeanne Vincent furent définitivement abandonnés. Cette dernière, du reste, survécut peu à sa mère et mourut au mois d'août 1757.

A la fin de 1758, Dupleix se remaria, il épousa Mlle de Chasteney, une amie de sa belle-fille, personne de bonne naissance, mais sans fortune. Il fut bientôt harcelé par ses créanciers, qui ne lui laissèrent pas un instant de repos. il vivait de l'argent réalisé par la vente d'une terre de Normandie, qu'il avait achetée à l'époque de son élévation au marquisat. Ses ressources ne tardèrent pas à s'épuiser: ses ennemis l'accusaient néanmoins de dépenses extravagantes, et allèrent jusqu'à dire qu'il simulait la pauvreté pour se rendre favorable l'opinion publique. Dans une lettre adressée à un ami, Dupleix répondit à cette lâche accusation, et montrait dans quelle triste situation il se trouvait. Il était toujours occupé de ses réclamations, et à peine la commission, chargée d'examiner ses comptes, était-elle nommée, que le 22 juillet 1757, il lui présentait une requête dans laquelle il concluait contre la Compagnie au paiement de la somme de 7.222.000 livres. En janvier 1758, la commission répondait en donnant une fin de non recevoir. Elle disait que le compte qui lui était présenté, n'était pas dans la forme usitée. et que le droit

avait été supprimé par un vice de procédure. Le 15 mars 1758, Dupleix répondait par un long mémoire où il faisait ressortir la mauvaise foi de ses adversaires. Il accompagnait ce mémoire d'une requête relative à la nature des avances dont le solde de son compte était composé.

Cette requête resta six mois sans réponse. Le contrôleur-général venait de prendre la résolution d'examiner cette affaire par lui-même, lorsqu'un arrêt du roi du 10 décembre 1758 évoqua l'affaire, pour être jugée en conseil des dépêches, et en même temps, on communiquait à Dupleix un mémoire de la Compagnie, qui n'était que la répétition des fins de non-recevoir. Dupleix répondit en 1759, en faisant paraître un mémoire auquel il joignait les pièces justificatives. Toutes les accusations portées contre lui étaient réduites à néant. Malheureusement tous ses efforts étaient inutiles. Il y avait un parti pris. La cour et les directeurs refusaient de lui rendre justice, et l'opinion publique ne voulait voir en lui qu'un esprit aventureux, qui avait amené la ruine de nos colonies. Pas un écrivain, pas un personnage influent n'osa ou ne voulut prendre sa défense. Voltaire joignit lâchement ses attaques à celles de la foule. Pour lui, Dupleix est un aventurier, qui n'a jamais recherché que la fortune et rendu le nom français odieux dans l'Inde, tandis que Godeheu est un négociateur sage et pacifique. Il était impossible de pousser plus loin la calomnie.

Dupleix lutta jusqu'au bout. Il fut bientôt abandonné et arriva tellement à être dénué de ressources, qu'il dut solliciter la protection du roi contre la contrainte par corps et obtenir des arrêts de surséance contre ses créanciers, pour n'être pas traîné en prison. « Mes créanciers, disait-il, m'écrasent dans l'Inde. Je meurs de faim au milieu d'une fortune considérable, acquise par un patrimoine, augmentée par trente-quatre ans de services les plus brillants, fortune que j'ai sacrifiée avec la plus grande générosité pour faire des acquisitions immenses à la Compagnie, qui peuvent, si l'on sait suivre mes idées et continuer ce que j'avais commencé, mettre dans l'Inde la Compagnie en état de subsister par elle-même. » Rien ne pouvait désarmer l'opinion publique. On avait oublié tout ce que Dupleix avait fait pour son pays, et l'on ne cessait de s'acharner à le poursuivre. Son caractère énergique ne lui permettait pas de s'avouer vaincu. En 1763, la Compagnie des Indes faisait paraître un mémoire contre lui ; il répondit, et dans cette nouvelle protestation, il démontrait son innocence et l'injustice de ses spoliateurs. A la même époque, le chevalier Law, qui avait capitulé à Seringham, publiait *sa plainte contre Dupleix*, avec le récit de l'expédition de Tritchinapaly. Le capitaine Maissin, de son côté, faisait distribuer dans Paris un mémoire des plus injustes, et Godeheu, qui était de retour en Europe, écrivait une lettre qui n'était

qu'un odieux libelle. Dupleix ne pouvait laisser passer l'attaque de son ancien protégé, et dans une réplique, il dévoila l'indignité de sa conduite, et le flétrit d'une manière irrévocable.

Cette lutte stérile épuisa son énergie; il voyait l'isolement se faire autour de lui. Bientôt, aux souffrances morales s'ajoutèrent les souffrances physiques. L'ancien gouverneur de l'Inde Française, qui avait régné sur trente-cinq millions d'hommes, tomba dans la misère, et son dénûment était tel qu'à la fin, il n'obtenait plus que de la charité les choses les plus nécessaires à l'existence. Il recevait les aumônes de la paroisse Saint-Roch. Trois mois avant sa mort, il avait chez lui des garnisaires, faute de ne pouvoir payer l'impôt de la capitation, on le menaçait de faire vendre son mobilier, et l'ordre lui avait été signifié *d'avoir à vider* la maison qu'il occupait. Malgré tout, Dupleix, qui avait foi dans la justice de sa cause, espérait encore, et quoique affaibli par la maladie, il consacra ses derniers moments à rédiger un mémoire de défense. L'on pouvait y lire ces phrases émouvantes : « J'ai sacrifié ma jeunesse, ma fortune, ma vie à combler de richesses ma nation en Asie. De malheureux amis et de trop faibles parents consacrèrent tous leurs biens à faire réussir mes projets; ils sont maintenant dans la misère.... Je me soumets à toutes les formes judiciaires, je demande comme le dernier des créanciers, ce qui m'est dû.... Mes services

sont traités de fables, ma demande est ridicule, je suis traité comme le plus vil des hommes.... Je suis dans la plus déplorable indigence. Le peu de biens qui me reste est saisi. J'ai été obligé d'obtenir des arrêts de surséance pour n'être pas traîné en prison. » La main qui écrivait ces lignes devait être bientôt glacée par la mort; quelques jours après, en effet, le 11 novembre 1763, Dupleix rendait le dernier soupir, dans une maison de la rue Neuve des Capucines, située sur l'emplacement occupé, il y a quelques années, par le ministère des Affaires étrangères, non loin du palais, qui était la résidence officielle de la Compagnie des Indes. Dès que sa mort fut connue, sa pauvre demeure fut envahie par un essaim de créanciers, plus pressés les uns que les autres de se saisir du mobilier pour garantir leurs créances.

Telle fut la fin de Dupleix. L'homme qui avait gouverné l'Inde française, dominé sur le Carnatic et le Deccan, élevé un soubab sur le trône, et donné des lois à trente-cinq millions d'hommes, mourait dans un état complet d'indigence. Pendant toute sa vie, il n'avait eu qu'un but, la grandeur de son pays, assurer en Asie la prépondérance de la France, et en faire la première puissance coloniale, et pour cela, il n'avait reculé devant aucun sacrifice. C'était un grand administrateur, un profond diplomate et un colonisateur de premier ordre. Il possédait la science du gouvernement à un haut degré, et la nature l'avait

doué des plus brillantes qualités. Son énergie et sa persévérance étaient à l'abri de tous les coups de la fortune et rien ne pouvait l'abattre. Si nous l'admirons comme homme politique, il n'en n'est pas moins digne d'éloges, lorsqu'on l'étudie dans sa vie intime. Il était désintéressé, affectueux, généreux et sympathique à tous ceux qui l'entouraient. Dupleix était né trop tard ou trop tôt : il lui eût fallu vivre au dix-septième siècle, à une époque d'organisation glorieuse, au temps où régnait Louis XIV et où Colbert était ministre, où bien un demi-siècle plus tard, dans la période de la lutte suprême, lorsque Bonaparte débarquait en Égypte et se préparait à porter un coup terrible à l'Angleterre. Il eût alors enfanté des prodiges dans l'Inde. Malheureusement, Dupleix vivait sous Louis XV, à une époque de démoralisation, où la génération qui existait était incapable de le comprendre. Il espérait que le pays cesserait d'être aveugle, et finirait par partager ses conceptions grandioses. Là, il se trompa et ce fut son erreur. Ses projets excitèrent l'envie et furent traités de chimères. « Il était coupable du crime de génie. » Aujourd'hui la vérité a été reconnue, le nom de Dupleix est devenu synonyme du patriotisme le plus pur et le plus ardent, et ne doit plus être prononcé qu'avec respect et émotion.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

L'Inde. — Son passé. — Motifs qui ont déterminé les Européens à y fonder des établissements. — Les Portugais, les Hollandais, les Anglais. 1

CHAPITRE II

Les débuts des Français dans l'Extrême-Orient. — La Compagnie des Indes. — Expédition de Ceylan. — Siège de San-Thomé. 51

CHAPITRE III

François Martin. — Fondation de Pondichéry. — La France prend pied dans l'Inde. 81

CHAPITRE IV

Law. — La Compagnie perpétuelle. — Lenoir. — Conquête de Mahé. 119

CHAPITRE V

Gouvernement de Dumas. — Expédition de Moka. — Acquisition de Karikal. — Les Mahrattes menacent Pondichéry 155

CHAPITRE VI

Dupleix. — Ses débuts. — Sa politique. — Situation de l'Inde. — Commencement de la guerre avec l'Angleterre 185

CHAPITRE VII

La rivalité de Dupleix et de La Bourdonnais 217

CHAPITRE VIII

La guerre avec le nabab d'Arcate. — Victoire de San-Thomé. — Siège de Pondichéry. — Traité d'Aix-la-Chapelle 265

CHAPITRE IX

Intervention de la France dans les affaires indigènes, apogée de sa puissance dans l'Inde. — Les projets de Dupleix 297

CHAPITRE X

Siège de Tritchinapaly. — Une armée française capitule en rase campagne. — Dupleix aux prises avec l'adversité. 341

CHAPITRE XI

L'expédition du Deccan. — Le général de Bussy. . . 385

CHAPITRE XII

L'opinion publique en France. — La chute de Dupleix. 425

48154. — PARIS. IMPRIMERIE LAHURE
9, rue de Fleurus. 9

DS
496
C35

Castonnet des Fosses, Henri, 1846-1898
L'Inde française au 18e siècle;
Paris, Société de géographie commerciale ([1899?])

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY